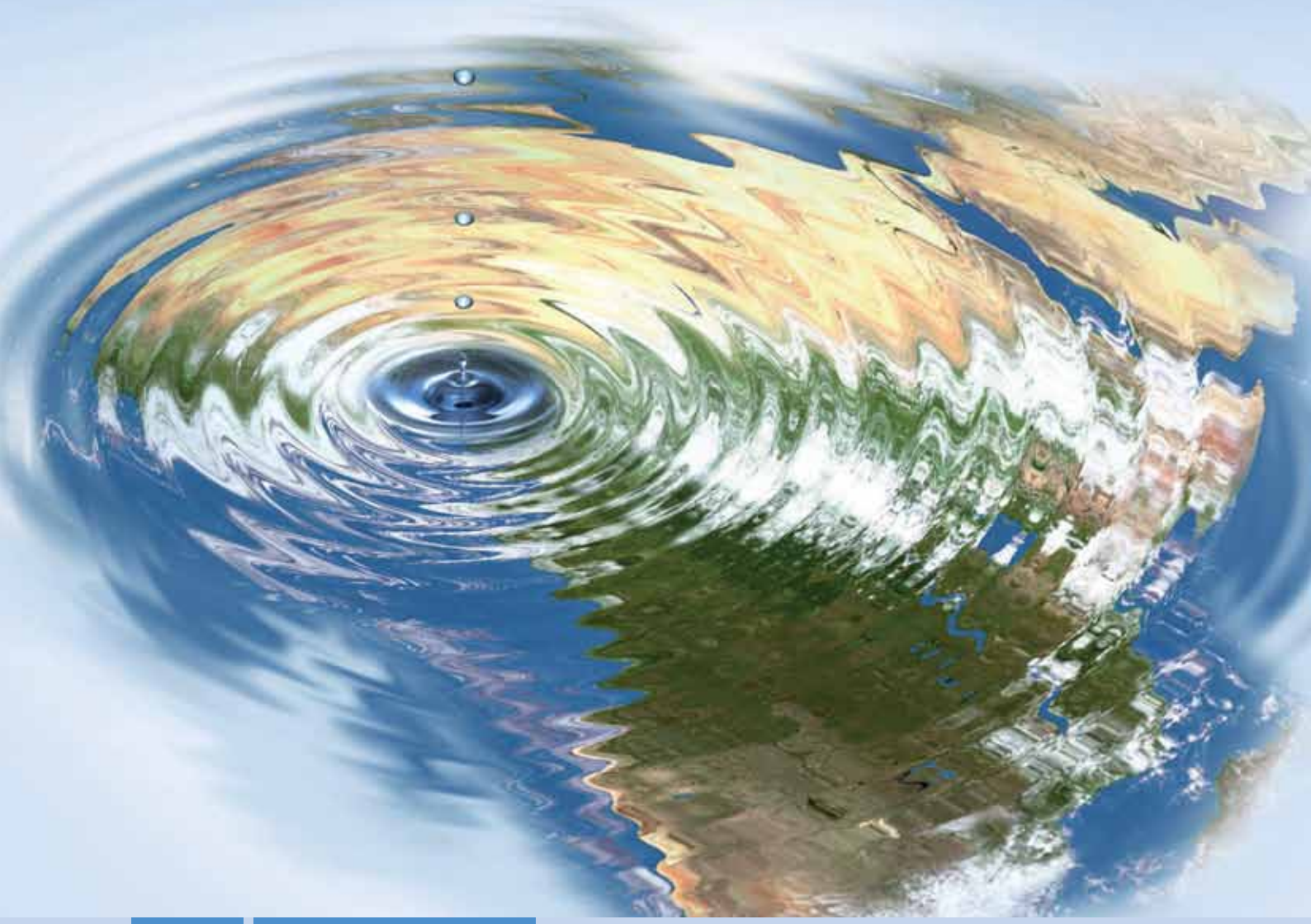
2011

Rapport sur la situation du volontariat dans le monde

Valeurs universelles pour le bien-être mondial



UN Volontaires

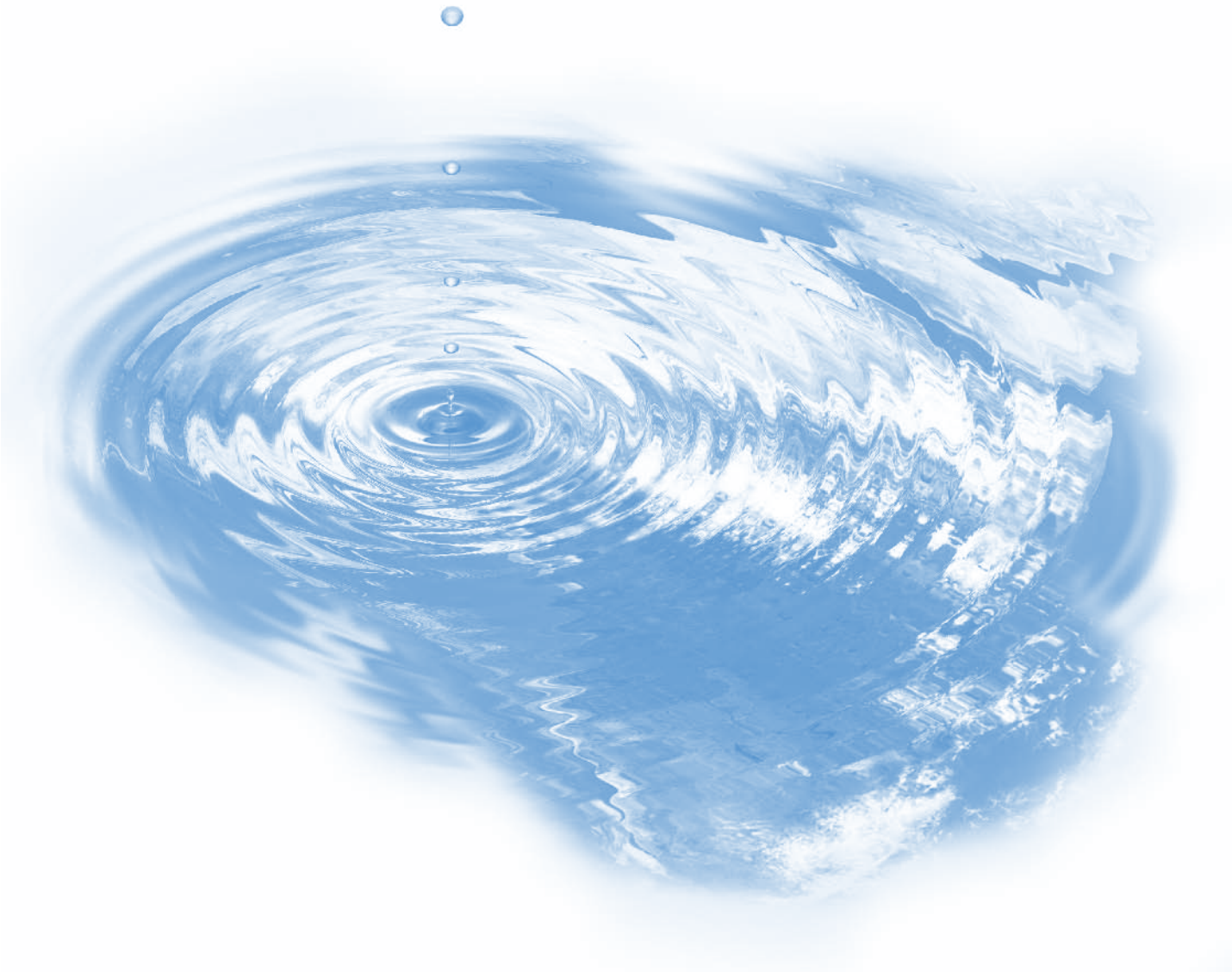
l'inspiration en action

Le **programme des Volontaires des Nations Unies (VNU)** est l'organisation de l'ONU qui promeut le volontariat afin de soutenir la paix et le développement de par le monde. Le volontariat est un moyen efficace pour engager les gens à s'attaquer aux défis de développement, et il peut transformer le rythme et la nature du développement. Le volontariat profite à la fois à l'ensemble de la société et à la personne qui se porte volontaire en renforçant la confiance, la solidarité et la réciprocité parmi les citoyens et en créant délibérément des opportunités de participation. Le programme VNU contribue à la paix et au développement en préconisant la reconnaissance des volontaires, en travaillant avec ses partenaires pour intégrer le volontariat dans la programmation du développement, et en mobilisant de par le monde un nombre croissant de volontaires, d'une plus grande diversité, y compris des volontaires des Nations Unies confirmés. Le programme VNU conçoit le volontariat comme universel et proche. Il reconnaît le volontariat dans sa diversité, ainsi que dans les valeurs qui le portent : le libre arbitre, l'engagement et la solidarité.

Le programme VNU est administré par le
Programme des Nations Unies pour le développement
(PNUD)

2011 Rapport sur la situation du Volontariat dans le monde

Valeurs universelles pour le bien-être mondial



UN Volontaires

l'inspiration en action

© Programme des Volontaires des Nations Unies, 2011

Réalisation : Programme des Volontaires des Nations Unies
Traduction : Prime Productions, Royaume-Uni
Conception : Baseline Arts, Royaume-Uni ;
Shubh Chakraborty (idée pour la couverture)
Impression : Phoenix Design Aid, Danemark.

Ce rapport est disponible en anglais, arabe, espagnol et français.
Il peut être commandé sur https://unp.un.org/

Reproduction partielle ou intégrale de cette publication
interdite sans autorisation.

ISBN-13 : 978-92-1-300324-5
e-ISBN-13 : 978-92-1-055174-8

N° de vente : F.11.I.12

Équipe du Rapport sur la situation du volontariat dans le monde

Auteur principal
Robert Leigh

Équipe de recherche et de rédaction
David Horton Smith (responsable de recherche principal), Cornelia Giesing, María José León, Debbie Haski-Leventhal, Benjamin J. Lough, Jacob Mwathi Mati, Sabine Strassburg

Rédacteur
Paul Hockenos

Chef de projet
Aygen Aytac

Chargé de communication
Lothar Mikulla

Équipe de soutien administratif
Vera Chrobok, Johannes Bullmann

L'analyse et les recommandations de politique contenues dans le présent rapport ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Programme des Nations Unies pour le développement. Les travaux de recherche et de rédaction sont le fruit de la collaboration entre l'équipe qui a travaillé au *Rapport sur la situation du volontariat dans le monde* (RSVM) et un groupe d'éminents conseillers avec à sa tête Mme Flavia Pansieri, Coordonnatrice exécutive du programme VNU.

Le fait de citer des noms ou des procédés commerciaux ne constitue pas une approbation de fait.

Avant-propos

Le volontariat est une caractéristique que partagent les sociétés du monde entier. Les termes que l'on utilise pour le définir et les formes que prennent son expression peuvent varier à travers différentes langues et cultures, mais les valeurs qui l'animent sont communes et universelles : elles résident dans le désir de contribuer au bien de tous, librement décidé et dans un esprit de solidarité, sans attente de contrepartie matérielle.

Le volontariat est alimenté par les valeurs de justice, d'égalité et de liberté qu'exprime la Charte des Nations Unies. Une société qui soutient et encourage les différentes formes du volontariat promeut le bien-être de ses citoyens. À l'opposé, une société qui a du mal à reconnaître et à faciliter les contributions qu'apportent les volontaires risque de perdre les valeurs de notre commune humanité dans sa recherche de réalisations purement matérielles.

Il y a une dizaine d'années, lorsqu'elle a proclamé 2001 « Année internationale des Volontaires » (AIV), la communauté internationale a reconnu les contributions essentielles des volontaires au progrès, à la cohésion et à l'énergie des communautés et des nations. Et pourtant, alors que nous nous efforçons d'accélérer les progrès vers l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015, les contributions des volontaires ne sont pas prises en compte dans les stratégies et demeurent en marge du débat relatif au développement.

Le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) a pris l'initiative de faire préparer ce tout premier rapport des Nations Unies sur le volontariat, de façon à marquer le dixième anniversaire de l'Année internationale des Volontaires. Ainsi, en présentant le potentiel encore inexploité du volontariat, le rapport souligne le fait que l'architecture actuelle du développement reste incomplète lorsqu'on ne tient pas compte des contributions que les volontaires peuvent apporter.

Au cours des deux dernières décennies, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a fait progresser le concept du développement humain, en plaidant en faveur de l'extension des choix et des libertés des individus et de l'accroissement de leur capacité à mener une existence plus longue et saine, à recevoir une éducation et à bénéficier d'un niveau de vie décent. Ainsi que l'ont montré les rapports sur le développement humain successifs, l'efficacité du développement ne doit pas se mesurer uniquement en termes de croissance du PIB, mais aussi d'élargissement des choix des individus et d'améliorations de leur qualité de vie.

Le concept du développement humain place l'individu au centre des efforts de développement. Le rapport du programme VNU démontre la nécessité d'embrasser le développement humain de manière véritablement holistique, en reconnaissant l'importance des accomplissements de nature non matérielle pour le bien-être des individus et de la société dans son ensemble. Les améliorations à caractère matériel, la santé, l'éducation et le travail décent restent des considérations essentielles ; mais la participation, l'autonomisation et la citoyenneté active, dont le volontariat constitue un puissant moyen d'expression, sont tout aussi essentielles.

Ainsi que le relève le *Rapport sur le développement humain 2010* : *« Placer les individus au centre du développement nécessite que le progrès soit équitable et bénéficie à tous, en transformant les individus en acteurs actifs du changement »*. Le rapport du programme VNU donne à voir le volontariat comme un moyen très efficace de renforcer les capacités des individus dans toutes les sociétés et à tous les niveaux.

Au PNUD, nous sommes convaincus qu'il est important d'aider les pays à renforcer leurs institutions, leurs capacités et leurs politiques en faveur des changements transformationnels. Pour être efficaces, les politiques doivent apporter des changements à la base, dans la vie des individus mêmes. Les stratégies encouragées à travers des initiatives communautaires permettent de s'attaquer aux défis du développement.

Ce rapport déclenchera un débat et promouvra une meilleure compréhension des contributions du volontariat à la paix et au développement.

Helen Clark, *Administrateur, Programme des Nations Unies pour le développement*

Préface

Ce rapport traite des valeurs universelles qui motivent les hommes, partout dans le monde, à se porter volontaires pour œuvrer en faveur du bien commun, et de l'impact de l'action volontaire sur les sociétés et les individus. Nous croyons fermement à l'influence du volontariat dans la promotion de la coopération, dans l'encouragement à la participation et dans sa contribution au bien-être des hommes et de la société dans son intégralité.

Le volontariat a été reconnu comme facteur important du développement il y a une dizaine d'années, lorsque 126 États Membres ont coparrainé une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies à la fin de l'Année internationale des Volontaires (AIV). Cette résolution a fourni de nombreuses recommandations de politique aux gouvernements, aux organismes des Nations Unies, aux organisations non gouvernementales et à d'autres parties sur la façon de promouvoir et de soutenir le volontariat.

Depuis, des progrès encourageants ont été accomplis dans la mise en œuvre de plusieurs de ces recommandations. Et pourtant, au moment même où nous marquons le dixième anniversaire de l'AIV, la contribution du volontariat n'est toujours reconnue qu'en partie. Elle n'est mentionnée qu'après coup, de façon accessoire, et non pas comme composante intrinsèque de programmes conçus pour promouvoir la participation du citoyen et le bien-être social.

Par le biais de ce rapport, nous espérons démontrer la nécessité de faire reconnaître le volontariat comme élément essentiel du progrès durable et équitable des communautés et des nations. Dans un environnement qui évolue rapidement, il est une constante. Il est capable de s'exprimer sous différentes formes, mais les valeurs de solidarité et d'engagement qui en constituent le fondement restent fortes et universelles. On les trouve dans toutes les cultures et les sociétés et elles demeurent l'expression authentique de notre humanité commune.

On reconnaît de plus en plus la nécessité de modifier nos modes de production et de consommation non durables. Tout changement éventuel dans ce sens demandera de la volonté politique. Mais l'adhésion et la participation active des citoyens seront tout aussi importantes. Le volontariat n'est pas la panacée à tous les problèmes auxquels le monde doit faire face aujourd'hui. Toutefois, il doit être au cœur de toute stratégie qui reconnaît que le progrès ne peut se mesurer uniquement en termes de rendement économique et que les individus ne sont pas motivés seulement par leur intérêt personnel mais aussi par les valeurs et les croyances profondément ancrées en eux.

Dans les chapitres qui suivent, nous fournissons de nombreux exemples des changements transformationnels vécus et produits par les volontaires. Nous démontrons pourquoi le volontariat est d'importance cruciale pour le développement humain. Plus fondamentalement encore, nous mettons en avant le fait qu'une société véritablement humaine doit être animée par les valeurs de confiance, de solidarité et de respect mutuel qui inspirent tout volontaire.

En préparant ce tout premier rapport des Nations Unies sur le volontariat, nous avons dû affronter de nombreux problèmes de définition et de méthode. De plus, nous sommes conscients que des études et une recherche supplémentaires seront nécessaires pour affiner notre compréhension de la nature et de l'étendue de l'activité humaine qu'il représente. Cette étude n'est qu'une entrée en matière vers un débat élargi, et non une réponse définitive. Dans les années à venir, nous comptons approfondir notre compréhension des motivations, de l'étendue, de la valeur et de l'impact du volontariat à l'échelle mondiale.

Flavia Pansieri, *Coordonnatrice exécutive du programme VNU*

Remerciements

Ce rapport est le fruit d'un réel effort de participation. À tous ceux qui y ont contribué en donnant de leur temps, de leurs connaissances et de leur expérience, le programme VNU exprime ses sincères remerciements. Comme il sied à un rapport sur le volontariat, la plupart des contributions ont pris la forme d'un engagement volontaire. Le rapport a été préparé par une équipe principale, coordonnée par Aygen Aytac, chef de projet, selon les directives générales et sous la supervision de Flavia Pansieri, coordonnatrice exécutive du programme VNU. L'équipe de recherche et de rédaction, menée par Robert Leigh, auteur principal, comprenait David Horton Smith du Collège de Boston et fondateur d'ARNOVA, Benjamin J. Lough de l'Université d'Illinois à Urbana-Champaign, Jacob Mwathi Mati de l'Université de Witwatersrand, Debbie Haski-Leventhal de l'Université Macquarie et les consultants indépendants María José León, Cornelia Giesing et Sabine Strassburg. Le soutien au projet et l'appui administratif ont été assurés par Vera Chrobok et Johannes Bullmann. Lothar Mikulla a pris charge des activités de communication et de plaidoyer et Paul Hockenos s'est chargé de l'édition du rapport. Shubh Chakraborty a proposé une idée pour la page de couverture du rapport.

Un comité consultatif technique a été activement impliqué dans l'identification des questions traitées dans le rapport et dans la présentation de son contenu. Nos remerciements vont vers ses membres : Jeffrey Brudney, Anabel Cruz, Lev Jakobson, Amany Kandil, Thierno Kane, Jeni Klugman, Lucas Meijs, Maureen Nakirunda, Justin Davis Smith et Rajesh Tandon.

Le Haut comité consultatif a contribué à élargir la vision du rapport et à situer les questions qui y sont traitées dans des contextes donnés. Nous adressons nos remerciements à ses membres pour les idées et les suggestions de grand intérêt qu'ils ont apportées. Il s'agit de : Soukeyna Ndiaye Ba, Liz Burns, Marian Harkin, Bruce Jenks, Rima Khalaf, Bernardo Kliksberg, Justin Koutaba, Miria Matembe, Taimalieutu Kiwi Tamasese et Erna Witoelar.

Un groupe de lecture interne du programme VNU comprenant des membres du personnel de direction et de l'équipe technique du programme a été constitué pour fournir des commentaires sur le texte du projet de rapport. Leurs conseils et leurs suggestions ont beaucoup bénéficié à l'ouvrage final. Ainsi, nous souhaitons exprimer nos remerciements à Kwabena Asante-Ntiamoah, Mahamane Baby, Manon Bernier, Élise Bouvet, Mae Chao, Simona Costanzo-Sow, Peter Devereux, Olga Devyatkin, Francesco Galtieri, Kevin Gilroy, Naheed Haque, Moraig Henderson, Ibrahim Hussein, Ghulam Isaczai, Allen Jennings, Tapiwa Kamuruko, Donna Keher, Svend Amdi Madsen, Yvonne Maharoof, Robert Palmer, Jan Snoeks, Robert Toe, Marco van der Ree, Oliver Wittershagen, Kawtar Zerouali et Véronique Zidi-Aporeigah. Un groupe de référence interne a aussi apporté une assistance et nous remercions Alba Candel Pau, Fabienne Copin, Romain Desclous, Rafael Martínez, Marguerite Minani et Amina Said pour leur contribution.

Le programme VNU a commandité la préparation de 19 documents d'information portant sur une série de questions relatives au thème du volontariat, ainsi que de sept documents ayant une portée régionale. Nous remercions celles et ceux qui en ont pris la charge et nous ont communiqué des informations et des données revêtant beaucoup d'intérêt. En voici la liste : Jody Aked, Emmanuel Asomba, Denise Bortree, Carol Carter, Kathryn Dinh, Christopher Einolf, Sharon Eng, Snezana Green, Jürgen Grotz, Celayne Healon-Shrestha, Nicole A. Hofmann, Benedict Iheme, Osama Kadi, Alina Meyer, Kimberly Ochs, René Olate, John Robinson, Sigfrido Romeo, Lester Salamon, David H. Smith, Lars Svedberg, Rajesh Tandon, Rebecca Tiessen et Ying Xu (voir la section

« Bibliographie » pour obtenir la liste complète des documents commandés).

Neuf réunions de consultation ont jalonné la préparation du rapport entre octobre 2010 et février 2011. Elles visaient à discuter de questions relatives au volontariat et à tirer parti de l'expertise de chercheurs dans le domaine du volontariat, d'universitaires, de responsables de la société civile et de praticiens du développement venus du monde entier. Notons la réunion de consultation avec les représentants de la société civile en Allemagne et plusieurs autres de dimension régionale couvrant l'Amérique latine, l'Amérique du Nord, l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est/CEI, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Afrique francophone, l'Afrique anglophone et la région Asie-Pacifique. Nous remercions tous les participants pour leurs précieuses contributions, leurs suggestions, leurs études de cas et les résultats de leurs propres recherches. Nous disons aussi notre appréciation aux universités et organisations associées pour leur appui à la participation de leur personnel dans nos réunions de consultation (voir ci-après une liste complète des réunions de consultation et des participants).

Les Bureaux de pays du PNUD en Turquie, au Sénégal, au Kenya, en Thaïlande et en Argentine, et le Bureau du programme VNU à New York ont pris à leur charge les frais d'organisation des réunions de consultations régionales. La Commission des Casques blancs (Comisión Cascos Blancos) d'Argentine et l'Institut de recherche TUSSIDE de Turquie ont apporté leur appui à l'organisation de réunions à Buenos-Aires et à Istanbul respectivement. La réunion de consultation multirégionale en Turquie a été financée par la Commission européenne, et nous exprimons notre gratitude pour ce soutien financier.

Les groupes de réseaux du PNUD ont généré une gamme d'idées et d'exemples utiles par le biais de discussions en ligne sur différents sujets liés au volontariat. À cet égard, la contribution des réseaux sur la sexospécificité, sur la réduction des risques de catastrophes, sur le VIH/sida, sur l'environnement et sur la prévention des conflits et le relèvement mérite une mention particulière.

Les données et les statistiques utilisées dans ce rapport ont été puisées dans une grande mesure dans les bases de données d'autres organisations, auxquelles nous avons pu accéder gracieusement. À cette fin, nous tenons à remercier Richard Harrison, directeur de recherche de la Charities Aid Foundation à Londres et Andrew Rzepa de GALLUP.

Pendant la durée du projet, un certain nombre de stagiaires enthousiastes ont soutenu l'équipe en charge du rapport. Il s'agit de : Collins Fomukong Abie, Abdalhadi Alijla, Bárbara Bécares Castaño, Bowen Cao, Piyush Dhawan, Geline Alfred Fuko, Carly Garonne, Miles Hookey, Ika Rini Indrawati, Aurora Gomez Jimenez, Aivis Klavinskis, Parul Lihla, Amrita Manocha, Evgenia Mitroliou, Hiromi Morikawa, Victor Bakhoya Nyange, Valentina Primo, Liam Puzzi et Rafael Tahan.

Le rapport a aussi bénéficié du soutien de plusieurs volontaires en ligne à travers le monde : Frank Brockmeier, Jorge Carvajal, Audrey Desmet, Arit Eminue, Camilla Eriksson, Monica Figueroa, Sophie Guo, Carolina Henriques, Ali Hentati, Jae Hyeon Park, Ahsan Ijaz, Syed Ijaz Hussain Shah, Marina Jousse, Wenni Lee, Natalia Markitan, Leire Martinez Arribas, Lucia Martinkova, Luana Mulugheta, Saki Nagamone, Joanna Pilch, Montasir Rahman, Mara Romiti, Britta Sadoun, Christopher Sam, Divya Sharma, Feiru Tang, Aneliya Valkova et Jennifer Walsh.

APA Journals nous a constamment soutenus en nous informant sur le style APA utilisé pour les références bibliographiques du rapport.

Le programme VNU tient à remercier tous ceux qui ont contribué à ce rapport.

Contributions

MEMBRES DU HAUT COMITÉ CONSULTATIF (par ordre alphabétique)

Soukeyna Ndiaye Ba – Directrice exécutive, International Network of Alternative Financial Institutions, Dakar, Sénégal

Elizabeth Burns – Ancienne présidente mondiale, International Association for Volunteer Effort (IAVE), Royaume-Uni

Marian Harkin – Députée, Parlement européen, Irlande

Bruce Jenks – Chercheur principal non résident, Harvard University, États-Unis

Rima Khalaf – Secrétaire exécutive, Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, (CESAO), Beyrouth, Liban

Bernardo Kliksberg – Consultant principal du Directeur du Bureau des politiques de développement, PNUD, Argentine

Justin Koutaba – Professeur de philosophie, Université de Ouagadougou, Burkina Faso

Miriam Matembe – Fondatrice et membre du Conseil d'administration, Centre for Women in Governance, Kampala, Ouganda

Taimalieutu Kiwi Tamasese – Coordinatrice de la section du Pacifique, The Family Centre, Nouvelle-Zélande

Erna Witoelar – Présidente, Asia Pacific Philantrophy Consortium, Indonésie

MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF TECHNIQUE (par ordre alphabétique)

Jeffrey Brudney – Titulaire de la chaire Albert A. Levin d'études urbaines et de service public, Levin College of Urban Affairs, Cleveland State University, États-Unis

Anabel Cruz – Directrice, Institut international pour la communication et le développement, Montevideo, Uruguay

Lev Jakobson – Premier vice-recteur, École supérieure d'économie, Université d'État de Moscou, Fédération de Russie

Amany Kandil – Directrice exécutive, The Arab Network for NGOs, Le Caire, Égypte

Thierno Kane – Ancien directeur, Division des organisations de la société civile du PNUD, Dakar, Sénégal

Jeni Klugmann – Ancienne directrice, Bureau du Rapport sur le développement humain du PNUD, New York, États-Unis

Lucas Meijs – Professeur, École de gestion de Rotterdam à l'Université Erasmus, Rotterdam, Pays-Bas

Maureen Nakirunda – Chargée de recherche, Centre for Basic Research, Kampala, Ouganda

Justin Davis Smith – Directrice générale, Volunteering England, Londres, Royaume-Uni

Rajesh Tandon – Président, Society for Participatory Research in Asia, Delhi, Inde

RÉUNIONS DE CONSULTATION

Réunion de consultation multirégionale (Europe de l'Ouest, Europe de l'Est/CEI, Moyen-Orient et Afrique du Nord), Turquie

29-30 octobre 2010

Europe de l'Ouest

Cliff Allum (directeur général, Skillshare International, Royaume-Uni) ; Aurélie Beaujolais (coordinatrice, Comité de Liaison des ONG de Volontariat, France) ; Rene Bekkers (professeur agrégé, Département d'études philanthropiques, Université VU Amsterdam, Pays-Bas) ; Steffen Bethmann (chargé de recherche, Centre d'études philanthropiques, Université de Bâle, Suisse) ; Thilo Boeck (chargé de recherche principal, Centre for Social Action, De Montfort University, School of Applied Social Sciences, Royaume-Uni) ; Angeliki Boura (conseillère spéciale du secrétaire général à la Jeunesse, secrétariat général de la Jeunesse, Grèce) ; Matthew Hill (chargé de recherche, Institute for Volunteering Research, Royaume-Uni) ; Lesley Hustinx (professeur adjointe, Département de sociologie, Université de Gand, Belgique) ; Liz Lipscomb (chef de recherche, Charities Aid Foundation, Royaume-Uni) ; Deirdre Murray (directrice, Comhlámh, représentant FORUM, Irlande) ; Colin Rochester (chargé de recherche principal, Center for the Study of Voluntary and Community Activity, Roehampton University, Royaume-Uni) ; Boguslawa Sardinha (professeur adjointe, Escola Superior de Ciências Empresariais, Instituto Politechnico de Setubal, Portugal) ; Lars Svedberg (professeur/ directeur de recherche, Institut d'études de la société civile, Université Ersta Sköndal , Suède) ; Agnes Uhereczky (directrice, Association of Voluntary Service Organizations, Belgique) ; Annette Zimmer (directrice de l'Institut des sciences politiques, Université de Münster, Allemagne).

Europe de l'Est/CEI

Indrė Balčaitė (analyste, Institut de politique et de gestion publiques, Lithuanie) ; Galina Bodrenkova (fondatrice et présidente, Moscow Charity House / représentante nationale d'IAVE en Russie) ; Astrit Istrefi (coordinatrice de projet, Saferworld, Kosovo, Serbie) ; Nikica Kusinikova (directeur exécutif, Konekt, ex-République yougoslave de Macédoine) ; Anna Mazgal (responsable internationale, Fédération nationale des ONG polonaises, Pologne) ; Ferdinand Nikolla (directeur exécutif, Forum for Civic Initiatives, Kosovo,Serbie) ; Miroslav Pospisil (directeur, Centre de recherche pour le secteur non lucratif, République tchèque) ; Steve Powell (président et chargé de recherche principal, proMente, Bosnie-Herzégovine) ; Lejla Sehic Relic (directrice, Volonterski Centar Osijek, Croatie) ; Kuba Wygnanski (expert, Association KLON/ JAWOR, Unité SHIPYARD pour la recherche sociale et l'innovation, Pologne) ; Igor Germanovich Zakharov (consultant webmestre, Fondation Sozidanie, Fédération de Russie) ; Elena Zakharova (directrice exécutive, Fondation Sozidanie, Fédération de Russie).

Moyen-Orient et Afrique du Nord

Hadeel Al-Ali (directeur, Syria Youth Commission for Volunteerism, République arabe syrienne) ; Khalid S. Al-Ghamdi (consultant en technologie et chercheur pour les organisations à but non lucratif, MEDAD Center - International Center for Researches & Studies, Arabie saoudite) ; Rana Al Hariri (assistant de programme, Fédération internationale des Sociétés de la

Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Liban) ; Abdel Rahim Belal (directeur, Fondation Friedrich Ebert, Soudan) ; Farah Cherif D'Ouezzan (fondatrice de l'Association Thaqafat, fondatrice et directrice du Centre for Cross Cultural Learning (CCCL), Maroc) ; Hür Güldü (coordonnateur, Organisation de planification gouvernementale du Premier ministère de la République turque, Centre for EU Education and Youth Programmes (Agence nationale), Turquie) ; Osama Kadi (cofondateur et président, Syrian Centre for Political and Strategic Studies, États-Unis) ; Salma Kahale (assistante exécutive principale, Projets et Initiatives, Bureau de la Première Dame, République arabe syrienne) ; Najwa Kallas (adjointe au programme, projet Youth Agenda, Bureau de la Première Dame, République arabe syrienne) ; Hagai Katz (directeur, Centre israélien de recherche sur le tiers secteur, Université Ben-Gurion du Negev, Israël).

Réunion de consultation de la société civile, Allemagne

8-9 novembre 2010

Stefan Agerhem (haut responsable, Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge/ Croix-Rouge suédoise) ; Ibrahim Betil (président, TOG-Fondation des Volontaires pour la Communauté, Turquie) ; Elizabeth Burns (ancienne présidente mondiale, International Association for Volunteer Effort, Royaume-Uni) ; Jacqueline Butcher-Rivas (présidente, CEMEFI, Centre Mexicain pour la Philanthropie, Mexique) ; Mei Cobb (vice-présidente, Volunteer & Employee Engagement, United Way Worldwide, États-Unis) ; Kate Cotton (directrice de l'équipe nationale de volontaires, Voluntary Service Overseas, Royaume-Uni) ; Philippe Fragnier (Unité de gestion des connaissances, Uniterra Volunteer Program, CECI et WUSC, Canada) ; Tuesday Gichuki (directeur exécutif, NAVNET, Kenya) ; Rosemary Hindle (cadre chargée du développement des relations extérieures, Association mondiale des Guides et des Éclaireuses, Belgique) ; Jeffery Huffines (représentant de CIVICUS auprès des Nations Unies, États-Unis) ; Viola Krebs (fondatrice et directrice exécutive, ICVolunteers, Suisse) ; Eva Mysliwiec (fondatrice et directrice exécutive, Youth Star, Cambodge) ; Mike Naftali (fondateur et président, Brit Olam (volontariat international et développement / Conseil national du volontariat, Israël)) ; Kumi Naidoo (directeur général, Greenpeace International, Pays-Bas) ; Cary Pedicini (directeur général, Volunteering Australia, Australie) ; Taimalieutu Kiwi Tamasese (coordinatrice de la section Pacifique, The Family Centre, Nouvelle-Zélande) ; Francesco Volpini (directeur, Comité de coordination du service volontaire international , France) ; Saâd Zian (directeur du développement du volontariat, Organisation mondiale du Mouvement Scout, Suisse).

Réunion de consultation régionale pour l'Amérique du Nord, États-Unis

20-21 novembre 2010

Douglas Baer (professeur, Département de sociologie, University of Victoria, Canada) ; Thomasina Borkman (professeure de sociologie émérite, George Mason University, États-Unis) ; Jeffrey Brudney (Chaire Albert A. Levin d'études urbaines et de service public, Levin College of Urban Affairs, Cleveland State University, États-Unis) ; Carol Carter (consultante principale, IVA Consulting, États-Unis) ; Lilian Chatterjee (directrice générale, Consultations et sensibilisation, Strategic Policy and Performance Branch, Canadian International Development Agency, Canada) ; Ernest Gilmer Clary (professeur,

Département de psychologie, College of St. Catherine, États-Unis) ; Ram A. Cnaan (président d'ARNOVA, professeur et doyen adjoint principal, University of Pennsylvania, États-Unis) ; Kathleen Dennis (directrice exécutive, International Association for Volunteer Effort, États-Unis) ; Christopher J. Einolf (professeur adjoint, School of Public Service, DePaul University, États-Unis) ; Susan J. Ellis (présidente, Energize, Inc., États-Unis) ; Barney Ellis-Perry (conseiller pour la stratégie, Volunteer Vancouver / spécialiste de la planification stratégique pour les relations extérieures, University of British Columbia, Canada) ; Megan Haddock (coordonnatrice des projets de recherche internationale, Center for Civil Society Studies, John Hopkins University, États-Unis) ; Michael H. Hall (directeur, Social Impact Strategies, Canada) ; Femida Handy (professeur, School of Social Policy and Practice, University of Pennsylvania, États-Unis) ; David Lasby (chargé de recherche principal, Imagine Canada, Canada) ; Nancy Macduff (formatrice et consultante, Macduff/ Bunt Associates, Faculty, Portland State University, États-Unis) ; Julie Fisher Melton (associée, responsable de programme retraitée, Kettering Foundation, États-Unis) ; Brandee Menoher (directrice de l'évaluation de la performance, Points of Light Institute, États-Unis) ; Rick Montpelier (spécialiste opérations et programmes, Peace Corps, États-Unis) ; Danny Pelletier (directeur des programmes et du partenariat, CUSO-VSO, Canada) ; Victor Pestoff (professeur invité, Institut d'études de la société civile, Université Ersta Skondal, Suède) ; Jack Quarter (professeur et directeur, Social Economy Centre, University of Toronto, Canada) ; David Ray (responsable principal de la stratégie et de la politique publique, Points of Light Institute, États-Unis) ; Sarah Jane Rehnborg (directrice adjointe de la planification et du développement, RGK Center for Philanthropy and Community Service, LBJ School of Public Affairs, University of Texas, États-Unis) ; Lester Salamon (directeur, Center for Civil Society Studies, The John Hopkins University, États-Unis) ; Sarah Saso (directrice, Relations communautaires, Manulife Financial Corporation, Canada) ; Elizabeth Specht (directrice exécutive, Volunteer Richmond, Canada) ; Robert A. Stebbins (professeur de faculté, Département de sociologie, University of Calgary, Canada) ; Richard A. Sundeen (professeur émérite, School of Policy, Planning and Development, University of Southern California, États-Unis) ; John Wilson (professeur émérite, Département de sociologie, Duke University, États-Unis).

Réunion de consultation régionale pour l'Afrique francophone, Sénégal

7-8 janvier 2011

Ibrahim Ag Nock (coordonnateur national, Centre national de promotion du volontariat pour la paix et le développement, Mali) ; Gustave Assah (président, Commission civique pour l'Afrique, Projet OSC/PNUD, Bénin) ; Kossi Ayeh (secrétaire général, Frères Agriculteurs et Artisans pour le Développement, Togo) ; Thierno Kane, ancien directeur, Division de la société civile du PNUD, et membre du Comité consultatif technique du programme VNU/SWVR, Sénégal) ; Flavien Munzuluba Kinier (Secrétariat national du volontariat, ministère du Plan, République démocratique du Congo) ; Zélia Leite Rodrigues (directrice, Programme national du volontariat, Cap-Vert) ; Ibrahim Patingde Alassane Ouedraogo, directeur général, Programme national du volontariat, Burkina Faso) ; Benoit Ouoba (secrétaire exécutif, Tin Tua, Burkina Faso) ; Rodolphe Soh (directeur

de la protection sociale des personnes handicapées et des personnes âgées, ministère des Affaires sociales, Cameroun) ; Saadé Souleye (ancien ministre du Développement régional, de la Planification et du Développement communautaire, Niger) ; Papa Birama Thiam (directeur de l'Assistance technique, Sénégal).

Réunion de consultation régionale pour l'Afrique anglophone, Kenya

17-18 janvier 2011

Raymonde Agossou (chef de la Division des relations humaines et du développement en faveur des jeunes, Commission de l'Union africaine, Éthiopie) ; Fatma Alloo (fondatrice, Tanzania Media Women's Association, République-Unie de Tanzanie) ; Salmina E. Jobe (coordonnatrice nationale, National Volunteer Service Centre Project, Gambie) ; Eve Lwembe-Mungai (conseillère pour le développement du volontariat, VSO Jitolee, Kenya) ; Winnie Mitullah (professeure adjointe chargée de la recherche, Université de Nairobi, Kenya) ; Esther Mwaura-Muiru (coordonnatrice nationale, GROOTS Kenya, Kenya) ; Dieudonné Nikiema (spécialiste du renforcement des capacités, Commission CÉDÉAO, Nigéria) ; Frances Birungi Odong (directrice des programmes, UCOBAC, Ouganda) ; Morena J. Rankopo (chargé de cours, coordonnateur MSW, Université du Botswana, Botswana) ; Murindwa Rutanga (professeur, Makerere University / représentant de CODESRIA, Ouganda) ; Joyce Shaidi (directrice, Département du développement de la jeunesse, ministère de l'Information, de la Jeunesse, de la Culture et des Sports, République-Unie de Tanzanie) ; Benon Webare (consultant, Professional Development Consultants International, Ouganda) ; Susan Wilkinson-Maposa (consultante, Afrique du Sud).

Réunion de consultation régionale pour l'Asie-Pacifique, Thaïlande

31 janvier – 1er février 2011

Vinya Ariyaratne (secrétaire générale, mouvement Sarvodaya Shramadana, Sri Lanka) ; Tim Burns (directeur exécutif, Volunteering New Zealand, Nouvelle-Zélande) ; Kin-Man Chan (directeur, Centre for Civil Society Studies / professeur agrégé de sociologie, The Chinese University of Hong Kong, Chine) ; Kathryn Dinh (consultante pour le développement international, Australie) ; Yashavantha Dongre (professeur, coordonnateur du projet sur le secteur sans but lucratif, Université de Mysore, Inde) ; Debbie Haski-Leventhal (chargée de cours principale, Macquarie Graduate School of Management, Macquarie University, Australie) ; Chulhee Kang (professeur, School of Social Welfare, Yonsei University, République de Corée) ; Kang-Hyun Lee (président, International Association for Volunteer Effort, République de Corée) ; Corazon Macaraig (responsable principal du service de volontariat, Philippine National Volunteer Service Coordinating Agency, Philippines) ; Phra Win Mektripop (Comité, Volunteer Spirit Network, Thaïlande) ; Malanon Nuntinee (Secrétariat, Volunteer Center, Université Thammasat, Thaïlande); Pooran Chandra Pandey (directeur, Times Foundation, Times Group, Inde) ; Rajesh Tandon (président, Society for Participatory Research in Asia, Inde) ; Erna Witoelar (présidente, Asia Pacific Philanthropy Consortium, Indonésie) ; Naoto Yamauchi (professeur d'économie publique, Osaka School of International Public Policy, Université d'Osaka, Japon) ; Zhibin Zhang (professeur associé, Nanyang Technological University, Singapour).

Réunion de consultation régionale pour l'Amérique latine, Argentine

8-9 février 2011

Bruno Ayres (directeur, Redes V2V, Brésil) ; Analía Bettoni Schafer (coordonnatrice de projets, Institut international pour la communication et le développement, Uruguay) ; Fernanda Bornhausen Sá (présidente, Instituto Voluntários em Ação, Brésil) ; Jacqueline Butcher-Rivas (membre du Conseil, CEMEFI, Mexique) ; Laura Carizzoni (assistante, Commission des Casques blancs, Argentine) ; Geovanna Collaguazo (coordonnatrice nationale du volontariat et de la jeunesse, Croix-Rouge, Équateur) ; Gabriel Marcelo Fuks (président, Commission des Casques blancs, Argentine) ; Marcela Jiménez de la Jara (associée principale, Center for Civil Society Studies, The John Hopkins University, États-Unis) ; Mariana Lomé (coordonnatrice, Programme d'études universitaires sur les organisations à but non lucratif, Université de San Andrés, CEDES, Argentine) ; Raúl Edgardo Martínez Amador (commandant, Brigade de pompiers volontaires, District Central Comayaguela, Honduras) ; Carolina Munín (assistante, Commission des Casques blancs, Argentine) ; Marta Muñoz Cárdenas (directrice adjointe, Association de la jeunesse chrétienne, Confédération colombienne des ONG, Colombie) ; Juan Carlos Nadalich (coordonnateur, Conseil national de coordination des politiques sociales, Argentine) ; René Olate (chercheur, College of Social Work, Ohio State University, États-Unis) ; Felipe Portocarrero (président, Université du Pacifique, Pérou) ; Mario Roitter (chercheur, Centre d'études de l'État et de la société, Argentine) ; Javiera Serani (directrice régionale pour le Mexique et les Caraïbes, Fondation Un techo para mi país (un toit pour mon pays), Chili) ; Cecilia Ugaz (représentante résidente adjointe, Programme des Nations Unies pour le développement, Argentine) ; Carlos Eduardo Zaballa (coordonnateur général de l'ONU, Commission des Casques blancs, Argentine)

Acronymes

AGNU Assemblée générale des Nations Unies

AIV Année internationale des Volontaires

ASC Agent de santé communautaire

BWB Bankers without Borders (banquiers sans frontières)

CEDEAO Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CEI Communauté d'États indépendants

CEPAL Comisión Económica para América Latina y el Caribe (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes)

CNP Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project

CUSO Canadian University Service Overseas (Service universitaire canadien outre-mer)

DAES Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies

DFID Department for International Development (Royaume-Uni)

EACEA Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (Agence exécutive « Éducation, audiovisuel et culture »)

FENU Fonds d'équipement des Nations Unies

FIDA Fonds international de développement agricole

FISCR Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

FOCSIV Federazione Organismi Cristiani Servizio Internazionale Volontario (Fédération des organismes chrétiens de volontariat international)

GWP Gallup World Poll (sondage mondial Gallup)

IAVE International Association for Volunteer Effort (Association internationale pour l'effort volontaire)

ICNL International Center for Not-for-Profit Law (centre international du droit des associations à but non lucratif)

ICNPO International Classification of Nonprofit Organizations (Classification internationale des organismes à but non lucratif)

IKS Indigenous Knowledge System (système des savoirs autochtones)

ISC Indice de la société civile

ISO International Organization for Standardization (Organisation internationale de normalisation)

MNV Mouvement national des volontaires

OC Organisation confessionnelle

OCDE Organisation pour la coopération et le développement économiques

OIM Organisation internationale pour les migrations

OIT Organisation internationale du travail

OMD Objectifs du Millénaire pour le développement

OMS Organisation mondiale de la Santé

ONG Organisation non gouvernementale

ONU Organisation des Nations Unies

OSC Organisation de la société civile

PDSN Plan de développement stratégique national

PEV	Programme d'employés-volontaires
PIB	Produit intérieur brut
PMNU	Pacte mondial des Nations Unies
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDH	Rapport sur le développement humain
REFMAP	Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix
RRC	Réduction des risques de catastrophes
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
RSVM	Rapport sur la situation du volontariat dans le monde
SADNET	Southern Africa Drought Technology Network (Réseau de technologie contre la sècheresse en Afrique australe)
SIF	Singapore International Foundation
SMS	Service de messages courts
SVI	Service volontaire international
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TICA	Thailand's International Development Cooperation Agency (Agence thaïlandaise pour le développement international et la coopération)
UE	Union européenne
UIT	Union internationale des télécommunications
UNCCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
UNEP	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UN-IANWGE	United Nations Inter-Agency Network on Women and Gender Equality (Réseau inter-agences des Nations Unies sur les femmes et l'égalité des genres)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNISDR	United Nations International Strategy for Disaster Reduction (Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes)
UNSC	United Nations Security Council (Conseil de sécurité des Nations Unies)
UPS	United Parcel Service
URM	Union du fleuve Mano
USAID	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)
VIH/sida	Virus de l'immunodéficience humaine / syndrome d'immunodéficience acquise
VNU	Programme des Volontaires des Nations Unies
VSO	Voluntary Services Overseas (Services volontaires outre-mer)
WANEP	West Arica Network for Peacebuilding (Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix)

Table des matières

L'ÉQUIPE DU RAPPORT SUR LA SITUATION DU VOLONTARIAT DANS LE MONDE iii

AVANT-PROPOS par l'Administrateur du PNUD iv

PRÉFACE par la Coordonnatrice exécutive du programme VNU v

REMERCIEMENTS vi

CONTRIBUTIONS viii

ACRONYMES xiv

TABLE DES MATIÈRES xvii

APERÇU GÉNÉRAL xxi
- Le volontariat dans le monde actuel xxiv
- Les nouveaux visages du volontariat xxiv
- Volontariat et paradigme du développement xxv

CHAPITRE 1 · Universalité du volontariat 1
- Volontariat et valeurs traditionnelles 2
- Le volontariat échappe à l'attention 3
- Qu'est-ce que le volontariat ? 4
- Comment s'exprime le volontariat ? 5
- Perceptions erronées à propos du volontariat 10
- Conclusions et discussions 14

CHAPITRE 2 · Prendre la mesure du volontariat 15
- Prendre la mesure du volontariat : pourquoi ? 16
- Diverses mesures du volontariat 18
- Études sur le volontariat au niveau national 20
- Ébauches de mesures sur un plan global : gros plan sur quelques initiatives internationales 20
  - Étude de la Commission européenne 21
  - Sondage mondial Gallup (GWP) 22
  - Enquête mondiale sur les valeurs (World Values Survey) 23
  - Le « John Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project » (CNP) 23
  - Indice de la Société Civile de CIVICUS (CSI) 24
- Le manuel de mesure du travail bénévole 25
- Conclusions et discussions 26

CHAPITRE 3 · Le volontariat au 21e siècle 29
Introduction 30
Volontariat et technologie 30
Volontariat et technologies mobiles de la communication 30
Volontariat et Internet 31
Volontariat international 34
Volontariat et secteur privé 39
Conclusions et discussions 44

CHAPITRE 4 · Volontariat et moyens d'existence durables 45
Introduction 46
Que sont les moyens d'existence durables ? 46
Volontariat et capital social 47
Volontariat et capital humain 49
Volontariat et capital naturel 52
Volontariat et capital physique 53
Volontariat et actifs financiers 54
Volontariat et pouvoirs politiques 55
Conclusions et discussions 57

CHAPITRE 5 · Le volontariat comme élément moteur de l'inclusion sociale 59
Qu'est-ce que l'inclusion sociale ? 60
Les niveaux d'inclusion sociale 61
Inclusion sociale des groupes par le volontariat 62
Les femmes 63
Les jeunes 65
Les personnes âgées 67
Les personnes handicapées 67
Les migrants 68
Les personnes vivant avec les VIH/sida 69
Conclusions et discussions 70

CHAPITRE 6 · Volontariat, cohésion et gestion des conflits 73
Introduction 74
Cohésion sociale et conflits violents 74
Le volontariat dans la prévention des conflits 75
Le volontariat pendant les conflits 76
Le volontariat au lendemain des conflits 77
Volontariat et promotion de la paix 78
Les femmes 78
Les jeunes 80
Conclusions et discussions 82

CHAPITRE 7 · Volontariat et catastrophes 83
Introduction 84
Les catastrophes et le développement 84
Les rôles multiples du volontariat lors de catastrophes 84
Avant la survenue d'une catastrophe 84
Prévention et atténuation des catastrophes 85
Se préparer pour affronter les catastrophes 86
Réagir aux catastrophes 88
Volontariat et relèvement 91
Conclusions et discussions 92

CHAPITRE 8 · Volontariat et bien-être 95
Introduction 96
Volontariat et bien-être personnel 98
Volontariat et bien-être communautaire 99
Bien-être et politiques 100
Conclusions et discussions 102

CONCLUSION : La voie à suivre 103
Introduction 104
Le moment est propice 105

NOTES 109

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES 113

LISTE DES ENCADRÉS
A.1 Le volontariat, élément très utile des plans de développement xxii
A.2 Le volontariat : une ancre devant les changements qui se produisent à l'échelle mondiale xxiii
1.1 Formes traditionnelles de volontariat 2
1.2 La contribution des volontaires aux prévisions météorologiques 3
1.3 Alphabétiser les pauvres en Inde 6
1.4 Les coopératives agricoles aident les fermiers de Zambie à survivre et à prospérer 7
1.5 Le printemps arabe – L'Égypte en couleurs 9
1.6 Partenariat entre les pouvoirs publics et les groupes communautaires pour combattre la pauvreté et la tuberculose 10
1.7 La philanthropie de l'Afrique – une tradition solidement ancrée 11
1.8 De la construction de logements à la citoyenneté active 12
1.9 Promotion des lois et des politiques favorables au volontariat 13
2.1 Valeurs du volontariat 16
2.2 Utilisation de calendriers pour mesurer la valeur du volontariat 17
2.3 Au-delà de la valeur économique 18
2.4 Jeunes volontaires de l'Union africaine 19
2.5 Toute première enquête sur le volontariat au Bangladesh 20
2.6 Les volontaires contribuent significativement au bien-être économique et social 25
2.7 Meilleures pratiques dans la mesure du volontariat 26
3.1 Surveillance des élections par SMS 31

3.2 Volontariat en ligne 32
3.3 Volontariat en ligne Open Source 33
3.4 Micro-volontariat de Kraft Foods 34
3.5 Amis de la Thaïlande au Bhoutan 35
3.6 Volontaires séniors de JICA 36
3.7 Le programme de volontariat de la diaspora éthiopienne 37
3.8 Valeurs et principes dans les affaires 39
3.9 Volontariat des employés et OMD 39
3.10 Volontariat des entreprises 40
3.11 Banquiers sans frontières 42
3.12 Réunir les hommes et les causes 43
4.1 Des chauffeurs de taxis cambodgiens participent à la lutte contre le paludisme 49
4.2 Éduquer pour développer le capital humain 51
4.3 Les sanctuaires de palourdes géantes des Tonga 52
4.4 Des volontaires montrent la voie dans la communauté 54
4.5 Le volontariat transfrontalier dans les associations mexicaines de villageois expatriés 55
4.6 Volontariat en faveur de l'égalité des sexes en Amérique latine 56
5.1 Le volontariat est un comportement social 60
5.2 Retraité et engagé 61
5.3 Aide traditionnelle Brésil – *mutirão* 62
5.4 Participation politique des populations autochtones 63
5.5 Conseil pastoral des femmes masaï 64
5.6 Amélioration de l'employabilité des jeunes en Bosnie-Herzégovine 66
5.7 En fauteuil roulant et volontaires 68
5.8 Le volontariat des immigrants : Nouvelle Zélande 69
5.9 Un discours positif sur le VIH : la Chine 70
6.1 Établir des liens de part et d'autre des frontières ethniques 77
6.2 Organisation musulmane de volontaires aux Philippines 78
6.3 Volontariat communautaire pour la paix 79
6.4 La lutte des femmes pour se faire entendre 80
6.5 La jeunesse favorise le relèvement post-conflit au Libéria 81
7.1 Bonnes pratiques pour assurer la résilience des communautés 84
7.2 Alerte rapide par des volontaires pour sauver des vies 87
7.3 Séisme de Christchurch : des volontaires en tous genres 89
7.4 Intervention rapide à Haïti 91
7.5 Le relèvement et l'esprit de *Gotong Royong* 92
8.1 Le bonheur national brut au Bhoutan 97
8.2 Volontariat et bien-être personnel 98
8.3 Le bien-être par le volontariat au Brésil 99
8.4 Bien vivre 101
C.1 Reconnaissance de la contribution du volontariat 105

TABLEAUX ET GRAPHIQUES

TABLEAU 2.1 : Si les volontaires du monde étaient une nation 23
TABLEAU 2.2 : Valeur du travail des volontaires, exprimée en proportion du PIB 24
TABLEAU 2.3 : Diamant de la société civile CIVICUS 24

Aperçu général

« Les individus sont la vraie richesse d'une nation ».

Rapport sur le développement humain, PNUD, 1990.

Expression fondamentale des rapports humains, le volontariat traduit le besoin de participer à la société et de se sentir compter aux yeux des autres. Nous croyons fermement que les relations sociales intrinsèques du travail volontaire sont essentielles au bien-être des individus et des communautés. La philosophie du volontariat est pétrie des valeurs de solidarité, réciprocité, confiance mutuelle, appartenance et habilitation ; autant d'ingrédients qui contribuent en grande partie à la qualité de vie.

Dans le monde entier, le volontariat est un choix animé par des raisons très diverses : aider à éliminer la pauvreté, améliorer la santé et l'éducation de base, veiller à un approvisionnement en eau sans risques sanitaires et à un assainissement adéquat, agir sur les problèmes environnementaux et le changement climatique, réduire le risque de catastrophes ou encore combattre l'exclusion sociale et les conflits violents. Dans tous ces domaines, le volontariat contribue à la paix et au développement en engendrant le bien-être des individus et de leurs communautés. Le volontariat est, en outre, le fondement d'un grand nombre d'organisations non gouvernementales évoluant dans un cadre national et international, d'organisations de la société civile ainsi que de mouvements sociaux et politiques. Il s'illustre dans le secteur public et prend une importance grandissante dans le secteur privé.

ENCADRÉ A.1 : Le volontariat, élément très utile des plans de développement

Reconnaître que le volontariat peut être une dimension précieuse non seulement de la planification nationale du développement mais aussi des politiques de coopération au développement. Prendre note de la richesse des formes traditionnelles d'assistance mutuelle et d'initiative personnelle et puiser dans ces traditions, ce qui pourrait aider à rallier des groupes nouveaux à la cause des efforts de développement. Établir un lien, dans l'esprit des gens des pays donateurs, entre le mouvement bénévole de leur pays et celui qui existe dans les pays bénéficiaires permettrait en outre de susciter chez eux une attitude favorable à l'égard de la coopération pour le développement[4].

Source : UNGA, (2002b).

Bien qu'il fasse l'objet d'une plus grande reconnaissance depuis que les Nations Unies ont proclamé l'année 2001 Année internationale des Volontaires (AIV), le volontariat reste un phénomène incompris et sous-estimé. Les liens forts entre activité volontaire d'un côté et paix et développement humain de l'autre ne sont que trop souvent négligés. Il est grand temps que la contribution du volontariat à la qualité de vie et au bien-être au sens large soit considérée comme l'un des éléments manquants d'un paradigme du développement qui reste fondé sur la croissance économique. Cependant, comme le fait observer le *Rapport sur le développement humain* du PNUD, les individus sont la vraie richesse d'une nation. Le développement se traduit par la multiplication des choix ouverts aux individus, afin qu'ils puissent mener une vie dont ils tirent satisfaction et dignité. La croissance économique n'est qu'un moyen parmi d'autres de multiplier les choix des individus[1].

Un autre critère de développement humain a été ajouté à ceux de la santé et de l'éducation : la liberté des individus d'utiliser leurs connaissances et leurs talents pour façonner leur propre destinée. Cette définition élargie du développement a éclairé 20 années de rapports sur le développement humain (RDH) mondiaux et plus de 600 RDH nationaux. Le premier *Rapport sur la situation du volontariat dans le monde* (RSVM) souligne en quoi le volontariat permet aux individus de prendre leurs vies en main et d'influencer le cours des choses, pour eux-mêmes et pour ceux autour d'eux.

Le volontariat est une sphère de l'activité humaine dont l'importance n'a pas été tout à fait comprise ni articulée dans le débat sur le développement, notamment dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement. Il ne s'agit cependant pas de nier les progrès considérables accom-

plis depuis l'AIV en 2001, surtout dans le monde en développement, en réponse aux quatre principaux thèmes fixés à l'époque : l'amélioration de la reconnaissance, la facilitation, la mise en réseau et la promotion du volontariat. Les gouvernements ont dressé une liste exhaustive de recommandations d'actions en soutien du volontariat qui figurent dans la résolution 56/38 adoptée en 2001 par l'Assemblée générale des Nations Unies. D'autres Assemblées générales les ont complétées par d'autres résolutions au fil des ans[2]. Les mêmes recommandations sont également soulignées dans des rapports successifs du Secrétaire général des Nations Unies[3].

La date choisie pour la publication de ce rapport, dix ans après l'AIV, est cruciale en ce qu'elle coïncide avec un débat intense sur le type de sociétés que nous souhaitons bâtir pour nous-mêmes et pour les générations futures. La mondialisation est en train de transformer rapidement les normes culturelles et sociales. Pour certains, cette évolution est porteuse d'avancées tandis que pour d'autres, elle signifie l'exclusion et la marginalisation. De nombreux individus ont le sentiment de perdre le contrôle de leur vie[5]. Le volontariat est un moyen d'engager les individus dans la vie de leur communauté et de leur société. Il leur permet d'acquérir un sentiment d'appartenance et d'inclusion et d'influencer le cours de leur vie.

Jamais auparavant les individus n'ont eu de telles possibilités d'assumer le rôle d'acteurs de premier rang dans leurs communautés, au lieu de spectateurs passifs, et d'influencer le cours des événements qui façonnent leur destinée. En Amérique latine dans les années 1980, en Europe de l'Est dans les années 1990 et plus récemment dans le monde arabe, appuyées par les communications numériques, les populations ont exprimé leur désir de processus démocratiques participatifs à travers des campagnes et un activisme fondés sur le volontariat.

ENCADRÉ A.2 : Le volontariat : une ancre devant les changements qui se produisent à l'échelle mondiale

« Les individus se sentent souvent impuissants face à la mondialisation ; tels des épaves flottant sur les vagues, sans ancre stable. Le volontariat peut servir d'ancre à ceux qui influencent le changement dans leur propre communauté ».

Source : Marian Harkin, députée européenne, Conseil consultatif de haut niveau du programme VNU, 2011[6].

Le volontariat doit être mis en avant dans le discours sur le développement aux niveaux mondial, régional et national. L'intérêt pour de nombreux aspects du volontariat a cru de manière considérable au cours des dernières années, comme le démontrent la multiplication rapide des travaux universitaires sur le sujet, les diverses tribunes de discussion dédiées au volontariat et la couverture médiatique considérable, notamment en rapport avec les catastrophes naturelles et les événements sportifs majeurs, en particulier les Jeux Olympiques et la Coupe du monde de football. Il existe par ailleurs des signes croissants de soutien des gouvernements au volontariat en tant que forme d'engagement civique, non seulement pour améliorer la prestation de services mais aussi pour promouvoir les valeurs qui sous-tendent la cohésion et l'harmonie sociales. Même si l'intérêt pour le volontariat remonte à bien plus loin que l'AIV en 2001, c'est elle qui a donné naissance à un grand nombre d'initiatives liées aux volontaires.

Ce rapport ne cherche pas à reproduire l'ensemble de travaux de recherche déjà effectués sur le volontariat (voir la bibliographie). Nous nous proposons plutôt de présenter une vision du volontariat et d'examiner ses rapports avec quelques-uns des principaux enjeux actuels de la paix et du développement. Les exemples cités sont principalement issus de pays en développement, redressant ainsi un déséquilibre prononcé dans les travaux de recherche effectués à ce jour. Le RSVM se veut cependant applicable au monde entier.

La résolution 56/38 de l'Assemblée générale de Nations Unies, alors novatrice, contient des recommandations explicites sur les moyens par lesquels les gouvernements et les organismes des Nations Unies pourraient soutenir le volontariat[7]. Les considérations suivantes étaient parmi les principales :

- En négligeant de tenir compte du volontariat au stade de la conception et de la mise en œuvre des politiques, on prend le risque de se priver de cet atout précieux et de porter atteinte à la tradition de coopération qui unit les communautés[8].

- Il n'existe pas de modèle universel de bonnes pratiques car ce qui fonctionne bien dans tel pays peut échouer dans tel autre de culture et de traditions différentes[9].

- Appuyer le volontariat ne signifie pas être en faveur d'une diminution de l'intervention de l'État ni ne vise à la suppression d'emplois rémunérés[10].

Il persiste toujours, dans le monde occidental et ailleurs, beaucoup d'idées reçues particulièrement graves quant à la motivation et les contributions du volontariat

LE VOLONTARIAT DANS LE MONDE ACTUEL

Une éthique de volontariat est présente dans chaque société du monde, sous une forme ou une autre. En dépit des recherches très diverses qui ont largement contribué à notre compréhension de ce phénomène depuis 2001, certaines idées fausses restent répandues dans le monde occidental et au-delà quant à sa nature et à ses contributions. S'il n'existe pas de méthodologie établie pour mesurer l'importance de l'engagement volontaire, la plupart des études attestent de son universalité, de son ampleur et de son impact.

LES NOUVEAUX VISAGES DU VOLONTARIAT

Les espaces propices à l'action volontaire ont considérablement augmenté au cours des dernières années, résultat de facteurs tels que la mondialisation, la propagation des technologies nouvelles, et des initiatives relatives à la responsabilité sociale des entreprises. À titre d'exemple, l'avènement des technologies de communication mobile et du volontariat en ligne a enfin permis la participation de bien plus de personnes qu'auparavant. La communication en masse par SMS, forme de « microvolontariat » contribuant à la production et au partage d'informations, est fréquemment utilisée par les personnes pour sensibiliser, pour éclairer les choix et pour surveiller les services publics.

Le volontariat en ligne, c'est-à-dire le volontariat effectué par le biais d'Internet, a éliminé les contraintes de temps et de lieu, augmentant ainsi considérablement la liberté et la souplesse de l'engagement volontaire. Le partage d'information à travers Twitter, Facebook, Orkut et autres réseaux sociaux a permis aux individus de s'organiser autour de questions allant de l'environnement au changement démocratique, plus récemment dans certains États arabes. Internet facilite également le volontariat en rapprochant les intérêts de personnes qui souhaitent s'engager dans le volontariat et les besoins des organismes d'accueil, par le biais d'initiatives telles que le service Volontariat en Ligne du programme VNU. L'adhésion à des communautés virtuelles sur Internet peut également engendrer des sentiments d'appartenance et de bien-être.

Bien que le volontariat international n'ait rien de nouveau, il s'est manifesté sous de nouvelles formes et a pris de nouvelles dimensions dans une ère de mondialisation. Le « volontourisme », ou le volontariat des jeunes avant leur entrée à l'université, souvent entrepris pour de courtes périodes, sont de nouvelles manifestations dont l'impact donne lieu de s'interroger. Les entreprises, les ONG, les universités et les associations religieuses offrent de plus en plus de faciliter les stages de volontariat international. Il existe également un

« volontariat diasporique » consistant, pour les experts de communautés émigrantes, à entreprendre de courtes missions de transfert des connaissances vers leurs pays d'origine.

Parmi les autres phénomènes relativement nouveaux, il convient de citer l'intervention du secteur privé. De nos jours, une grande entreprise sur trois environ offre un type ou un autre de volontariat soutenu par l'employeur. On assiste à une tendance croissante à la collaboration entre les entreprises du secteur privé et les ONG locales.

VOLONTARIAT ET PARADIGME DU DÉVELOPPEMENT

La contribution du volontariat au développement est particulièrement frappante dans le contexte des moyens d'existence durables et des notions de bien-être fondées sur les valeurs. Contrairement à la perception généralement répandue, les personnes vivant dans la pauvreté sont tout aussi susceptibles d'être volontaires que les autres. Elles réalisent ainsi leurs actifs, à savoir leurs connaissances, leurs aptitudes et leurs réseaux sociaux, pour leur bénéfice et celui de leurs familles et de leurs communautés. Les valeurs du volontariat sont extrêmement pertinentes pour le renforcement des capacités des populations les plus vulnérables à assurer leurs moyens d'existence et à améliorer leur bien-être physique, économique, spirituel et social. Le volontariat peut aussi réduire l'exclusion sociale qui résulte souvent de la pauvreté, de la marginalisation et d'autres formes d'inégalité. Le volontariat ouvre une porte vers l'inclusion pour, entres autres, les groupes de populations qui font souvent l'objet d'exclusion, tels que les femmes, les jeunes et les personnes âgées, les personnes handicapées, les migrants et les personnes vivant avec le VIH/sida.

Il existe un nombre grandissant de preuves selon lesquelles l'engagement volontaire favorise les valeurs civiques et la cohésion sociale qui atténuent les conflits violents à tous les stades et encouragent même la réconciliation dans les situations post-conflit. En contribuant à instaurer la confiance, l'action volontaire réduit les tensions qui donnent lieu aux conflits et facilite leur résolution. Elle a également pour effet de créer un but commun au lendemain des guerres. En effet, les populations unies par la participation active et la coopération au niveau local sont mieux placées pour résoudre leurs différends de manière non agressive.

L'action volontaire dans le contexte des catastrophes naturelles est depuis longtemps l'une des manifestations les plus visibles du volontariat. Elle est également l'une des expressions les plus claires des valeurs humaines qui sous-tendent la volonté d'aider les autres. Bien que les médias tendent à se concentrer sur les volontaires internationaux, les voisins et les résidents locaux sont souvent les premiers à réagir. Le rôle du volontariat dans ce domaine est devenu d'autant plus saillant que l'incidence des catastrophes s'aggrave sous l'effet du changement climatique, de l'urbanisation rapide et d'autres facteurs. Le monde est de plus en plus conscient du fait que les nations et les communautés peuvent, et doivent, développer leur résilience aux catastrophes en adoptant une démarche « du bas vers le haut », sous forme d'initiatives volontaires ancrées dans la communauté. En effet, la Conférence mondiale de 2005 sur la réduction des catastrophes naturelles déclarait que les ressources les plus efficaces pour réduire la vulnérabilité résidaient dans les organisations communautaires locales et les réseaux locaux d'entraide. Le RDH 2010 observait : *« Placer les individus au centre du développement est bien plus qu'un exercice intellectuel. Cela nécessite que le progrès soit équitable et bénéficie à tous, en transformant les individus en acteurs actifs du changement »*[11]. Le volontariat peut être un moyen très efficace et pratique de renforcer les capacités des individus dans toutes les sociétés et à tous les niveaux. Il permet également de canaliser ces capacités pour accroître le bien-

Les valeurs inhérentes au volontariat lui confèrent un vaste potentiel en matière de développement humain dans l'avenir

être des individus, des communautés et des nations.

Dans l'optique des cibles de développement international, et notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, les efforts volontaires de millions de citoyens ordinaires sont requis pour appuyer les efforts des gouvernements et des acteurs internationaux[12].

Nous voulons entraîner une plus grande reconnaissance des expressions multiples et variées du volontariat en tant que moteurs du progrès. Nous croyons fermement que le volontariat dépasse de loin le simple accomplissement d'une mission donnée. Il crée et maintient des liens de confiance, la cohésion sociale et permet de forger un sentiment commun d'identité et de destinée. L'action volontaire, par laquelle les individus s'unissent dans des efforts communs vers un même but, est une caractéristique de la plupart des sociétés. En tant que telle, elle touche les vies de très grands nombres d'individus dans le monde entier.

Le RSVM est à la fois une description et une célébration de l'impact positif du volontariat, notamment sur de grands nombres de personnes dans une situation de faibles ressources, d'insécurité et d'exclusion. Nous espérons susciter un intérêt pour le volontariat au-delà des professionnels et des chercheurs déjà mobilisés autour de ce sujet. Nous souhaitons éclairer les futurs débats politiques sur la paix, le développement et le bien-être qui inciteront les responsables politiques à tenir compte de cette ressource immense mais largement invisible et inexploitée.

L'une des thèses centrales qui traverse ce rapport veut que les valeurs inhérentes du volontariat lui confèrent un potentiel considérable pour le développement humain, notion qui englobe des facteurs de solidarité, d'inclusion sociale, d'habilitation, de satisfaction de la vie et de bien-être individuel et sociétal. Le bien-être des individus est indissociable de leurs contributions à la vie des autres.

Ces valeurs sont depuis longtemps proches du travail des Nations Unies. Toutefois, en dépit de tout ce qu'il offre, le volontariat reste largement absent de l'agenda pour la paix et le développement. Cela doit changer. Le volontariat doit être reconnu comme une puissante ressource renouvelable universelle et un atout crucial du capital social de chaque nation. Son immense potentiel peut permettre de résoudre les problèmes mondiaux les plus urgents. Nous attendons de ce rapport qu'il contribue à une meilleure appréciation de ce potentiel et qu'il encourage une réflexion et une action stratégiques plus profondes qui permettront d'intégrer le volontariat aux politiques et programmes en faveur de la paix et du développement.

CHAPITRE 1

Universalité du volontariat

Le volontariat est l'expression de la participation de l'individu dans la vie de sa communauté. La participation, la confiance, la solidarité et la réciprocité, qui sont fondées sur une compréhension partagée et un sens des obligations communes, sont des valeurs qui se renforcent mutuellement et se situent au cœur même de la bonne gouvernance et du civisme. Le volontariat n'est pas une relique du passé à évoquer avec nostalgie. Il constitue en fait notre première ligne de défense contre l'atomisation sociale dans un monde en voie de globalisation. Aujourd'hui, peut-être plus que jamais, l'entraide et le partage sont une nécessité et non pas un acte charitable.

Programme VNU (novembre 2000)

VOLONTARIAT ET VALEURS TRADITIONNELLES

Le volontariat est l'une des expressions les plus fondamentales du comportement humain. Il trouve son origine dans les traditions les plus anciennes portant sur le partage et les échanges réciproques. Au cœur de ce volontariat, on peut trouver les relations entre humains et leur capacité à œuvrer pour le bien-être des individus et des groupes. Ainsi, la cohésion sociale et la confiance s'épanouissent là où le volontariat prévaut. Le volontariat ne constitue pas seulement le socle des organisations de la société civile et des mouvements sociaux et politiques : il est tout aussi important pour ce qu'il apporte dans de nombreux programmes en matière de santé, d'éducation, de logement, d'environnement et de bien d'autres programmes de la société civile et des secteurs public et privé partout dans le monde. Il est une partie intégrante de chaque société.

Au cœur de ce rapport se trouvent des valeurs. Dans de nombreuses communautés à travers le monde, il existe des systèmes, profondément ancrés, caractérisés par les valeurs de solidarité, de compassion, d'empathie et de respect des uns envers les autres et s'exprimant souvent à travers le don de son temps. Le volontariat exprime aussi le désir d'agir spontanément, par sentiment de justice et d'équité face aux inégalités, et de favoriser une harmonie sociale basée sur l'intérêt partagé dans le bien-être de sa communauté. Dans la plupart des langues, il existe des termes précis qui expriment le concept de volontariat. Souvent inspirés des traditions autochtones, ils décrivent les principales façons par lesquelles les humains appliquent collectivement leur énergie, leurs talents, leurs connaissances et leurs autres ressources au service du bien collectif. L'acte de volontariat est bien connu partout dans le monde, même si le mot lui-même ne l'est pas. Ainsi, les éléments de la philosophie d'*Ubuntu*, qui sont bien connus à travers l'Afrique australe, se retrouvent dans beaucoup de traditions dans le monde[1]. *Ubuntu* valorise l'acte de faire preuve de considération à l'égard du bien-être de chacun dans un esprit de soutien mutuel. Il se fonde sur la reconnaissance de la dignité humaine, les relations intra-communautaires, les valeurs humaines et le respect pour l'environnement naturel et les ressources qu'il procure[2]. Tel que l'explique un document

ENCADRÉ 1.1 Formes traditionnelles de volontariat

Dans de nombreux pays, le volontariat est fermement enraciné dans les croyances traditionnelles et les pratiques communautaires. En Norvège par exemple, le mot *Dugnad*, qui décrit un système traditionnel de coopération au sein d'un groupe social – famille, voisins, communauté de quartier, région géographique, secteur professionnel ou nation – est le terme qui s'applique au travail volontaire collectif. Comme exemple, on peut citer le nettoyage qui a lieu au printemps à l'extérieur dans les zones urbaines. *Dugnad* est un système qui consiste à contribuer en temps ou en argent, mais il a aussi trait à la création d'un sens d'appartenance à la communauté et à l'initiation de relations entre voisins et membres de la communauté.

Dans le monde arabe, le volontariat a été associé à l'assistance portée à autrui lors de célébrations ou dans les moments difficiles, et il est considéré comme un devoir religieux et une œuvre charitable. En arabe, le volontariat se dit « tatawa'a » (عوطت) ce qui signifie « faire le don de quelque chose ». Il signifie aussi l'engagement dans une activité charitable qui n'est pas comprise comme un devoir religieux. Son origine se trouve dans le mot « al-taw'a » (عوطلا) qui signifie conformité, harmonie et flexibilité. Avec la modernisation et le développement des institutions gouvernementales et non gouvernementales, le concept est en train d'acquérir de nouvelles significations.

En Afrique australe, le concept d'*Ubuntu* définit les rapports des individus les uns avec les autres. Pour reprendre les mots de Nelson Mandela : « Quelqu'un qui se déplace à travers un pays s'arrête dans un village et n'a pas à demander à manger et à boire. Dès qu'il s'arrête, on doit lui donner de quoi se nourrir et se divertir. C'est là un aspect d'*Ubuntu*, mais il n'est pas le seul. *Ubuntu* ne signifie pas que les gens ne doivent pas s'enrichir. Et donc, la question à se poser est la suivante : allez-vous le faire pour donner l'occasion à la communauté autour de vous de s'améliorer ? ».

Sources : Haugestad. (2004, July 25-30) ; Leland. (2010, August 29) ; Mandela. (2006, June 1) ; Nita Kapoor, [Directrice générale, Fredskorpset (FK Norway)], Communication personnelle (27 juillet 2011) ; Shatti. (2009).

officiel des pouvoirs publics sud-africains : « La dimension humaine qui se trouve dans chaque individu s'exprime idéalement par le biais de son rapport avec les autres. *Ubuntu* signifie que l'humanité de chaque être se manifeste à travers les autres êtres. De même, il reconnaît les droits ainsi que les responsabilités de chaque citoyen à promouvoir le bien-être individuel et social »[3].

LE VOLONTARIAT ÉCHAPPE À L'ATTENTION

Malgré toute la législation intergouvernementale adoptée depuis une décennie par l'Assemblée générale des Nations Unies, le volontariat continue à échapper largement à l'attention des décideurs politiques qui se préoccupent des questions de paix et de développement. Et pourtant, l'engagement volontaire a pris une telle ampleur que de nombreuses sociétés auraient du mal à s'en passer dans leur fonctionnement courant. L'une des illustrations les plus éloquentes de cette considération se trouve dans les prévisions météorologiques. Nous nous soucions peu de leur origine, bien qu'elles aient un impact majeur sur notre vie, notre santé, nos loisirs et nos activités productives. De plus, elles traduisent les efforts que font des personnes agissant sur une base volontaire : comme les données météorologiques recueillies par satellite et radar sont les plus utiles lorsqu'elles sont complétées par des informations montrant ce qui se passe à terre, le rôle des volontaires mesurant et rapportant les données afférentes aux précipitations locales est essentiel pour calibrer et rendre plus précise l'information recueillie par la télédétection. Dans de nombreuses zones géographiques, les volontaires fournissent plus de données journellement que les réseaux d'observation officiels établis[4]. On trouve de tels exemples de volontariat effectué dans la discrétion dans la très large panoplie d'activités des Nations Unies.

Le volontariat est universel et de grande ampleur, et il représente un énorme réservoir de talents, d'énergie et de connaissances locales utiles à la paix et au développement. Et pourtant, il n'existe aucune étude comparative exhaustive du volontariat à l'échelle mondiale. La plupart des pays développés disposent de leurs propres études nationales. Des efforts initiaux visant à dresser un état des lieux du volontariat, soutenus dans une grande mesure par le programme VNU, ont été entrepris dans un nombre limité de pays en développement. Parmi les difficultés que posent les recherches dans le domaine du volontariat, trois principaux défis émergent. Le premier tient au fait qu'il n'existe aucun accord commun sur ce qu'est le volontariat et la façon dont il s'exprime ; le second provient des idées fausses largement répandues qui occultent la nature exacte et la portée du volontariat,

Le volontariat continue à échapper largement à l'attention, et pourtant, de nombreuses sociétés auraient du mal à s'en passer

ENCADRÉ 1.2 La contribution des volontaires aux prévisions météorologiques

L' Organisation météorologique mondiale (OMM) a choisi *Tous volontaires pour le temps, le climat et l'eau* comme thème de la Journée météorologique mondiale de 2001 pour faire apprécier à sa juste valeur et mettre en relief la contribution des volontaires à l'essor de la météorologie et de l'hydrologie. En effet, dès l'émergence de ces deux sciences, des volontaires ont agi de manière désintéressée et ont apporté leur aide aux météorologistes et aux hydrologues, tant sur le plan opérationnel qu'en vue de concourir au progrès de ces disciplines. Ces volontaires comprenaient des individus désintéressés ainsi que des institutions comme des écoles et des groupes religieux. Dans ce domaine, les volontaires sont connus pour leur persévérance et leur motivation ainsi que pour leur fascination pour les phénomènes météorologiques et hydrologiques. Dans certains pays, spécialement en cas de catastrophe naturelle, on fait souvent appel à eux pour effectuer des mesures et transmettre des données en temps quasi réel, notamment sur les précipitations, la température et le niveau des cours d'eau, données qui sont ensuite utilisées pour diffuser des messages d'alerte précoce à l'intention des populations menacées. C'est ainsi que des « repéreurs » volontaires d'orages et de tempêtes recueillent, sur place et en temps opportun, des informations qui complètent souvent utilement les données transmises par les radars et les satellites météorologiques.

Source : WMO. (2001)

et que viennent contredire des données empiriques et des informations invérifiables ; enfin, le troisième défi réside dans l'absence d'une méthode convenue pour évaluer le volume et la valeur des actions de volontariat.

QU'EST-CE QUE LE VOLONTARIAT ?

Cette question peut paraître simple, mais la littérature savante et les cadres juridiques nationaux font apparaître de multiples définitions. Dans certaines parties du monde en développement, le terme « volontaire » est une importation récente des pays du Nord et se réfère essentiellement aux façons dont le volontariat international s'exprime. Pris sous cet angle, il ne tient pas compte du fait que certaines formes d'assistance mutuelle et d'entraide, qui sont comprises dans le présent rapport, cadrent aussi avec la définition de volontariat et méritent à ce titre d'être étudiées et reconnues en tant que telles. La définition qui a été retenue pour notre travail est celle qu'a adoptée l'Assemblée générale des Nations Unies en 2001.

Les trois critères du libre choix, de la motivation non pécuniaire et des bienfaits pour autrui peuvent être appliqués à toute action pour déterminer s'il s'agit de volontariat

En premier lieu, l'action doit être menée sur une base volontaire, du plein gré de l'individu, et non pas comme obligation stipulée à travers une disposition légale, un contrat ou une exigence académique. La décision de se porter volontaire peut bien être influencée par une pression exercée par les pairs, les valeurs personnelles ou encore le sens des obligations d'ordre culturel ou social, mais l'individu doit être en mesure de choisir s'il souhaite s'engager ou pas. Le « volontariat obligatoire », tel que le service apporté à la communauté en tant qu'alternative aux devoirs militaires ou aux sanctions privatives de liberté imposées suite à des actes criminels, se situe donc hors du cadre de ce rapport. Aucun jugement de valeur n'est porté ici sur de telles formes de service. Dans certaines circonstances, elles peuvent s'avérer positives, et même semer des germes pour de futurs volontariats.

En deuxième lieu, la récompense financière ne doit pas être le but principal de l'action. Mais le remboursement des dépenses encourues ou des versements assimilables à des allocations, ou encore des paiements en espèces pour couvrir les frais de repas et de transport peuvent se justifier. En effet, ces types de paiements sont souvent considérés comme des pratiques appropriées, dans la mesure où ils rendent le volontariat abordable et inclusif. Les actions entreprises sans perte de salaires, comme par exemple lorsqu'elles ont lieu sur le temps de travail dû à l'employeur, sont aussi considérées comme volontaires, pour autant que l'employé concerné ne perçoive aucune incitation financière supplémentaire. Il est entendu que dans de tels cas l'employeur renonce volontairement au temps de service de l'employé dont il ne bénéficiera pas, ce qui constitue une dimension de la responsabilité sociale de l'entreprise. Les paramètres de la définition que nous donnons au volontariat comprennent aussi les programmes de placements volontaires à temps plein (tant dans un cadre national qu'à l'international) qui prévoient le paiement d'allocations, normalement calculées sur la base des dépenses encourues localement. Ces programmes tiennent compte des coûts associés à un cadre qui diffère de celui du lieu d'origine du volontaire et de l'absence de la source de revenus à laquelle il est habitué. En troisième lieu, l'action à laquelle on se livre doit être pour le bien commun. Elle doit bénéficier, directement ou indirectement, aux personnes qui ne sont pas membres de la « famille » ou du « ménage », ou à une cause. Cependant, la personne qui se porte volontaire en bénéficie normalement aussi. Dans de nombreuses cultures, un volontaire est souvent décrit comme « quelqu'un qui travaille en faveur du bien-être de la communauté »[5]. La notion de ce qui constitue le bien commun peut être sujette à controverse. Par exemple, lorsque des personnes s'engagent de manière pacifique en faveur ou contre la recherche sur des animaux ou la construction d'un barrage, chacun des deux groupes a le souci de parvenir à des résultats avantageux. Ils sont compris dans notre définition. Mais ne le sont pas les

activités impliquant un recours à la violence ou l'incitant, qui portent préjudice à la société ainsi que les actions ne correspondant pas aux valeurs attribuées au volontariat.

Les trois critères du libre choix, de la motivation non pécuniaire et des bienfaits pour autrui peuvent être appliqués à toute action pour déterminer s'il s'agit de volontariat. Les Nations Unies mettent en œuvre une approche dite de « grande tente » en reconnaissant ouvertement les manifestations multiples et variées du volontariat que l'on peut trouver dans des contextes sociaux et culturels très différents les uns des autres. Un paramètre supplémentaire que l'on évoque parfois est l'élément d'organisation[6]. La plupart des études empiriques portent sur un volontariat entrepris dans le cadre d'activités d'organisations formelles. Mais en s'attachant seulement à cet aspect particulier du volontariat, on néglige une grande partie de l'action volontaire. Notre définition est plus large et comprend de nombreux actes de volontariat qui ont lieu hors d'un cadre formel. Cette définition relativement vaste reflète notre ferme croyance dans ce qui est pour nous la dimension universelle du volontariat.

Il existe évidemment un nombre incalculable d'actes de bonté individuels que font les humains, par exemple en apportant des soins à une personne malade, en aidant l'enfant d'un voisin à faire ses devoirs ou en offrant de la nourriture et un logement à un étranger. Nous reconnaissons que l'on fait habituellement référence au « volontariat » en parlant d'actes pour lesquels on a consacré librement et sans frais du temps, de l'énergie et des talents. De tels actes constituent une partie essentielle des sociétés où s'expriment l'attention et le soutien aux autres, dans lesquelles on peut noter un niveau élevé de bien-être. La plupart des enquêtes réalisées dans ces sociétés montrent qu'il existe bien une corrélation positive entre ces actes et le volontariat. Le présent rapport se concentre dans une grande mesure sur l'action volontaire entreprise de façon régulière, la principale exception étant les effusions spontanées d'actes de volontariat, sans organisation aucune, que l'on note à la suite de catastrophes naturelles ou dans d'autres types de situations d'urgence au cours desquelles les gestes individuels fusionnent en une masse critique dont l'impact est substantiel. Ces formes de volontariat ont tendance, de leur côté, à être bien documentées.

COMMENT S'EXPRIME LE VOLONTARIAT ?

Le premier mode d'expression du volontariat, celui qui est le plus communément admis, est la fourniture d'une prestation formelle, ce qui veut dire la mise à disposition d'un service à un tiers. Elle se manifeste généralement par le biais de structures existantes englobant une vaste gamme de domaines sociaux, culturels et de développement. De telles organisations, formellement enregistrées ou pas, peuvent aider à fournir un nombre pléthorique de services, comprenant la construction de logements à bas prix, les soins et le soutien aux personnes séropositives, la diffusion d'informations sur l'utilisation de moustiquaires contre la malaria, l'enseignement de savoirs de base en écriture et en lecture et la participation dans les activités des associations de parents d'élèves. De telles formes de volontariat impliquent parfois la prestation d'un service ou la levée et la gestion de fonds pour soutenir le service en question. D'habitude, un accord intervient à propos des conditions de l'engagement entre la personne qui se porte volontaire et l'organisation concernée, et comprend un élément de formation. Il peut aussi y avoir des formules de reconnaissance ainsi que certains types d'allocation et de remboursement des dépenses.

Une seconde forme de volontariat est l'assistance mutuelle ou l'entraide, et elle se manifeste lorsque des personnes avec les mêmes besoins, les mêmes problèmes ou les mêmes intérêts se mettent ensemble pour y faire face. Dans le processus, les membres du

ENCADRÉ 1.3 Alphabétiser les pauvres en Inde

En 2008, *Teach India* (Enseigner pour l'Inde) a organisé la plus vaste campagne d'alphabétisation jamais menée en Inde à l'aide de volontaires apprenant à lire et à écrire aux enfants et aux adultes défavorisés vivant dans les villes du pays.

L'initiative a été lancée par le journal *The Times of India* avec l'assistance du programme des Volontaires Nations Unies (VNU) et avait pour but d'avancer sur la voie de l'éducation primaire pour tous, qui constitue l'un des huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'ONU.

The Times of India a mené une campagne fortement médiatisée en se servant du slogan « Ce que vous enseignez ici n'est pas quelque chose qui aidera les enfants à passer en classe supérieure, mais à accéder à un avenir sans pauvreté et privations ».

En l'espace de quelques jours, la campagne a réussi à mobiliser des professionnels actifs et à la retraite, des hommes et des femmes ainsi que des étudiants qui se sont engagés à enseigner pendant trois mois auprès de l'une des plus de 60 ONG ralliées à l'initiative. Le recrutement des volontaires a débuté avec le lancement de la campagne le 6 juillet et, à sa fermeture, 83 000 hommes et femmes s'étaient fait enregistrer.

Étudiant en économie des entreprises à l'université de Delhi inscrit dans une organisation à but non lucratif pour enseigner aux enfants défavorisés de la capitale, Piyush Dhawan déclare : « *Teach India* a fourni une plate-forme parfaite aux personnes partageant une même vision des choses pour combattre les inégalités sociales et éducatives dans le pays. J'ai eu l'occasion de susciter l'intérêt des élèves à différents niveaux et de leur inculquer des connaissances élémentaires de l'anglais, ce qui m'a aidé à progresser moi aussi. *Teach India* a la possibilité de catalyser et de développer un mouvement d'envergure nationale, qui sera en mesure d'offrir des opportunités à de nombreux enfants défavorisés de l'Inde ».

Sources : itimes. (2008) ; *Times of India*. (2008, July 6) ; UNV. (2008).

groupe tirent un avantage. Comme exemples, on peut citer les clubs de jeunesse dirigés par les jeunes eux-mêmes, les associations féminines et les groupes d'utilisateurs de ressources naturelles. Dans de nombreuses cultures, des communautés entières s'engagent dans des initiatives collectives telles que la plantation ou la récolte, la construction de protections contre les inondations, le ramassage du bois de feu pour les membres de la communauté ou encore l'organisation de mariages et de funérailles. Dans certaines sociétés, les activités des volontaires sont organisées au niveau de la communauté. L'assistance mutuelle prend aussi la forme de groupes d'entraide dans lesquels les personnes se rencontrent pour aborder des préoccupations communes comprenant souvent des problèmes d'ordre mental, émotionnel et physique. Outre l'organisation de rencontres en face-à-face qui procurent un réconfort moral et l'occasion de partager des informations, ils peuvent aussi s'engager dans des activités de plaidoyer. C'est souvent le cas, par exemple, pour les groupes de soutien aux personnes séropositives. L'assistance mutuelle se retrouve aussi dans des affiliations à des groupements professionnels tels que les syndicats. Tout en protégeant les intérêts et promouvant le bien-être des membres, ils s'occupent aussi des préoccupations sociales qui se manifestent dans la communauté. De même, le volontariat peut se trouver dans des organismes professionnels et scientifiques ainsi que dans des organisations syndicales professionnelles et des syndicats d'entrepreneurs. Ces types d'organismes ont généralement des représentants et des organes directeurs qui remplissent des fonctions sur une base volontaire.

Il y a aussi beaucoup d'actions de volontariat que l'on pourrait au mieux qualifier de « participation civique ». Par exemple, il y a des actions de plaidoyer et de mobilisation dont le but est de provoquer ou d'empêcher le changement. La participation civique comprend les campagnes de faible dimension et de durée limitée au niveau local. Comme exemples, on peut citer la pression que l'on fait sur les autorités locales afin qu'elles assurent l'éclairage des rues, l'enlèvement des déchets et la fourniture d'eau potable ou la mobilisation visant à défendre à une société privée de procéder à la construction d'une usine de transformation polluante dans le voisinage.

ENCADRÉ 1.4 Les coopératives agricoles aident les fermiers de Zambie à survivre et à prospérer

Script pour le programme de radio n° 8 (extraits) :
Présentateur : Le secteur zambien fait face à plusieurs problèmes, y compris des conditions climatiques qui deviennent plus rudes et déstabilisent les cultures et l'élevage. […] Il ne fait aucun doute que les coopératives de fermiers constituent l'une des stratégies majeures qui ont été adoptées pour atténuer la crise dans plusieurs communautés rurales à travers la Zambie.

Pour quelle raison avez-vous mis sur pied la coopérative de Nakabu ?

Fermier : En 2006, j'ai planté du maïs sur deux hectares en vue de vendre la récolte et de subvenir aux besoins de ma famille. Mais malheureusement, Mumbwa a été frappée par une sècheresse cette année-là et j'ai fini par récolter très peu de maïs, trop peu même pour en manger chez moi, et donc encore moins pour en vendre et continuer à envoyer mes six enfants à l'école. La vie est devenue très dure pour ma famille et pour moi.

Comme mes activités agricoles ne menaient à rien, je me suis assis avec quatre amis qui sont également fermiers dans ma région et nous avons examiné l'idée de former une coopérative d'agriculteurs en vue de faire de l'agriculture sérieusement et de trouver des moyens de survivre.

Présentateur : Combien de membres comptait la coopérative au départ ?

Fermier : Au total, il y avait 49 membres […]. Chacun des membres dispose d'une voix, et donc tous sont égaux dans la coopérative. Après avoir mis notre argent en commun, nous avons acheté du maïs chez des fermiers dans les villages voisins pour nous rendre ensuite à Lusaka et vendre ce maïs à une usine de mouture. Il nous a été facile de vendre le maïs parce que nous nous étions constitués en groupe : nous avions donc un volume important à offrir après avoir mis nos récoltes en commun.

Présentateur : Quels changements sont intervenus dans votre existence à partir du moment où vous avez lancé cette coopérative ?

Fermier : Ma vie en tant qu'individu et celle des autres membres s'est beaucoup améliorée. Dans mon cas particulier, tous mes six enfants fréquentent maintenant l'école. […]

Il existe de nombreuses coopératives avec tout un ensemble de talents. Nous nous rendons visite pour apprendre les uns aux autres […]. C'est comme ça que nous avons appris de nouvelles techniques pour réduire les dommages causés par les inondations et pour conserver l'eau pendant les périodes de sècheresse.

Même avec tous les problèmes que l'on rencontre dans le secteur agricole de ce pays, la coopérative Nakabu progresse de manière satisfaisante. C'est parce que nous sommes unis et que nous travaillons ensemble pour assurer l'avenir de nos familles.

Source : Banda. (2008).

Dans d'autres cas, l'action volontaire à petite échelle peut créer une dynamique et se transformer en campagnes nationales comme le mouvement anti-apartheid en Afrique du Sud ou le mouvement Chipko en Inde. Le second a pris naissance sous la forme d'un petit groupe de paysannes à Uttarakhand dans l'Himalaya dans les années 1970 luttant pour la protection de leur forêt. Il s'est transformé en un mouvement national qui a réussi à faire interdire l'abattage d'arbres dans de nombreuses régions du pays[7]. Tout récemment, dans certains pays arabes, des protestataires en grand nombre ont cherché activement à faire introduire des changements démocratiques à travers des manifestations de rues et d'autres formes de protestation. Les mouvements peuvent acquérir une dimension globale lorsqu'un ensemble grandissant d'organisations, de campagnes, de réseaux et d'individus se regroupent autour de questions sociales majeures comme le plaidoyer en faveur des droits des femmes et des peuples indigènes ou l'élimination des mines terrestres. Dans tous ces cas, des personnes fournissent le soutien actif, l'enthousiasme et les convictions qui transforment le statu quo. Outre les avantages directs de ces formes de volontariat, il y a d'autres avantages intangibles pour la société. L'action volontaire donne aux personnes le sentiment qu'elles contrôlent certains aspects de leur vie qui sont de grande importance pour elles.

La bonne compréhension de la dimension universelle du volontariat demande que le flou qui enveloppe l'action volontaire soit dissipé, afin que se révèle sa portée exacte

Le volontariat en tant qu'expression de la participation civique est souvent associé à la religion qui, comme lui, est fortement basée sur des valeurs. Les principales religions reconnaissent toutes les bienfaits des dons que l'on fait en termes de justice, d'humanité et de bonté, ainsi que d'accomplissement de soi. Des études montrent que les croyants sont de manière générale plus engagés que les autres[8]. Pour la plupart des religions, le travail communautaire est une caractéristique de leurs congrégations, et consiste soit à aider par le biais d'activités liées au culte, soit à encourager leurs membres à utiliser leurs connaissances, leurs talents et leur énergie pour faire bénéficier le groupe communautaire entier.

Le type d'action volontaire qui est mis en avant comprend le service direct aux personnes défavorisées, des services d'éducation et de santé, le soutien aux activités communautaires telles que les associations de quartier et de plaidoyer visant à apporter des changements dans des domaines comme l'environnement et les droits civiques[9]. En Amérique latine par exemple, les confessions religieuses jouent un rôle important dans l'appui à des programmes fondés sur le volontariat et à des organisations promouvant le développement social et économique. Elles donnent ainsi aux volontaires l'occasion de développer un fort sentiment d'appartenance à la communauté[10].

Les organisations confessionnelles (OC) comprennent un nombre élevé de volontaires. Beaucoup d'entre eux se consacrent aux personnes vivant dans une pauvreté extrême. Ainsi, au Chili, l'organisation jésuite Hogar de Christo favorise l'inclusion sociale des pauvres[11]. En Thaïlande, le réseau interconfessionnel sur la séropositivité mobilise des volontaires issus des communautés bouddhiste, musulmane, catholique et protestante à travers le pays afin d'organiser des activités de dispense de soins à domicile en faveur des séropositifs vivant dans des endroits éloignés[12]. Des organisations confessionnelles évoluant au niveau international, telles que World Vision et Islamic Relief, font participer un nombre élevé de volontaires. Avec son objectif de réduction de la pauvreté et de l'injustice, Caritas aide quelque 24 millions de personnes tous les ans grâce à un personnel rémunéré de 440 000 membres et à environ 625 000 volontaires situés dans le monde entier[13].

Selon le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, les organisations confessionnelles sont les fournisseurs cruciaux de soins de santé et

de soins aux orphelins des régions rurales dans de nombreuses régions du monde en développement : « Une composante cruciale de la réponse de la communauté humaine à ces maladies est le travail fourni par ces organisations confessionnelles. Historiquement, les organisations confessionnelles ont été à l'avant-garde de la lutte contre les maladies dans le monde en développement. Elles prennent en charge la fourniture de moyens de prévention, de traitement et de soutien à ceux qui en ont le plus besoin, ce qui change bien des vies. Ces apports sont particulièrement utiles dans des régions rurales et isolées partout dans le monde, là où le travail de ces organisations a un impact direct sur la vie de millions d'enfants et de familles »[14].

Les classifications du volontariat, qui sont nombreuses et existent sous des formes variées, posent de sérieux problèmes dans l'évaluation de la dimension et de l'étendue du volontariat et contribuent aux perceptions erronées qui l'entourent. Toutefois, elles illustrent la richesse et la grande dimension de l'action volontaire. « Des mots tels que "volontariat" sont des concepts qui peuvent avoir une dimension aussi bien folklorique que scientifique […]. Leur signification est souvent contestée. Certains ne sont pas d'accord sur les actes qui devraient compter comme du volontariat. Ils utilisent parfois des mots comme "volontariat" comme des étiquettes qu'ils épinglent à des personnes et à leurs actions afin de pouvoir les dénigrer ; dans d'autres occasions, ils utilisent ces mêmes mots pour signifier leur approbation »[15]. Considérées ensemble, les perceptions qui ont été citées peuvent être classées dans ce qui a été décrit comme le « paradigme dominant » du volontariat[16]. La bonne compréhension de la dimension universelle du volontariat demande que le flou qui enveloppe l'action volontaire soit dissipé, afin que se révèle sa portée exacte. Une fois que la dimension du volontariat aura été appréciée à sa juste valeur, il sera possible d'avancer pour examiner de quelle façon il contribue aux questions d'envergure globale.

Le reste du présent rapport utilise le cadre des Nations Unies de libre choix, de motivations non pécuniaires et de bienfaits à autrui comme paramètres définissant les actes qui doivent compter comme du volontariat. On se réfère à la fourniture formelle d'une prestation, l'assistance mutuelle et l'entraide, et la participation civique pour décrire la façon dont il s'exprime. Cependant, il est

ENCADRÉ 1.5 Le printemps arabe – l'Égypte en couleurs

Après le 25 janvier 2011, jour de protestation pacifique par des centaines de personnes au Caire, cinq diplômées en beaux-arts ont pris la décision de parler à la foule dans leur propre langage, celui de l'art.

Ainsi, le 11 février, les cinq jeunes femmes ont dessiné des graffiti simples sur un mur comportant des messages de motivation : « La science et le travail assidu permettent aux nations de progresser », *tafa'al* (Soyons optimistes), etc. Inspirées par leur initiative, les jeunes filles se sont rendu compte qu'avec un message original elles pouvaient atteindre toute la communauté égyptienne pour changer le quotidien de ses membres grâce à l'utilisation d'art et de couleurs dans les rues.

Ces jeunes artistes ont alors prévu de peindre un immense mur à Maadi, dans la banlieue du Caire, et elles l'ont annoncé sur Twitter et Facebook. Grande a été leur surprise de trouver un soutien très vif auprès de la communauté locale, notamment de la part de dizaines d'enfants exprimant leur intérêt et d'environ 85 volontaires. La communauté a non seulement assisté à la modification de l'apparence du mur, mais s'est engagée dans le mouvement de volontariat qui s'est occupé de nettoyer l'endroit et de peindre le mur.

Emballées par cette expérience, les jeunes femmes ont décidé de mettre un groupe sur pied. « Egypt in Colors » compte maintenant 25 jeunes adhérents (femmes et hommes) qui ont en commun leur passion pour l'Égypte et pour l'art. Ils sont passés à d'autres projets dans différents établissements scolaires et communautés du Caire et ambitionnent de répandre leurs messages d'inspiration et de motivation dans toute l'Égypte.

Source : *Teen Stuff* magazine. (2011, August).

important de relever le fait que les expressions du volontariat sont aussi influencées par les situations culturelles et sociales locales.

PERCEPTIONS ERRONÉES À PROPOS DU VOLONTARIAT

Un certain nombre d'idées inexactes circulent à propos du volontariat et ne permettent pas d'appréhender correctement son universalité, bien qu'un nombre croissant de preuves empiriques et de témoignages les contredisent dans une grande mesure. Ces illusions doivent être dissipées pour que puisse se révéler la véritable dimension du volontariat et que soit rendue possible l'analyse de ses contributions aux problèmes mondiaux.

Idée reçue n° 1 : Le volontariat se manifeste seulement par le biais d'ONG dûment reconnues légalement, formelles et structurées, généralement situées dans les pays développés, et il donne lieu à un type d'accord quelconque entre le volontaire et l'organisation concernée. Vu que de telles organisations sont situées principalement dans des pays développés, cette situation contribue à perpétuer la notion que le volontariat se trouve dans une grande mesure dans ces mêmes pays. En réalité, une partie très appréciable du volontariat dont il est fait état dans ce rapport a lieu au sein de petits groupes locaux, de clubs et d'associations, qui constituent des fondements de la société civile tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. De plus, les preuves empiriques obtenues dans les pays en développement dressent un tableau différent. Pour n'en donner qu'un seul exemple, la recherche au Mexique a permis de découvrir que le gros de l'activité de volontariat dans ce pays se déroule hors des organisations formellement constituées. La raison tient au fait que la situation afférente aux dispositions légales et financières au Mexique n'incite pas à la mise sur pied d'organisations formelles de la société civile. En outre, la participation aux activités des groupes formels est encore très limitée dans ce pays[17].

Idée reçue n° 2 : Les actes de volontariat ont lieu seulement dans le secteur de la société civile. Ceci est faux. L'action volontaire est universelle ; elle ne se produit pas uniquement dans un « secteur » et elle touche tous les aspects de l'existence. Beaucoup de services du secteur public, par exemple, doivent compter sur des volontaires : les services scolaires et ceux des soins de santé hospitaliers, la police de proximité, les services de garde-côtes et de lutte contre les incendies dépendent tous de volontaires.

ENCADRÉ 1.6 Partenariat entre les pouvoirs publics et les groupes communautaires pour combattre la pauvreté et la tuberculose

La tuberculose est une maladie infectieuse que l'on associe à la pauvreté et aux faibles revenus. Au Karakalpakstan, une région semi-autonome de l'Ouzbékistan, la maladie a atteint des proportions épidémiques et aggrave la pauvreté qui y règne. Le ministère ouzbek de la Santé s'attaque à l'incidence élevée de la pauvreté et de la tuberculose, de concert avec les Nations Unies, les représentants de la société civile locale, les autorités de district et le Mahalla (terme se référant aux comités de volontariat locaux traditionnels ayant pour vocation de soutenir le bien-être et d'améliorer les conditions d'existence). Depuis 1994, le Mahalla s'est vu confier toujours plus de responsabilités dans la canalisation de l'assistance sociale provenant du gouvernement central. À travers les comités du Mahalla et les autorités locales, 32 formateurs de volontaires communautaires ont été formés. À leur tour, ils ont recruté et formé 30 autres volontaires. Au bout de trois cycles de formation, ils sont maintenant près de 3 000 volontaires à sensibiliser les personnes à propos de la tuberculose, assister dans l'amélioration des systèmes de soins de santé et d'approvisionnement en eau, apporter un soutien au traitement réussi des patients atteints de tuberculose et fournir un appui aux activités génératrices de revenus à domicile aux personnes atteintes de tuberculose et aux membres de leur famille proche.

« Grace aux volontaires communautaires et à leur travail assidu, il y a maintenant plus de personnes qui viennent rencontrer à temps les médecins pour des consultations, ce qui constitue un facteur important dans le traitement de la tuberculose ».
(N. Orazimbetova, 2011)

Sources : UNDP. (2011) ; Nesibele Orazimbetova [Médecin principal, District de Karauzyak], Discours à la cérémonie d'ouverture du dispensaire pour la tuberculose. (14 janvier 2011).

On trouve aussi du volontariat dans des programmes sociaux des pouvoirs publics à l'échelle nationale, dans des domaines tels que l'immunisation et l'alphabétisation. Depuis 1988, l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, menée par les autorités nationales, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et Rotary International a permis d'immuniser plus de 2,5 milliards d'enfants contre la polio, grâce à la coopération sans précédent de plus de 200 pays et de 20 millions de volontaires ainsi que d'un investissement international d'un montant supérieur à 8 milliards de dollars américains. En 2006, il ne restait plus que quatre pays au monde dans lesquels la transmission de la polio n'avait pas été stoppée, et les cas se manifestant annuellement avait été réduits dans une proportion de plus de 99 pourcent[18].

De plus, l'engagement volontaire du secteur privé a progressé régulièrement depuis le milieu des années 1990, en grande partie dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Le secteur donne de l'emploi à une proportion importante de la population mondiale, et nombreux sont ceux qui se portent volontaires. La RSE s'exprime fortement à travers le volontariat : plus de 90 pourcent des sociétés de la liste Fortune 500 appliquent des programmes formels de volontariat des employés et d'octroi de dons[19].

Idée reçue n° 3 : Le volontariat est la chasse gardée des personnes aisées et instruites, celles qui ont du temps et des moyens à leur disposition. En fait, un corpus de plus en plus étendu de recherches empiriques montre que le volontariat est répandu chez ceux dont les revenus sont faibles et qu'ils entreprennent du travail volontaire pour les avantages qu'il procure tant à eux-mêmes qu'à leur communauté. Leurs atouts, y compris leurs connaissances au niveau local, leurs talents, leur travail et les réseaux sociaux jouent souvent un rôle crucial permettant de surmonter les tensions et les chocs. Pour une présentation de ces questions, voir le Chapitre 4 sur le volontariat et les moyens d'existence durables.

ENCADRÉ 1.7 La philanthropie de l'Afrique – une tradition solidement ancrée

« La philanthropie de l'Afrique est une chose qui n'a pas besoin d'être présentée, parce que les Africains possèdent de fortes traditions en matière d'entraide, d'auto-assistance, d'institutions volontaires, de crédits tournants et d'associations telles que les stokvels sud-africains. Mais nous n'avons pas été en mesure d'exploiter cette tradition, et nous ne considérons pas les différentes façons dont elle s'exprime comme des outils de développement potentiels »[20].

Source : Wilkinson-Maposa, Fowler, Oliver-Evans & Mulenga (2005).

Une étude de la Banque mondiale axée sur les plus pauvres parmi les pauvres a mis en exergue la nécessité de révéler « les réseaux existants de solidarité » et a souligné le fait que la « mobilisation des communautés locales commence souvent par l'identification de groupes locaux comme ceux que l'on trouve dans les centres communautaires »[21]. Une autre étude provenant des États-Unis et portant sur la transformation de quartiers habités par des personnes pauvres en revenu et désespérées est arrivée à la conclusion que « l'on trouve parmi les atouts les plus sous-évalués (de la communauté) des réseaux qui se forment spontanément, à travers lesquels les voisins et les résidents se portent volontaires pour s'attaquer à et résoudre des problèmes communs. Un plus grande attention à ces réseaux, d'un point de vue stratégique, ainsi que leur développement et leur utilisation plus intentionnels pourraient apporter une contribution majeure à la transformation durable de la communauté animée par les résidents eux-mêmes »[22].

Idée reçue n° 4 : Le volontariat est le domaine des amateurs non qualifiés et inexpérimentés. Ce malentendu provient de la perception que le professionnalisme, tant en matière de connaissances que de comportement, est exclusivement associé à un emploi rémunéré. Il peut aussi être influencé par l'impression que

la plupart des volontaires sont des jeunes. Tout au long de ce rapport, il est fait référence à des femmes et des hommes professionnellement qualifiés motivés par les valeurs qui animent le volontariat. Elles vont des avocats travaillant à titre gracieux aux pompiers communautaires et aux médecins qui choisissent d'apporter leur savoir-faire et leurs nombreuses années d'expérience à l'action volontaire.

Idée reçue n° 5 : Les femmes constituent la majorité des volontaires. Ceci est également faux. Bien que des études montrent que les femmes soient légèrement plus enclines à se porter volontaires que les hommes, le temps de volontariat qu'ils et qu'elles mettent à disposition sont à peu près les mêmes. La prédominance des femmes dans le volontariat, telle qu'elle est perçue, provient en partie du fait que l'on associe le volontariat aux prestations de services sociaux, ceux relatifs à la santé en particulier. Le mouvement féministe des années 1970 a représenté le volontariat comme une extension des travaux ménagers des femmes hors de chez elles[23]. Alors que les femmes prédominent effectivement dans des domaines tels que les soins volontaires prodigués aux enfants et aux personnes âgées et les soins palliatifs, les hommes semblent dominer dans les sports, l'environnement, la lutte contre les incendies et le sauvetage en mer[24].

On peut présenter une argumentation plus convaincante en mettant en avant le fait que le volontariat renforce les rôles attribués aux genres et que le travail volontaire des femmes se produit souvent dans des domaines auxquels on confère un statut inférieur sur le marché du travail. Le travail volontaire des hommes est habituellement dans le « domaine public », dans des activités à caractère civique et professionnel qui comprennent, entre autres, la participation aux travaux des conseils d'administration, alors que les femmes volontaires se trouvent dans le « domaine privé », aidant ceux qui sont dans le besoin. Une étude sur les femmes volontaires œuvrant en tant que personnel de santé à Lima, au Pérou, a montré la façon dont le travail dans le domaine des soins de santé est perçu comme un prolongement de leur rôle maternel. Une étude sur les femmes soignant des séropositifs réalisée en Afrique du Sud et au Zimbabwe est arrivée à une conclusion semblable[25]. Parmi les activistes, les hommes sont plus impliqués dans des actions de mobilisation au niveau national, tandis que les femmes sont plus enclines à participer à des campagnes au niveau local[26]. Les Nations Unies, conscientes de la nécessité d'éviter les stéréotypes de genre, ont souligné la nécessité qu'il y avait à veiller à ce « que les opportunités de volontariat dans tous les secteurs soient accessibles tant aux femmes qu'aux hommes, vu leurs différents niveaux de participation dans différents domaines »[27].

Idée reçue n° 6 : Les jeunes ne se portent pas volontaires. Au contraire, les jeunes ne sont pas un groupe passif attendant que

ENCADRÉ 1.8 De la construction de logements à la citoyenneté active

En 1997, un groupe de jeunes Chiliens préoccupés par l'extrême pauvreté régnant dans leur pays ont voulu construire 350 logements de base pour les familles vivant dans des taudis. Depuis, le programme s'est étendu à 19 pays en Amérique latine et mobilise tous les ans plus de 50 000 jeunes volontaires âgés de 17 à 28 ans. Ils ont non seulement amélioré la situation de milliers de familles en matière de logement dans la région, mais leur contact direct avec la pauvreté leur a procuré une expérience qui a changé la façon dont ils perçoivent leur pays. Ils sont maintenant occupés à rendre les autres sensibles aux problèmes de la pauvreté en organisant des campagnes et en faisant du lobbying en faveur d'un logement adéquat pour tous. À partir de la construction de logements, des jeunes deviennent des citoyens actifs et des chefs de file dans leur communauté.

« Comme volontaire, j'ai compris que chacun d'entre nous a un rôle important à jouer dans le combat contre la pauvreté. Nous nous mettons ensemble car pour nous il n'y a d'autre façon de dénoncer la pauvreté qu'à travers notre engagement collectif. Ansanm nou kapab (Ensemble nous pouvons) ». Donald, volontaire de UN Techo à Haïti.

Source : J. Serani [Directeur de la région Mexique et Caraïbes, Un Techo para mi País]. Communication personnelle. (21 juillet 2011).

des ressources et des occasions leur soient offertes. Ils sont activement engagés dans le développement de leurs sociétés à travers une vaste série d'actions. Un exemple bien connu de l'Amérique latine est l'organisation « Un Techo para mi País » (Un toit pour mon pays).

Mais il est vrai aussi que beaucoup de jeunes considèrent l'engagement par le biais d'organisations formelles moins attirant que par le passé et que ces occasions sont elles-mêmes en train de diminuer, à mesure que l'économie mondiale et les institutions sociales et politiques subissent des transformations majeures[28]. Cependant, l'engagement des jeunes envers des actions civiques reste prononcé, bien qu'il semble se produire une réorientation vers l'implication dans des situations informelles et moins structurées. Pour les jeunes, l'activisme politique et social qui procure des façons informelles et non hiérarchisées de s'engager a plus d'attrait. On peut donner comme exemple de cette tendance « Irpinskyi velorukh » (Mouvement cycliste d'Irpin), un groupe informel ukrainien mené par des jeunes pour promouvoir le mode de vie cycliste et sans voiture, qui organise des rencontres « Journées sans voiture » pour les membres de sa communauté. En 2009, 56 personnes ont participé, 20 organismes des médias ont rapporté l'événement et les officiels locaux et les membres de la communauté ont participé aux concerts, aux discours, à la préparation de posters, à la parade cycliste et à la compétition de cross[29].

Idée reçue n° 7 : Le volontariat a lieu en face-à-face. De nouveaux développements importants dans le domaine de la technologie numérique libèrent le volontariat de l'obligation de se limiter aux activités impliquant des contacts en face-à-face. Les nouvelles technologies que les personnes utilisent pour se connecter les unes aux autres représentent probablement le développement le plus important intervenu en matière de volontariat. Les technologies de téléphonie mobile qui évoluent rapidement et la progression d'Internet permettent à un grand nombre de personnes appartenant à un éventail toujours plus large de la population de s'engager sur une base de volontariat. Sous ce rapport, ces technologies contribuent à sa nature universelle. Cet aspect est présenté au Chapitre 3.

Idée reçue n° 8 : Le volontariat devrait se situer hors du champ d'intervention de

ENCADRÉ 1.9 Promotion des lois et des politiques favorables au volontariat

La première loi nationale de la République de Corée relative au volontariat, la Loi fondamentale pour la promotion des services volontaires de 2006, porte création du Comité national de promotion du volontariat. Ce comité comprend des représentants des pouvoirs publics et de la société civile, et il a œuvré pour encourager la participation du public au volontariat.

À travers les dispositions de cette loi, tant l'administration nationale que l'administration locale sont mandatées pour s'assurer que le service volontaire est effectué dans un environnement sécurisé et que les pouvoirs publics donnent des assurances de garantie contre les blessures physiques et les préjudices à caractère économique infligés aux volontaires.

Le volontariat continue à prendre de l'ampleur en République de Corée, et sa promotion est aussi assurée à travers l'engagement des autorités à soutenir les volontaires. Il faut mentionner particulièrement l'implication de grande ampleur des citoyens dans le nettoyage de déversements d'hydrocarbures dans le département de Taean sur la côte ouest du pays en 2007.

En juillet 2008, le Hyundai KIA Automotive Group a mis sur pied une organisation volontaire, la « Happy Move Global Youth Volunteers ». Depuis, cette organisation se charge d'envoyer environ 1 000 étudiants universitaires coréens tous les ans en Inde, au Brésil, en Chine, en Slovaquie, en République tchèque, en Turquie et en Thaïlande pour qu'ils contribuent aux efforts de volontariat à caractère humanitaire et culturel, entre autres, dans ces pays. Ce programme aide les jeunes Coréens à appréhender la vraie valeur du travail volontaire et à développer leur propre identité en faisant leur expérience directe d'une nouvelle culture et d'une coopération étroite avec des individus dans un pays étranger.

Sources : The International Centre for Not-for-profit Law. (2010); UNV. (2009).

l'État. Ce point de vue est nettement moins répandu qu'il n'y a une décennie, comme le montre à l'évidence le nombre toujours croissant de politiques et de lois adoptées par les pouvoirs publics, surtout depuis 2001. La plupart d'entre elles visent à encourager l'action volontaire de la part des citoyens et/ou à sauvegarder les droits des volontaires. Il y a toutefois des cas où l'État tente de prendre le contrôle de l'action volontaire et de l'utiliser à ses propres fins politiques. Ainsi, le volontariat peut constituer un moyen de compensation pour des prestations insuffisantes, maquillant ainsi l'incapacité des pouvoirs publics à les fournir. Ces cas doivent être suivis et mis en évidence à chaque fois qu'ils se présentent.

À travers ce premier rapport, nous espérons éclairer le débat sur la nature exacte du volontariat et ce qu'il peut réaliser, en phase avec les réalités sur le terrain

En fait, les politiques inappropriées peuvent même faire obstacle par inadvertance aux forces vives qui motivent le volontariat. Les pouvoirs publics sont bien placés pour apporter une contribution à un environnement dans lequel tous les types de volontariat peuvent s'épanouir. Cependant, l'intention n'est certainement pas de promouvoir le concept de communauté autonome, comptant sur ses propres moyens, avec des pouvoirs publics négligeant leurs responsabilités d'assurer les besoins essentiels des citoyens. Le défi consiste à trouver le moyen d'intégrer les actions volontaires des citoyens aux actions prises par les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes afin qu'elles se renforcent mutuellement, d'une façon qui met en avant la coopération et la complémentarité. En fin de compte, une telle approche est en mesure d'accroître l'efficacité et la portée des programmes gouvernementaux tout en renforçant la confiance des personnes dans leur propre capacité à influencer de manière positive le bien-être des membres de leur communauté.

Idée reçue n° 9 : Le volontariat est gratuit. Un vieil adage dit que bien que les volontaires ne soient pas rétribués, ils ne travaillent pas pour rien. En appliquant cet adage à des formes de volontariat plus formelles, il porte sur les infrastructures dont on a besoin pour s'assurer que des contributions sont effectivement reçues. Elles comprennent la création et l'animation de centres pour les volontaires, la gestion des actions de volontariat, la formation et la reconnaissance ainsi que les coûts associés au bon fonctionnement des activités de volontariat tels que ceux liés au transport, aux repas et aux allocations. Du point de vue des pouvoirs publics, ces frais peuvent comprendre la mise en place de cadres politiques et réglementaires appropriés, un corps national de volontaires et des plans de volontariat à l'intention des jeunes et des personnes plus âgées.

CONCLUSIONS ET DISCUSSIONS

Les perceptions erronées obscurcissent le caractère universel des valeurs et des actions associées au volontariat. Elles font obstacle à la compréhension de l'étendue et de la profondeur de l'action volontaire de par le monde. À travers ce premier rapport, nous espérons éclairer le débat sur la nature exacte du volontariat et ce qu'il peut réaliser, et recommander l'adoption de politiques cadrant avec les réalités sur le terrain.

La recherche sur le sujet se trouve à un stade encore primaire et doit être intensifiée. De toute évidence, les pouvoirs publics ont un rôle à jouer en matière d'encouragement d'études plus empiriques, qui dégageront un tableau précis de la dimension universelle du volontariat. Le monde académique a le devoir de remettre en question les hypothèses de fond relatives à l'action volontaire. Le système des Nations Unies ainsi que d'autres acteurs du développement, y compris la société civile, ont la responsabilité de s'assurer que cette recherche a des retombées pour toutes les parties prenantes. Rassembler des données fiables sur le volontariat est la voie la plus sûre pouvant mener au développement de stratégies tenant compte de la force puissante et universelle que représente le volontariat.

CHAPITRE 2

Prendre la mesure du volontariat

« Ce qui ne peut pas être compté ne compte pas ».
Anonyme

PRENDRE LA MESURE DU VOLONTARIAT : POURQUOI ?

L'ampleur même des contributions au volontariat sur le plan mondial exige qu'on le mesure d'une certaine manière, tout comme on le fait pour d'autres domaines de l'entreprise humaine qui jouent un rôle important dans la bonne marche des sociétés. Un intérêt à tenter de cerner les dimensions et la portée du volontariat s'est accru au cours des dernières années, telles que le montrent diverses études réalisées au niveaux national, régional et mondial.

Dans le présent chapitre, outre le regard que nous portons par-delà les chiffres, nous tentons de quantifier le volontariat. Le calcul des dimensions et de la valeur du volontariat, y compris sa valeur économique, est évidemment une chose importante. Mais les chiffres ne disent pas tout. Certains mettent en avant l'argument que l'attribution d'un montant au volontariat diminue ses valeurs intrinsèques dans son impact sur la vie des communautés et sur les causes, ou sur les volontaires eux-mêmes. D'autres diront que la principale contribution du volontariat, sa vraie valeur, se situe dans le développement de sociétés harmonieuses marquées par des niveaux élevés de cohésion sociale et de bien-être, soit des facteurs très difficiles aussi à quantifier. Les valeurs humaines que l'on trouve chez les personnes et dans les communautés sont exprimées tout au long du présent rapport. Il faut trouver de meilleures façons de reconnaître ces valeurs. Il existe de bonnes raisons de mesurer le volontariat, les actions qu'il inspire et les avantages économiques que l'on peut tirer de ces actions. Les principaux arguments en faveur de cette mesure sont examinés ci-après.

ENCADRÉ 2.1 Valeurs du volontariat

La contribution des volontaires est indispensable aux activités de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR). Mais combien sont-ils exactement et quelle est la valeur de ce qu'ils offrent ? Une étude de la FISCR réalisée en 2011 permet d'obtenir des réponses. En 2009, environ 13,1 millions de volontaires actifs de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont fait des dons de services valant près de 6 milliards de dollars américains qui ont bénéficié à environ 30 millions de personnes. Les volontaires font augmenter le réservoir de main-d'œuvre de la FISCR dans une proportion médiane générale de 20 volontaires pour chaque membre du personnel rémunéré. En Afrique subsaharienne, la proportion est de 327 volontaires par membre du personnel, en Asie du Sud-Est de 432 volontaires par membre du personnel, alors que la proportion la plus faible se trouve aux États-Unis et au Canada, avec 11 volontaires pour chaque membre du personnel. Basée sur les chiffres fournis par 107 sociétés nationales, l'enquête fournit non seulement la valeur et les nombres de chaque contingent de volontaires mais décrit aussi les contributions à caractère social en grand nombre qu'ils apportent à leur communauté dans les domaines de la santé, de la réduction de la pauvreté et de réponses aux situations d'urgence.

Source : International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). (2011).

Pour les volontaires eux-mêmes, il est important que l'impact de leurs actions soit dûment reconnu. Ainsi, documenter le temps et les efforts consacrés par plusieurs millions de volontaires contribue à apporter une reconnaissance et à stimuler le désir de s'engager. Au cours de ce processus, d'autres peuvent être motivés à participer au mouvement lorsqu'ils constatent la façon dont s'exprime la contribution à l'action volontaire et comprennent que le volontariat est un aspect tout à fait normal de l'engagement civique.

Pour les organisations faisant s'impliquer des volontaires, la mesure de la contribution de ces derniers leur permet de dégager de nouvelles perspectives sur le compte de leurs programmes. De plus, avec des faits et des chiffres en main, elles sont en mesure d'être plus efficaces en matière de relations publiques, d'améliorer leur redevabilité, d'étendre leurs choix portant sur la mobilisation de ressources et de fournir aux volontaires un tableau d'ensemble de la somme totale de leurs interventions.

ENCADRÉ 2.2 Utilisation de calendriers communautaires pour mesurer la valeur du volontariat

Les dépenses des instances municipales, les allocations des pouvoirs publics provinciaux, l'investissement social des entreprises et d'autres formes d'assistance au développement font l'objet d'entrées de données chiffrées dans des dossiers financiers. Cependant, il n'existe pas de données qui attribuent une valeur aux contributions que les citoyens apportent aux initiatives prises au niveau local. Les nombreuses façons dont les membres de la communauté participent, telles que les unions de mères, les associations masculines et les clubs de jeunesse, constituent un aspect tellement routinier de la vie de tous les jours des gens qu'ils ont tendance à ne pas faire attention aux bénéfices qu'ils apportent au développement de leurs communautés. Une approche utilisée en vue de faire prendre conscience aux communautés de la valeur qui est ajoutée par de telles actions de volontariat est de se servir de calendriers de communauté. Pour donner aux communautés les moyens de reconnaître les contributions que leurs membres font, une étude de recherche-action a été entreprise à Jansenville, dans la Province du Cap oriental en Afrique du Sud, pour comptabiliser le temps de volontariat, de talents, de dons de biens en nature et en espèces que les organisations communautaires, les ONG et les organisations confessionnelles ont reçu des membres de la communauté.

Ces contributions ont été additionnées et un montant leur a été attribué à une valeur financière que les organisations qui participaient estimaient raisonnable. Les résultats se sont traduits par une contribution totale qui équivalait à 19 ans et huit mois de travail non rétribué par an. Dans une communauté où l'administration locale estime à 60 pourcent le le nombre de familles vivant dans la pauvreté, il a été estimé que les contributions totales de volontariat avaient une valeur de 53 000 dollars américains générée par 4 343 personnes dans 378 ménages. Cette estimation de la valeur des atouts communautaires a été révélatrice et motivante et elle a constitué une source d'inspiration pour les participants, en les encourageant à bâtir à partir de leur « investissement ». « Les bailleurs veulent s'assurer que nous serons toujours là lorsque leurs fonds auront été épuisés. Nos membres remplissent notre seau, ce qui montre leur durabilité et leur capacité de se tenir sur leurs propres jambes » déclare Notizi Vanda, directrice et membre fondatrice du Forum de développement de Jansenville.

Source : Wilkinson-Maposa. (2009).

D'un point de vue différent, si les autorités nationales doivent tenir compte du volontariat dans leur politique nationale, ils doivent être convaincus de sa valeur, et notamment sa valeur économique. Trop souvent, les pouvoirs publics ignorent quel est le degré de volontariat qui est disponible, quels sont les différent segments de la société qui s'impliquent et quelle est la valeur qu'il crée. À partir du moment où ils sont convaincus de l'avantage à intégrer le volontariat dans le processus de prise de décision, les pouvoirs publics doivent disposer de données fiables pour élaborer des stratégies appropriées. Ceci permet de garantir que la ressource soit convenablement promue et mise à profit pour le bien-être du pays entier.

La communauté internationale a reconnu la nécessité pour les pouvoirs publics de « déterminer le poids économique du bénévolat pour aider à mettre en lumière un aspect important du rôle qu'il joue dans la société et, partant, favoriser l'élaboration de politiques éclairées »[1]. Toutefois, nous pensons fermement que la quantification du volontariat devrait être quelque chose de plus important que l'addition de valeurs économiques et le calcul compulsif de certains chiffres. En 2008, l'Assemblée générale du Centre européen du Volontariat (CEV) a mis le doigt sur le sujet : « Mesurer et présenter sa valeur économique peut constituer une bonne façon de procurer au volontariat la reconnaissance qu'il mérite, particulièrement

auprès de ceux chargés de l'élaboration de politiques. Mais cette mesure doit être utilisée avec prudence et de manière concomitante avec d'autres outils de mesure de ce qui sont jusqu'ici « les incidences incommensurables » du volontariat, dont celles sur le capital social, la cohésion sociale, le développement personnel et l'autonomisation. De tels outils de mesure devraient être élaborés pour rendre possible la description du tableau complet du volontariat et de sa vraie valeur »[2].

DIVERSES MESURES DU VOLONTARIAT

Des études portant sur l'ampleur du volontariat et des éléments qui le constituent ont été effectuées récemment au niveau national dans des pays principalement développés et se sont avérées être une base solide de discussions sur beaucoup d'aspects du volontariat. Par exemple, l'enquête canadienne de 2007 sur les dons, le volontariat et la participation (2007 Canada Survey of Giving, Volunteering and Participating) menée par Statistics Canada a relevé un total de 2,1 milliards d'heures de volontariat et a montré une augmentation tant du nombre de volontaires (5,7 pourcent) que d'heures consacrées au volontariat (4,2 pourcent) par rapport à 2004[3]. Aux États-Unis en 2011, le Bureau de statistiques du travail du ministère du Travail a indiqué que 62,8 millions de personnes s'étaient portées volontaires au moins en une occasion pour une organisation au cours des 12 mois précédents. De son côté, le Bureau de la statistique d'Australie a établi qu'en 2007 5,2 millions de personnes s'étaient portées volontaires pendant une durée de 713 millions d'heures de travail, soit l'équivalent de 14,6 milliards de dollars australiens de temps de travail rétribué. L'étude a montré que 34 pourcent de la population adulte s'était portée volontaire (36 pourcent de femmes et 32 pourcent d'hommes).

Au-delà des données économiques, les recherches entreprises sur la nature et les motivations des volontaires sont toujours plus poussées. Elles comprennent des études qui analysent le volontariat des étudiants dans 12 pays[4], le bien-être des personnes âgées en Europe[5], les personnes en Israël bénéficiant d'une aide sociale qui se portent volontaires[6], le rôle des organisations religieuses dans la promotion du volontariat en Amérique latine[7] et les politiques et textes de loi partout dans le monde[8].

En 2006, lors du cinquième Forum pour le développement de l'Afrique organisé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), une étude intitulée « Volontariat des jeunes pour le développement : l'Afrique au 21e siècle »[9] a été présentée. La recherche, qui couvre neuf pays, a montré la façon dont les capacités des jeunes se développent lorsqu'ils se portent volontaires. Ils deviennent des agents actifs du développement dans leurs communautés. De plus, elle a souligné la façon dont les programmes de volontariat peuvent être reliés à des cadres de politique sur une base durable. Ce travail est arrivé à la conclusion qu'« il est donc essentiel que les pouvoirs publics africains, de concert avec leurs partenaires de développement, promeuvent

ENCADRÉ 2.3 Au-delà de la valeur économique

L'enquête nationale sur le volontariat de 2010 menée par la coordination Volunteering Australia en Australie a permis d'établir que 83 pourcent des volontaires pensent que le volontariat a conforté leur sentiment d'appartenance à leur communauté. L'étude fait ressortir le rôle important que le volontariat joue dans l'offre d'opportunités de formation, 26 pourcent des individus déclarant que la formation qu'ils avaient reçue dans le cadre de leur travail de partenariat les avait aidés à obtenir une accréditation ou une qualification. L'enquête a aussi permis d'établir que le volontariat joue un rôle important en matière d'inclusion dans la société australienne. De plus, l'enquête a établi que le volontariat peut aider à réduire les sentiments d'isolement de l'individu, à permettre aux personnes d'acquérir des compétences et d'établir des contacts sur le plan social, à favoriser un sentiment d'estime de soi accru et à combattre les stéréotypes sur différents groupes.

Source : ProBono News. (2010).

un esprit de volontariat parmi les jeunes »[10]. En 2010 et 2011, tant l'Union africaine que la Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont mis sur pied des corps régionaux de jeunes volontaires destinés à contribuer à la paix et au développement dans leurs régions.

En 2010, le Forum international sur le service du Développement (connu comme le « Forum ») a établi un inventaire du volontariat international dans 20 pays en Asie. Sa recherche a permis d'établir que, lorsqu'on compare les volontaires actifs en Asie à ceux d'autres régions, les premiers se penchent davantage sur la résolution des problèmes de développement, y compris la réduction de la pauvreté et les OMD. En Asie du Sud et du Sud-Est, il existe une tendance en faveur du volontariat Sud-Sud, les volontaires des pays en développement offrant leurs services en grande partie dans d'autres pays en développement de la région. L'étude a identifié de nouvelles façons de stimuler le volontariat en Asie, y compris en ciblant la diaspora asiatique et en créant des liens avec les volontaires nationaux en vue d'accroître la prise de conscience à propos de la contribution des volontaires internationaux et de leur efficacité. La recherche a aussi montré qu'il existe des liens étroits avec les pouvoirs publics au sein de partenariats public-privé ainsi que dans des ONG recevant l'appui des pouvoirs publics. Deux autres tendances qui se manifestent en Asie ont trait aux services de volontariat international sous la forme de responsabilité sociale des entreprises, et particulièrement le volontariat d'entreprise à court terme, et l'influence grandissante d'Internet[11].

Une étude réalisée au Botswana, au Malawi, en Afrique du Sud, en Zambie et au Zimbabwe de 2005 à 2007 a permis d'obtenir la confirmation des difficultés auxquelles la recherche sur le volontariat est confrontée dans les pays du Sud, à savoir les expériences faiblement documentées, l'absence de recherche académique et les collections limitées des bibliothèques[12]. En l'absence d'études approfondies portant sur l'étendue et l'impact du volontariat, on a constaté que la documentation disponible était dans une grande mesure celle qu'avaient produites les ONG et les organisations de volontariat internationales, et qu'elle était axée sur l'incidence de programmes précis pour ceux qui en bénéficiaient et pour leur communauté. Toutefois, il existe clairement des limites à la mesure dans laquelle les conclusions d'études menées sur une petite échelle au niveau local peuvent être extrapolées pour illustrer la situation au niveau national.

ENCADRÉ 2.4 Jeunes volontaires de l'Union africaine

La jeunesse devrait être la cible première des initiatives d'investissement en Afrique, car dans un monde dans lequel les talents et l'expertise deviennent de plus en plus indispensables, les jeunes constituent un énorme potentiel pour l'Afrique.

En décembre 2010, la formation d'orientation intensive de pré-déploiement du premier groupe de membres de « Volontaires du Corps de la Jeunesse » de l'Union africaine (African Union Youth Volunteer Corps – AU-YVC) a pris fin à Obudu, au Nigéria. L'AU-YVC est un programme de développement qui recrute et travaille avec de jeunes volontaires dans les 53 pays d'Afrique. L'initiative, issue de la Charte africaine de la Jeunesse, du cinquième Forum pour le développement de l'Afrique et de l'Union africaine, favorise le volontariat en vue de résoudre les problèmes de la pauvreté, de la faiblesse du développement professionnel et du leadership, de la lenteur dans le développement d'une orientation panafricaine et de promouvoir un climat socio-économique amélioré. Elle aspire à améliorer le statut des jeunes Africains pour en faire des participants clés dans l'atteinte des objectifs et des buts du développement humain en Afrique. Les 60 volontaires offrent leurs service partout sur le continent, partageant leur expertise dans des domaines comprenant l'éducation et les TIC, le genre et le développement, le plaidoyer et la communication, la reconstruction post-conflit et l'édification de la paix, la santé et la population, les infrastructures et l'énergie, et l'agriculture et l'économie. Ensemble, ces volontaires vont partager des talents, une créativité et un apprentissage en vue de promouvoir l'esprit de service en Afrique, dans leur pays et leur communauté, tout en développant des capacités de leadership.

Source : African Union. (2010, April).

ENCADRÉ 2.5 Toute première enquête sur le volontariat au Bangladesh

En 2010, le Bureau de la statistique du Bangladesh (Bangladesh Bureau of Statistics - BBS) a mené une enquête nationale exhaustive sur le volontariat, la première du genre jamais réalisée dans le pays. L'enquête portait sur le volontariat aux niveaux rural et urbain, sur l'âge, le sexe et le niveau d'éducation des volontaires, sur les tarifs de volontariat, sur le volontariat formel organisationnel et non organisationnel, les heures de volontariat cumulées sur une base annuelle et l'estimation de leur valeur.

Les résultats de l'enquête ont été discutés à la Conférence nationale sur le Volontariat tenue à Dacca en juillet 2011. La principale recommandation formulée a porté sur la mise sur pied d'une Agence nationale du Volontariat responsable de la planification, de l'orientation et de la gestion de toutes les activités de volontariat dans le pays, sa mission consistant à relever la contribution du volontariat pour favoriser la prospérité individuelle et sociale et le bien-être au Bangladesh.

L'enquête auprès des ménages fondée sur l'emploi a révélé qu'au total 16 586 000 personnes âgées de plus de 15 ans se sont portées volontaires en 2010. D'après l'estimation de l'enquête, la contribution du volontariat à l'économie du Bangladesh en 2010 a été d'environ 1,66 milliards de dollars américains. Les conclusions ont aussi montré que la valeur économique du volontariat en 2009-2010 équivalait à 1,7 pourcent du PIB.

Près de 80 pourcent des actions de volontariat menées au Bangladesh ont lieu hors du cadre des organisations formelles. Pour la plupart, elles prennent la forme d'aide informelle, spontanée et sporadique provenant d'individus et de groupes. Du total, le volontariat assuré par les hommes représente 76,3 pourcent et celui des femmes seulement 23,7 pourcent. Mais cette situation pourrait bien être sous-estimée, vu que ceux chargés de l'enquête ont questionné les chefs de ménage, qui sont généralement des hommes.

La Conférence nationale sur le Volontariat a fortement recommandé que le BBS entreprenne une enquête qualitative de suivi en vue d'étayer les résultats en question. Elle a aussi demandé que soit réalisée une enquête plus large destinée à examiner plus avant les différences régionales et de genre en matière de volontariat et à fournir des informations sur les raisons qui animent le volontariat et les éléments qui l'entravent.

Source : Bangladesh Bureau of Statistics. (2011, July).

ÉTUDES SUR LE VOLONTARIAT AU NIVEAU NATIONAL

Les études menées régulièrement sur les actions de volontariat et les dons au niveau national au Canada, aux États-Unis et en Australie aboutissent à la fourniture de données détaillées qui démontrent la pertinence de la mesure du volontariat effectuée de manière continue. En 2008, le Secrétaire général des Nations Unies a signalé que 15 études portant sur des pays spécifiques étaient en cours de réalisation dans des pays en développement[13]. En 2010, le programme VNU a identifié 14 nouvelles études et rapports ayant trait au volontariat en train d'être menées dans des pays en développement[14]. Ce sont généralement des études isolées dont le but est de sensibiliser le public davantage aux activités de volontariat et à ses contributions, et à évaluer le volontariat en le considérant comme une partie des besoins de la communauté. De telles études permettent aussi de réaliser des relevés de ressources venant soutenir la planification et la programmation du développement national.

ÉBAUCHES DE MESURES SUR UN PLAN GLOBAL : GROS PLAN SUR QUELQUES INITIATIVES INTERNATIONALES

Exception faite de ces développements positifs, peu de pays se sont lancés dans la tâche consistant à mesurer de façon systématique et récurrente le volontariat afin d'en intégrer les résultats dans leurs politiques. Ceci est dû en partie à l'absence de normes internationales reconnues en matière de définition et de mesure du volontariat. Cette situation limite les comparaisons entre les pays fondées sur des statistiques officielles. Cependant, un certain nombre d'initiatives de mesure indépendantes qui permettront de dégager une perspective globale du volontariat sont en cours.

Lors d'une récente tentative de parvenir à mesurer le volontariat de manière

exhaustive, la **Commission européenne** (CE) a commandé une **étude** dans le cadre de l'Année européenne du volontariat 2011. Le but de cette étude est de l'aider à examiner la façon dont le secteur du volontariat pourrait être promu davantage et comment il pourrait contribuer aux efforts de l'Union européenne pour atteindre ses objectifs stratégiques généraux[15]. L'intention est de réunir les données nationales sur le volontariat sous une forme agrégée. Cependant, un examen des études réalisées sur le plan national et régional, des rapports d'enquête et les points de vue des principales partie prenantes sur les questions de volontariat ont fait apparaître des différences considérables, ce qui n'a pas permis d'établir une comparaison à partir de statistiques précises dans l'ensemble de l'Union européenne. Certaines des difficultés rencontrées dans la réalisation de cette étude ainsi que les enseignements qui en ont été tirés sont décrits ci-dessous. Ils constituent un échantillon de l'état d'avancement de la mesure du volontariat.

- *Complexité du paysage institutionnel* : la responsabilité des données nationales sur le volontariat n'a pas été coordonnée par un organisme public unique. Au contraire, l'initiative a été gérée par plusieurs ministères sur une base « secteur par secteur » et parfois même soutenue par différentes coordinations volontaires représentant des secteurs d'activités. « Cela signifie en pratique que les ministères concernés par des questions telles que la justice, l'éducation, les finances, les sports, la santé et les affaires sociales, l'intérieur et les affaires étrangères peuvent tous être concernés par le volontariat, et il n'a pas été possible de consulter chaque ministère individuel dans le cadre de cette étude »[16].

- *Difficultés de l'analyse qualitative comparative* : l'analyse d'informations quantitatives portant sur le nombre et le profil des volontaires a été difficile parce que les études nationales ont été menées à des moments différents, en utilisant différentes définitions, méthodes, échantillons d'enquête et groupes cibles, tout en ciblant différents types de volontariat. La conclusion qu'un nombre estimé de 92 à 94 millions d'adultes se portent volontaires dans l'UE, soit environ 22 pourcent des Européens âgés de plus de 15 ans, la plupart d'entre eux âgés de 30 à 50 ans, « devrait être considérée comme indicative seulement »[17].

- *Des données limitées sur les organisations volontaires* : beaucoup de pays de l'UE disposent d'un registre national avec la liste des associations et des organisations sans but lucratif, tenu d'habitude par un organisme public et mis à jour régulièrement. Il constitue une source de données valable dans les cas où les associations sont tenues de se faire enregistrer auprès de l'organisme public concerné. Parmi les faiblesses, on peut relever le fait que les bases de données ne font pas la différence entre les associations dépendant entièrement de personnel rétribué et celles comptant entièrement ou en partie sur des volontaires, ainsi que le fait que les organisations n'avertissent pas nécessairement dans les cas où elles cessent leurs activités. Un aspect supplémentaire de ces faiblesses est que, dans certains pays, l'enregistrement n'est pas obligatoire et que les organisations volontaires n'ont pas d'incitations à se faire enregistrer.

- *Absence de consensus à propos des données économiques* : les organisations volontaires sont en train de développer des outils et des instruments pour contrôler la valeur économique des contributions de leurs volontaires. Toutefois, le travail des bureaux nationaux de statistique varie considérablement pour ce qui concerne les données collectées et l'intérêt exact à mesurer la valeur économique du volontariat. Les efforts sont entravés par les difficultés susmentionnées émanant

Peu de pays se sont lancés dans la tâche consistant à mesurer de façon systématique et récurrente le volontariat afin d'en intégrer les résultats dans leurs politiques

de l'incohérence dans l'approche à la quantification du nombre de volontaires, du temps consacré aux activités et des activités entreprises. Dans les cas où les calculs ont déjà été faits, il n'y a généralement pas de consensus à propos de l'estimation de la valeur économique à cause des façons différentes d'évaluer le travail des volontaires. Finalement, l'étude n'utilise pas les montants de valeur monétaire fournis par les États-membres. À la place, elle retient des estimations brutes de la valeur économique du volontariat fondées sur la méthode commune du coût de remplacement pour chacun des pays[18].

- *Impacts sociaux et culturels du volontariat* : les rapports réalisés au niveau national ont souligné l'existence de nombreux avantages à caractère social, économique et culturel allant au-delà la valeur économique. « Cependant, d'un point de vue pratique, les avantages varient considérablement entre les pays ainsi qu'entre différents volontaires et communautés locales et parmi les bénéficiaires des activités et prestations de volontariat »[19]. Les impacts afférents aux objectifs clés de l'UE dans les domaines de l'inclusion sociale et l'emploi, de l'éducation et de la formation, de la citoyenneté active et des sports sont bien identifiés, mais les données sont principalement qualitatives.

Il est essentiel que l'on tente de parvenir à appréhender la dimension et l'étendue du volontariat

Résumant la situation actuelle, tant celle concernant les études nationales que celle de la mesure du volontariat en général, le rapport mentionne : « La mesure dans laquelle chaque rapport national repose sur des sources de données primaires et secondaires varie, dépendant de la disponibilité de données et de rapports, du nombre de parties prenantes qui ont pu être consultées et du contexte spécifique de chaque pays »[20].

Les difficultés qu'a rencontrées l'UE en matière de méthode sont encore plus prononcées pour les pays en développement, dans lesquels les données statistiques sont parfois moins exhaustives. Il est néanmoins essentiel que l'on tente de parvenir à appréhender la dimension et l'étendue du volontariat. Nous faisons brièvement référence à quatre initiatives qui s'efforcent de couvrir tant les pays développés que ceux en développement : le sondage mondial Gallup (Gallup World Poll), l'Étude des valeurs au niveau mondial (World Values Survey)[21], le « Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project » (CNP) et l'indice de la société civile de CIVICUS (CIVICUS Civil Society Index). Les quatre ont adopté une définition et une approche de la mesure du volontariat qui sont différentes les unes des autres. Sans surprise, elles aboutissent à des conclusions dissemblables.

Le sondage mondial Gallup et l'Étude des valeurs au niveau mondial sont des enquêtes auprès de la population entière qui ont pour but d'établir le profil des comportements et des points de vue des personnes par le biais d'échantillons qui sont représentatifs à l'échelle nationale. Vu la vaste gamme de questions abordées, il reste peu de questions qui ont trait au volontariat. De plus, étant donné la diversité de la terminologie utilisée et de la compréhension du volontariat, certaines questions sont ouvertes à différentes interprétations par ceux répondant aux questions[22]. Malgré tout, les enquêtes ont une grande portée globale et peuvent être reprises régulièrement pour dégager des tendances longitudinales ainsi que des données comparatives.

Le sondage mondial Gallup (**Gallup World Poll** – GWP)[23] pose les questions suivantes ayant trait au volontariat :

Au cours du dernier mois, vous êtes-vous livré(e) à l'une ou l'autre des actions suivantes ?

Vous êtes-vous porté(e) volontaire pour donner de votre temps à une organisation ?

Avez-vous apporté de l'aide à un étranger ou un autre inconnu quelconque qui en avait besoin ?

La première de ces questions est d'ordre général. Elle porte sur le volontariat que fournissent les organisations et présuppose une compréhension cohérente du terme. Le sondage Gallup a trouvé que 16 pourcent des adultes à travers le monde ont donné de leur temps à une organisation quelconque. Les personnes se trouvant en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande étaient les plus susceptibles de se porter volontaires, et elles étaient suivies par celles se trouvant en Asie du Sud-Est (spécifiquement le Cambodge, l'Indonésie et les Philippines) et en Afrique. Les niveaux de volontariat les plus faibles étaient ceux du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Asie de l'Est, soit la Chine, le Japon et la République de Corée. La seconde question a trait à des actions ayant eu lieu hors d'une organisation. Comme telle, il est possible qu'elle mesure (ou pas) le « volontariat », ainsi qu'il est défini dans le présent rapport, dépendant de la mesure et de la nature de l'implication de l'individu.

L'étude des valeurs au niveau mondial (**World Values Survey** – WVS)[24] est arrivée à la conclusion que les personnes se trouvant en Asie de l'Est étaient les plus susceptibles de faire état du « travail volontaire non rétribué » qu'elles faisaient, et elles étaient suivies par celles de l'Afrique, de l'Amérique du Nord et de la région du Pacifique. Les plus faibles niveaux de travail volontaire étaient ceux de l'Europe de l'Ouest, de l'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants (CEI).

Le « **Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project** » (CNP)[25] fournit un formulaire d'enquête commun aux pays participants qui comporte des suggestions de questions et d'exemples des types d'activités sur lesquels les répondants sont interrogés.

Pensez aux 3 derniers mois. Pendant cette période, avez-vous aidé, travaillé ou fourni un service ou une assistance quelconque à quelqu'un hors de votre cercle familial ou de votre ménage sans être rémunéré ?

TABLEAU 2.1: Si les volontaires du monde étaient une nation

1.	Chine	*1 306 millions*
2.	Inde	*1 094 millions*
3.	États-Unis	*296 millions*
4.	Indonésie	*229 millions*
5.	Brésil	*186 millions*
6.	Pakistan	*158 millions*
7.	Bangladesh	*144 millions*
8.	Russie	*143 millions*
9.	**Terre des Volontaires**	*env.* ***140 millions***
10.	Nigéria	*129 millions*
11.	Japon	*128 millions*

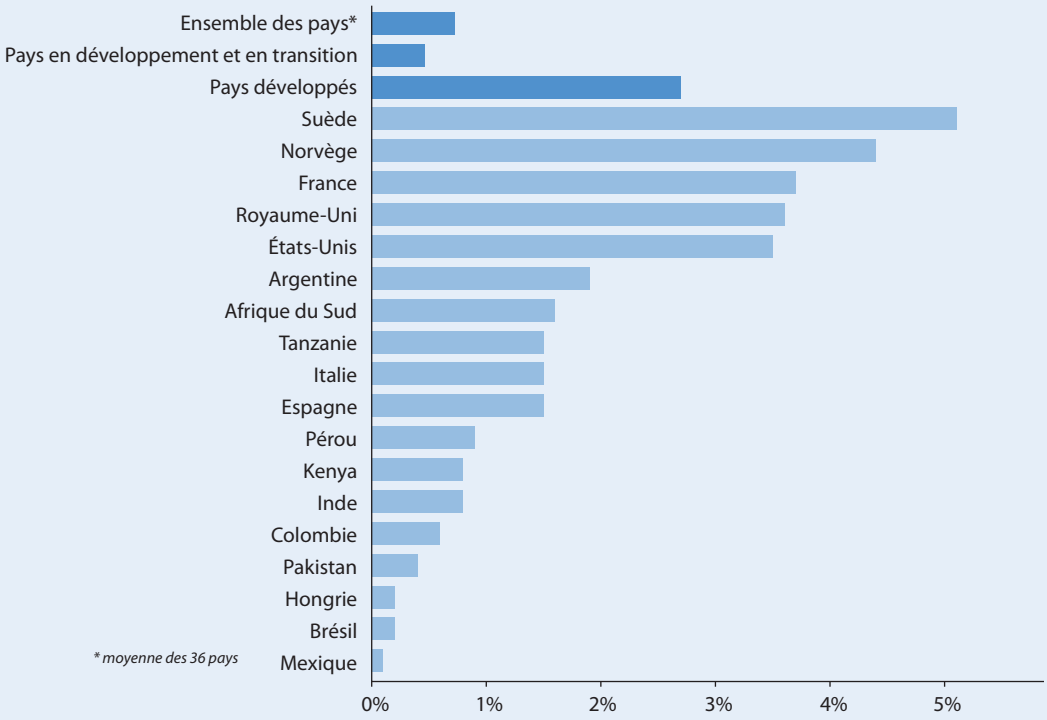
Source : Volunteering – Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project ; Population : United States Census Bureau

Ceux qui ont répondu par la négative ont alors été invités à penser à ces mêmes activités d'un point de vue global, même s'ils estimaient qu'il serait « normal que chacun fasse la même chose dans une telle situation ». Bien que s'appliquant aussi à des types formels de volontariat, ceci est particulièrement pertinent pour les types informels, qui sont souvent si enfouis dans les cultures et les traditions qu'ils ne sont parfois même pas considérés comme du volontariat. Cette situation rend la tâche de les mesurer plus difficile.

Le CNP estime qu'entre 1995 et 2000 le nombre total de volontaires ayant contribué à travers des organisations dans 36 pays en ferait le neuvième plus grand pays au monde en termes de population (Voir le Tableau 2.1).

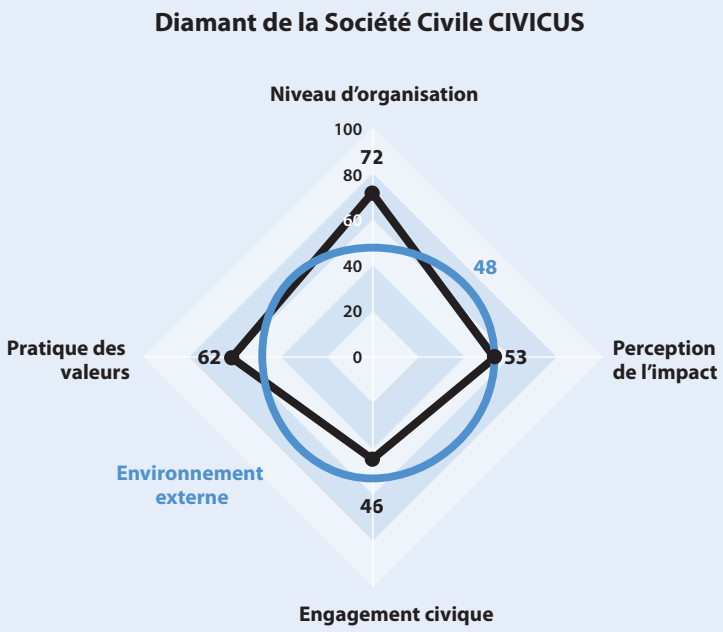
Dans ces mêmes 36 pays, les volontaires représentaient 44 pourcent des effectifs des organisations de la société civile, équivalant à 20,8 millions de travailleurs à plein temps. En utilisant une approche « coût de remplacement », le CNP a calculé la contribution économique des volontaires dans

TABLEAU 2.2: Valeur du travail des volontaires, exprimée en proportion du PIB



Source : Salamon, L. (2008, April). *Putting volunteering on the economic map of the World (Le volontariat sur la carte économique du monde)*. Document présenté à la conférence IAVE au Panama et Costa Rica.

TABLEAU 2.3 : Diamant de la Société Civile CIVICUS



Source : Civil Society Index Diamond (Le diamant de l'indice de la société civile)

les 36 pays comme s'élevant à 400 milliards de dollars américains par an. Ce montant représentait en moyenne 1,1 pourcent du PIB de ces pays. Cependant, dans les pays en développement et en transition, le travail des volontaires équivalait à un montant quelque peu moindre à 0,7 % du PIB. Dans les pays développés, le travail volontaire représentait 2,7 % du PIB (Voir le Tableau 2.2)[26].

L'indice de la société civile de CIVICUS (**CIVICUS Civil Society Index** – CSI)[27] crée 72 indicateurs portant sur différents aspects de la société civile. Les indicateurs sont ensuite regroupés en cinq dimensions : engagement civique, niveau d'organisation, pratique des valeurs, perception de l'impact et environnement externe. Ensemble, ils présentent un tableau exhaustif (Tableau 2.3) de la capacité de la société civile d'un pays, exprimée de manière visuelle par le biais du diamant de la société civile[28].

Les conclusions de CIVICUS montrent d'intéressantes variations régionales dans les taux de participation des volontaires entre des OSC axées sur le social et celles orientées vers le militantisme. Le pourcentage de personnes entreprenant du travail volontaire de façon régulière pour des OSC axées sur le social est beaucoup plus élevé en Afrique subsaharienne que dans n'importe quelle autre région, et elle est suivie de l'Amérique latine, de l'Europe de l'Est et de la CEI. Pour les ONG orientées vers le militantisme, les taux de participation en Afrique subsaharienne sont aussi les plus élevés. Cependant, dans ce cas, l'Europe de l'Est arrive avant l'Amérique latine, suivie par la CEI.

L'indice de CIVICUS mesure aussi l'étendue et la nature de l'engagement citoyen, y compris le volontariat, par rapport aux autres principales dimensions du diamant. Ceci permet de comparer et de réfléchir à certains aspects du volontariat tels que la confiance et la solidarité qui ne se prêtent pas jusqu'à maintenant à une quantification.

Les données de CIVICUS indiquent aussi que les pays où les taux de volontariat dans des OSC axées sur le social sont élevés ont des taux élevés de volontariat dans des OSC orientées politiquement. Les données montrent aussi une corrélation positive entre les taux de volontariat plus élevés et une plus grande efficacité de la société civile, ce qui pousse à penser que le volontariat apporte des avantages à la société civile dans son ensemble. CIVICUS l'a identifié en tant qu'opportunité, particulièrement dans les pays en développement, pour le renforcement du lien entre des types de volontariat moins formels, dont beaucoup sont associés aux nouvelles technologies, et les campagnes et le plaidoyer auxquels se livrent les OSC, ce qui élargit l'espace pour la participation civique[29].

LE MANUEL DE MESURE DU TRAVAIL BÉNÉVOLE

L'Organisation internationale du Travail (OIT) a apporté une contribution valable à la standardisation de la mesure du volontariat en préparant et lançant un manuel sur la mesure du travail bénévole[30]. Élaboré à la requête de l'OIT par le « Johns Hopkins Center for Civil Society Studies » et soutenu par le programme des Volontaires des Nations Unies, le manuel présente un ensemble de mesures du volontariat standardisé qui vient complémenter les enquêtes menées par des pays sur la main-d'œuvre nationale. Son principal objectif consiste à faciliter l'établissement d'estimations sur la valeur économique du travail volontaire.

Les enquêtes sur la main-d'œuvre collectent une gamme de données portant sur la main-d'œuvre et la démographie. L'adoption des recommandations du manuel de l'OIT peut accroître substantiellement la disponibilité de mesures fiables de comparaison du volontariat pour compléter les statistiques de main-d'œuvre.

La définition du volontariat qu'adopte le manuel est semblable à celle donnée dans le Chapitre 1, à savoir « du travail non obligatoire non rétribué ; soit, du temps donné par des individus sans rémunération pour des activités menées à travers une organisation ou

ENCADRÉ 2.6 Les volontaires contribuent significativement au bien-être économique et social

« Il n'y a aucun doute que le travail volontaire contribue appréciablement aux objectifs de l'OIT. Il englobe tant l'objectif économique (bien qu'il ne soit pas effectué afin de générer un revenu) que les objectifs sociaux plus larges. Sa contribution est reconnue par la société et les décideurs politiques comme essentielle pour le bien-être de toute société. Cependant, son ampleur, sa valeur et ses caractéristiques n'apparaissent guère dans les systèmes d'information courants ».

Source : Young. (2007, September).

directement auprès de personnes se trouvant hors de leur propre ménage »[31]. Il fournit des recommandations sur la façon d'appliquer les résultats de l'enquête de manière efficace.

Le manuel fournit aussi des suggestions pour l'analyse des données et l'estimation de la valeur économique du volontariat. Ceci comprend les rapports sur le volontariat direct par des individus ainsi que le volontariat effectué à travers des organisations, permettant ainsi à des analystes d'évaluer tant les ressources des organisations communautaires en volontaires que l'étendue du volontariat hors de cadres organisés. Cette initiative représente une importante étape en direction d'une approche plus uniforme dans la mesure du volontariat à travers le monde et de l'élaboration d'une perspective comparative. Elle se fonde sur le fait que, à la différence d'autres méthodes plus complexes, les capacités pour mener des enquêtes sur la main-d'œuvre se trouvant dans les ménages existent déjà au niveau mondial. Bien que l'accent soit sur l'établissement de la valeur économique, une telle approche devrait venir enrichir la compréhension de la nature et du degré tant du volontariat organisé que celui qui est moins formalisé.

ENCADRÉ 2.7 Meilleures pratiques dans la mesure du volontariat

Décrire le volontariat pour le participant tout en évitant les malentendus relatifs à l'utilisation du terme : « Les quelques questions qui suivent concernent le travail non obligatoire que vous avez effectué, c'est-à-dire le temps que vous avez consacré sans rémunération à des activités menées soit à travers des organisations ou directement auprès de personnes hors de votre propre ménage ».

S'enquérir du volontariat mené au cours des quatre semaines précédentes, ce qui facilite le souvenir.

Fournir des guides ou des exemples des types d'activités possibles à inclure dans le reporting, au cas où des répondants signalent qu'ils ne se sont pas portés volontaires, ce qui les aide aussi à se souvenir.

Collecter des informations à propos des heures passées à chacune des activités de volontariat mentionnées, le type de travail effectué pour permettre l'attribution de codes d'occupation (par ex., professionnels, employés de bureau, artisans et corps de métier y relatifs) pouvant être utilisés pour estimer la valeur de l'activité menée.

Collecter des informations pour montrer si l'activité a été menée à travers ou pour le compte d'une organisation et, le cas échéant, relever le nom de l'organisation et la nature de son activité (pour permettre le codage par type d'organisation).

Demander pour quel type d'institution le volontariat a été effectué (par ex., organismes caritatifs/sans but lucratif, entreprises, pouvoirs publics, autres).

Source : ILO. (2011).

CONCLUSIONS ET DISCUSSIONS

Ce chapitre confirme que l'action des volontaires se manifeste partout dans le monde et qu'elle est d'une grande ampleur. Dans de nombreux endroits et de manière très différente, on est en train de prendre la mesure du volontariat dans toute sa diversité et la richesse de son expression. Toutefois, cette mesure est encore à un stade très précoce et présente des défis considérables. La gamme d'études auxquelles il est fait référence ici indique la grande variété des questions couvertes ainsi que l'absence d'approches communes. À cause de ses définitions, méthodes et buts très variables parmi toutes les initiatives nationales, régionales et mondiales, il n'est pas encore possible de communiquer un tableau complet des dimensions du volontariat par pays, par région ou selon une autre catégorisation quelconque. Cependant, la suggestion faite ici n'est pas de freiner en quelque façon que ce soit les initiatives en cours et nouvelles visant à mesurer le volontariat. Celles-ci satisfont à des besoins spécifiques. Elles aident à étoffer la base de connaissances sur le volontariat. En tant que telles, elles doivent être encouragées et soutenues, surtout dans le monde en développement. Les études

sur le volontariat entreprises dans un cadre national sont particulièrement importantes pour « veiller à ce que l'examen des questions relatives au volontariat repose sur une bonne compréhension et une analyse juste des paramètres à prendre en compte ainsi que des caractéristiques et orientations du mouvement bénévole dans le pays concerné »[32].

Les politiques efficaces d'appui au volontariat ne peuvent pas être introduites sans une compréhension de ses dimensions et de son profil. Et pourtant, les études nationales ne sont pas suffisantes. Il existe un besoin pressant de comparer et de référencer le volontariat aux niveaux régional et mondial. En dépit de l'inconsistance des mesures existantes, une approche commune doit être maintenue.

Il existe des mesures concrètes que l'on peut prendre pour commencer à bâtir le domaine de la mesure du volontariat. Des approches par secteur à l'implication dans le volontariat par les pouvoirs publics, la société civile et le monde des affaires sont nécessaires pour garantir les bénéfices du volontariat sur le plan national. Cependant, un organisme public doit être désigné responsable de la coordination de la mesure du volontariat dans un pays. Globalement, ces institutions responsables de concert avec des parties prenantes du volontariat au niveau national, régional et mondial doivent convenir d'une série minimale de données quantitatives standardisées et d'une méthode pour la collecte de données sur les volontaires et le volontariat qui permettront d'effectuer des analyses comparatives transnationales. Étant donné que les organisations impliquant des volontaires dans leur travail constituent une source de bases de données communes pour la mesure du volontariat, il devrait exister des pratiques convenues au plan international pour garantir la fiabilité des bases de données.

De même, des méthodes visant à conférer une valeur au volontariat, comme celles proposées dans le manuel de l'OIT sur le travail volontaire, doivent être convenues. Des sources de financement doivent être générées et des mécanismes encourageant la recherche pour la constitution d'une base de données doivent être créés. Les pays devraient être encouragés à respecter leurs engagements à travers une législation intergouvernementale pour ce qui concerne l'encouragement et l'appui à des études et des évaluations nationales sur la valeur économique du volontariat. Il est reconnu que la contribution du volontariat en termes économiques ne représente qu'un élément parmi une gamme de bienfaits beaucoup plus vaste que l'action volontaire apporte aux communautés et aux sociétés. Néanmoins, il est urgent d'avancer sur cet aspect de la mesure du volontariat.

Il existe un besoin pressant de comparer et de référencer le volontariat aux niveaux régional et mondial

CHAPITRE 3

Le volontariat au 21e siècle

Nous avons tendance à juger notre succès à l'aune de nos salaires ou de la taille de nos voitures, plutôt que par la qualité de notre relation de service à l'humanité.

Martin Luther King Jr.

INTRODUCTION

Il existe toujours plus d'occasions de s'engager dans le volontariat. Le présent chapitre examine trois aspects du monde en mutation du volontariat. Bien que ces changements ne soient pas à proprement parler des produits du 21e siècle, d'importants développements sont intervenus au cours de la dernière décennie et s'avèrent cruciaux pour l'expansion du volontariat dans l'avenir. En premier lieu, les développements technologiques sont en train d'ouvrir de nouveaux espaces où l'on peut se porter volontaire de façon sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Ces développements permettent l'établissement de liens entre individus partout dans le monde et plus rapidement que jamais avant. En deuxième lieu, le secteur privé joue un rôle dans le processus du développement et son intérêt dans le volontariat se manifeste en tant que partie de la responsabilité sociale des entreprises. En troisième lieu, les déplacements sans précédent de personnes dans le monde et les occasions de voyages accrues, associés à une augmentation du temps libre, sont deux phénomènes qui ont une incidence forte sur les formes de volontariat traditionnelles partout dans le monde.

D'importants développements sont intervenus au cours de la dernière décennie et s'avèrent cruciaux pour l'expansion du volontariat dans l'avenir

VOLONTARIAT ET TECHNOLOGIE

Les volontaires peuvent compter sur une gamme de moyens technologiques en croissance rapide pour aider à affronter les nombreux défis mondiaux actuels. Ils vont du suivi de l'insécurité alimentaire au contrôle des conflits violents et de la mise à disposition de systèmes d'alerte de catastrophes imminentes à l'établissement de rapports de fraudes électorales. L'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC) mobiles et reliées à Internet est en train de révolutionner tous les aspects de l'action volontaire. Le volontariat en ligne, l'activisme en ligne à travers les médias sociaux et le micro-volontariat sont des tendances en croissance rapide. Les contributions potentielles de la technologie au volontariat ont une grande portée. Mais les changements n'ont pas lieu sans difficultés. Certains observateurs soutiennent que la fracture numérique pourrait exclure davantage ceux ayant un accès limité à la technologie et que les avantages ne sont pas aussi présents dans les pays à faible revenu qu'ailleurs. D'autres affirment que la technologie a rendu le volontariat plus impersonnel, en décourageant l'interaction en face-à-face. Comme telle, elle pourrait bien servir à faire obstruction à un engagement volontaire enrichissant[1].

Volontariat et technologies mobiles de la communication

L'accès à une technologie mobile relativement élémentaire à un coût abordable ouvre constamment de nouvelles occasions aux volontaires. Malgré le fait qu'il existe de grandes disparités d'un pays à un autre, l'utilisation des nouvelles technologies continue à se développer partout dans le monde. Dans les pays développés, les abonnements au téléphone mobile cellulaire sont supérieurs à 100 pourcent, soit plus d'un abonnement par habitant. Dans les pays en développement, ils sont estimés à environ 60 pourcent[2]. En fait, certains des exemples les plus innovants et les plus réussis du volontariat lié à la téléphonie mobile se trouvent dans le monde en développement et sont un phénomène si extraordinaire qu'il est appelé « la révolution mobile »[3].

L'envoi de messages par SMS (*Short Message Service*) a probablement eu l'impact le plus fort. La communication de masse par SMS est considérée comme une forme de « micro-volontariat », vu sa durée limitée ne requérant aucun engagement dans le temps. Elle est en mesure de contribuer à la génération et au partage d'informations plus riches, plus complètes et plus fiables[4]. Elle est fréquemment utilisée par les volontaires pour sensibiliser les destinataires des messages à des questions locales, pour guider le choix

des personnes et pour suivre et améliorer les services publics tels que les prévisions de récoltes, l'éducation et la santé.

Ceux qui se portent volontaires dans le domaine de la santé, par exemple, envoient des messages par SMS pour rapporter des symptômes élémentaires de maladies et d'affections. Représenter graphiquement la survenance de ces symptômes sur des cartes géographiques en utilisant des programmes tels que *Ushahidi* au Kenya est capable d'aider les épidémiologistes à identifier les types de maladies et à fournir des alertes précoces à propos d'éventuelles épidémies. Au Rwanda, les pouvoirs publics distribuent des téléphones portables aux agents de santé communautaires volontaires dans les régions rurales. Ils sont utilisés pour suivre la grossesse des villageoises enceintes, expédier régulièrement des nouvelles à des professionnels des soins de santé et demander des secours d'urgence si nécessaire. Le plan a contribué à réduire la mortalité maternelle dans une importante proportion. Dans le district de Musanze, par exemple, aucun décès maternel n'a été rapporté au cours de l'année qui a suivi le lancement du programme en 2009, par rapport à dix décès l'année précédente. Vu le succès rencontré avec ce programme, il est prévu de distribuer 50 000 téléphones à tous les agents de santé volontaires au Rwanda et d'étendre le programme aux secteurs de l'agriculture et de l'éducation[5].

La messagerie SMS est aussi un puissant outil permettant aux organisations d'observation des scrutins de soutenir le travail de volontaires. Elle peut les aider à surmonter les défis liés à la logistique plus rapidement et contribuer à la supervision efficace d'élections et la protection des droits des citoyens, comme indiqué dans l'encadré ci-contre.

ENCADRÉ 3.1 Surveillance des élections par SMS

Les observateurs électoraux volontaires peuvent jouer un rôle clé dans la promotion de la bonne gouvernance. Des volontaires bien formés et équipés de nouvelles technologies constituent une ressource inestimable dans le maintien de systèmes de scrutin démocratiques.

Une nouvelle forme d'engagement civique est apparue au cours du référendum de 2006 au Monténégro. Les observateurs électoraux ont utilisé la messagerie SMS pour communiquer des rapports réguliers sur l'élection. Avec l'assistance technique du « National Democratic Institute » basé aux États-Unis, les volontaires d'une ONG du Monténégro, le Center for Democratic Transition, ont utilisé les messages texte (SMS) pour faire des rapports presqu'instantanément à partir des bureaux de vote à travers le pays. Depuis, la transmission de rapports d'observation d'élections des volontaires par le biais de la messagerie SMS via des téléphones portables a eu lieu lors d'élections en Albanie en 2006, en Sierra Leone en 2007, au Nigéria en 2007 et en 2011, au Soudan en 2010 ainsi qu'ailleurs dans le monde[6].

La première élection tenue en Sierra Leone dans la période qui a suivi le conflit a été contrôlée par des milliers de volontaires entraînés localement qui ont mené leurs observations dans les bureaux de vote et collecté des informations afférentes au scrutin, les envoyant pour être analysés via la messagerie SMS à l'organisme « National Election Watch » (Surveillance nationale des élections), une coalition constituée de plus de 200 ONG dans le pays. La présence et les contributions des volontaires ont aidé à « protéger les droits des votants et à promouvoir un environnement électoral juste et paisible »[7]. Ainsi, la transmission des rapports des volontaires par SMS élargit la portée de l'engagement civique et de la transparence, et elle contribue à une plus grande responsabilité politique.

Sources : National Democratic Institute. (2006) ; I. Schuler. (2008) ; K. Verclas. (2007).

Volontariat et Internet

Dans le monde en développement, les synergies innovantes entre le volontariat et la technologie sont axées d'habitude sur les technologies mobiles de la communication plutôt que sur Internet. En 2009, environ 26 pourcent de la population mondiale bénéficiaient d'un accès à Internet. Mais le taux de pénétration d'Internet dans les pays à faible revenu était de seulement 18 pourcent, contre plus de 64 pourcent dans les pays développés. Bien que les coûts d'Internet à large bande par ligne fixe soient en baisse,

ENCADRÉ 3.2 Volontariat en ligne

Le service Volontariat en Ligne, outil du programme VNU pour mobiliser des volontaires en faveur du développement, connecte les volontaires avec les organisations dans le but de renforcer l'impact du développement humain durable.

Ingénieurs Sans Frontières (ISF) au Cameroun a réuni trois volontaires en ligne qui ont élaboré un manuel convivial traitant de techniques et de technologies agricoles complexes. Un ingénieur agricole du Mali a traduit le jargon scientifique du manuel en langage clair, tandis qu'un consultant du Maroc détenant un doctorat en études environnementales et un agroéconomiste du Togo y ont aussi collaboré, ce qui a permis d'aider les fermiers à améliorer la culture et la transformation des ananas. Le volontaire en ligne Kokou Edoh (du Togo) déclare : « Cette collaboration a été un réel succès. L'engagement, la collaboration et la convivialité qui ont prévalu dans notre équipe et avec celle d'ISF ont déclenché un changement décisif dans ma vie. C'était ma première participation en tant que volontaire en ligne, et j'en garde un sentiment d'entière satisfaction. J'ai décidé de me porter à nouveau volontaire ISF ».

Le programme Forêt du Patrimoine mondial de l'UNESCO œuvre pour renfoncer les efforts de conservation des forêts sur les différents sites du patrimoine mondial. Vingt-deux volontaires en ligne de 11 pays ont soutenu le programme dans la promotion de la conservation de la forêt pendant l'Année internationale des forêts en 2011. Par leurs recherches, leurs analyses, leurs résumés et leur recensement de l'information, ces volontaires ont contribué au rapport « État des forêts du Patrimoine mondial » et ont constitué des bases de données ayant trait aux forêts figurant au patrimoine mondial. D'après un étudiant en préservation du patrimoine architectural/urbain, Jae Hyeon Park (de la République de Corée), l'analyse et la récapitulation de données pour la base de données « m'ont permis d'étendre mes connaissances aux domaines de l'environnement et à mieux appréhender la participation de l'UNESCO dans ce qui touche au patrimoine naturel sur le plan mondial. Mais, plus que tout le reste, ce dont j'ai bénéficié cette fois-ci est la satisfaction tirée d'une action volontaire menée avec professionnalisme ».

Source : programme des Volontaires des Nations Unies (VNU), (n.d., 2004, 2010a, 2010b, 2011b, Juin). [UNV. (n. d., 2004, 2010a, 2010b, 2011b, June)].

son accès reste hors de la portée de beaucoup de personnes[8].

Malgré cette contrainte, le volontariat en ligne se développe rapidement. Les volontaires œuvrant en ligne sont « des personnes qui partagent leur temps et leurs compétences via Internet, librement et sans motivations financières, pour le bénéfice de la société »[9]. Le volontariat en ligne a éliminé la nécessité pour le volontariat d'être contraint par des horaires et des lieux précis. Ainsi, il accroît considérablement la liberté et la flexibilité de l'engagement volontaire et il complète la sensibilisation et l'impact des volontaires œuvrant sur le terrain. La plupart des volontaires en ligne s'engagent dans des activités opérationnelles ou de gestion telles que la collecte de fonds, l'appui technologique, les communications, le marketing et le conseil. De plus en plus, ils s'engagent aussi dans des activités telles que la recherche et la rédaction, et ils animent des groupes de discussion par courriel[10].

Le programme VNU gère un programme de volontariat en ligne, auquel on peut accéder sur le site www.onlinevolunteering.org. Lancé en 2000, il permet aux ONG, aux pouvoirs publics et aux agences des Nations Unies d'entrer en contact avec des personnes souhaitant se porter volontaires à travers Internet. Quelques 10 000 volontaires de 170 pays (62 pourcent d'entre eux originaires de pays en développement) effectuent en moyenne 15 000 tâches de volontariat en ligne chaque année. Ces volontaires comprennent non seulement des professionnels, mais aussi des étudiants et des retraités. Les femmes représentent 55 pourcent de tous les participants. Les domaines qu'ils couvrent comprennent l'éducation, la jeunesse, le plaidoyer et les stratégies de développement, la prévention des crises, la génération de revenus et l'emploi, le volontariat, l'intégration des groupes marginalisés, l'environnement, la santé et le genre. Le volontariat en ligne augmente les capacités des organisations

de développement, tout en fournissant simultanément un espace de participation au développement à nombreuses personnes qui autrement n'auraient pas l'occasion de le faire.

Le volontariat en ligne porte d'habitude sur des actions à court terme. Dans l'une des études réalisées, il est fait mention du fait que plus de 70 pourcent des volontaires en ligne choisissent des missions demandant entre une et cinq heures de participation par semaine et près de la moitié des missions d'une durée de 12 semaines ou moins[11]. Certaines organisations, comme Sparked.com, offrent des occasions de volontariat en ligne qui durent de dix minutes à une heure. Une caractéristique unique du volontariat en ligne est qu'il peut être effectué à distance. Les personnes à mobilité réduite et celles ayant des besoins particuliers participent de façons qui ne seraient probablement pas envisageables avec le volontariat traditionnel en face-à-face. De même, le volontariat en ligne peut permettre à certaines personnes de surmonter les inhibitions ou l'anxiété qu'elles éprouvent en société, particulièrement celles qui subissent régulièrement un étiquetage ou un stéréotype à cause d'un handicap[12], et ainsi de s'affirmer dans des situations où elles pourraient autrement ne pas se porter volontaires. Il peut rehausser la confiance et l'estime de soi tout en renforçant les capacités et élargissant les réseaux et les liens sociaux[13]. Le volontariat en ligne permet aussi aux participants d'adapter leur programme de travail volontaire à leurs besoins particuliers et à leur situation de vie[14].

Les sites de réseautage social tels que Twitter, Facebook et Orkut ont permis aux personnes d'échanger des informations et de s'organiser. Les exemples comprennent la réduction des risques de feux de forêts en Russie en 2010 et la mobilisation en vue de manifestations politiques dans les États arabes au début de 2011. Ces plates-formes de médias sociaux ont aussi été utilisées par des volontaires et des organisations pour recruter, organiser l'action collective, sensibiliser davantage, lever des fonds et communiquer avec les décideurs[18]. Et pourtant, le « clictivisme » comme on l'appelle – et que l'on peut décrire comme activisme par le clic – pourrait bien en fait empêcher les activistes, connus sous le nom de « cliqueurs », d'aller plus loin et de s'engager dans des actions de volontariat et de plaidoyer plus utiles. On fait valoir que, bien que les médias sociaux puissent contribuer à une sensibilisation accrue à l'égard de causes sociales, ils n'inspirent en aucune façon la passion nécessaire pour amener un changement social durable[19]. En conséquence, les individus pourraient bien s'engager comme

ENCADRÉ 3.3 Volontariat en ligne *Open Source*

Les gens utilisent de plus en plus les médias sociaux pour mettre en avant des causes qui leur sont chères. Au cours de la « Journée annuelle d'action du blog », que l'on marque tous les ans le 15 octobre, des milliers de blogueurs se rencontrent en ligne pour partager leurs idées sur des questions d'intérêt public. En 2010, les messages postés tournaient autour de la crise de l'eau. De la conservation de l'eau à l'égalité des genres, les blogueurs ont exploré les questions liées à l'eau ayant un impact sur la société, dans l'espoir d'inspirer une action positive et de faire se prolonger le débat sur la question[15].

Robin Beck, responsable de l'organisation de la journée en 2010, a déclaré que « le meilleur résultat auquel on pourrait prétendre serait une propagation des échanges jusque dans les endroits où ils n'ont jamais lieu »[16]. Les volontaires participent aussi en ligne à travers le « mouvement *Open Source* », qui fait intervenir des professionnels de multiples disciplines. Les biologistes, par exemple, ont adopté des outils *open source* afin de contribuer à des bases de données sur le génome et le séquençage génétique. Les blogs et les tableaux d'affichage en ligne, qui sont en fait des formes de journalisme *open source*, contribuent de façon significative à la création et à la diffusion de connaissances, ainsi que le fait la publication *open source*. Le projet Gutenberg, par exemple, a numérisé plus de 6 000 ouvrages libres de droits, des centaines de volontaires saisissant page par page les œuvres classiques de Shakespeare à Stendhal. Distributed Proofreading, un projet connexe, engage un nombre incalculable de réviseurs volontaires pour s'assurer que les textes de Gutenberg sont retranscrits correctement[17].

Sources : Goetz. (2003) ; Roque. (2009) ; Knight. (n.d.) ; Blog Action Day Blog. (2010).

« philanthropes télescopiques » mais ne seraient pas disposés à faire de réels sacrifices pour une cause[20]. Pourtant, bien que le micro-volontariat puisse ne pas mener à des changements sociaux radicaux, il a des conséquences bénéfiques simplement en informant et en changeant les attitudes. Par exemple, la page « Dites NON à la violence contre les femmes » sur Facebook éduque des milliers d'abonnés à propos d'activités importantes et de législation concernant les droits des femmes.

Internet facilite aussi le volontariat en mariant les intérêts des volontaires aux besoins des organisations d'accueil. Les sites d'appariement donnent davantage d'occasions aux volontaires de trouver des actions à entreprendre, tout en fournissant en même temps aux organisations faisant intervenir des volontaires dans leurs activités un accès aisé à ces derniers. Le temps nécessaire au recrutement et ses coûts s'en trouvent réduits. À plusieurs niveaux, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont fait émerger entre les utilisateurs un flux d'informations horizontal et participatif ressemblant à un réseau, créant ainsi des opportunités innovantes pour la participation des volontaires. Le volontariat basé sur la technologie semble particulièrement bien convenir aux jeunes, qui ont tendance à l'adopter et l'utiliser. Il existe un réel besoin pour les chercheurs de parvenir à une meilleure compréhension des avantages et des défis relatifs au volontariat en ligne par rapport au volontariat en face-à-face.

ENCADRÉ 3.4 Micro-volontariat de Kraft Foods

Kraft Foods s'est associé avec Sparked, un environnement en ligne qui permet de se porter volontaire, à tout moment et de n'importe où, pour lancer un programme de micro-volontariat pilote. Plus de 50 employés y ont participé, apportant leur assistance à 48 ONG sur des questions ayant trait à la santé, la nutrition et les enfants, et ce, dans 38 pays. Les compétences les plus utilisées ont été celles du marketing, des ventes et des médias sociaux. Parmi ceux qui se sont portés volontaires, 67 pourcent ont relevé l'aisance avec laquelle l'assistance fournie avait cadré avec leur programme de travail et 92 pourcent ont déclaré que le micro-volontariat devrait être proposé à tous les employés. Comme l'un d'eux l'a fait ressortir : « Je ne dispose pas de temps pour d'autres activités de volontariat dans mon emploi du temps journalier à l'heure actuelle, et ceci me permet donc d'apporter une contribution de cette façon-là au moins ».

L'un des volontaires de Kraft Foods a utilisé ses connaissances en langues pour traduire des demandes de financement (de l'anglais vers l'espagnol) pour une ONG internationale, améliorant ainsi l'accès aux bailleurs. Un autre a utilisé ses talents en matière de médias sociaux, de collaboration et de gestion de contenu pour conseiller une ONG sur la façon de se servir des profils de Facebook pour sensibiliser à son travail. La technologie peut donner les moyens aux volontaires situés partout dans le monde de travailler selon leur convenance à des initiatives conjointes pouvant avoir un impact considérable.

Sources : Allen, Galiano & Hayes. (2011) ; Sparked. (2010, November 4).

VOLONTARIAT INTERNATIONAL

Le volontariat international est l'engagement sous une forme organisée dans le domaine du développement par des volontaires travaillant à l'étranger. Il comprend aussi bien des missions à court terme qu'à long terme par le biais d'agences étatiques ou non-gouvernementales. Au cours de la dernière décennie en particulier, on a assisté à une augmentation du nombre de volontaires allant travailler à l'étranger et à une évolution des formes d'engagement[21]. Le volontariat international est devenu une caractéristique marquante des programmes d'aide au développement dans de nombreux pays développés dans les années 1960. Quelques-unes des principales organisations de coordination du volontariat international ont été mises sur pied au cours de cette période, y compris « Australian Volunteers International », « Japan Overseas Cooperation Volunteers », « Canadian University Service Organization », « Peace Corps », « Volontari nel Mondo – FOCSIV » et le programme des Volontaires des Nations Unies.

À l'exception du programme VNU, qui a toujours compté des volontaires du monde

en développement, ces programmes ont été traditionnellement orientés vers l'envoi de volontaires des pays du Nord vers ceux du Sud. Pour de nombreux programmes de service volontaire à l'international, l'adjonction de plans de volontariat nationaux à leurs activités constitue une évolution plus récente. Leur but est de s'appuyer sur les connaissances de personnes habituées aux langues et considérations culturelles locales, tout en renforçant durablement les capacités locales et en contribuant au développement[22]. Un tel processus aide à constituer une complémentarité avec des volontaires internationaux qui, outre leurs compétences, apportent parfois des dons et d'autres ressources concrètes, directement ou en établissant des liens avec des organisations externes[23].

Récemment, un certain nombre d'agences qui envoient des volontaires, y compris VSO en Grande-Bretagne, Progressio en Irlande et Fredskorpset en Norvège ont favorisé des missions Sud-Sud et Sud-Nord de volontaires. Ces initiatives créent des occasions pour les ressortissants des pays en développement de se porter volontaires dans un pays étranger et de renforcer les capacités nationales[24]. Cette dimension Sud-Sud est aussi en train de prendre racine dans le monde en développement même. En Afrique, les initiatives régionales portant sur le volontariat des jeunes lancées par l'Union africaine et la CÉDÉAO donnent l'occasion aux jeunes Africains d'acquérir de l'expérience à travers le volontariat tout en contribuant au maintien de la paix et au développement dans une région donnée. En Amérique latine, l'initiative Casques blancs (« Cascos Blancos ») se concentre sur l'affectation de volontaires d'Amérique latine dans des programmes d'intervention d'urgence principalement dans cette région. Le Brésil coopère avec le programme VNU dans l'envoi de volontaires brésiliens en Amérique centrale. Le programme est en train d'être étendu à Haïti, et des plans sont en cours pour qu'il soit aussi étendu au Mozambique. En Asie, des programmes sont en cours d'exécution par la Korea International Cooperation Agency (KOICA), par le programme Jeunes volontaires chinois au service de l'Afrique et par la Singapore International Foundation (SIF). L'objectif de la SIF est d'améliorer les moyens d'existence et la compréhension entre les Singapouriens et les communautés du monde à travers le partage d'idées, de compétences et d'expérience[25]. Depuis 2004, l'Agence thaïlandaise pour le développement international et la coopération (TICA) organise le déplacement de ressortissants thaïlandais vers les pays voisins dans le cadre du soutien à des programmes de coopération technique. Elle contribue non seulement au développement des ressources humaines durables, mais elle vise aussi à créer des liens d'amitié et à forger des relations personnelles au niveau des communautés de base entre la Thaïlande et d'autres pays en développement en Asie et au-delà[26].

Les formes de volontariat international se diversifient de plus en plus. La tendance est aux stages de courte durée, avec une période moyenne de moins de six mois et des activités

ENCADRÉ 3.5 Amis de la Thaïlande au Bhoutan

Le Programme de volontariat thaï, aussi connu sous le nom de « Friends from Thailand – FFT », se charge d'envoyer de jeunes volontaires thaïs ou « amis » pour travailler sur le terrain en soutien des programmes de coopération technique de la Thaïlande dans les pays en développement. Par le biais d'un accord de coopération entre la Thaïlande et le Bhoutan, des volontaires thaïs fournissent un appui technique dans les domaines de l'agriculture, de la santé publique, du tourisme et des études professionnelles au bénéfice des secteurs public et privé au Bhoutan. Bandit Bitbamrund, âgé de 23 ans, est un ingénieur agricole engagé dans une mission volontaire de deux ans. Bandit étudie le développement de machines agricoles au Centre de machinerie agricole du ministère de l'Agriculture et des Coopératives, et il donne des cours dans le domaine des machines agricoles dans le cadre du programme d'études agricoles de l'Université royale du Bhoutan.

Sources : Phatarathiyanon, Tomon, Yosthasan, Ito, Lee & Ratcliffe. (2008) ; Bandit Bitbamrund, Communication personnelle, (20 juillet 2011) ; Royal Civil Service Commission. (2005).

Les formes de volontariat international se diversifient de plus en plus

ENCADRÉ 3.6 Volontaires seniors de JICA

Masayoshi Maruko est propriétaire de longue date d'un magasin d'équipement stéréo pour les voitures. Lorsqu'il a eu 60 ans, il a décidé de se porter candidat en vue de participer au Programme de volontaires seniors de la Japan International Cooperation Agency (JICA). On lui a confié une mission dans une école de formation professionnelle en Zambie pour enseigner le génie électronique. Malgré son manque d'expérience dans l'enseignement, il avait la certitude d'au moins une chose : que le travail ne peut être enseigné que par le travail. Conformément à cette devise, lorsqu'il s'est rendu compte combien les besoins étaient grands, il s'est mis à travailler en dehors de ses tâches d'enseignement.

En Zambie, un pays où la fourniture d'électricité n'est pas très stable, il existe une demande pour des générateurs solaires. Ainsi, tout en enseignant en classe comment réparer un téléviseur ou une radio, M. Maruko a aussi conçu de nouveaux produits tels qu'une motocyclette appelée Solar Bike (Moto solaire) et un éclairage fonctionnant à l'énergie solaire appelé Solar King (Roi soleil), qui ont reçu des prix.

M. Maruko déclare qu'à travers son activité en Zambie, il s'est rendu compte qu'il y avait quelque chose de plus important que des niveaux élevés de connaissances et de compétences pour un volontaire senior de JICA. « Ce n'est que lorsque vous voulez faire quelque chose pour rendre les autres heureux que, pour la première fois, vos connaissances et techniques sont transmises aux autres ».

En 2009, le Programme de volontaires seniors a donné l'occasion à 445 personnes âgées de 40 à 69 ans de participer à des activités de coopération dans des pays en développement en utilisant leur expérience dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie et des pêcheries, de l'énergie, de la santé et des soins médicaux, des ressources humaines, de l'éducation, de la culture et des sports. Depuis l'origine en 1990, 4 462 personnes en tout ont été envoyées dans 64 pays.

Source : Japan International Cooperation Agency (JICA). (2011).

adaptées au profil personnel du volontaire[27]. Alors que le volontariat international équivalait autrefois à un engagement à long terme à travers un programme de volontariat formel, les formes plus récentes de volontariat international à court terme associent le plaisir du voyage au souhait de contribuer[28]. La mondialisation, les voyages à l'étranger plus commodes à des coûts moins élevés, une migration plus importante, des médias mondialisés, des identités multiculturelles et une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail et des études sont les moteurs de cette tendance[29]. Le volontariat international fait l'objet de plus en plus de promotions dans les universités et les entreprises en tant qu'atout d'une éducation globale et d'un développement de compétences. Le volontariat est aussi en augmentation chez les personnes vivant loin de leur pays d'origine, exprimant le désir de la diaspora d'aider les communautés dans leur pays d'origine[30]. Le recrutement de volontaires de la diaspora par des entreprises devient aussi de plus en plus fréquent[31]. Une autre tendance qui s'affirme a trait aux programmes facilitant les missions de courte durée pour les « volontaires seniors », qui s'adressent à des professionnels à la retraite, ainsi qu'il en est fait état dans l'encadré à gauche.

La question se pose de savoir si le volontariat international à court terme est plus bénéfique, en tant qu'expérience d'apprentissage, pour les volontaires mêmes ou pour les communautés d'accueil[32]. La plupart des études entreprises arrivent à la conclusion que cela dépend du programme en question. En réalité, le volontariat international est une voie à double sens dont bénéficient aussi bien les volontaires que les communautés d'accueil. Les volontaires internationaux font fréquemment état d'acquisition de compétences à l'international qu'ils pourraient difficilement arriver à obtenir dans le volontariat et un emploi local ou national[33]. Les volontaires de retour dans leur pays font souvent valoir que leur expérience à l'étranger a été « transformatrice » ou a constitué « un tournant décisif » dans leur vie, aboutissant à un engagement accru dans la fourniture de services aussi bien dans leur pays qu'à l'étranger[34]. Pour les communautés d'accueil, des programmes d'une durée variable

pourraient bien convenir à des types précis d'activités de service. Ainsi, des volontaires en mission de courte durée pourraient insuffler une nouvelle dynamique dans des activités de services sociaux normalement routiniers s'adressant aux enfants, aux adultes et aux handicapés physiques[35]. Les experts en missions internationales de courte durée viennent munis d'une expérience technique considérable. Cependant, les affectations renouvelées sont considérées comme plus efficaces. Les missions individuelles d'expert sont aussi plus efficaces lorsqu'elles forment partie de projets à long terme que lorsqu'elles sont indépendantes[36].

Les bénéfices qu'offre au développement international le tourisme de volontariat à court terme, le « volontourisme » comme on l'appelle, suscitent bien des débats. En 2008, on a constaté que la croissance du marché du volontourisme en Europe de l'Ouest avait été de l'ordre de 5 à 10 pourcent au cours des cinq années précédentes, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine ayant été les destinations les plus prisées. Une opportunité peut durer d'une journée ou deux à un mois ou même plus, la plupart des expériences étant d'une durée d'une à deux semaines. Les étudiants et les personnes interrompant leur carrière sont celles qui les apprécient le plus. Les projets les plus populaires comprennent l'éducation et la formation, la construction et le travail avec les enfants.

Le volontourisme procure aux organisations d'accueil un moyen d'accroître la portée de leur action. Pour les communautés, il procure des ressources humaines et financières accrues, un emploi local et des facilités améliorées. Les volontaires ont tendance à garder le contact après être retournés chez eux et même à lever des fonds pour le compte des communautés. Mais le volontourisme a aussi fait l'objet de critiques. Plus la durée du séjour est courte, plus les missions de

ENCADRÉ 3.7 Le Programme de volontariat de la diaspora éthiopienne

On estime à 20 000 le nombre de professionnels qualifiés qui ont quitté l'Afrique chaque année depuis 1990, emportant leurs compétences et leurs connaissances avec eux. L'Éthiopie tend la main à la diaspora à travers son programme de volontariat Ethiopian Diaspora Volunteer Programme (EDVP), qui recrute des volontaires dans le domaine des soins de santé afin de renforcer les capacités nationales de traitement du VIH/sida et d'autres maladies. Ce programme travaille en partenariat avec l'American International Health Alliance et le Network of Ethiopian Professionals in the Diaspora.

Entre 2006 et 2010, le programme a réussi à placer 45 volontaires sur plus de 30 sites, y compris au ministère fédéral éthiopien de la Santé, où ils ont eu des fonctions très variées allant de l'élaboration de conseils pour le traitement de la douleur à l'adresse des professionnels de la santé du pays jusqu'à la mise sur pied d'une plate-forme en ligne pour le ministère. Ils ont aussi correspondu avec des universités étrangères, élaboré des programmes d'études médicales pour les hôpitaux d'enseignement du pays et examiné le programme de traitement antirétroviral du pays[42]. Parmi d'autres exemples du travail des volontaires, on peut citer l'amélioration et l'application de nouveaux systèmes de soins de santé, l'élaboration de matériel éducatif et de formation, l'assistance dans l'adaptation au cadre éthiopien de modèles et de techniques importés, la formation de professionnels de la santé, la conception de campagnes de prévention des maladies et de promotion de la santé et le renforcement de la recherche primaire.

Les volontaires ont différents besoins, motivations et attentes. Cependant, les motivations pour être volontaire étaient le désir d'aider à s'attaquer au VIH/sida en Éthiopie, un sentiment de responsabilité à donner en retour à l'Éthiopie et une fierté du patrimoine de l'Éthiopie.

Sources : Giorgis & Terrazas (2011a) ; International Organisation for Migration (IOM). (2007) ; Network of Ethiopian Professionals in the Diaspora (NEPID). (n.d.).

volontaires sont conçues par rapport aux attractions destinées aux touristes et à leur confort plutôt que pour répondre aux besoins des communautés locales. Beaucoup de volontaires qui y prennent part ne possèdent pas les qualifications, l'expérience et la formation nécessaires. Ils entreprennent donc des tâches plus élémentaires, à une échelle moins importante et ayant une incidence minimale. Ils peuvent même constituer un fardeau pour les ressources locales. Certains experts soutiennent que l'industrie du volontourisme devrait être réglementée afin de veiller à ce qu'elle soit bénéfique au développement durable[37].

Contrairement aux missions de volontariat international de courte durée, les programmes mettant l'accent sur le volontariat international de longue durée ont tendance à placer une plus grande priorité sur la nécessité de faire correspondre les compétences des volontaires aux besoins des communautés d'accueil[38]. Les programmes sont plus efficaces lorsqu'ils comportent les aspects suivants : la prévision d'une continuité dans la présence des volontaires ; la fourniture d'une formation et d'une orientation, et notamment l'acquisition d'une sensibilité culturelle ; une réponse directe aux besoins des communautés et, par la conception des programmes, la maximisation de leurs contributions[39].

Les entreprises du secteur privé opèrent sur un marché de plus en plus « moral »

Le cas du volontariat de la diaspora évoqué plus haut mérite une attention particulière, vu son énorme potentiel pour le développement des pays dont une importante partie de la population vit à l'étranger. Par exemple, 1,1 million de professionnels de la santé en exercice résidant aux États-Unis sont originaires des pays en développement. Plus de 120 000 de ceux-ci sont originaires d'Afrique subsaharienne[40]. La nature du volontariat de la diaspora est subordonnée à la situation dans laquelle se trouve la diaspora dans les pays d'adoption et d'origine. Dans le cas de la Corne de l'Afrique, par exemple, les membres de la diaspora retournent dans leur pays d'origine périodiquement pour un temps assez bref. Ce faisant, leur but est d'aider à renforcer les capacités des réseaux de la société civile et d'insuffler dans les communautés locales au lendemain des conflits une « mentalité favorable à la collectivité et au civisme ». Et pourtant, le rôle important des volontaires de la diaspora en tant qu'acteurs du changement dans la région est peu connu[41].

La diaspora du Viet Nam se concentre sur des questions comme la réduction de la pauvreté, le respect de l'environnement, les soins médicaux et les personnes handicapées. Cependant, vu que la seconde génération de ses migrants est assez bien intégrée dans les pays d'adoption, on se pose la question de savoir si le volontariat de la diaspora au Viet Nam sera viable dans le long terme, à mesure que les liens avec le pays d'origine deviennent plus ténus. Le nombre de Vietnamiens vivant à l'étranger et possédant une éducation supérieure est estimé à 400 000, mais seulement 200 d'entre eux retournent tous les ans dans leur pays d'origine pour enseigner ou conseiller[43].

Les initiatives visant à mobiliser la diaspora constituent une indication de l'importance grandissante de la diaspora pour le volontariat. Ce type d'initiatives provient d'agences comprenant le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Department for International Development du Royaume-Uni et la Diaspora Volunteering Alliance aidée par le VSO, le Canadian University Service Overseas, le VSO Diaspora Volunteering Program et la Diaspora Networks Alliance (DNA) de l'USAID[44]. La valeur de ce type de volontariat réside dans le fait qu'il apporte des connaissances spécialisées sur lesquelles l'on peut s'appuyer dans les processus du développement et de la paix dans des pays ayant besoin d'un tel appui. Toutefois, tout aussi important est le fait qu'il renforce le capital social des personnes qui sont séparées géographiquement mais culturellement liées. C'est là un bon exemple

du ciment qui tient ensemble les membres de la société.

Le volontariat international nous pousse à nous recentrer sur ce que constitue l'aide au développement. Il ne s'agit pas seulement de transfert de compétences techniques, mais aussi de l'amélioration des relations, de la coopération au niveau mondial et des valeurs de solidarité. « Il peut combler l'écart entre le monde professionnel composé d'experts et d'organisations du développement et les "publics non spécialisés" qui s'engagent dans les idées et les pratiques du développement »[45].

VOLONTARIAT ET SECTEUR PRIVÉ

L'économiste américain Milton Friedman a déclaré une fois en raillant : « Les affaires des affaires sont les affaires ». Et pourtant, cette notion a peu d'adeptes aujourd'hui. Les entreprises du secteur privé opèrent sur un marché de plus en plus « moral » dans lequel les consommateurs, les investisseurs et les employés veulent savoir si elles sont socialement responsables. Les consommateurs et les investisseurs ont une image plus positive des entreprises qui, à leur connaissance, sont de bonnes citoyennes[46]. De même, les employés sont motivés lorsqu'ils contribuent à la bonne marche de la société[47].

La responsabilité sociale des entreprises (RSE) a été qualifiée d' « attentes économiques, juridiques, éthiques et discrétionnaires qu'une société entretient sur le compte d'organisations à un moment donné »[48]. Cela signifie que les entreprises privées ont des responsabilités morales, éthiques et philanthropiques, en sus de l'obtention d'un rendement raisonnable pour les investisseurs. Une autre définition va plus loin et spécifie que la RSE traite de « l'amélioration de la qualité de vie des travailleurs et de leurs familles ainsi que celle de la communauté locale et de la société au sens large »[49]. Les éléments de cette définition recouvrent les valeurs du volontariat et sa relation avec le bien-être des individus et de leur communauté.

ENCADRÉ 3.8 Valeurs et principes dans les affaires

Le monde des affaires doit traduire dans la pratique et respecter les valeurs et les principes qui créent des liens entre les cultures et les individus de par le monde.

Source : Ban Ki-moon. (2008).

La recherche entreprise dans les pays en développement montre que la RSE est plus répandue qu'on ne le croit d'habitude, bien qu'elle soit moins institutionnalisée que dans les pays développés. En Asie, les pays diffèrent considérablement les uns des autres pour ce qui concerne les modes d'action de la RSE, notamment au niveau des fondations, du volontariat, des partenariats, etc. En Afrique, les pratiques en matière de RSE sont plus axées sur les responsabilités sur les plans économique et philanthropique plutôt que juridique et éthique[50]. La RSE en Amérique latine est perçue comme un espoir en faveur du changement positif face aux défis d'ordre socio-économique, politique et environnemental. La RSE à caractère formel se trouve plutôt du côté des grandes entreprises

ENCADRÉ 3.9 Volontariat des employés et OMD

SUEZ est le fournisseur de services industriels français qui contribue à l'OMD 7 – Durabilité de l'environnement – en offrant à ses employés l'occasion de se porter volontaires dans son cœur de métier par le biais d'un partenariat avec le programme VNU. Les employés de SUEZ ont mis sur pied deux associations de volontaires, Aquassistance et Énergie Assistance, dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations fortement désavantagées à travers le monde. Les volontaires d'Aquassistance ont accompli des missions de gestion des déchets en Albanie, au Niger, au Sénégal et en Guinée-Bissau. Un soutien technique a été accordé à un projet de gestion de déchets communautaire sur une base de volontariat. Les volontaires d'Énergie Assistance ont rédigé des recommandations portant sur la distribution d'énergie électrique au Honduras, identifié les sources de pollution dans les îles Galapagos, recommandé que soient apportés des changements dans la production d'énergie et réalisé l'audit d'une centrale au Timor oriental.

Source : UNGC. (n.d.).

nationales et multinationales, particulièrement celles possédant des marques internationales reconnues ou ayant l'ambition d'acquérir une dimension mondiale[51].

Une impulsion majeure a été imprimée à la RSE par le Pacte mondial des Nations Unies, lancé en 2000, qui promeut les droits de l'homme et le travail ainsi que les principes relatifs à l'environnement et au combat contre la corruption dans le secteur privé. Son but est de catalyser les actions permettant d'atteindre les objectifs plus vastes des Nations Unies, y compris les OMD, et de soutenir une plate-forme en faveur de l'engagement corporatif. Le nombre d'entreprises engagées dans le Pacte mondial est passé de 47 en 2000 à plus de 8 700 en 2011 dans 135 pays. Entre autres actions, le Pacte encourage les entreprises membres à mobiliser des volontaires afin qu'ils contribuent aux OMD[52].

Le volontariat des employés est une expression de la RSE qui prend de l'ampleur. On y fait référence en tant que « volontariat soutenu par l'employeur » ou « volontariat de l'entreprise », et il est souvent une composante des stratégies des entreprises dans leur engagement communautaire. Les avantages pour les employés comprennent un meilleur moral, une satisfaction professionnelle, une fierté et des sentiments positifs plus prononcés pour leur entreprise. Pour les entreprises, les avantages comprennent une image et une réputation améliorées, une visibilité corporative plus grande dans la communauté et des ventes plus fortes. Et les communautés trouvent aussi leur compte, à travers un meilleur bien-être, des finances et d'autres formes d'assistance accrues pour les organisations locales et un niveau plus élevé de volontariat au sein des communautés[53]. Ce qui manque souvent dans l'évaluation de la RSE et ce qui renforce notre message central dans ce rapport est la reconnaissance que le volontariat des employés permet aux citoyens de s'engager dans des activités qui correspondent aux valeurs qu'ils chérissent et qui renforcent le tissu social.

Comme pour la RSE sur un plan général, la nature du volontariat des employés dans les pays en développement fait voir des variations considérables dépendant de contextes donnés. Un projet de la New Academy of Business dans sept pays en développement (Brésil, Ghana, Inde, Liban, Nigéria, Philippines, Afrique du Sud) a montré que les formes traditionnelles de la philanthropie d'entreprise et les initiatives d'investissement dans les activités sociales étaient une pratique

ENCADRÉ 3.10 Volontariat des entreprises

Le programme Proniño, une création de la société de télécommunications multinationale Telefónica, vise à contribuer à l'élimination du travail des enfants en Amérique latine, où les cas s'élèvent à plus de 5 millions. A travers la scolarisation des enfants et des adolescents qui travaillent et en utilisant la technologie et les systèmes de gestion de Telefónica, Proniño cherche à améliorer la qualité de l'éducation des enfants et à s'assurer qu'ils sont protégés de l'obligation de travailler[54]. Appliqué dans les 13 pays d'Amérique latine où la société a des activités, le programme fonctionne à travers un réseau de 118 ONG, 674 alliances et près de 5 000 institutions scolaires et garderies de jour. Il atteint plus de 160 000 enfants et adolescents tous les ans[55]. L'administration de Proniño est assurée par des volontaires de Telefónica qui enseignent après les heures de classe, aident des ONG partenaires à suivre les familles des enfants qui participent, animent des ateliers sur l'éducation pour les familles et les communautés et soutiennent le travail des enseignants et des travailleurs sociaux[56].

On trouve aussi des volontaires au cœur même du programme Escuelas Amigas (jumelage des institutions scolaires) de Telefónica, qui procède au jumelage de classes en Espagne et en Amérique latine à des fins d'échanges culturels via Internet[57]. Les volontaires aident les enseignants, fournissant de l'assistance technique à propos de l'utilisation des outils Web 2.0 et contrôlant le travail de classe. Les volontaires de Telefónica motivent et accompagnent tant les enseignants que les élèves pendant les cinq mois que dure le projet, au cours desquels les classes travaillent de concert en se servant de matériel éducatif par le biais de blogs et de téléconférences[58].

Sources : Telefónica. (2009); Allen, Galiano & Hayes. (2011).

courante. Cependant, les programmes de volontariat de longue durée pour les employés ne sont pas courants et ne reçoivent pas d'appui institutionnel[59]. Une étude intitulée *Global Companies Volunteering Globally*[60] a permis d'identifier différentes approches envers le volontariat des employés à travers le monde, les facteurs régionaux et culturels déterminant la façon dont le volontariat est compris et pratiqué.

Les méthodes qu'utilisent les entreprises pour soutenir le volontariat des employés diffèrent grandement et vont de l'encouragement aux employés à se porter volontaires en tant qu'individus jusqu'au volontariat en petites équipes ou encore dans le cadre de programmes organisés, souvent en partenariat avec des ONG. Parfois, les activités ont lieu dans les communautés où les entreprises opèrent, bien que des employés volontaires soient aussi envoyés à l'étranger. Mais elles peuvent aussi impliquer des mobilisations à l'échelle mondiale durant des jours, des semaines ou des mois de service. Elles peuvent porter sur un projet unique, ou encore prendre la forme de volontariat en ligne[61].

Un phénomène encore assez nouveau mais qui progresse rapidement est l'intégration formelle des programmes de volontariat des employés dans l'infrastructure et le business plan des sociétés[62]. Les employés des grandes entreprises (comportant plus de 250 employés) sont plus susceptibles de disposer d'un programme recevant l'appui de l'employeur (47 pourcent) que ceux d'une entreprise moyenne[63] (20 pourcent) ou d'une petite entreprise (14 pourcent)[64]. Il est aussi plus probable que les employés des grandes entreprises reconnaissent que leur employeur accorde un appui au volontariat que ceux des entreprises plus petites. En fait, plus de 90 pourcent des entreprises de la liste Fortune 500 rapportent qu'elles ont un programme formel de volontariat et de dons. À une échelle globale, il est difficile de mesurer l'ampleur des programmes de volontariat des employés, car peu d'entreprises procèdent au relevé du temps consacré au volontariat ou évaluent les résultats du volontariat des employés[65].

L'absence de programmes de volontariat formels dans les petites et moyennes entreprises ne reflète pas un manque d'engagement sur le plan communautaire. Une étude portant sur la responsabilité sociale et environnementale des petits entrepreneurs au Royaume-Uni a révélé qu'il existait des niveaux élevés d'engagement communautaire : « Pour l'essentiel, les petites entreprises ont des points de vue différents de ceux des grandes entreprises. Les "grands" cherchent probablement à voir ce qu'ils peuvent en tirer, alors que les petites entreprises le considèrent comme faisant partie de la communauté et pas du tout en termes de stratégie d'affaires »[66].

Un lieu commun veut que le volontariat des employés soit pris sur le temps de travail dans l'entreprise, mais en réalité les pratiques varient considérablement. Certaines entreprises informent leurs employés des possibilités de volontariat mais s'attendent à ce que les employés entreprennent des activités hors de leurs horaires de travail. D'autres offrent des horaires de travail flexibles afin de rendre possible une activité de volontariat, alors que d'autres encore permettent à l'employé de prendre de son temps de travail avec ou sans rémunération[67]. Certaines, généralement les grandes sociétés, libèrent même leurs employés pour leur permettre de se porter volontaires pendant de longues périodes, en s'attendant à ce qu'ils reviennent munis de nouvelles compétences et d'une motivation accrue[68]. Le programme Global Health Fellows de Pfizer, par exemple, engage des employés volontaires possédant de l'expertise dans les domaines de la médecine et des affaires pour des missions de trois à six mois auprès d'organisations internationales de développement œuvrant dans le domaine de la santé. Depuis 2003, quelque 270 employés ont offert leurs services dans plus de 40 pays[69].

ENCADRÉ 3.11 Banquiers sans frontières

Bankers without Borders (BwB) est le réservoir mondial des volontaires de la Fondation Grameen. Il est constitué de plus de 5 700 professionnels actifs et retraités hautement qualifiés provenant de différents domaines, pas uniquement ceux de la banque et des finances, qui sont disposés à contribuer entre deux semaines et quatre mois de leur temps pour accorder leur appui à des solutions fondées sur la microfinance et les technologies. Depuis son lancement en 2008, plus de 440 volontaires ont contribué plus de 50 000 heures en dons de prestations, dont la valeur est estimée à quatre millions de dollars américains[72]. Par le biais d'une assistance technique en ligne, de formation et de tutorat ainsi que de projets de conseil à distance, les volontaires de BwB œuvrent pour accroître la dimension, la viabilité et l'impact des institutions de microfinancement.

En 2009, le Centre de technologie pour la microfinance de la Fondation Grameen a engagé quatre volontaires BwB d'expérience pour aider à appréhender Mifos, un système de gestion de l'information *open source*. Les volontaires ont exploré la façon dont l'informatique en nuage (le « cloud computing ») pourrait minimiser les coûts et maximiser la valeur fournie par les systèmes de gestion de l'information aux institutions de microfinancement. Ayant assuré 485 heures de prestations, les volontaires ont fourni une recherche de qualité qui a abouti à un business plan pour Mifos Cloud, une solution complète et prête à l'emploi destinée aux institutions de microfinancement pour les aider à surmonter les barrières technologiques et à accroître leur efficience[73].

Un autre exemple de la contribution des volontaires de BwB est la préparation du Manuel de gouvernance de l'entreprise pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Les volontaires de BwB ont amélioré l'applicabilité du manuel, ont aligné ses éléments didactiques à une formation sur mesure et ont adapté ses supports pédagogiques au contexte de la microfinance dans le monde arabe[74].

Sources : Maynard,.(2010) ; Grameen Foundation. (2011).

Les types les plus courants de programmes de volontariat recevant l'appui des employeurs comportent des formes de soutien « douces ». Celles-ci comprennent l'ajustement des horaires de travail permettant de s'adapter au volontariat, l'accès aux ressources et aux installations des entreprises, la fourniture d'information sur les possibilités de volontariat et la reconnaissance du travail volontaire des employés[70]. La National Commercial Bank de l'Arabie saoudite encourage les employés à enseigner les relations interpersonnelles aux étudiants dans les institutions scolaires et à fournir un accompagnement aux entrepreneurs. Certains plans sont aussi ouverts aux familles, aux employés à la retraite, aux clients et aux fournisseurs. Tous les ans, pendant trois mois, Hyundai et son ONG partenaire, le Korean Council on Volunteering, promeuvent des occasions convenant aux familles des employés, qui reçoivent le soutien des centres de volontariat locaux et à qui des uniformes sont fournis[71].

De plus en plus, les entreprises lient les dons philanthropiques en faveur du volontariat des employés aux dons équivalents ainsi qu'aux « dollars pour les gens d'action ». Les entreprises contribuent pour un montant déterminé à une cause ou à une organisation, basé sur le nombre d'heures de volontariat auxquelles les employés ont contribué, ce qui donne à ces derniers une incitation à accroître leur volontariat. La Fondation UPS appuie les subventions faites aux organisations locales choisies par ceux de ses comités qui s'occupent de l'engagement dans la vie de la communauté. Les subventions sont accordées une fois fournies au moins 50 heures de volontariat UPS[75].

Les programmes de volontariat recevant l'appui des employeurs se concentrent de plus en plus sur des collaborations à long terme avec des ONG locales. Cette approche aide les entreprises à recueillir les connaissances des partenaires locaux et à réagir plus efficacement aux besoins de la communauté. L'un des principaux objectifs de ces programmes aujourd'hui est d'aider les organismes communautaires sans but lucratif à fonctionner plus efficacement[76]. En général, les ONG font des demandes de volontariat basé sur des compétences pour aider à satisfaire des besoins précis, et les entreprises apportent leur contribution en

ENCADRÉ 3.12 Réunir les hommes et les causes

Le Tata Council for Community Initiatives, point focal du Pacte mondial de l'ONU en Inde, réunit les hommes et les causes afin de faire une différence dans l'existence des individus. Depuis 1994, cette initiative promeut le volontariat au sein du personnel du Groupe privé Tata en Inde. Elle le fait en se mettant en partenariat avec www.indianngos.com et en créant un lien entre les employés de Tata et 50 000 ONG et autres opportunités de volontariat figurant sur le site. « L'engagement envers le bien-être des communautés auxquelles nos sociétés apportent des services a été l'un des grands principes du Groupe Tata », déclare Ratan N. Tata, président de Tata Sons. L'action conjointe du Tata Council for Community Initiatives et des sociétés Tata a abouti à un effort systématique visant à axer davantage leur travail communautaire en faveur d'un développement social durable ».

Pratham, une ONG fournissant une éducation aux enfants défavorisés de l'Inde a initié un partenariat avec Taj Hotels pour mener des activités de formation dans l'industrie de l'accueil en faveur de jeunes provenant de 40 villages des régions rurales de l'État du Maharashtra. Pendant que Pratham était occupée à mobiliser des jeunes et à aménager des installations ultramodernes à Khaultabad près d'Aurangabad, les représentants de Taj Hotels ont mis leurs connaissances en commun pour travailler au cursus, aux programmes et infrastructures de formation. Plus de 70 jeunes femmes et jeunes hommes de la région ont reçu un entraînement, et tous les diplômés ont été assurés de trouver un emploi.

Source : TATA Council for Community Initiatives. (2010).

fournissant des employés comme volontaires. L'implication d'un volontariat basé sur des compétences est capable de réduire de façon radicale ce que doivent dépenser les ONG. Il est estimé que chaque dollar investi dans une infrastructure de formation et d'administration de volontaires en rapporte plus de quatre[77].

Au Kenya, l'Equity Bank est un bel exemple de la connexion qu'établit le secteur privé avec les ONG. Les employés de la banque se portent volontaires pour fournir des connaissances financières de base aux membres de la communauté et pour conseiller les ONG sur les aspects fondamentaux de l'entreprenariat et de la gestion financière. Ces initiatives de volontariat complètent, mais ne remplacent pas, les services financiers conçus pour réduire la pauvreté et fournir du capital et du financement à des groupes à risque. Pour la banque même, elles améliorent la portée et l'impact de ses services financiers[78]. Le Groupe Tata, un des plus grands conglomérats du secteur privé d'Inde, en est un autre exemple.

Au cours des dernières années, un intérêt s'est clairement manifesté aux niveaux local, national et mondial en faveur de l'accroissement des connaissances, de l'élaboration de normes, de l'établissement de partenariats et de l'amélioration des pratiques en matière de volontariat des employés. Les chambres de commerce ont souvent des comités de RSE. Par exemple, depuis 2000, la Chambre de commerce et d'industrie du Viet Nam a lancé une Business Link Initiative (Initiative pour la création de liens d'affaires) et un Business Office for Sustainable Development (Bureau d'affaires pour le développement durable) qui sont axés sur la promotion de la RSE et qui comprennent une activité de volontariat des employés[79]. La Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme comprend des outils, des connections et de l'expertise favorisant l'engagement communautaire efficace avec des volontaires[80].

Bien que beaucoup d'attention soit accordée au volontariat des employés du secteur privé, le volontariat du secteur public est pertinent aussi. Au Royaume-Uni, 45 pourcent des employés du secteur public indiquent que leur employeur a un programme de

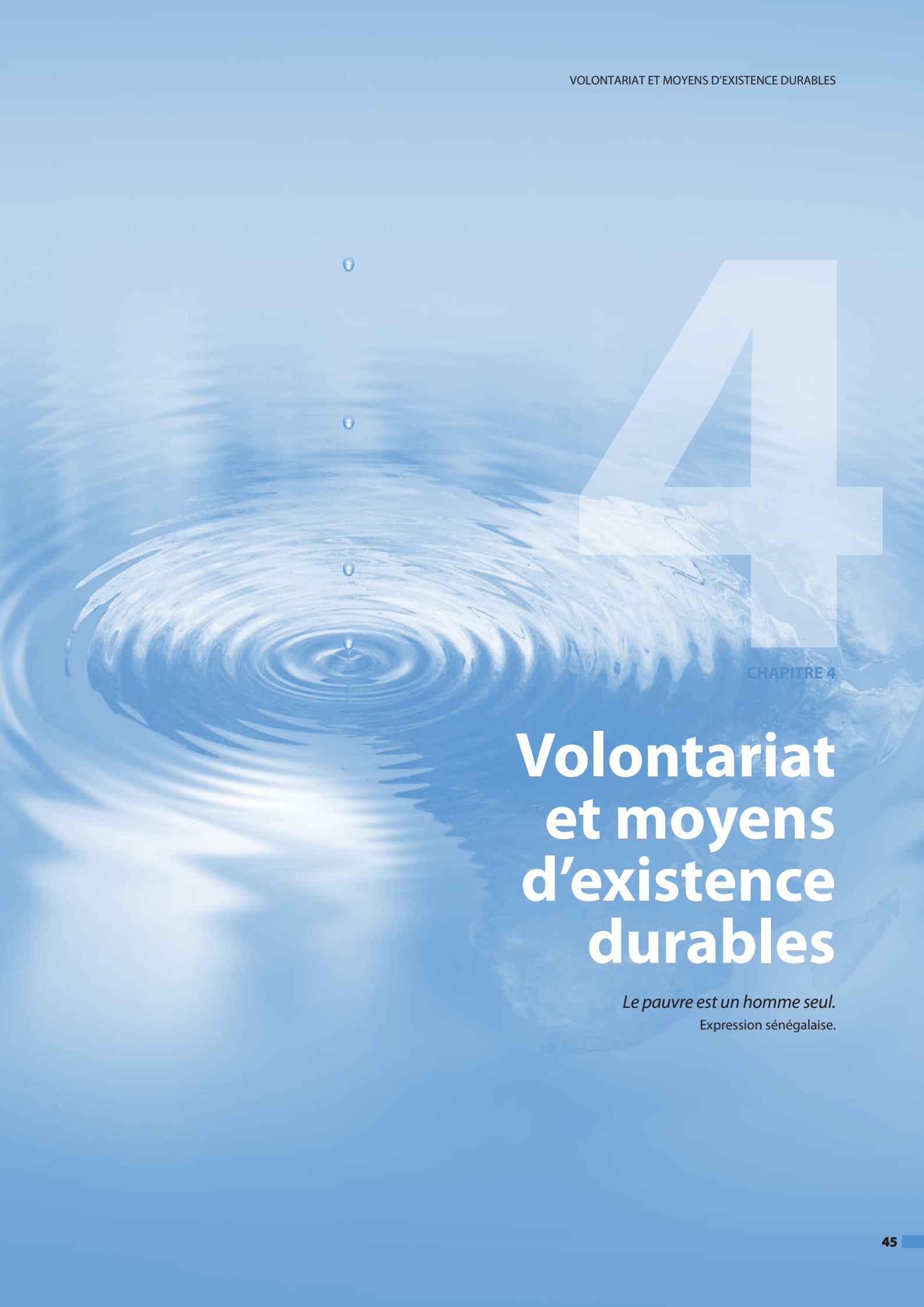
volontariat, alors que la proportion dans le secteur privé est de 30 pourcent[81]. Comme ceux des entreprises, les employés du secteur public ont souvent été affectés à des opérations d'intervention d'urgence et de relèvement par le volontariat aux niveaux national et international. Lors de catastrophes, la loi intitulée *Disaster Service Volunteer Leave Act* (Congé de service volontaire en cas de catastrophe) en vigueur à Guam donne aux employés du service public 15 jours de congés payés par an pour venir en aide à la Croix-Rouge[82].

Les formes en évolution du volontariat amélioreront les occasions pour les individus de se porter volontaires

CONCLUSIONS ET DISCUSSIONS

La mondialisation et l'ère du numérique sont en train de changer la face du volontariat. Ce changement constitue un défi, et des questions cruciales ont été soulevées à propos de la valeur et des contributions exactes de nombreuses nouvelles formes de volontariat. Dans certains cas, le volontariat basé sur la technologie pourrait bien supplanter l'engagement volontaire significatif et sérieux. Le volontariat international a probablement un caractère exclusif. Le volontariat d'entreprise pourrait bien être hypocrite. À l'opposé, le volontariat moderne a le potentiel de contribuer de manière significative au développement humain. Il est donc nécessaire de déployer des efforts pour assurer la participation la plus large possible de tous les membres de la société. Pour un grand nombre de personnes dans les pays à faible revenu, l'accès aux technologies innovantes est encore limité et la notion de volontariat à l'international est très vague. De plus, seulement une poignée d'entreprises dans les pays en développement engagent des ressources pour soutenir des programmes de volontariat des employés.

Malgré tout, il y a lieu d'être optimiste : les formes en évolution du volontariat amélioreront les occasions pour les individus de se porter volontaires. Les progrès technologiques permettent de connecter toujours plus de régions rurales et isolées. Les ONG et les pouvoirs publics commencent à se rendre compte de la valeur du volontariat international Sud-Sud et Sud-Nord ainsi que celui de la diaspora, et ils consacrent des ressources à ces programmes. Quant aux entreprises, elles réagissent au « marché social » en soutenant les initiatives de RSE comprenant du volontariat. De nouvelles occasions de s'engager dans le volontariat sont en train de surgir, avec le résultat que plus d'individus s'impliquent et que ceux qui participent déjà ont la possibilité d'accroître leur engagement. Ce sont là d'excellentes nouvelles pour le tissu social de nos sociétés.



CHAPITRE 4

Volontariat et moyens d'existence durables

Le pauvre est un homme seul.
Expression sénégalaise.

INTRODUCTION

Les « pauvres » sont des êtres humains qui ont des familles, des voisins, des amis, des idées et des compétences, ainsi que des traditions et des aspirations. Les politiques et programmes de développement ont tendance à négliger ces caractéristiques, assimilant principalement la pauvreté au manque de revenus. Dans de nombreux cas, les individus ne disposant que de faibles revenus manquent de chances de réaliser leur potentiel. Ils sont cependant détenteurs d'un capital varié dont font partie non seulement leur travail mais aussi leurs connaissances locales, leurs compétences et leurs réseaux, avec lequel ils font face à leurs difficultés[1]. Les valeurs fondamentales du volontariat, comme nous l'avons vu au Chapitre 1, permettent de veiller au partage de ces ressources dans l'intérêt de la communauté.

Il est de plus en plus manifeste, dans les pays en développement, que les pauvres en revenu apportent de l'aide tout comme ils en reçoivent

Il est de plus en plus manifeste, dans les pays en développement, que les pauvres en revenu apportent de l'aide tout comme ils en reçoivent. Ils disposent d'une capacité d'entraide considérable à travers le volontariat, que ce soit en collaboration avec des organisations formelles ou par diverses voies informelles. Une étude de cinq pays, couvrant l'Afrique du Sud, le Botswana, le Malawi, la Zambie et le Zimbabwe, mettait en évidence le rôle du volontariat d'individus issus de milieux pauvres dans les mécanismes d'adaptation des communautés[2]. Une autre enquête menée en Afrique du Sud révélait que les individus qui étaient pauvres et ceux qui ne l'étaient pas étaient tout aussi susceptibles de faire don de leur temps. Les répondants pauvres et ceux issus de régions rurales étaient plus susceptibles d'avoir participé à des activités de volontariat que ceux qui n'étaient pas pauvres ou qui étaient issus de zones urbaines[3]. La même enquête constatait l'existence, de par le pays, de groupes d'entraide autogérés fondés sur l'engagement volontaire. Ouvertes et accessibles à tous les membres de la communauté, on peut dire de ces structures sociales qu'elles possèdent des « caractéristiques de bien public »[4].

Les individus recherchent le soutien des autres en cas de besoins non satisfaits ou de problèmes non résolus. Inversement, ces besoins non satisfaits et problèmes non résolus constituent le contexte dans lequel ils viennent apporter leur soutien à autrui. Lorsque l'offre de services aux communautés pauvres est faible du fait du défaut de ressources, ou lorsque les gouvernements manquent tout simplement de subvenir aux besoins de leurs citoyens, des initiatives communautaires fondées sur l'engagement volontaire voient généralement le jour en réaction[5]. Cette réaction peut également prendre la forme d'une voix collective pour plaider la cause des citoyens et insister pour que les gouvernements s'acquittent de leurs obligations. La fragilité de la conjoncture économique, les problèmes sanitaires, l'accès limité ou non existant aux systèmes de soins de santé, et la pauvreté en général sont autant de puissants facteurs de motivation à l'entraide[6] et à la recherche d'une voix commune. Pour les pauvres en revenu, un engagement profond dans les relations sociales et l'action collective fondée sur le volontariat constitue un comportement entièrement rationnel, étant donné son potentiel d'amélioration du bien-être psychologique, culturel et économique. Ce chapitre explore comment les individus, à travers le volontariat, exploitent leurs ressources pour atténuer l'impact de la pauvreté.

QUE SONT LES MOYENS D'EXISTENCE DURABLES ?

La population mondiale compte 1,4 milliard de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, dont environ 70 pourcent dans les zones rurales[7]. Dans l'optique des moyens d'existence durables, nous allons nous pencher sur la contribution du volontariat aux vies de ces personnes. L'expression « moyens d'existence durables » traduit la transition vers une approche du développement davantage

axée sur les individus, survenue au lendemain du Rapport de la Commission Brundtland en 1987[8] et du premier Rapport du PNUD sur le développement humain en 1990[9]. La notion de moyens d'existence durables a par la suite été élaborée plus avant par diverses institutions de recherche, dont l'Institute of Development Studies de l'université du Sussex et l'Overseas Development Institute au Royaume-Uni, des ONG (par ex. CARE et Oxfam) et des organismes dédiés au développement, notamment le DFID et le PNUD. Selon la définition communément admise, un moyen d'existence est dit durable lorsqu'il englobe les capacités, les ressources (matérielles et sociales) et les activités permettant à un individu de vivre. Il est capable de supporter les contraintes et les chocs, de s'en remettre et d'entretenir, voire d'améliorer, ses capacités et ses ressources, tant au présent qu'à l'avenir, sans nuire à la base de ressources naturelles[10]. Dans les années 1990, l'approche axée sur les moyens d'existence a été adoptée par un grand nombre d'organismes, dont la Banque mondiale et le PNUD.

Une approche axée sur les moyens d'existence est un moyen de réfléchir aux objectifs, à la portée et aux priorités du développement. Elle se préoccupe des ressources, des compétences et des activités multiples exploitées par les individus pour subvenir à leurs besoins physiques, économiques, spirituels et sociaux. Il s'agit, en dernière analyse, d'une tentative de redéfinir le développement en termes de besoin des êtres humains[11] et, pourrions-nous ajouter, en termes de contribution au bien-être d'autrui.

L'approche axée sur les moyens d'existence est une notion utile pour articuler l'importance du volontariat dans la vie des individus, et plus particulièrement des pauvres en revenu. Elle s'inscrit en complément d'une autre notion, celle de l'approche du développement fondée sur les droits de l'homme, qui se soucie d'« habiliter » les bénéficiaires du développement et d'accroître la légitimité et la force morale de leurs demandes[12]. Dans ce cadre de référence, ce chapitre examine six types de capitaux du point de vue de leur intérêt au regard du volontariat. Ce sont[13] :

- *Le capital social* : les ressources sociales, y compris les réseaux, les relations sociales et les adhésions associatives, fondées sur la confiance, la compréhension mutuelle et les valeurs communes auxquelles les individus ont recours lorsqu'il y a besoin de coopération
- *Le capital humain* : les compétences, le savoir, la capacité de travail et la bonne santé
- *Le capital naturel* : la terre, l'eau, les forêts et les pêches
- *Le capital physique* : l'infrastructure de base, dont les routes, l'eau et l'assainissement, l'irrigation, les écoles, les postes sanitaires, l'énergie, les outils et l'équipement
- *Le capital financier* : l'épargne, le crédit, les revenus de l'emploi, du commerce et des transferts de fonds
- *Le capital politique* : la prise de conscience et la participation aux processus politiques, soutenues par une législation, des politiques et des institutions adaptées.

L'attribut clé commun du volontariat est le « ciment » qui fait tenir ensemble un groupe ou une société

VOLONTARIAT ET CAPITAL SOCIAL

Dans le contexte des moyens d'existence durables, la notion de capital social fait référence à l'éventail des relations auxquelles les individus ont recours dans leur vie quotidienne. C'est en partie à travers ces relations que le volontariat se manifeste. Il s'agit, entre autres, de l'adhésion à des associations locales informelles ou des collectifs plus formalisés régis par des règles et des normes acceptées. La notion de capital social englobe également des relations de confiance, de réciprocité et d'échange qui

facilitent la coopération et peuvent donner lieu à des filets de sécurité sociaux informels parmi les pauvres en revenu[14].

Selon la nature des besoins, les réseaux peuvent être de simples ensembles de relations individuelles ou des structures sociales traditionnelles, comme la famille, la communauté, le village, les groupes ethniques et professionnels, ou bien faire intervenir des combinaisons plus complexes d'acteurs[15]. Des initiatives de voisinage aux États-Unis[16] aux systèmes d'entraide villageoise dans les pays en développement, ils possèdent un attribut clé commun : le volontariat, ce « ciment »[17] qui fait tenir ensemble un groupe ou une société en motivant les individus à aider les autres membres de la communauté et, par la même, à s'aider eux-mêmes. La notion de capital social est étayée par celle de « rapports », qui est au cœur même du volontariat.

Lorsque le volontariat est reconnu et adéquatement soutenu, il facilite la construction du capital humain

Le phénomène est accompagné d'un vocabulaire mondial riche. Par exemple, pour le peuple zoulou d'Afrique du Sud, la société est bâtie autour de l'expression *umuntu ngumuntu ngabantu*, qui signifie « on devient quelqu'un à travers les autres ». Autrement dit, chacun a besoin des autres pour développer son individualité. Le terme *ubuntu*, qui signifie « humanité » en langue isiZulu, décrit un principe de la philosophie africaine : « Je suis qui je suis à cause de ceux qui m'entourent ». En Afrique orientale, un dicton analogue est exprimé par l'expression swahilie *mtuniwatu* qui signifie « on existe à cause des autres ». Cet esprit de célébration de la communauté se retrouve dans le monde entier : par exemple, *mutirão* au Brésil, *batsiranai* au Zimbabwe, *bayanihan* aux Philippines, *gotong royong* en Indonésie, *harambee* au Kenya, *shramadama* au Sri Lanka, *tirelosetshaba* au Botswana, *taka'ful* dans les États arabes, *minga* en Équateur et au Pérou, et *neighbouring* et *barn raising* aux États-Unis. Au Soudan, *naffir* fait référence à une pratique courante consistant à former des groupes de voisinage ou des groupes communautaires et à les démanteler une fois un projet achevé, qu'il s'agisse de la construction d'une habitation ou d'une récolte. *Naffir* profite à la communauté dans son ensemble et traverse souvent les frontières ethniques[18].

Dans plusieurs pays, l'État s'est soucié de promouvoir des systèmes d'entraide fondés sur les cultures traditionnelles d'auto-assistance. Au Kenya, par exemple, le terme swahili *harambee*, qui signifie « tous ensemble » définissait l'idéologie adoptée par Jomo Kenyatta, premier président du pays. L'intention était de mobiliser et d'unifier la nation, de regrouper les efforts et les ressources pour accélérer la croissance nationale. Le volontariat était au cœur de cette démarche, comme il l'est dans une multitude d'autres systèmes d'entraide de nombreux pays. *Harambee* a des connotations d'entraide, d'effort commun et d'autonomie de la communauté. Le gouvernement du Kenya encourage les groupes *harambee* depuis 1963 « afin d'organiser les populations rurales autour d'une nouvelle base politique et de nouvelles valeurs indigènes » et d'encourager les communautés à œuvrer « collectivement vers un but commun »[19]. Avec l'appui des pouvoirs publics, les projets d'entraide *harambee* ont bâti des écoles, des dispensaires, des centres de soins, des pépinières, des ponts et des routes d'accès aux zones rurales à travers le Kenya.

Un autre exemple de systèmes d'entraide encouragés par l'État est le *gotong royong* en Indonésie. Ancré dans la culture rurale javanaise, ce système repose sur le principe d'entraide au sein d'une communauté. *Gotong royong* couvre un large éventail d'activités publiques et privées, y compris l'entretien de l'infrastructure rurale (routes rurales, systèmes d'irrigation, etc.), les travaux d'urgence en cas de catastrophe naturelle, l'entraide pour la construction d'habitations ou pour les opérations agricoles quotidiennes, et l'aide à l'organisation des grandes cérémonies[20].

La littérature qui traite des relations entre capital social et volontariat se concentre

principalement sur les pays développés et les organisations formelles. Nous tenons cependant à mettre en lumière les types informels de volontariat dans les pays en développement. Nous espérons ainsi inciter les chercheurs, les responsables politiques et les praticiens à accorder une plus grande attention à la manière dont les groupes d'entraide locaux sont formés, à la manière dont ils créent des réseaux et au soutien qui devrait leur être apporté dans les pays en développement.

VOLONTARIAT ET CAPITAL HUMAIN

Le capital humain se définit par la possession d'une aptitude à utiliser les compétences, les connaissances et la bonne santé dans la poursuite de stratégies d'existence. Les problèmes sanitaires et le manque d'éducation font partie des dimensions caractéristiques de la pauvreté. Aussi, les surmonter est à la fois un objectif premier de la subsistance même et une condition préalable de l'exploitation efficace d'autres ressources permettant aux pauvres en revenu d'améliorer leurs moyens d'existence. La santé et l'éducation sont deux priorités de l'agenda des OMD et deux domaines dans lesquels le volontariat joue un rôle important.

Dans des circonstances propices, lorsque le volontariat est reconnu et adéquatement soutenu, il facilite la construction du capital humain. Et pourtant, l'impact de l'action volontaire sur les volontaires est rarement pris en compte dans les publications universitaires en la matière. Lorsqu'il est étudié, les résultats sont révélateurs. Par exemple, une étude menée aux Philippines concluait que la reconnaissance et la satisfaction tirées du volontariat, ainsi que le respect qu'il inspire de la part des communautés, étaient considérés comme plus importants par les volontaires que les récompenses matérielles[21]. Un autre exemple nous vient d'Iran. En 1992, le gouvernement a mobilisé des femmes des centres urbains pour mener une campagne de sensibilisation à la planification familiale. Quelque 100 000 femmes y ont participé en tant qu'agents sanitaires volontaires. Grâce à leur travail, elles ont gagné respect et pouvoir. « Maintenant, je crois en moi et j'ai le sentiment de pouvoir aider à changer nos vies dans le voisinage. Quelques femmes ont créé leurs propres clubs d'épargne pour s'entraider financièrement. J'apprends par les autres comment nous pouvons organiser des pétitions et demander à la municipalité ce dont nous avons besoin » a déclaré l'une d'elles[22].

ENCADRÉ 4.1 Des chauffeurs de taxis cambodgiens participent à la lutte contre le paludisme

Les chauffeurs de taxi au Cambodge conduisent leurs clients d'un point A à un point B, comme le font tous les chauffeurs de taxi du monde. Ils sont différents en ce qu'ils sont devenus des acteurs clés de la lutte contre le paludisme. Des travailleurs mobiles et migrants viennent souvent en quête de travail saisonnier du sud-est du pays, où la maladie n'est pas répandue, à l'ouest, le long de la frontière thaïlandaise, où le paludisme est endémique. Parce qu'ils sont très mobiles, ces travailleurs se sont avérés difficiles à atteindre et à sensibiliser à la prévention et aux symptômes du paludisme. Des discussions de groupes dans les communautés touchées ont établi que les taxis étaient le mode de transport privilégié des travailleurs migrants. Depuis juillet 2010, dans le cadre du projet « Malaria Control in Cambodia » (contrôle du paludisme au Cambodge), 32 chauffeurs de taxi volontaires formés diffusent des informations sur le paludisme, sur disques compacts ou cassettes, pendant leurs courses et fournissent des renseignements complémentaires aux clients. Il s'est même parfois produit qu'ils détectent les symptômes du paludisme chez des clients et qu'ils les conduisent directement à l'hôpital. D'août 2010 à mai 2011, les chauffeurs de taxi ont informé 47 723 passagers dont quelque 21 660 étaient des travailleurs migrants. On ne peut toutefois pas attribuer la baisse nette des cas de paludisme au cours des quelques dernières années exclusivement à l'initiative des chauffeurs de taxi. Il convient quand même de noter, à titre d'exemple, que la zone à haut risque qu'est la province de Pailin n'a pas signalé un seul décès causé par le paludisme pendant la période en question.

Source : Soy Ty & Linna, [Chef de partie, USAID/Contrôle de la malaria au Cambodge et Khorn Linna, spécialiste IEC/CCC], Communication personnelle (13 juin 2001).

Le rôle de l'agent de santé communautaire (ASC) a été mis en valeur pour la première fois dans la Déclaration d'Alma-Ata adoptée lors de la Conférence internationale sur les soins de santé primaires en 1978. C'est en grande partie grâce aux ASC que, depuis, les services de santé atteignent de plus en plus de zones rurales mal desservies dans de nombreux pays en développement. L'Organisation mondiale de la Santé définit les ASC comme des hommes et des femmes choisis par la communauté et formés pour s'occuper des problèmes de santé des individus et de la communauté, et pour collaborer étroitement avec les services sanitaires[23]. Les systèmes de soins primaires ont besoin d'un nombre important d'agents de santé formés et motivés pour bien fonctionner. Les ASC ont un rôle vital à jouer pour aider les systèmes de santé publics mis à rude épreuve. Le déficit mondial en agents de santé formés s'élève à 2,4 millions[24], l'Afrique enregistrant les manques les plus graves.

Les ASC des pays en développement veillent à ce que les individus aient accès à des services de santé qui ne seraient autrement pas disponibles en raison de l'éloignement géographique, des limitations des services publics ou du manque de ressources financières. Ils comblent d'importants manques au niveau du personnel de santé dans des domaines comme la santé procréative, la santé infantile et maternelle, les réponses au VIH/sida, la prévention du paludisme et les campagnes d'immunisation contre la polio. Grâce à leurs connaissances locales, les ASC peuvent aider à faire en sorte que les groupes de population les plus vulnérables soient atteints et que les services fournis soient mieux adaptés aux besoins des individus. Ils sont actifs au niveau de l'établissement de comités sanitaires locaux chargés de promouvoir les centres de santé et les pharmacies de village. Ils mobilisent les populations locales dans le cadre de campagnes d'immunisation, de contraception ou de nettoyage des lieux propices à la propagation des maladies. Les ASC aident également les organisations locales à exploiter les ressources en appui d'initiatives locales. Avant tout, les ASC servent de pont entre les agents de santé professionnels et les communautés. Ils aident celles-ci à recenser et à répondre à leurs propres besoins sanitaires et contribuent à la sensibilisation des gestionnaires des systèmes de santé et des autorités sanitaires à ces besoins[25].

Une étude couvrant cinq pays d'Asie du Sud[26] indiquait que les ASC pouvaient être extrêmement efficaces dans la prise en charge de tâches clairement définies et concrètes, les campagnes de santé publique, par exemple. Le Népal a lancé un programme de recrutement d'agents de santé communautaires parmi les femmes, en 1998, qui a élevé à environ 50 000 le nombre de volontaires formés dans le pays[27]. Ces femmes volontaires, illettrées, sont sélectionnées localement par des groupes de mères. Leurs rôles englobent la santé maternelle et infantile, la planification familiale et le traitement de maladies de type diarrhée et infections respiratoires. Une étude du programme a révélé que les principales motivations du volontariat étaient le gain de respect social et l'acquittement d'obligations religieuses et morales[28]. Fondé sur l'action volontaire dans les premiers temps, le programme de santé familiale au Brésil a par la suite été incorporé dans les programmes sanitaires officiels dotés de personnel rémunéré. En Éthiopie et au Malawi, les ASC volontaires, formés et déployés en appui d'un plus grand accès aux services d'encadrement du VIH et autres services sanitaires à l'échelle nationale, ont eux aussi été entièrement intégrés en tant que personnel permanent dans le système national de ces pays.

Dans l'ouest du Kenya, plus de 100 ASC volontaires assurent un service de « docteur aux pieds nus » à Sauri, village du Millénaire. Il s'agit d'un programme lancé à l'initiative du Projet objectifs du Millénaire des Nations Unies et de l'Earth Institute de Columbia University. Les volontaires jouent un rôle important d'apport et de dissémination d'information.

Ils se font les ambassadeurs de la planification familiale, des tests de dépistage du VIH/sida et de l'eau potable. Ils aident également les équipes sanitaires de Sauri chargées du service des déclarations des naissances, du suivi des programmes d'immunisation et de la promotion de l'usage des moustiquaires. Le rôle des ASC peut dépasser le préventif et entrer dans le domaine du curatif[29]. Une étude menée en Afrique subsaharienne indique que des ASC munis de bonnes ressources peuvent gérer efficacement les cas non sévères de pneumonie et de paludisme[30]. La question de savoir si les ASC devraient être des volontaires récompensés en nature par la communauté ou rémunérés par des fonds communautaires, des ONG ou l'État a fait l'objet de maintes discussions. Les ASC salariés à temps complet sont rares mais un éventail d'incitations financières est souvent fourni – et nécessaire. Une étude menée au Kenya concluait que 62 pourcent des foyers interrogés dépendaient des services d'ASC volontaires. Cependant, les taux de déperdition des effectifs de volontaires semblaient être élevés lorsque les frais de déplacement étaient à leur charge[31]. On soutient souvent que, du fait qu'ils vivent dans des communautés pauvres, les ASC ont besoin d'au moins un petit revenu ; à défaut, dépendre d'eux en tant que volontaires pour une partie importante du système de santé ne serait pas viable[32].

La rémunération des ASC n'est toutefois pas sans s'accompagner de problèmes. Par exemple, les paiements peuvent être irréguliers ou tout simplement cesser à la fin d'un projet. Par ailleurs, les relations entre les ASC et la communauté changent lorsqu'il y a des incitations financières. Les paiements peuvent « détruire l'esprit de volontariat et aller à l'encontre du sentiment de communauté associé au volontariat »[33]. Même une petite indemnité peut renforcer

ENCADRÉ 4.2 Éduquer pour développer le capital humain

En 2009, l'un des Prix d'alphabétisation UNESCO du Roi Sejong a été décerné au programme d'alphabétisation de l'association Tin Tua au Burkina Faso oriental.

Tin Tua est une ONG à vocation d'alphabétisation. Son nom signifie « développons-nous, nous-mêmes » en gulimancema, l'une des langues parlées au Burkina Faso. Son programme d'alphabétisation a démarré en 1986 avec de jeunes volontaires éduqués du Burkina Faso qui ont commencé par suivre un programme de formation de trois semaines en deux sessions. Ces enseignants ont ensuite été répartis entre les villages pour enseigner les rudiments de la lecture et de l'écriture en cinq langues locales. Ils étaient motivés par le désir de donner une éducation aux enfants et aux adultes qui n'avaient pas eu la chance d'être scolarisés.

Aujourd'hui, jusqu'à 50 000 hommes et femmes sont formés chaque année pour enseigner dans les villages de l'est et du nord du Burkina Faso. En plus d'enseigner dans les différentes langues nationales, le programme propose des cours de français, en vue d'accéder aux examens nationaux. Tin Tua a étendu son programme au Bénin, au Togo et au Niger, pays qui enregistrent de faibles taux d'alphabétisation et où ses méthodes et sa démarche sont susceptibles de changer le cours des choses.

Selon l'UNESCO : « Le plus grand accomplissement de Tin Tua se traduit par les nombreux changements apportés à la vie quotidienne des villageois. Le programme a permis aux agriculteurs de mieux gérer la production alimentaire au niveau du village, par exemple en prenant des mesures pour stocker les céréales de manière à éviter la spéculation en période de famine. Il a formé des agents sanitaires, notamment dans le domaine de la santé maternelle ».

Sources : UNV. (2001, January) ; UNESCO. (2009) ; SocioLingo Africa. (2009, August).

l'impression, dans la communauté, que les ASC sont des employés. Il apparaît que, dans de tels cas, les habitants locaux suppriment parfois le soutien en nature. Les ASC volontaires recherchent un épanouissement personnel et des opportunités de développement, de formation et d'encadrement par leurs pairs. Avant tout, ils recherchent de bons rapports avec la communauté et un sentiment de contribution par leur travail volontaire[34]. Certains observateurs soutiennent que des incitations non monétaires, telles que la formation, la fourniture de matériel et les liens avec d'autres ASC devraient être mises en valeur[35]. Au bout du compte, le secteur de la santé ouvre aux pauvres en revenu un moyen important de participer activement à la vie de leur communauté et de gagner dignité et respect.

ENCADRÉ 4.3 Les sanctuaires de palourdes géantes des Tonga

Les palourdes géantes sont une *espèce menacée* en raison de l'appauvrissement de leur population dans l'océan Pacifique. Des initiatives menées par des volontaires sont en cours pour rétablir cette espèce surexploitée. Sur l'île de Vava'u, au Royaume des Tonga, dans l'océan Pacifique Sud, un expert indépendant de l'environnement et des volontaires de l'ONG EarthRights International ont aidé les communautés et le gouvernement insulaires à créer des sanctuaires de palourdes géantes dans des zones maritimes protégées, afin de préserver la population de tokanoas, une espèce de palourde géante typique de la région.

En cinq ans, environ 200 volontaires sont venus à Vava'u recueillir des informations sur le déclin rapide de la population de palourdes. Cette action volontaire a permis de prouver le déclin des rendements de palourdes et a inspiré la création de sanctuaires. Il s'agissait de placer des palourdes adultes dans des cercles reproductifs, dans des eaux peu profondes protégées. La création de sanctuaires de palourdes géantes avec des stocks du mollusque a réussi grâce au soutien des dirigeants locaux. L'information disséminée par les médias dans les villages a sensibilisé les populations à la nécessité de préserver les palourdes géantes dans l'intérêt de la communauté, afin de veiller à l'approvisionnement alimentaire des générations futures.

Aujourd'hui, les sanctuaires de Vava'u sont considérés comme faisant partie de l'obligation culturelle collective des habitants envers les générations futures. « Si quelqu'un prend des palourdes du sanctuaire communautaire, il nuit à la production marine et ne remplit pas ses obligations sociales envers lui-même, sa famille ou sa communauté », a déclaré un fonctionnaire du village. Les villageois ont appris comment établir et maintenir des sanctuaires pour la protection et la culture des palourdes. Des communautés de Vanuatu et Fidji ont reproduit ce modèle.

Sources : Dinh. (2011) ; Community Environmental Research in the Pacific Islands. (n.d.).

VOLONTARIAT ET CAPITAL NATUREL

Les ressources naturelles s'étendent des biens publics intangibles, comme l'environnement et la biodiversité, aux actifs divisibles utilisés directement pour la production, comme la terre, les arbres et les produits des forêts, l'eau, la faune et la flore. Le rapport entre le capital naturel et la vulnérabilité des pauvres en revenu est particulièrement étroit. Un grand nombre des chocs qui ont une incidence sur les moyens d'existence, et détruisent le capital naturel, sont eux-mêmes des processus naturels, par exemple les incendies qui détruisent les forêts et les crues et séismes qui ravagent les terres agricoles. Le capital naturel peut aussi être appauvri par la croissance des populations, le déclin des ressources et des termes d'échange défavorables. Les niveaux de solidarité et le sentiment de but commun d'une communauté ont eux aussi un effet sur la durabilité des ressources naturelles. Le forage de puits peut affecter la nappe phréatique tandis que l'abattage et la commercialisation des produits des forêts appauvrissent le sol et risquent d'exacerber la désertification. L'accès à ces ressources et leur utilisation peuvent être répartis de manière inéquitable, dans l'intérêt des mieux nantis. Les interventions liées aux bassins versants, par exemple, bénéficieront probablement à ceux qui possèdent plus de terres et aux habitants des zones à plus basse altitude[36].

La connaissance des ressources naturelles locales réside au niveau des populations locales, où les besoins et les priorités sont les

mieux articulés. Et pourtant, les populations locales n'ont parfois pas accès à l'information sur les bonnes pratiques disponibles dans d'autres parties du monde. C'est à ce niveau que le volontariat international, allié à l'action volontaire locale, peut avoir un effet profond sur les moyens d'existence. Le Pacifique Sud en est un exemple : le savoir externe et l'engagement local ont permis de préserver la ressource écologique et culturelle vitale que sont les palourdes géantes, pour les futures générations insulaires du Pacifique Sud.

L'Éthiopie connaît l'un des pires cas d'érosion au monde, touchant 70 pourcent du pays. La progression de la désertification aggrave la dégradation des terres et la pauvreté. Un projet pilote soutenu par le programme VNU, en collaboration avec l'Autorité fédérale éthiopienne de protection de l'environnement dans les régions d'Amhara et d'Oromia, se proposait de former 200 jeunes volontaires à la conservation du sol et de l'eau, à la gestion des forêts, à la récupération de l'eau, à la création de pépinières, à l'apiculture et à l'horticulture. Les jeunes ont ainsi acquis des compétences utiles et une expérience directe tout en améliorant leurs propres moyens d'existence et ceux de leurs familles. Ils ont construit des tranchées et des micro-bassins pour préserver le sol et l'eau, et planté de jeunes plants d'arbres. Leurs efforts ont permis de sensibiliser aux problèmes environnementaux dans les communautés environnantes, qui ont suivi le même exemple[37].

VOLONTARIAT ET CAPITAL PHYSIQUE

Le capital physique est l'infrastructure de base nécessaire au soutien des moyens d'existence : approvisionnement en eau et assainissement adéquats, transports et énergie abordables, abri et accès à l'information. Une grande partie de ce capital est normalement considérée comme faisant partie des biens publics mais, à l'instar de nombreux autres aspects des moyens d'existence, les pauvres en revenu n'y ont pas facilement accès et doivent élaborer leurs propres stratégies. Les communautés pauvres participent généralement à des activités communes telles que la construction et l'entretien de routes de desserte, d'écoles, de centres de santé, de fossés d'irrigation et de protections contre les crues. Comme l'observe l'un des auteurs : « Les communautés rurales ne peuvent pas se permettre de croiser les bras et d'attendre que le gouvernement leur fournisse tous les équipements »[38].

Au début des années 1960, les dirigeants africains se sont accordés sur le fait que l'infrastructure était essentielle pour mettre de l'huile dans les rouages du commerce intra-africain et pour en distribuer les bénéfices. Cependant, un obstacle majeur au commerce entre les pays africains reste le manque désastreux d'infrastructure en dehors des zones urbaines ou des ports côtiers. Un vaste réseau routier est essentiel en Afrique subsaharienne pour favoriser le développement mais la construction de routes bitumées est difficile à justifier en raison des faibles niveaux de circulation, tandis que les routes non bitumées exigent des interventions d'entretien plus fréquentes. La participation des communautés locales est donc essentielle, non seulement pour assurer l'entretien mais aussi pour accroître le sentiment de propriété. Une étude a identifié certains des facteurs clés d'une participation communautaire réussie : un groupe important et homogène, qui retire des avantages de la disponibilité de bonnes routes ; l'aptitude de la communauté à s'organiser ; des expériences antérieures positives de programmes analogues[39]. Tandis que les paiements pour l'entretien des routes sont versés aux membres de la communauté, des comités locaux de volontaires sont chargés des tâches de planification et de suivi liées à la construction routière.

En dépit des progrès généraux de l'objectif du Millénaire pour le développement cherchant à réduire de moitié le nombre de personnes sans accès durable à l'eau potable à l'horizon 2015, 60 pourcent seulement de la population

Le volontariat international, allié à l'action volontaire locale, peut avoir un effet profond sur les moyens d'existence

bénéficient d'un tel accès en Afrique subsaharienne. En outre, huit personnes sur dix sans accès à une source d'eau améliorée vivent en milieu rural[40]. Le problème clé est l'absence de planification de l'entretien des forages, des puits et des pompes à bras. Les inventaires de puits dysfonctionnels au Mali et au Ghana indiquent que 80 pourcent et 58 pourcent respectivement nécessitaient des réparations. « Pour toute l'Afrique, le nombre estimatif d'installations dysfonctionnelles de distribution d'eau s'élève à 50 000 »[41]. Les grandes interventions directives des gouvernements et des donateurs au cours des dix dernières années se sont concentrées uniquement sur l'apport d'eau potable, sans se préoccuper des pannes futures[42]. Un entretien efficace de l'infrastructure d'approvisionnement en eau va généralement de pair avec la présence de comités villageois de l'eau, composés de volontaires et fonctionnant correctement. De tels comités sont aujourd'hui chose courante dans les zones rurales de nombreux pays en développement[43]. Leur responsabilité vis-à-vis des membres de la communauté permet de garantir qu'il y ait appropriation locale et engagement à l'entretien des équipements, tandis que l'offre de formation de base à l'entretien garantit l'efficacité.

ENCADRÉ 4.4 Des volontaires montrent la voie dans la communauté

Vingt ans après la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, de nombreuses communautés touchées étaient encore confrontées à divers problèmes environnementaux, économiques et sociaux. Une impression générale de « syndrome de dépendance » se faisait par ailleurs ressentir, les communautés s'attendant à ce que le gouvernement s'occupe d'elles.

De 2002 à 2007, 192 villages touchés par la catastrophe ont créé 279 organisations communautaires avec l'aide du Programme de relèvement et de développement pour la région de Tchernobyl. Cette initiative visant à soutenir le développement à long terme axé sur la communauté était le fruit d'une collaboration entre le PNUD, le programme VNU et le ministère ukrainien des Urgences et des affaires de protection des populations contre les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl.

Par la planification démocratique, les organisations communautaires ont dialogué avec les administrations et les entreprises locales et régionales pour mettre en œuvre des projets sociaux, économiques et d'infrastructure. Plus de 200 000 personnes ont bénéficié directement de projets communautaires qui se sont concrétisés par l'apport de chauffage aux communautés, des améliorations du système d'approvisionnement en eau, l'accès à des ordinateurs et à Internet, et la rénovation de centres de santé, d'écoles et de maisons des jeunes.

Les ressources mobilisées au niveau local représentaient plus de 70 pourcent du coût total du projet. De nombreuses activités ont été menées indépendamment du financement du projet, certaines grâce aux efforts de volontaires des communautés. Le village de Kirdany, où Olga Kolosyuk dirige l'organisation communautaire Dryzhba, en est un exemple. Selon elle, les 1 000 habitants de son village ont désormais accès à l'eau potable sans risque sanitaire parce que les résidents du village ont pris en main l'amélioration de leur propre situation.

Sources : Russel. (2007, December) ; UNV. (2006, April 26).

VOLONTARIAT ET ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers qui sous-tendent les objectifs en matière de moyens d'existence comprennent les transferts de ressources. Les notions d'« économie de la solidarité » ou d'« économie sociale » font référence aux revenus partagés au-delà de la famille immédiate ou du ménage. Bien que l'idée d'économie sociale n'ait rien de nouveau, elle a gagné en importance lors du deuxième Forum social mondial à Porto Alegre en 2002. L'économie sociale conjugue deux notions : celle d'« économie », c'est-à-dire la production de biens et services qui contribuent à une hausse nette de la richesse, et celle de « social », c'est-à-dire la rentabilité sociale par opposition aux bénéfices économiques. L'économie sociale est considérée comme contribuant à une citoyenneté active et responsable, ainsi qu'à une qualité de vie et à un bien-être meilleurs de la population, notamment par l'augmentation des prestations disponibles[44]. Il s'agit d'une forme de solidarité qui a

évolué au fur et à mesure de la croissance des nombres de migrants qui génèrent des revenus en dehors de leurs pays d'origine et transfèrent des fonds à leurs familles et à leurs communautés dans ces pays. Les transferts de fonds vers les pays en développement ont augmenté de 18 milliards de dollars américains en 1980, à 30 milliards en 1990, puis à 126 milliards en 2004. La portion des transferts qui dépasse ce dont les familles ont besoin pour survivre est orientée vers le bien-être des communautés : ambulances, postes de santé, médicaments, construction d'écoles, rémunération des enseignants, etc. Ainsi, parce que les valeurs du volontariat lui sont centrales, elle devrait être incluse dans notre discussion des ressources des pauvres en revenu.

L'« économie de la solidarité », l'« économie du volontariat » et l'« économie de la tradition » étaient le sujet d'un colloque intitulé « Les acteurs méconnus du développement » organisé à Ouagadougou (Burkina Faso) en 2005 par la Fondation pour l'innovation politique et l'Institut Afrique moderne[45]. Avec la participation des gouvernements, du monde scientifique et d'organisations de la société civile, il se proposait d'examiner les contributions au développement majeures mais méconnues, et de réunir leurs principaux acteurs, y compris les migrants et leurs associations. Entre autres résultats, la réunion a abouti à une plus grande reconnaissance de l'impact des transferts de fonds des migrants sur les marchés locaux et leur effet en tant que facteur de croissance économique[46].

VOLONTARIAT ET POUVOIRS POLITIQUES

Les biens politiques sont le pouvoir et la capacité d'influencer la prise de décisions par le biais d'une participation formelle et informelle aux processus politiques. Ils comprennent la liberté et la capacité de s'organiser collectivement pour revendiquer des droits, faire campagne pour une cause et négocier des ressources et des services. Ils comprennent également la participation active en appui d'efforts nationaux pour le développement et la responsabilisation des gouvernements et des prestataires de services. Nous avons déjà vu en quoi l'activisme est une expression importante de l'engagement volontaire à tous les niveaux. La mesure dans laquelle les pauvres en revenu peuvent compter sur les biens politiques dépend de nombreux facteurs, dont la législation et le niveau d'application des lois ; la nature des institutions et l'accès public à ces dernières ; la conscience qu'ont les individus de leurs droits fondamentaux. Le degré d'organisation des membres d'une communauté a un impact considérable sur leur aptitude à jouer un rôle transformateur, tout comme leur aptitude à occuper « l'espace public » et à s'approprier les processus.

ENCADRÉ 4.5 Le volontariat transfrontalier dans les associations mexicaines de villageois expatriés

Les associations mexicaines de villageois expatriés (Mexican Hometown Associations - MHTA) sont des communautés diasporiques aux États-Unis qui envoient des fonds collectivement à leurs villages mexicains. Les MHTA apportent également un sentiment de communauté aux immigrants aux États-Unis. Elles soutiennent des travaux civiques, comme la construction de dispensaires, la fourniture d'équipements et l'amélioration de services urbains dans les villes et villages d'origine de leurs membres. Elles appuient et financent également divers types de projets sociaux sélectionnés par le biais d'un réseau de volontaires.

Grupo Union est une MHTA basée à New York, composée de travailleurs migrants originaires de Boqueron, au Mexique. Bien que ses membres travaillent de longues heures pour un bas salaire, ils sont motivés et trouvent le temps de se réunir une fois par semaine pour mettre leur argent en commun. Les membres donnent ce qu'ils peuvent, généralement 10 à 30 dollars par semaine. L'argent est ensuite déposé dans une banque locale pour financer des projets à Boqueron. L'association complète les contributions par le biais de tombolas et autres activités de collecte de fonds. Grupo Union a mobilisé des fonds pour une cafétéria d'école maternelle, une ambulance, achetée à New York et conduite sur les 5 000 km jusqu'à Boqueron, et un stade de baseball de 2 000 places.

Source : Belizaire. (n.d.).

ENCADRÉ 4.6 Volontariat en faveur de l'égalité des sexes en Amérique latine

Le taux de pauvreté en Amérique latine serait 10 fois supérieur aujourd'hui sans le travail volontaire des femmes, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes[47]. Pourtant, les contributions des femmes au développement restent largement invisibles dans les politiques et les budgets en Amérique latine. Au cours des cinq dernières années, un programme régional d'ONU-Femmes et du programme VNU s'est attelé à renforcer l'engagement volontaire des femmes par le biais de processus participatifs, accroissant leur implication dans le processus décisionnel local et leur impact sur celui-ci, et améliorant la responsabilisation locale, nationale et régionale.

En Bolivie, le programme a délivré des formations sur les droits et la citoyenneté active, la prise de décisions, la négociation et la responsabilisation. Cette action a considérablement habilité les femmes qui avaient jusque-là été exclues des processus décisionnels, leur permettant de participer à la préparation des budgets municipaux dans leurs communautés.

Par exemple, dans une municipalité de Tarija, les femmes ont formulé leurs propres propositions de projet et plaidé pour leur inclusion dans le budget municipal. Depuis, les autorités sont plus conscientes de l'importance de budgets qui tiennent compte des problèmes liés à la dimension de genre. Un accord a été signé pour garantir l'inclusion des propositions des femmes au budget municipal de 2012. « C'est un moment historique pour la municipalité. J'ai été très fière de voir que nos efforts volontaires ont été reconnus et ont donné des résultats en faveur de l'égalité des sexes », a déclaré l'une des femmes concernées.

Source : CEPAL. (2007).

Le volontariat contribue à poser de solides fondations pour la participation des citoyens à la gouvernance

Le volontariat contribue à poser de solides fondations pour la participation des citoyens à la gouvernance. Il encourage et entretient en chacun le sentiment de pouvoir exprimer son opinion et influencer les décisions qui ont un impact sur sa communauté. Cela peut se produire par le biais de voies formelles d'engagement public, comme les *wards* en Afrique du Sud, le développement des circonscriptions au Kenya et les *panchayats* en Inde, ou encore par le biais d'associations civiques et par la participation aux mouvements sociaux, par les démonstrations et l'activisme. Les preuves abondent que les associations fondées sur l'engagement volontaire servent de « pépinières » ou d'écoles de la démocratie. Elles transmettent aux citoyens des compétences civiques clés, qu'il s'agisse d'apprendre comment mener des actions collectives ou d'organiser et d'intervenir dans des réunions, de défendre des causes et de rédiger des lettres. Grâce à cette action, les problèmes locaux sont introduits dans la sphère politique tout en aidant les individus à assumer des responsabilités en tant que citoyens. De ce point de vue, le rôle des organisations de la société civile dépasse largement les fonctions habituelles de plaidoyer, d'observation et d'offre de services. La société civile fournit un espace permettant aux individus de participer à la vie politique et de contribuer, de manière utile, à la construction des fondements démocratiques de la société.

Dans le contexte de la décentralisation démocratique, rapprocher la source de pouvoir du peuple et de ses groupes volontaires au niveau local peut aider à engendrer un cadre politique dans lequel d'autres ressources peuvent être mobilisées. Dans les années 1960, par exemple, l'Ouganda a adopté un système décentralisé avec deux catégories de gouvernance locale. La première est la nomination par le gouvernement, fondée sur le mérite, pour les interventions de développement d'aspect technique ; la deuxième est l'élection de dirigeants élus localement par les adultes pour le conseil et l'encadrement politiques et la coordination des activités de développement locales. En ce qui concerne le contexte politique et celui du leadership, ainsi que leur effet sur l'accès aux services, les membres de la communauté ont observé qu'au niveau de l'utilisation des ressources, la décentralisation de l'autorité fiscale et administrative avait entraîné des améliorations de la qualité des services, notamment les routes et l'approvisionnement en eau[48].

CONCLUSIONS ET DISCUSSIONS

Le recours à l'approche axée sur les moyens d'existence durables pour examiner la participation des pauvres en revenu à l'action volontaire permet d'illustrer le large éventail de ressources à leur disposition, notamment leurs connaissances, leurs compétences et leurs réseaux. Cette approche souligne la nécessité de tenir pleinement compte de ces ressources dans les projets et programmes visant à réduire la pauvreté. Elles sont souvent mobilisées à travers une action collective fondée sur les valeurs de solidarité et de réciprocité inhérentes au volontariat. Ce sont des valeurs qui, comme nous le soutenons ailleurs dans ce rapport, doivent être promues et défendues. Les exemples donnés montrent clairement que les bénéfices de l'action volontaire sont nombreux : réduction de la vulnérabilité par l'entraide ; utilisation durable de la base de ressources ; accès à la santé et à l'éducation ; mobilisation de ressources financières innovantes ; et pouvoir transformateur de l'activisme politique. Ils signalement également une hausse du bien-être en termes d'estime de soi et de contrôle de sa vie.

Le volontariat dans les communautés locales peut être particulièrement habilitant lorsque les ressources sont regroupées et utilisées pour résoudre certains des problèmes de développement immédiats auxquels sont confrontés ceux qui vivent dans la pauvreté. Cependant, sortir les populations de la pauvreté exige des relations avec un monde extérieur solidaire. Un investissement est nécessaire pour assurer un environnement favorable à l'épanouissement du volontariat. Cela comprend le développement des capacités locales en général, et la formation en particulier, qui demande à son tour une connaissance solide des institutions locales et des dirigeants, des problèmes et des contraintes, y compris des intérêts concurrents.

Des stratégies sont nécessaires pour veiller à ce que les dirigeants et les structures locaux soient réceptifs aux besoins des pauvres en revenu, par exemple en veillant à la mise en place de mécanismes permettant d'accéder à l'information sur les programmes des collectivités locales. Les institutions locales, dont dépendent les initiatives en faveur des moyens d'existence des groupes de volontaires pour leurs finances et autres services, doivent être consolidées. La participation des citoyens ainsi que la supervision des autorités locales sont nécessaires pour garantir la transparence et la responsabilité. Des contraintes plus générales, comme la corruption et le clientélisme, les bureaucraties peu réceptives et les machines administratives incohérentes ont toutes un impact négatif sur les pauvres en revenu et les empêchent de profiter pleinement des possibilités d'amélioration des moyens d'existence. Le volontariat connaîtra son essor lorsque ces problèmes auront été abordés et résolus. Les avantages de l'action volontaire sont néanmoins clairs. Les initiatives qui font appel à l'esprit de coopération, de partage des charges et d'entraide sont de toute évidence plus susceptibles de réussir que celles dont ces vertus sont absentes.

5

CHAPITRE 5

Le volontariat comme élément moteur de l'inclusion sociale

Les États arabes viennent de nous montrer que les mouvements populaires étaient capables de forcer le changement politique. À ce succès doit maintenant faire suite le travail difficile et détaillé qui nous permettra de bâtir des sociétés, des économies et des systèmes de gouvernance plus participatifs.

Helen Clark (2011)

Le volontariat permet aux individus de jouer un rôle plus complet et plus enrichissant dans la vie de leur communauté et de leur société

QU'EST-CE QUE L'INCLUSION SOCIALE ?

Le concept d'inclusion sociale est né de préoccupations concernant la pauvreté, la marginalisation et d'autres formes de dénuement. Il place les individus au cœur du processus d'élaboration de politiques, avec pour objectif premier de les aider à améliorer leurs propres vies en leur permettant de saisir les chances qui s'ouvrent à eux. La Banque mondiale définit l'inclusion sociale comme un « processus qui garantit que les personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale obtiennent les possibilités et les ressources nécessaires pour participer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle, et qu'elles bénéficient d'un niveau de vie et de bien-être considéré comme normal pour la société dans laquelle ils vivent »[1].

L'inclusion sociale est un concept relatif ; l'exclusion est jugée en fonction de la situation de certains individus, groupes ou communautés par rapport à d'autres. Il s'agit également d'un concept normatif, qui met l'accent sur le droit des individus à participer à la vie de leur communauté. L'exclusion sociale est un processus qui repousse des individus, groupes ou communautés à la périphérie de la société. Elle les isole et les empêche de participer pleinement à la vie sociale du fait de leur pauvreté ou de leur état de santé, de leur manque d'éducation ou d'autres désavantages. Elle peut être due à la discrimination ou au résultat involontaire de certaines politiques. L'accès aux organes décisionnels est réduit et les individus concernés se sentent souvent dans l'incapacité d'influencer le cours de leur vie.

Le Sommet mondial pour le développement social de 1995, à Copenhague, affirmait que les politiques et les investissements les plus productifs sont ceux donnant aux individus les moyens de maximiser leurs capacités, leurs ressources et leurs opportunités. Il lançait un appel en faveur d'une « société pour tous, où chaque individu, avec ses droits et ses responsabilités, a un rôle actif à jouer »[2]. Cinq ans après Copenhague, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale à Genève, les gouvernements reconnaissaient le volontariat comme « un mécanisme supplémentaire de promotion de l'intégration sociale »[3]. Ils s'accordaient sur la nécessité de sensibiliser « l'opinion à la valeur du volontariat et aux possibilités qu'il ouvre » et de créer « un cadre favorable à la participation des particuliers et autres composantes de la société civile et qui incite le secteur privé à les soutenir »[4]. La reconnaissance du volontariat comme voie vers l'inclusion annonçait la transition de l'idée d'un rapport de « don » à sens unique, à savoir de celui qui donne à celui qui reçoit, à l'idée d'un rapport réciproque entre deux bénéficiaires de l'action.

Le sommet marquait un moment décisif du discours sur le volontariat. Ce chapitre s'intéresse aux avantages que le volontariat, de par son universalité et ses valeurs fondamentales, peut apporter aux individus victimes d'exclusion. Parmi eux, l'espace fourni par le volontariat permet aux individus de jouer un rôle plus complet et plus enrichissant dans la vie de leur communauté et de leur société. Le travail important du vaste éventail d'organisations et de programmes – dont un grand nombre emploient des volontaires – qui fournissent des services directs aux individus considérés comme exclus n'en est en

ENCADRÉ 5.1 Le volontariat est un comportement social

Une nouvelle notion du volontariat est en train de voir le jour ; celle du volontariat en tant que forme de comportement social plutôt que catégorie de personne : le « volontaire ». La relation réciproque qui sous-tend ce comportement semble présenter des avantages tant pour le volontaire que pour les « bénéficiaires ». Cette notion aura des implications importantes pour les politiques axées sur la promotion et le renforcement de diverses formes d'action volontaire. Son impact se fait déjà ressentir sur les débats concernant l'inclusion sociale, le volontariat étant considéré comme un moyen d'échapper à l'exclusion[5].

Source : UNDESA and UNV. (2007, November).

rien diminué. Nous tenons toutefois, dans ce rapport, à attirer l'attention sur les aspects du volontariat qui sont très souvent vécus mais dont on parle peu.

LES NIVEAUX D'INCLUSION SOCIALE

Au niveau de l'individu, l'action volontaire peut aider à surmonter les sentiments d'isolement personnel et la perte de confiance en soi. Les volontaires entrent en contact avec les autres, que ce soit face-à-face ou, de plus en plus, en ligne, dans des circonstances qui peuvent aider à renforcer les sentiments d'appartenance et de contribution[6]. Le volontariat réduit les tensions du quotidien et combat les sentiments de solitude. Les personnes exclues ressentent souvent un sentiment de honte et d'échec ; elles perdent l'espoir de pouvoir améliorer leur situation. Par le volontariat, les individus peuvent faire face aux causes sous-jacentes de l'exclusion sociale, notamment le manque de travail, d'éducation et de santé.

Le volontariat peut améliorer l'employabilité en développant les compétences professionnelles et sociales d'un individu[7]. Les contacts établis par le biais des réseaux sociaux formés à travers l'action volontaire peuvent aider à obtenir des références utiles, voire à trouver un emploi. Des personnes qui ont vécu dans la pauvreté et sans abri peuvent travailler avec d'autres personnes dans le besoin, ce qui leur permet d'améliorer leur propre sort[8]. Le volontariat dans les domaines du conseil et de l'accompagnement permet d'effectuer la transition d'une situation de bénéficiaire à celle de prestataire de service[9]. Les identités s'enrichissent au fur et à mesure que les individus prennent conscience de ce qu'ils peuvent apporter à leur communauté par le biais du volontariat[10]. La reconnaissance des contributions volontaires de chacun est un aspect important du sens d'appartenance.

Au niveau des communautés, lorsque des groupes ou la population tout entière sont victimes d'exclusion, le volontariat favorise un sentiment accru d'appartenance et de bien-être dans la communauté, qui aide à renforcer la résilience[11]. Dans les milieux ruraux, en particulier, les populations se mobilisent plus facilement à travers le volontariat pour gérer les ressources, minimiser l'impact des changements climatiques et créer des pratiques durables qui aboutiront à une meilleure qualité de vie communautaire[12]. De nombreuses

ENCADRÉ 5.2 Retraité et engagé

Rui Oliveira, retraité après 40 années dans les TIC (Technologies de l'information et de la communication), a créé un portail d'actualité pour l'ONG ghanéenne Volunteer Partnerships for West Africa (VPWA). Ce portail, qui diffuse des informations pour et sur les ONG en Afrique, compte 2 000 abonnés et attire 15 000 visiteurs chaque mois.

« Rui a créé le portail web NGO News Africa en 2009 et en est le webmestre depuis. Il a récemment remodelé le site pour y intégrer toute une série de fonctions incroyables ! Le contact avec Rui a été très agréable et enrichissant. Nous lui sommes reconnaissants de son investissement personnel au service des ONG en Afrique », déclare Portia Sey, chargée de l'action volontaire de VPWA.

Avec NGO News Africa, VPWA fournit un guichet unique où journalistes, donateurs, chercheurs, volontaires et autres intéressés du monde entier peuvent obtenir des informations sur le travail des ONG de part et d'autre de l'Afrique. Chaque jour, Rui publie de nouvelles informations provenant de volontaires en ligne qui jouent un rôle de correspondants pour différents pays africains. Il s'agit, entre autres, d'articles sur des questions de développement et de nouvelles des ONG, ainsi que des informations sur les possibilités de subvention ouvertes à ces organisations.

Rui, qui est originaire du Portugal, explique : « C'est en Guinée-Bissau que j'ai pris conscience de la situation des plus démunis et que mon désir d'aider s'est manifesté. Lorsque je suis parti à la retraite, quittant un travail que j'adorais dans les TIC, je me suis senti perdu et en situation de stress total. C'est alors qu'un ami africain m'a parlé du volontariat en ligne ». Il poursuit : « Ma vie a complètement changé depuis que j'ai commencé. Je me sens utile et le stress a presque disparu. Quand je vois que j'ai du temps libre, je vais consulter www.onlinevolunteering.org à la recherche d'une autre ONG qui a besoin d'aide ».

Source : UNV. (2010c).

communautés urbaines pauvres connaissent la dégradation urbaine, la criminalité et la fragmentation sociale. Le fait de vivre dans des environnements difficiles peut susciter un certain mépris vis-à-vis de l'ensemble de la communauté[13]. Les individus qui vivent dans ces communautés sont souvent volontaires dans des groupes et organisations locaux ; ils assurent des prestations de base et s'engagent dans l'activisme et les campagnes. Ce type d'action peut remettre en cause les idées courantes à l'extérieur de la communauté, notamment celles portant à croire que la population locale est passive ou encline à la violence. De telles façons de voir les choses freinent la progression vers l'inclusion.

Au niveau national ou mondial, le volontariat à travers les campagnes et l'activisme peut conduire à la modification des politiques pouvant faire obstacle à l'inclusion. Nous l'avons vu avec le mouvement très médiatisé pour les droits des femmes, mais aussi avec des campagnes moins retentissantes mais non moins efficaces, pour la reconnaissance du statut des populations autochtones et pour la fourniture d'équipements pour les personnes handicapées. En tant que véhicule pour favoriser, renforcer et soutenir la participation, le volontariat joue un rôle important dans la détermination des moyens de permettre à tous de façonner leur destin au-delà de leur milieu immédiat.

Le mouvement international ATD Fourth World (ATD Quart Monde) œuvre avec des volontaires sur le terrain pour améliorer le bien-être de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté. Ses volontaires se chargent également de défendre, au niveau national et mondial, les droits des populations les plus défavorisées dans divers domaines, dont la nutrition de l'enfant, la violence sexiste et l'inclusion sociale[14]. Des initiatives mondiales, comme la Campagne internationale pour interdire les mines, la campagne du Mouvement international des femmes et l'Appel mondial contre la pauvreté, se sont toutes appuyées sur le désir des individus de s'investir en tant que volontaires pour défendre des causes qu'ils ont personnellement à cœur. Outre la mobilisation de soutien public et l'impulsion donnée au changement, ces initiatives fondées sur le volontariat ont permis à des individus des quatre coins du monde de partager leurs idées et leurs aspirations et, par leur participation, d'appartenir à un monde davantage ouvert à tous.

ENCADRÉ 5.3 Aide traditionnelle au Brésil – le *mutirão*

Au Brésil, le *mutirão* est un système traditionnel d'entraide en période de récoltes, qui a vu le jour dans les zones rurales. L'Union nationale pour le logement populaire (União Nacional por Moradia Popular) a appliqué le terme à la construction et à la gestion collectives de logements communautaires. Par leur travail collectif dans le cadre du *mutirão*, les participants acquièrent de nouvelles compétences techniques, mais apprennent aussi à mieux se connaître les uns et les autres. Ils sont informés sur leurs droits et d'autres sujets.

« Grâce au *mutirão*, j'ai trouvé mon identité et j'ai pu obtenir ce dont j'avais besoin, qu'il s'agisse de transport ou de santé ! […] J'ai fait une multitude de nouvelles connaissances. J'ai découvert qu'un grand nombre de personnes tenaient vraiment à aider ceux qui se débattent au quotidien. Avant, ma vie était très limitée. Je ne savais pas ce qu'était une communauté, ce qu'était un mouvement. Je ne savais rien de la politique. Ici, j'ai commencé à comprendre mes droits. Pour moi, ça a été une vraie révélation ». Christian Leray, membre.

Sources : União Nacional por Moradia Popular. (n.d.); Leray. (n.d.).

INCLUSION SOCIALE DES GROUPES PAR LE VOLONTARIAT

L'impact des dimensions économique, politique et sociale de l'exclusion sur les groupes défavorisés se manifeste de plusieurs façons. Dans cette section, quelques groupes de la société sont mis en relief, notamment les femmes et les jeunes. Il s'agit d'illustrer les principaux aspects de l'exclusion auxquels sont confrontés des groupes spécifiques et comment le volontariat ouvre une voie vers l'inclusion.

ENCADRÉ 5.4 Participation politique des populations autochtones

Le volontariat sous forme d'activisme social peut aider à influencer la prise de décision, les politiques nationales et la représentation. Au cours des 20 dernières années, d'importants progrès ont été réalisés au Mexique en matière d'amélioration de la représentation des populations autochtones, soit 15,7 millions d'individus ou 13 pourcent de la population totale du pays. Bien que les peuples autochtones représentent 40 pourcent ou plus des habitants dans plus de 30 pourcent des municipalités mexicaines, ils sont représentés par seulement huit des 500 membres de la Chambres des députés.

Selon le récent rapport du PNUD sur le développement humain consacré aux peuples autochtones du Mexique, le multiculturalisme peut entraîner un plus grand développement humain s'il s'accompagne d'une participation politique élargie, du niveau local au niveau national.

« Dans nos communautés, nous n'élisons pas quelqu'un pour le plaisir de voter ; pour atteindre une certaine position, il faut commencer sur le terrain pour permettre à la communauté d'apprendre à vous connaître », explique Marcelino Nicolás, membre de l'association civile Servicios al Pueblo Mixe. Les groupes de la société civile jouent un rôle important en ce qu'ils articulent les idées nouvelles et les portent à l'attention du grand public. Ils arrivent également, en fin de compte, à influencer la prise de décision. C'est en partie grâce à de telles initiatives que le Mexique, pendant la première moitié des années 1990, a entamé plusieurs réformes législatives et institutionnelles reconnaissant les droits des peuples autochtones.

Depuis quatre ans, le PNUD soutient les organes électoraux mexicains dans la promotion de la participation politique et électorale des peuples autochtones.

Sources : CDI. (2010) ; CIVICUS, the International Association for Volunteer Effort (IAVE) & United Nations Volunteers (UNV). (2008) ; Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (UNDP) & Organización de los Estados Americanos (OAS). (2010).

Les femmes

De par le monde, plus de femmes que d'hommes vivent dans la pauvreté[15]. Dans de nombreux pays, le manque d'accès des femmes à l'éducation et aux soins de santé est un problème persistant[16]. Dans certaines régions, les femmes continuent de se battre pour accéder au droit de vote et au droit de propriété. Dans ce contexte, il est surprenant de constater que l'impact du volontariat sur la vie des femmes est rarement examiné, surtout si l'on considère l'ampleur des recherches consacrées au mouvement pour les droits des femmes. C'est pourtant grâce à l'investissement personnel volontaire d'un très grand nombre de femmes et d'hommes que ce mouvement pour les droits des femmes a tant accompli. Comme nous l'avons vu au Chapitre 1, nous reconnaissons que l'action volontaire peut renforcer les rôles sexospécifiques existants. On constate cependant aussi que, par le volontariat, les femmes remettent en question leur place traditionnelle dans la société et sont davantage habilitées.

En Inde, le volontariat dans les mouvements sociaux a permis d'aborder les problèmes sociopolitiques qui affectent la vie des femmes[17]. À travers des projets de volontariat pour la construction d'abris institutionnels destinés aux filles abandonnées et maltraitées, les femmes ont tissé entre elles des liens de solidarité et abordé le problème de la violence sexiste. Elles ont créé des réseaux sociaux et généré des ressources qui protègent les membres maltraités et oubliés de la société. Ce travail, qui a permis de mieux faire connaître les femmes et d'élever certaines à des rôles de dirigeantes, influence actuellement les politiques qui les concernent. Lorsque des activistes volontaires transmettent des informations sur ce type d'initiatives, le public

Par le volontariat, les femmes remettent en question leur place traditionnelle dans la société

prend davantage conscience de l'importance des problèmes[18]. Les femmes d'Amérique latine ont pu influencer les politiques liées à l'égalité des sexes par leur travail volontaire dans le cadre d'un programme d'allocation de ressources budgétaires aux activités favorisant l'égalité des sexes.

Dans les États arabes, le volontariat est depuis longtemps perçu comme un concept venu de l'Occident, fondé sur les modèles de prestation de services à titre volontaire sous forme d'apport d'aide par le biais d'organisations formelles[19]. La réalité est très différente, comme l'ont montré les récentes évolutions dans la région. En fait, « volontariat » et « société civile » ne sont que des noms nouveaux donnés à de très anciennes traditions. L'activisme social est depuis longtemps ancré dans certaines associations, dont les conseils consultatifs musulmans et les organisations séculaires parallèles vouées à la lutte contre la pauvreté et le sous-développement[20].

Les femmes ont joué un rôle majeur dans les manifestations tunisiennes qui ont déclenché le Printemps arabe au début de 2011, manifestant souvent le long de l'Avenue Bourguiba à Tunis suivies de leurs maris et de leurs enfants. Au Yémen, des colonnes de femmes voilées se sont déversées dans Sana'a et Taiz pour affirmer leur droit de participer, aux côtés des hommes, aux manifestations pacifiques exigeant un changement de régime[21]. Elles ont utilisé tous les moyens d'expression à leur disposition pour plaider en faveur d'un changement politique et social : le bouche à oreille, les journaux, Internet et les médias sociaux. Le pouvoir de l'activisme féminin n'a pas seulement joué un rôle majeur dans l'avènement du changement, il a aussi réussi à dissiper les stéréotypes sur la passivité des femmes arabes.

Le volontariat des femmes dans leurs communautés se présente sous de nombreuses formes informelles. Dans les zones rurales, et plus particulièrement là où les niveaux de pauvreté sont élevés, le volontariat est un moyen pour les femmes de lutter contre la pauvreté et de contribuer à l'économie[22]. Elles ont plus de chances de parvenir à l'inclusion lorsqu'elles s'organisent en groupes fonctionnels qui se préoccupent des problèmes sociaux et politiques au sein de

ENCADRÉ 5.5 Conseil pastoral des femmes masaï

Le conseil pastoral des femmes (Pastoral Women's Council - PWC) est une organisation communautaire de femmes fondée en 1997 en Tanzanie en vue de résoudre le problème de la pauvreté et de la marginalisation des femmes et des enfants masaï. Par le biais de son important réseau de volontaires, le conseil a eu un impact considérable dans trois grands domaines problématiques pour les femmes masaï : l'éducation et l'égalité des sexes, l'indépendance financière et les droits de propriété et la participation au processus politique.

Le groupe d'action féminin d'Olosirwa en est un exemple, créé en 2002 avec 25 membres et un prêt d'un million de shillings tanzaniens du PWC. La moitié des membres du groupe enregistrait les plus faibles revenus du village. Elles ont commencé par acheter du bétail en Tanzanie pour le vendre au marché le plus proche, à Posimoro (Kenya). Avec les bénéfices ainsi réalisés, elles ont construit de meilleures habitations pour les femmes les plus démunies du groupe et ont bâti 16 maisons pour d'autres membres. Le groupe cultive du maïs et des haricots, vend du sucre, du thé et des perles, et aide ses membres à acheter des vaches laitières. Il participe également à l'action de sensibilisation au VIH/sida à travers des chansons masaï et gère un programme d'éducation pour adultes et d'écoles maternelles. Le groupe d'action féminin d'Olosirwa compte actuellement 49 membres. Ensemble, elles possèdent 45 chèvres, 4 vaches et 51 fermes.

Sources : Ngoitiko. (2008) ; T. Oleyaile, [Coordinatrice adjointe, Pastoral Women Council of Tanzania], Communication personnelle. (14 juillet 2011).

leurs sociétés et soutiennent les initiatives en faveur de l'émancipation économique. La tâche n'est pas facile lorsque les niveaux d'éducation et d'alphabétisme sont minimes. Néanmoins, les organisations de volontaires locales créées et gérées par des femmes sont présentes dans tout le monde en développement[23].

Les jeunes

Selon le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde 2007[24], le nombre de jeunes de 12 à 24 ans devrait augmenter et atteindre 1,5 milliard en 2035. Les jeunes représentent un potentiel énorme de développement, qui doit être exploité sans tarder afin d'ouvrir les portes à toutes formes de participation de ce segment de la population, y compris le volontariat. Les jeunes ne devraient pas être considérés comme les bénéficiaires passifs de ressources ou la cause des maux de la société. Ils devraient plutôt être reconnus comme des contributeurs importants au développement de leurs pays. Cependant, à l'heure où l'économie mondiale et les institutions politiques et sociales connaissent des changements radicaux, les jeunes se trouvent confrontés à d'énormes contraintes en raison de leur manque de capacité et leurs chances limitées de participation. Les jeunes font en effet partie des groupes les plus menacés d'exclusion sociale caractérisée par le chômage, la pauvreté, la criminalité et l'usage de drogue[25]. La criminalité juvénile dans les pays en développement est en hausse, constat illustré par une augmentation de 30 pourcent entre 1995 et 2005[26]. Une autre hausse est observée, à savoir celle de la participation des jeunes aux conflits armés, notamment par le recrutement dans des bandes et des organisations rebelles. Si l'exclusion sociale n'a rien d'un fait nouveau en ce qui concerne les jeunes, la récente récession a donné lieu à une crise qui touche plus particulièrement la jeune génération.

L'emploi est un thème fondamental de tout débat sur l'inclusion des jeunes. À cet égard, le volontariat donne aux jeunes un moyen d'améliorer leurs perspectives d'emploi en consolidant leurs compétences professionnelles. Les données empiriques abondent pour montrer comment le volontariat peut jouer un rôle utile dans la transition de l'école à l'emploi rémunéré, tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Une enquête menée au Royaume-Uni constatait que 88 pourcent des répondants au chômage voyaient en leur travail volontaire un moyen d'accéder à un emploi[27]. Les recherches sur la mesure dans laquelle le volontariat renforce les compétences professionnelles doivent être considérablement élargies afin de pouvoir éclairer les politiques par des preuves empiriques solides. Une enquête menée par le Quotidien de la jeunesse chinoise auprès de 1 044 employeurs montrait que plus de 60 pourcent d'entre eux préfèrent un candidat justifiant d'une expérience de volontariat au fin fond de la Chine orientale. Les employeurs disaient que les qualités qu'ils recherchaient chez leurs employés étaient l'investissement personnel, l'intégrité et les bonnes compétences en matière de communication démontrés par le fait d'être volontaire. La grande majorité des employeurs qui avaient embauché d'anciens volontaires disaient être satisfaits de leur performance[28].

Le volontariat donne aux jeunes un moyen d'améliorer leurs perspectives d'emploi

Il est toutefois essentiel que le volontariat ne soit pas considéré uniquement comme une préparation à l'emploi. Les jeunes eux-mêmes parlent habituellement des aspects importants de l'investissement personnel, pour aider les autres, changer des choses qui comptent pour eux, acquérir de nouvelles expériences, faire de nouvelles rencontres et s'amuser. Le volontariat s'accompagne en outre d'avantages plus généraux pour les individus et la société, en termes de santé, de bien-être et d'engagement communautaire. Des études empiriques soutiennent l'idée que les jeunes qui participent au volontariat ont tendance à développer des comportements sociaux positifs, qui atténuent la délinquance[29]. Le volontariat constitue une

partie importante de la transition à l'âge adulte et à la responsabilité[30]. Il s'impose en moyen utile d'exposer les jeunes à la citoyenneté active.

De plus en plus, les pays en développement introduisent les jeunes au volontariat par le biais du système éducatif. L'apprentissage du service a connu une croissance rapide en Amérique du Sud au cours des quelques dernières décennies. Dans certains pays, comme le Venezuela, le service a été introduit dans l'enseignement secondaire[31]. Il ne s'agit pas ici de volontariat dans le sens d'un choix libre. Cependant, l'exposition au service civique à un jeune âge peut aboutir à l'engagement volontaire plus tard. Pour un grand nombre de jeunes, le volontariat est une première expérience d'un cadre professionnel. Il les aide à se former des attitudes et des opinions par rapport au travail et les expose aux bénéfices qu'ils peuvent transmettre à d'autres à travers le volontariat[32]. D'autres bénéfices peuvent être tirés de l'établissement de rapports avec d'autres volontaires, de la formation de réseaux d'adultes et du développement de rapports avec les bénéficiaires du fruit de leurs efforts[33]. Ces relations sociales facilitent toutes une plus grande inclusion. En Amérique latine, le chômage des jeunes est de l'ordre de 22 pourcent et atteint jusqu'à 40 pourcent dans certains pays[34]. Dans la région, le volontariat sous forme de service civique des jeunes est considéré comme faisant double usage : il contribue au développement tout en préparant les jeunes à l'emploi[35].

En ce qui concerne les jeunes, deux axes de réflexion s'imposent, à savoir d'une part le type de société dans lequel ils évolueront en devenant adultes, avec toutes les responsabilités que cela implique et, de l'autre, les obstacles qu'ils risquent de rencontrer en raison de leur religion, de leur ethnicité ou d'autres stéréotypes généraux. C'est à ce niveau-là que le volontariat, avec ses valeurs fondamentales de réciprocité et de respect, peut jouer un rôle important. Le volontariat met en valeur la participation active à la société. Comme nous l'avons observé au Chapitre 3, de nouveaux types d'action volontaire sont en train de voir le jour, élargissant les possibilités de participation. L'éducation peut jouer un rôle important dans la transmission des attitudes civiques. À un niveau plus général, les médias, les gouvernements et les organisations qui emploient des volontaires ont tous une influence importante sur la vie des jeunes. Il convient d'encourager la

ENCADRÉ 5.6 Amélioration de l'employabilité des jeunes en Bosnie-Herzégovine

Des élèves et étudiants de Banja Luka, en Bosnie-Herzégovine, améliorent leur employabilité future par le biais d'un programme de volontariat social. Environ 300 élèves de cycle secondaire et dix étudiants universitaires participent chaque année à un programme organisé par le Centre de communication de la jeunesse (OKC, Omladinski Komunikativni Centar). Les volontaires dissipent les stéréotypes et les préjudices parmi les élèves et étudiants en organisant des activités de loisirs pour les enfants et jeunes en difficultés d'apprentissage, les orphelins et les jeunes sans encadrement parental, les personnes âgées et les jeunes handicapés moteur.

Tanja Grujic, volontaire au centre Zaštiti Me (Protège-moi) pour enfants en retard d'apprentissage, déclare : « Je me suis toujours demandé comment je pourrais aider les autres. Quand j'ai commencé mes études, j'envisageais principalement d'aider des enfants. J'ai contacté l'OKC et découvert qu'ils prévoyaient de commencer à recruter des volontaires au centre Zaštiti Me. Puisque la création et la couture sont mes passe-temps préférés, j'ai décidé de monter un atelier de couture avec les enfants du centre ». Tanja ajoute avec fierté : « J'ai le sentiment que les heures que je passe avec ces enfants me sont utiles. Cette expérience me permet de m'épanouir en tant qu'individu. Elle me fait profiter de la vie et enrichit mes connaissances et mon expérience ».

Diriger des ateliers de création, organiser des excursions et animer des jeux produit un autre impact sur les élèves et étudiants : ils développent des compétences personnelles et sociales qui viennent compléter les connaissances théoriques acquises pendant leurs études. Grâce à ces compétences pratiques, ils deviennent plus compétitifs sur le marché du travail.

Source : J. Jevdjic, [directeur exécutif, OKC], Communication personnelle. (13-27 juillet 2011).

communication des contributions positives des jeunes, y compris par les jeunes eux-mêmes. Les gouvernements ont besoin de favoriser un climat dans lequel les besoins et les intérêts des jeunes sont entièrement respectés et de veiller à ce que l'infrastructure soit en place. Les organisations qui emploient des volontaires devraient employer des jeunes de manière proactive. Des sociétés saines ont besoin de jeunes qui soient actifs dans les communautés. L'action volontaire peut être une voie très efficace vers cette participation.

Les personnes âgées

De tous temps, les personnes âgées ont contribué activement à leurs sociétés. Les peuples autochtones, en particulier, reconnaissent depuis longtemps la contribution utile des aînés à la perpétuation et à l'enrichissement de la société. Les tendances du vieillissement dans de nombreuses parties du monde contribuent à la prise de conscience des dimensions sociales de ce phénomène. La première Assemblée mondiale des Nations Unies sur le vieillissement, qui s'est tenue en 1982 à Vienne, et les conférences qui ont suivi, ont abouti à l'adoption de plans d'action mondiaux, régionaux et nationaux reconnaissant le rôle du volontariat dans le vieillissement actif. Vingt ans après Vienne, la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, à Madrid, soulignait dans sa première recommandation qu'une société pour tous devrait donner aux personnes âgées la possibilité de continuer à contribuer. Ces contributions dépassent les activités économiques pour inclure les activités volontaires dans la communauté. Elles doivent être reconnues comme contribuant à la croissance et au maintien du bien-être.

La contribution des personnes âgées à la société par le volontariat est immense. Le volontariat lui-même peut être un atout précieux pour aider les personnes âgées à rester actives et à continuer de s'investir. Cette observation est importante au regard du fait que les recherches, principalement dans les pays développés, indiquent que les personnes âgées sont particulièrement susceptibles d'exclusion. Ceux qui ont quitté le marché du travail et ceux qui manquent d'encadrement familial sont les plus touchés[36].

Les données de l'enquête SHARE sur le vieillissement et la retraite en Europe (Survey of Health, Ageing and Retirement) confirment que les personnes âgées menacées d'exclusion sociale participent moins aux activités volontaires, mais que le volontariat peut avoir un impact important sur leur vie[37]. Des études ont constaté que le volontariat pendant la vieillesse pouvait contribuer à réduire le risque d'exclusion sociale. Outre les problèmes de santé liés à l'âge, les personnes âgées souffrent souvent de restrictions de mobilité ou d'isolement. Le volontariat peut donner lieu non seulement à des niveaux d'activité supérieurs mais aussi à une meilleure intégration et une meilleure inclusion dans la société[38]. Ces constats sont appuyés par la déclaration contenue dans le Guide de mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, qui souligne l'importance de la « participation des personnes âgées dans la vie sociale et culturelle générale des pays, dans la lutte contre les stéréotypes et les pratiques d'exclusion »[39]. Le volontariat est un véhicule universel pour ce type de participation.

Le volontariat peut être un atout précieux pour aider les personnes âgées à rester actives et à continuer de s'investir

Les personnes handicapées

L'inclusion sociale nécessite que tous les membres des sociétés se sentent capables d'apporter une contribution appréciable[40]. Les personnes handicapées sont souvent confrontées à l'exclusion sociale fondée sur des malentendus et des préjugés qui les définissent par leur handicap et non pas par les contributions qu'elles peuvent apporter. Comme d'autres groupes exclus, elles sont souvent perçues comme des bénéficiaires passifs des actions de volontaires plutôt que des volontaires actifs elles-mêmes. L'idée du volontariat comme un acte caritatif ou de « don », dominante dans le monde développé,

renforce cette attitude. Le volontariat a également un problème d'image ; en effet, un grand nombre de personnes s'excluent elles-mêmes de l'action volontaire en raison de leur handicap[41].

Ainsi, les personnes handicapées sont moins susceptibles de s'investir dans l'action volontaire. Au Royaume-Uni, par exemple, 32 pourcent seulement des adultes handicapés étaient volontaires auprès d'organisations en 2008, par rapport à 41 pourcent pour le reste de la population adulte. Ce chiffre est dû à divers facteurs, dont le manque d'équipements spéciaux, l'inadéquation des locaux, les frais de déplacement supplémentaires et le besoin d'encadrement[42]. Un participant à une étude a suggéré, concernant le problème d'image, que les recherches envisagent l'utilisation du terme « activistes » pour désigner les volontaires handicapés, car ils « cherchent à s'éloigner de l'image passive traditionnelle des personnes handicapées comme bénéficiaires du volontariat pour se rapprocher d'une image beaucoup plus proactive, liée à l'activisme »[43].

Un exemple de ce rôle d'activiste s'est manifesté lors du séisme et du tsunami qui ont frappé le Japon en mars 2011. Dans de nombreux cas, les personnes handicapées évitaient de se rendre aux centres d'évacuation désignés, sachant qu'elles n'y recevraient pas l'encadrement dont elles avaient spécifiquement besoin. Au nombre des volontaires qui se sont rendus de porte à porte pour identifier et évaluer les besoins se trouvaient des personnes handicapées de la Fondation YUME-YAZA. Créée au lendemain du séisme de Hanshin-Awaji en 1996, la Fondation a pour vocation de venir en aide aux personnes handicapées touchées par des catastrophes naturelles. Ces volontaires ont non seulement permis aux personnes handicapées des zones touchées d'exprimer leurs besoins immédiats, ils ont aussi communiqué leur désir, et leur capacité, de vivre dans leurs propres communautés plutôt qu'en institution spécialisée[44].

ENCADRÉ 5.7 En fauteuil roulant et volontaires

Le volontariat peut transformer les volontaires, leur donner une plus grande assurance, un sentiment profond d'accomplissement personnel et de nouvelles aspirations professionnelles. Ainsi motivés, les volontaires handicapés aident à dissiper les stéréotypes et à changer les impressions de ce que les personnes handicapées peuvent et ne peuvent pas faire.

Shannon Coe, citoyenne américaine, a été volontaire au sein du Corps de la paix au Paraguay. Là-bas, les personnes handicapées ont tendance à rester chez elles. Shannon raconte : « Quand je me déplaçais dans mon fauteuil roulant, les gens de ma communauté me fixaient du regard avec curiosité. La plupart n'avaient probablement jamais vu une femme indépendante en fauteuil roulant. Chaque fois que j'entendais dire « *qué guapa* » (Eh vous êtes super !) quand je me rendais seule à mon travail, je savais que j'avais changé la façon de penser de quelqu'un ».

Comme Shannon, les personnes handicapées apportent des contributions importantes en tant que volontaires internationaux ; elles ont pourtant toujours été sous-représentées dans les programmes de volontariat à l'étranger. Ces programmes se concentrent souvent sur les services aux handicapés au lieu d'engager des volontaires handicapés comme leaders et contributeurs. Les personnes handicapées ont le même désir de contribuer et d'acquérir des compétences que leurs pairs non handicapés. Avec de simples aménagements, un certain degré de créativité et une attitude positive, tout programme de volontariat international peut être rendu accessible aux volontaires atteints de tous types de handicaps.

Source : Scheib & Gray. (2010).

Les migrants

Les migrants sont confrontés à des difficultés particulières en ce qui concerne l'exclusion. Dans de nombreux cas, ils doivent surmonter des obstacles de langue et se familiariser avec les usages locaux. Le volontariat peut leur offrir des chances de pratiquer la langue et de créer des réseaux sociaux qui pourront aboutir à une plus grande inclusion. Les minorités raciales et ethniques participent moins aux activités volontaires formelles[45]. Dans les communautés rurales d'immigrants, par contre, les niveaux de volontariat de type informel sont élevés. Il s'agit notamment

du volontariat dans les écoles, dans les programmes d'apprentissage d'une deuxième langue et auprès d'organisations avec pour vocation d'aider les immigrants à s'intégrer dans la société[46].

Le potentiel de volontariat des migrants pour leurs propres communautés dépasse les frontières. Le concept de « co-développement » est relativement nouveau. Il s'applique aux initiatives de développement entreprises par des migrants vivant dans les pays développés pour aider leurs communautés d'origine. Le co-développement est un moyen permettant aux migrants de partager les avantages dont ils bénéficient dans leurs pays d'accueil et de continuer de participer à la vie civique de leurs communautés, dans leurs pays d'origine. L'Asociación Sociocultural y de Cooperación al Desarrollo por Colombia e Iberoamérica (ACULCO) en est un exemple. Il s'agit d'une ONG fondée sur le volontariat, créée en 1992 par des immigrants colombiens en Espagne. Elle œuvre en faveur de l'intégration des Colombiens dans la société espagnole et soutient des initiatives de développement dans la communauté en Colombie[47].

Les personnes vivant avec le VIH/sida

Même si les cas de décès dus au VIH/sida ont chuté au cours des dernières années, le nombre estimé de personnes infectées à l'échelle mondiale n'en est pas moins supérieur à 33 millions, selon le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)[48]. Les malentendus sur la maladie abondent, discréditant les personnes infectées. Le volontariat parmi les patients atteints de VIH/sida, ainsi que le volontariat par des personnes séropositives, aident à mieux comprendre la maladie et les personnes infectées. Près de 75 pourcent des personnes touchées par le VIH/sida vivent en Afrique subsaharienne. Une grande partie du soutien aux patients et aux familles provient des services de soin à domicile assurés par des volontaires[49]. Le volontariat est un moyen par lequel les personnes séropositives peuvent lutter contre le mépris suscité par le VIH/sida, gagner en assurance et améliorer leur bien-être[50].

L'idée de faire fond sur les expériences personnelles de personnes vivant avec le sida pour élaborer une réponse à l'épidémie a été officiellement adoptée en tant que principe lors du Sommet de Paris sur le sida en 1994. Quelque 42 pays ont déclaré qu'une participation accrue des personnes vivant avec le VIH et le sida (GIPA) constituait une réponse nationale éthique et efficace à l'épidémie. Les

ENCADRÉ 5.8 Le volontariat des immigrants : Nouvelle-Zélande

Le Change Makers Refugee Forum de Wellington est une ONG qui aide les communautés de réfugiés à participer pleinement à la vie en Nouvelle-Zélande. Dans le cadre d'une initiative de l'ONG, environ 50 volontaires ont réalisé un DVD et un kit de ressources pour aider les familles d'origine afghane, assyrienne, birmane, colombienne, érythréenne, éthiopienne, irakienne, oromo, sierra-léonaise, somalienne, soudanaise, rwandaise, ougandaise et zimbabwéenne.

Le kit de ressources « Strong Families, Strong Children » (Familles fortes, Enfants forts) a été réalisé en six mois. La première phase, pendant la réinstallation des immigrants assyriens, érythréens, éthiopiens, somaliens et soudanais, s'est composée d'ateliers consacrés à la famille et à l'identité. La deuxième phase concernait les valeurs familiales et les sources possibles de conflit. Pendant la troisième phase, des volontaires et des acteurs professionnels ont réalisé le DVD mettant en scène des communautés de réfugiés confrontées à des situations de tous les jours. Pour les participants, il s'agissait d'une chance d'explorer comment aborder le fossé des générations, les différences culturelles et les pressions sur les familles, et comment élever des enfants dans un nouveau pays sans le soutien familial auquel ils sont habitués.

Selon les volontaires : « Notre objectif est de souligner le fait que s'installer dans un nouveau pays représente une énorme transition culturelle. Quand des réfugiés arrivent en Nouvelle-Zélande, ils n'ont que six semaines d'orientation […] mais il faut toute une vie pour s'adapter à la nouvelle culture ».

Sources : Change Makers Refugee Forum. (n.d.) ; Johnstone, Communication personnelle. (16-22 juillet 2011).

groupes de solidarité communautaire faisant intervenir des personnes séropositives font de plus en plus partie des programmes VIH dans de nombreux pays. Une grande partie des soins destinés aux personnes vivant avec le VIH et le sida a lieu à domicile et est assurée par des parents, des amis et des membres de la communauté. Ces derniers comprennent des groupes de solidarité et des ONG.

CONCLUSIONS ET DISCUSSIONS

Le volontariat peut aider à échapper à l'exclusion de nombreuses façons. Pour les individus, l'action volontaire peut aboutir à une plus grande confiance en soi. Il peut aider à développer diverses compétences, professionnelles et autres, et faciliter la formation de réseaux. Tous ces aspects contribuent au sentiment de bien-être. Au niveau communautaire, le volontariat peut entraîner une plus grande cohésion par le développement de la confiance et la réduction des conflits. Plus généralement, au sein de la société, une plus grande inclusion à travers le volontariat s'accompagne de gains économiques et aide à développer des nations fortes et cohésives.

Le volontariat sera davantage intégré dans le discours sur l'inclusion sociale lorsque les paramètres généraux du volontariat seront mieux reconnus, comme nous l'avons vu au Chapitre 1. La littérature sur le volontariat et l'inclusion est principalement axée sur l'action volontaire au sein d'organisations formelles. Elle devrait, certes, être encouragée, mais le volontariat par les groupes exclus a généralement lieu dans un contexte informel. La définition plus inclusive adoptée par la communauté internationale, reflétant toutes les formes d'action volontaire, devrait permettre de mettre en relief le rôle du volontariat.

Les possibilités sont nombreuses. Par exemple, les gouvernements peuvent inclure le volontariat dans les politiques traitant de l'inclusion, qui englobent à la fois les types formels, organisés et informels de volontariat.

ENCADRÉ 5.9 Un discours positif sur le VIH : la Chine

« Je dis toujours, le sourire aux lèvres : le VIH est un virus, pas un péché ! Nous vivons avec le VIH et nous pouvons encore contribuer à la société », déclare Xiaofeng, qui a contracté le VIH par transfusion sanguine. Lorsque sa maladie a été annoncée, il s'est trouvé confronté à l'humiliation et à la discrimination, mais a décidé de s'exprimer.

En dépit des règlements interdisant la discrimination institutionnelle contre les personnes vivant avec le VIH, des obstacles persistent en Chine. La peur de la honte empêche souvent les individus d'accéder à des services et de révéler leur séropositivité à leurs proches. Le projet « Positive Talks » (« Entretiens positifs ») a été lancé par Marie Stopes International China, une organisation à but non lucratif consacrée à la planification familiale et à la santé procréative, en 2007, avec le soutien du PNUD et de l'ONUSIDA, et en consultation avec le Centre national pour le contrôle et la prévention du sida et des MST et l'Association chinoise pour le contrôle et la prévention des MST et du sida. Plus de 40 personnes vivant avec le VIH, de toutes les régions de la Chine, ont été formées comme orateurs et animateurs de formation. Par la suite, les orateurs du projet « Entretiens positifs » ont organisé des séances de formation pour les ministères, les entreprises du secteur privé, les universités, les médias, les ONG et les habitants des régions rurales. En juin 2008, cinq orateurs du projet « Entretiens positifs » se sont chargés de sensibiliser 7 500 volontaires des Jeux Olympiques de Beijing au VIH. Par leur action, les orateurs du projet « Entretiens positifs » ont entraîné des changements d'attitudes positifs et réduit la discrimination vis-à-vis des personnes vivant avec le VIH.

Sources : Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS). (2010b, March 6) ; Luo Nan, [Chef du projet « Entretiens positifs »], Communication personnelle. (15 juillet 2011).

Les micro-politiques de volontariat et les macro-politiques de lutte contre l'exclusion sociale doivent œuvrer de concert. Par exemple, la législation sur l'accès au travail pourrait être étendue de manière à inclure le volontariat, tout comme pourrait l'être la législation contre la discrimination. L'inclusion repose sur la reconnaissance des capacités, et non pas des handicaps, des individus. Elle nécessite une approche ouverte et flexible. Les gouvernements, les organisations de la société civile et le secteur privé sont tous capables de cibler de manière proactive les groupes exclus, ainsi que d'autres segments de la société, afin de les impliquer dans l'action volontaire. Si cela se produisait et que des sociétés plus ouvertes à tous en émergeaient, un immense pas en avant aura été fait pour s'assurer que la population tout entière profite des avantages multiples du volontariat.

Une plus grande inclusion à travers le volontariat s'accompagne de gains économiques et aide à développer des nations fortes et cohésives

CHAPITRE 6

Volontariat, cohésion et gestion des conflits

Le volontariat est une source de force communautaire, de résistance, de solidarité et de cohésion sociale. Il peut entraîner des changements sociaux positifs en favorisant le respect de la diversité, l'égalité et la participation de tous. Il s'agit d'un des atouts les plus importants de la société.

Ban Ki-moon (décembre 2009).

INTRODUCTION

Ce chapitre s'intéresse aux liens entre volontariat et cohésion sociale dans les situations de conflit violent. Selon le *Rapport sur le développement dans le monde 2011 : conflits, sécurité et développement*, 1,5 milliard d'êtres humains vivent dans des pays touchés par la violence politique, la criminalité organisée, des taux d'homicides exceptionnellement élevés ou des conflits de faible intensité. Le conflit violent est aujourd'hui considéré comme un obstacle majeur au développement en ce qu'il décourage l'investissement, limite l'accès à l'emploi et aux chances d'éducation, épuise les ressources publiques et menace la gouvernance. Il érode la cohésion sociale et devient progressivement la principale cause de la pauvreté[1]. La violence physique directe fait partie du quotidien « normal »[2] de nombreux êtres humains.

Les interventions volontaires aident à prévenir les tensions, à en atténuer l'impact lorsqu'elles tournent à la violence et à conforter le rétablissement lorsque les tensions se calment

Le conflit est plus ou moins normal dans une société pluriethnique ou multiconfessionnelle ; il a davantage tendance à se manifester ouvertement dans les sociétés démocratiques. La question fondamentale qui se pose est celle de la manière dont le conflit est géré, que ce soit par le biais des institutions et des normes sociales ou par la violence. La violence se présente sous plusieurs formes, dont la criminalité organisée ou individuelle et la violence contre les femmes. Nous nous intéressons ici au conflit violent armé. Le vingt-et-unième siècle marque une rupture avec le passé, suite au déclin rapide des guerres interétatiques, remplacées par des dissensions au sein des nations, sous forme de conflits aux niveaux communautaire et national. Dans un tel contexte, les possibilités de contribution des individus sont multiples. Par l'action volontaire, ils peuvent apaiser les tensions susceptibles d'entraîner des conflits violents, participer à l'effort de règlement des conflits et, lorsqu'un conflit immédiat a pu être résolu, engendrer un sentiment de but commun afin d'éviter la reprise des violences. Toutes ces interventions reposent sur les valeurs civiques et le désir d'engagement démocratique exprimé tout au long du présent rapport. Comme l'observe le PNUD : « Des dirigeants autour d'une table de négociations peuvent bien conclure la paix, il faut encore que de tels accords soient accompagnés d'initiatives pour rendre la société capable de surmonter un conflit à court terme, à moyen terme et à long terme. La consolidation de la paix suppose que les différents groupes cherchent à la fois à regarder le passé, s'adapter au présent et organiser l'avenir »[3].

Nous examinons le conflit dans l'optique de la cohésion sociale, qui peut être créée et renforcée, essentiellement au niveau local, par la solidarité à travers l'action volontaire. Nous nous penchons sur les interventions volontaires qui aident à prévenir les tensions, à en atténuer l'impact lorsqu'elles tournent à la violence, ou à conforter le rétablissement lorsque les tensions se calment. Nous nous intéressons aussi plus particulièrement aux femmes et aux jeunes, en tant que principales victimes du conflit violent mais aussi en tant que consolidateurs de la paix, réels et potentiels. Le reste de ce chapitre examine quelques exemples d'action volontaire, déclinés en trois phases : avant, pendant et après les conflits. Nous reconnaissons toutefois que le conflit violent ne se déroule pas de manière aussi linéaire.

COHÉSION SOCIALE ET CONFLITS VIOLENTS

La cohésion sociale est depuis longtemps considérée comme un facteur favorable au développement durable, comme nous l'avons vu au Chapitre 4. En tant que caractéristique des groupes, elle a un rôle clé à jouer dans le contexte des conflits violents. Elle peut être décrite comme une situation dans laquelle une société est caractérisée par deux aspects complémentaires. Le premier aspect est l'absence d'inégalités graves en termes de revenus ou de richesse ; de tensions raciales, religieuses ou ethniques ; ou d'autres formes

de polarisation. Le second est la présence de liens sociaux solides, pouvant être démontrés en termes de confiance et de normes de réciprocité. Ces sociétés possèdent une abondance d'associations volontaires auxquelles différents groupes sont libres de participer. Elles possèdent également des structures et des institutions, par exemple un pouvoir judiciaire et des médias indépendants, qui soutiennent la gestion des conflits[4]. Le volontariat est généralement considéré comme allant de pair avec un sentiment d'appartenance et de participation active, de coopération et de solidarité[5]. Un individu animé par un sentiment d'appartenance et motivé par un engagement profond agit pour le bien-fondé de l'action et non pas par souci d'utilité maximale[6]. Comme l'observe la Banque mondiale : « La cohésion sociale se manifeste chez les individus qui sont disposés à œuvrer ensemble pour répondre aux besoins communs, surmonter les obstacles et considérer des intérêts divers. Ils savent régler les différends de manière courtoise et non conflictuelle »[7].

La cohésion sociale est une variable importante dans la réaction des individus au risque de conflit violent, dans leur réponse lorsqu'il éclate et dans leurs actions par la suite. Plus la cohésion sociale est forte, plus la présence d'écheveaux de relations et d'interactions sociales est probable. Ces écheveaux définissent l'action volontaire. Ils atténuent les risques de désorganisation, de fragmentation et d'exclusion sociale qui, à leur tour, reviennent nourrir la violence. Comme nous l'avons déjà vu, le système de valeurs qui sous-tend le volontariat favorise des normes de réciprocité et encourage la loyauté, en appui des efforts visant à réduire les conflits violents et à atténuer leurs effets. Bien entendu, lorsque les réseaux excluent certains individus pour motif d'ethnicité ou autre, ils peuvent être manipulés dans l'intérêt d'individus ou de groupes et aboutir à l'extrémisme[8]. Pendant le génocide rwandais de 1994, par exemple, les groupes majoritaires hutus eurent recours à la propagande haineuse « qui unissait les Hutus, principalement des jeunes au chômage ou non éduqués, pour former des groupes à l'instar de la milice Interahamwe (« ceux qui attaquent ensemble » en kinyarwanda) qui fut au premier rang du génocide »[9].

Les réseaux fondés sur le volontariat qui œuvrent parmi des individus aux intérêts communs, qu'ils se connaissent ou non, ont un rôle utile à jouer dans les situations de conflits violents potentiels ou réels. En 2005, reconnaissant leur efficacité dans la société africaine, la Commission pour l'Afrique leur a donné l'étiquette de « formes de gouvernance non étatique ». Elle a, en outre, souligné leur manque de visibilité : « Ce sont des réseaux sociaux qui peuvent trop souvent paraître invisibles à de nombreux acteurs du monde développé, dont la conception de la gouvernance est différente et plus formelle, mais qui forment une grande partie du capital social sans lequel de nombreuses communautés africaines ne pourraient pas fonctionner […] Un grand nombre d'individus sont avant tout dévoués à leur famille, à leur clan, leur tribu ou d'autres réseaux sociaux, y compris et de plus en plus des groupes religieux »[10]. La contribution de l'action volontaire à la paix a souvent lieu dans le contexte de ces réseaux ou encore par le biais d'associations informelles ou de groupes de solidarité. Parce que les conflits font intervenir des factions ou des groupes différents, la consolidation de la paix nécessite des contacts réciproques entre toutes les parties prenantes. Dans les cas de poussée de violence, ces parties prenantes comprennent tous les acteurs du combat et de tels contacts peuvent donner lieu à la création de réseaux nationaux ou régionaux pour la paix.

Le système de valeurs qui sous-tend le volontariat favorise des normes de réciprocité et encourage la loyauté

LE VOLONTARIAT DANS LA PRÉVENTION DES CONFLITS

Les personnes qui vivent dans un contexte de tolérance et de respect mutuel, où l'action volontaire, entre autres caractéristiques,

traduit l'harmonie sociale, se tiennent plus facilement à l'écart des situations de conflit. L'un des aspects importants de la cohésion est la participation réciproque à la vie communautaire et la solidarité, notamment au niveau des rites, des cérémonies ou des événements importants liés à la production économique.

En Inde, où les confrontations entre groupes religieux ne sont pas chose rare, on a observé que la participation interreligieuse aux fêtes aidait à prévenir les conflits. Hindous et musulmans participent aux fêtes les uns des autres et partagent leur nourriture. Les veillées et défilés conjoints pour la paix sont d'autres exemples de collaboration interethnique. En cas de tensions, les échanges entre jeunes d'Inde et du Pakistan réduisent le potentiel de conflit en renforçant la compréhension mutuelle. Cette approche gandhienne de la paix encourage les jeunes à vivre avec les familles d'autres jeunes et à participer aux actions en faveur de la paix. Les programmes d'échanges de jeunes reposent entièrement sur le volontariat[11]. Les groupes de partage de la main-d'œuvre sont courants dans les régions côtières du sud de l'Inde malgré un déclin des pratiques traditionnelles de partage de la main-d'œuvre agricole. Le regroupement de familles hindous, musulmanes et chrétiennes réunies autour du partage de la main-d'œuvre a permis de réduire les conflits et engendré des sentiments d'identités communes plus générales. Il a également donné lieu à une plus grande compréhension des différences et de la nécessité de les gérer pour éviter le conflit ou, inversement, de les utiliser pour faciliter le règlement des conflits[12].

Dans les situations de conflit potentiel, les rapports au sein des communautés peuvent servir de tampon en réduisant l'impact négatif de l'insécurité sur le sentiment de bien-être des populations. Les individus peuvent utiliser les associations locales et l'action collective pour créer des garde-fous qui engendrent des sentiments de protection. Par exemple, la possibilité de disséminer dans les réseaux des informations concernant les événements qui ont un impact sur les craintes et les insécurités des individus peut faire fonction d'important facteur de protection[13]. Le type de résilience qui neutralise la violence potentielle peut également naître d'actions qui renforcent les réseaux communautaires de volontaires contre les événements violents ; il peut aussi être le fruit d'un effort de consolidation, par l'éducation et la formation, de la confiance accordée aux associations volontaires.

Une étude s'est attachée à comparer le conflit hindou-musulman en Inde avec les dissensions violentes en ex-Yougoslavie et en Irlande du Nord. Elle confirme le rapport entre des niveaux élevés de violence ethnique et des niveaux faibles d'engagement civique interethnique ou interreligieux[14]. Un tel constat suggère que des communautés vigoureuses et bien intégrées peuvent jouer le rôle d'agents de la paix. Lorsqu'elles sont solides, les formes associatives d'engagement civique, notamment les organisations commerciales intégrées, les syndicats, les partis politiques et les associations professionnelles, sont souvent capables de contrôler les poussées de violence ethnique, religieuse et autre. Le même constat a été dressé en Bosnie, à Chypre, en Israël et en Palestine[15].

LE VOLONTARIAT PENDANT LES CONFLITS

Au Kenya, pendant les violences postélectorales de 2008, des groupes de volontaires se sont établis de manière sporadique dans les communautés affectées pour s'entraider et tisser des liens entre les différents groupes ethniques. Des visites d'échange culturel ont été organisées par les anciens de différentes régions dans le but de favoriser l'apprentissage interculturel. De nouveaux niveaux d'interactions sociales sont nés de ce type d'initiatives, indépendants des interactions qui s'effectuent par l'intermédiaire des politiques, eux-mêmes en partie responsables d'avoir

exacerbé l'animosité entre les communautés[16]. Au plus fort de la violence, le Conseil des médias du Kenya a transcendé les intérêts purement locaux qui s'étaient emparés du pays. Il a réussi à persuader les médias nationaux de synchroniser les messages en les relayant gratuitement pendant plusieurs jours jusqu'à ce que les populations commencent à dialoguer. Des plate-formes Internet comme Ushahidi et Pambazuka ont tenu les populations informées des atrocités et incité les Kényans à s'entraider[17]. Certaines ONG ont apporté un soutien logistique aux volontaires pour se rapprocher des communautés et les aider à consolider la paix dans la mesure du possible.

Dans des situations de conflit potentiel, les rapports au sein des communautés et un sentiment d'appartenance aux réseaux sociaux peuvent aider à construire des garde-fous qui engendrent chez les individus des sentiments de protection.

Les interventions extérieures basées sur des initiatives volontaires, que ce soit au niveau de l'État ou de la communauté, peuvent être très efficaces pour éloigner les populations du conflit violent et les rapprocher de la paix[19]. Par exemple, lorsque des conflits interreligieux menacent en Inde, ils sont souvent réglés par l'intermédiaire de « volontaires de la paix » qui dialoguent avec les parties pour faciliter une réconciliation mutuelle. Dans des pays comme le Bangladesh, l'Inde et la Thaïlande, les volontaires sont également au cœur des initiatives de « police de proximité » soutenues par les administrations locales et les agences de sécurité[20].

LE VOLONTARIAT AU LENDEMAIN DES CONFLITS

Au Sri Lanka, le processus d'apaisement entre les deux groupes ethniques impliqués dans le conflit qui sévit depuis de longues années est aujourd'hui facilité par des volontaires du mouvement Sarvodaya Shramadana. Cette ONG nationale, la plus influente du pays, a elle-même élaboré une stratégie et un programme de développement[21]. Des milliers de volontaires ont été mobilisés et formés à la consolidation de la paix, à l'intervention en situation de crise et au règlement de conflits non violents, contribuant ainsi au processus de réhabilitation à plus long terme.

Au Rwanda, la population masculine ayant été décimée par le génocide, c'est aux femmes qu'il a incombé de reconstruire[22]. Celles qui avaient accès à des terres ont formé des groupes structurés comme les associations de solidarité d'avant-guerre. Le but était

ENCADRÉ 6.1 Établir des liens de part et d'autre des frontières ethniques

L'association «Kikuyus for change » (Les Kikuyus pour le changement) est une initiative de jeunes pour la paix, fondée par de jeunes Kikuyus pendant les violences postélectorales de 2008 au Kenya. Pour ces jeunes volontaires, l'ethnicité était l'une des sources premières des problèmes de leur pays. Leur action consistait à bousculer les liens « tribaux » en venant à la rencontre de jeunes de différentes parties du pays. Ils ont organisé des plate-formes de dialogue interethnique, réunissant les jeunes maîtres à penser autour du thème de l'ethnicité. Ils ont également élaboré des activités et stratégies de promotion de bon voisinage et de réconciliation. Des conférences de presse ont été tenues en réponse aux déclarations des dirigeants politiques qu'ils percevaient comme nuisibles à l'harmonie ethnique. En plus de s'exprimer à la radio et à la télévision, ils ont également rédigé des articles pour la presse imprimée sur le tribalisme et le besoin de cohésion nationale. « Kikuyus for change » se préoccupe aussi de favoriser l'interaction avec les anciens Kikuyus et d'organiser des cours d'éducation civique, notamment sur les possibilités de participation des membres de l'association aux programmes de développement sur le terrain.

« Notre travail doit reposer sur la notion que le Kenya est un vêtement multicolore qui est beau parce que chaque couleur y est présente. Nous ne pouvons pas être d'une couleur unie car cela serait sans intérêt. Nous ne pouvons pas laisser certaines couleurs déteindre sur d'autres car le résultat serait laid. Nous devons tous rester en place et briller par notre éclat »[18].

Source : Maire de Garissa [Secrétariat de « Kikuyus For Change »]. (2010).

de s'entraider au niveau de la production agricole, de la construction d'habitations et de la mise en place de plans d'épargne et de crédit pour financer des activités créatrices de revenus. Ces initiatives réciproques ont permis aux femmes d'obtenir un statut social en dehors de leurs rôles traditionnels et de faire valoir leurs droits, notamment leurs droits à un plus grand pouvoir et à une plus grande indépendance économique[23].

ENCADRÉ 6.2 Organisation musulmane de volontaires aux Philippines

« Pour le changement en gardant la foi » est la devise de l'organisation musulmane de volontaires pour la paix et le développement aux Philippines. Fondée en 2004, Kapamagogopa Inc. (KI) participe activement aux initiatives de consolidation de la paix dans la région de Mindanao où l'hostilité entre le gouvernement et le Front de libération islamique Moro (MILF) a attisé le conflit entre chrétiens et musulmans. Depuis 2005, quelque 69 volontaires ont été envoyés dans 23 ONG communautaires musulmanes et chrétiennes œuvrant à la consolidation de la paix, au dialogue entre les communautés et à l'échange interculturel. Ils ont contribué environ 150 000 heures de volontariat et changé les vies de quelque 500 000 personnes.

Les volontaires ont travaillé à la construction de réservoirs d'eau communaux. Ils ont introduit la technique agricole pour les terres en pente, une méthode simple et peu coûteuse d'exploitation agricole en hautes terres, adaptée aux petits agriculteurs dont les outils, les capitaux et l'exposition à l'agriculture moderne sont limités. Ils ont enseigné aux agriculteurs les méthodes de culture biologique, assuré une formation à la réduction des catastrophes dans le cadre de l'effort de renforcement des capacités et participé au contingent féminin de l'élément « protection civile » de l'équipe de suivi international qui aide le processus de paix à Mindanao.

KI a joué des rôles clés dans la mobilisation de volontaires musulmans pour aider des ONG chrétiennes à se rapprocher des communautés non chrétiennes. Pendant le conflit d'août 2008, des volontaires de KI ont livré l'aide humanitaire aux communautés isolées. Ils ont aussi contribué aux initiatives de consolidation de la paix, par exemple en prenant en main le problème du *rido* (conflit de clans ou de familles) dans la communauté de Mindanao.

Sources : Kapamagogopa Inc. (2011) ; Maraim Barandia, Communication personnelle (17-22 juillet 2011).

Le volontariat peut être particulièrement efficace pour consolider la cohésion et la paix lorsque les membres de groupes autrefois opposés se rapprochent par la mise en œuvre de moyens innovants[24]. En Irlande du Nord, par exemple, le rapprochement par-delà les groupes religieux ou politiques s'est fait par la collaboration à des projets qui ont aidé à rétablir des liens de confiance entre des communautés divisées. Lorsque la violence interethnique a éclaté en 2002 aux Îles Salomon, dans le Pacifique Sud, entre colons de l'île de Malaita et indigènes de Guadalcanal, des femmes de la capitale Honiara, issues de milieux divers, se sont regroupées pour diffuser un Communiqué des femmes pour la paix. Par la suite, le groupe pluriethnique de volontaires Women for Peace (Femmes pour la paix) a négocié avec les parties en guerre, les sensibilisant aux impacts du conflit et venant en aide aux victimes[25].

VOLONTARIAT ET PROMOTION DE LA PAIX

Les femmes

Extrêmement vulnérables aux conflits violents, les femmes sont toutefois capables d'être de puissants agents de paix et de transformation. Comme le déclare le Rapport de 2011 sur le développement mondial, les associations féminines « jouent souvent des rôles importants dans le rétablissement de la confiance et le maintien de l'élan vers le rétablissement et la transformation »[26]. La participation civique par le volontariat peut être un mécanisme puissant pour les femmes marginalisées, leur donnant une voix dans le processus décisionnel. Cela est particulièrement vrai des sociétés dans lesquelles tant les coutumes que les lois favorisent manifestement les hommes en termes de contrôle des principales ressources, de propriété terrienne, de revenus et de ressources financières, et d'accès au marché du travail et aux positions officielles. Tel est le cas, par exemple, en Éthiopie[27] et au Soudan (2009). Bien que les femmes soient des membres actifs de la société civile, de nombreux obstacles se

dressent entre elles et une pleine participation au développement et à la reconstruction de la paix[28].

De plus en plus de femmes se joignent aux combattants dans les conflits violents. Cependant, pour la majorité des femmes, ces conflits aggravent leur situation, poussant certaines à s'organiser en résistance. En fait, les femmes participent de longue date aux efforts sur le terrain pour réduire l'hostilité et entamer le travail de reconstruction[29]. Dans les pays exposés à de longues guerres, comme l'Angola, le Tchad, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Liberia, la République démocratique du Congo et la Sierra Leone, les femmes ont assumé la direction de diverses initiatives volontaires, dont des manifestations, des initiatives de consolidation de la paix, de mobilisation de ressources et de recréation d'un sentiment de communauté. Ce fait a été reconnu pour la première fois dans la littérature des années 1990[30] et attire depuis une attention accrue[31].

La quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing en 1995, définissait l'objectif stratégique suivant : « Élargir la participation des femmes au règlement des conflits à tous les niveaux […] et intégrer la problématique hommes-femmes dans le règlement des conflits armés ou autres […] et préparer les organes à aborder comme il convient la problématique hommes-femmes »[32]. La résolution 1325 des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (2000) demande une participation accrue des femmes aux processus de paix et au règlement des conflits[33]. Cependant, comme il a été déclaré en 2003, « Si la résolution 1325 a renforcé les revendications des femmes africaines pacifistes, elle n'a pas pour autant supprimé les obstacles politiques, culturels et économiques considérables auxquels se heurtent les femmes lorsqu'il s'agit de participer pleinement à la vie de leur pays que ce soit en tant qu'artisanes de la paix ou citoyennes »[34]. À l'époque, les expériences

ENCADRÉ 6.3 Volontariat communautaire pour la paix

Dans le Pacifique Sud, les femmes participent de plus en plus aux initiatives communautaires volontaires pour renforcer la confiance, la compréhension et la paix. L'initiative « Kup Women for Peace » (KWP) a été lancée en 1999 dans les hautes terres de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, après plusieurs décennies de guerres tribales. Des incendies de villages entiers faisaient partie des actes de violence souvent brutale perpétrés contre les femmes et les enfants. À l'issue d'une bataille particulièrement dévastatrice, des femmes de quatre tribus ennemies ont formé KWP dans le but de mettre un terme à la violence tribale. Les membres de KWP, hommes et femmes, ont rassemblé des histoires de villages qui illustraient le désir de paix et les ont partagées avec les hommes des tribus en guerre. Ils ont négocié des accords de paix, ont organisé des ateliers sur la santé féminine et la production alimentaire et réuni des ressources locales pour venir en aide aux victimes des violences.

En 2003, des combats ont éclaté entre deux clans dans la province des Hautes-Terres occidentales.

Dans un effort de rétablissement de la paix, sept femmes et cinq hommes de KWP ont campé pendant deux semaines sur le champ de bataille. Pendant la journée, ils utilisaient leur mégaphone pour lancer des appels à la trêve et plaider en faveur de la réconciliation. Chaque nuit, ils dormaient dans un village de l'un des clans en guerre et parlaient de paix. Les hommes en guerre n'avaient jamais entendu des étrangers, et encore moins des femmes, parler ainsi de la paix. Selon l'un des hommes : « La police et le gouvernement nous ont oubliés. Mais le fait que ces femmes soient prêtes à passer deux semaines parmi nous montre que nous comptons à leurs yeux ». En fin de compte, les deux clans ont arrêté de se battre et ont permis aux femmes de faciliter les paiements d'indemnités.

Sources : Dinh. (2011) ; Garap. (2004).

des femmes en République démocratique du Congo et dans certains pays de l'Union du fleuve Mano (UFM), à savoir la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone, illustraient les obstacles rencontrés par les femmes voulant faire entendre leurs voix et introduire des changements soutenus au niveau politique.

En Amérique latine, l'impact de cinq décennies de conflit sur les femmes de Colombie est resté caché pendant des années. Le silence a été brisé quand, en 1996, des milliers de femmes de 300 organisations de terrain et organisations autochtones du pays se sont unies pour communiquer un message demandant la fin du combat à travers le réseau Ruta Pacifica de las Mujeres (Route des femmes vers la paix). Le réseau fondé sur le volontariat a permis aux femmes de jouer un rôle actif dans le processus de consolidation de la paix en Colombie[35].

Les conceptions conventionnelles des femmes en tant que spectatrices passives en temps de crise doivent être rectifiées[36]. Cependant, comme le démontre l'expérience des femmes du fleuve Mano, celles qui s'investissent volontairement dans la lutte contre les conflits doivent se préparer à un long combat.

Les jeunes

La population des jeunes augmente à grande vitesse dans le monde entier, et plus particulièrement dans les pays pauvres touchés par les conflits violents. Les conditions pouvant encourager les adolescents, notamment les garçons, à perpétuer la violence et empêcher la consolidation des processus de paix sont de plus en plus préoccupantes. Les jeunes sont souvent considérés comme une menace à la sécurité, qu'il est nécessaire de désarmer et que l'on doit tenir occupée en permanence[37]. Un autre point de vue considère les jeunes dans les situations de conflit comme des victimes passives, caractérisées par leur vulnérabilité, au lieu de leur résilience, et sans rôle dans le déroulement des processus de paix[38]. Cependant, une ressource essentielle pour surmonter les conflits violents est négligée lorsque les jeunes sont dénigrés ou craints, ou lorsque leur rôle potentiel dans la solution est ignoré.

Dans de nombreux conflits, les jeunes eux-mêmes ont pleinement participé aux combats. Lorsque les hostilités cessent, ils n'ont toutefois que peu de chances de participer aux processus de consolidation de la paix au niveau national[39]. En outre, l'absence de mécanismes de participation, alliée à des

ENCADRÉ 6.4 La lutte des femmes pour se faire entendre

Le bassin du fleuve Mano est une zone transfrontalière couvrant la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Sierra Leone. Avec ses frontières poreuses facilitant le passage d'armes et de combattants, il a été le centre de conflits violents intenses et de mouvements de réfugiés. Le réseau des femmes de l'Union du fleuve Mano pour la paix (MARWOPNET) a vu le jour en 2000, animé par des femmes leaders, des femmes de milieux ruraux, des femmes spécialisées dans la communication, des femmes religieuses et des femmes d'affaires des quatre pays. Bien que MARWOPNET ait joué un rôle important dans le règlement des conflits, il a été exclu de certains aspects du processus de paix formel.

Selon l'une de ses membres, le problème réside dans «la mentalité masculine qui veut que les femmes ne soient pas censées jouer un rôle dans ce genre d'affaire. Les hommes n'hésitent pas à vous rencontrer et vous dire qu'ils apprécient vos efforts et à vous promettre toute la coopération nécessaire. Mais, dans les faits, ce n'est pas ce qu'on observe. Ils veulent nous reléguer dans le rôle de simples observatrices et c'est ce que nous ne pouvons pas accepter ».

Source : Fleshman. (2003).

niveaux élevés de sous-emploi et de chômage, peut aggraver le mécontentement des jeunes dans de nombreux pays à faibles revenus ou en situation de post-conflit. C'est ainsi que sont renforcés les facteurs mêmes qui étaient à l'origine de la violence. Il ne faut pas oublier que dans les pays dominés par un conflit violent, un grand nombre de jeunes sont nés en temps de guerre. La guerre est la seule « dynamique sociale » qu'ils connaissent et ils ont développé des mécanismes pour s'adapter à cette réalité faite de peur et de violence. Devenir eux-mêmes violents en fait partie. Les jeunes ont peu de chances de s'exprimer par d'autres voies. Aussi, l'investissement personnel dans des activités en faveur de la paix pourrait leur ouvrir une toute nouvelle optique en encourageant les formes non violentes d'interaction avec différents groupes.

L'idée « que les jeunes doivent être actifs en tant que composants essentiels d'un avenir pacifique »[40] commence à être acceptée. Le volontariat est une voie dans laquelle les jeunes peuvent s'engager, notamment par le biais des organisations de jeunes. Par l'action volontaire, les jeunes peuvent aider à combler les fossés entre les cultures et les sexes et jouer pleinement leur rôle dans les processus de paix[41]. West Africa Network for Peace-building (WANEP), une importante organisation de la société civile en Afrique occidentale, dirige un programme de non-violence active et de transformation de la paix destiné à plus de 650 étudiants et à 450 jeunes des communautés, pour leur permettre de s'investir directement dans la prévention et la gestion des conflits à travers des clubs de la paix à Monrovia, au Libéria[42].

Après 20 années de guerre, la partie nord de l'Ouganda a la chance de posséder un réseau dynamique et grandissant de volontaires nationaux et locaux, dont un grand nombre sont des jeunes touchés par la guerre. Nous avons choisi comme exemple celui d'un groupe de femmes de retour de l'Armée de la résistance du Seigneur. Elles ont appliqué les compétences acquises dans la brousse, en tant que sages-femmes et dirigeantes, à leur travail d'édification de la paix par le biais de l'ONG Empowering Hands. Fondée en 2004, cette ONG a mis en place des groupes de solidarité pour aider les otages libérés dans leur transition entre captivité et liberté. Elle leur a apporté des conseils et les a aidés à reprendre leur parcours scolaire[43]. La réussite d'Empowering Hands est bien connue. À travers le nord ougandais, un grand nombre de groupes de jeunes volontaires ont eux aussi fait preuve d'un potentiel analogue, capable de former la prochaine génération de la société civile. Il

ENCADRÉ 6.5 La jeunesse favorise le relèvement post-conflit au Libéria

Le Service national de jeunes volontaires (National Youth Volunteers Service – NYVS) du Libéria permet aux jeunes diplômés universitaires de contribuer à la reconstruction et au développement du Libéria après 15 ans de conflit civil. Le programme leur apporte une formation d'un an à l'éducation, à la santé et à l'agriculture. Il les envoie ensuite en tant que volontaires nationaux à travers le pays.

Les volontaires nationaux enseignent dans les écoles et mènent des campagnes de promotion de la santé. Ils œuvrent à l'amélioration de la situation des femmes, à la défense de l'éducation des filles, à la lutte contre la violence sexiste et les pratiques discriminatoires, et élaborent des campagnes de consolidation de la paix pour réduire les divisions et la polarisation. Dans les lieux qui ont bénéficié de leur présence, la population est plus disposée à s'engager dans l'action volontaire et les parents souhaitent la participation de leurs enfants[45].

Le Libéria connaît également un taux de chômage très élevé, notamment chez les jeunes. Le NYVS a permis aux jeunes diplômés d'entretenir leurs compétences et d'acquérir une expérience professionnelle. Plus de 80 pourcent des 67 premiers volontaires de 2008 sont actuellement employés dans les secteurs public et privé. Des 121 volontaires de la deuxième promotion en 2010, plus de 50 pourcent sont employés et trois pourcent continuent leurs études. Une troisième promotion de 128 volontaires du service national a achevé sa mission en juin 2011[46].

Source : Isaac Bropleh, [responsable du Programme de Service National des Jeunes Volontaires du Liberia], Communication personnelle (13 juillet 2011).

L'action volontaire devrait faire partie intégrante des politiques et programmes visant à prévenir les conflits et à y répondre

s'agit cependant d'associations informelles, manquant de statut légal et donc incapables d'attirer des subventions[44]. Les possibilités seraient nombreuses si les gouvernements et les donateurs reconnaissaient la présence des initiatives de jeunes dans les situations de conflit et œuvraient dans le sens du renforcement des capacités des groupes concernés et de leurs dirigeants.

CONCLUSIONS ET DISCUSSIONS

Dans ce chapitre, nous avons examiné la relation entre volontariat et conflit violent dans l'optique de la cohésion sociale, en nous intéressant plus particulièrement à la situation des femmes et des jeunes. La dynamique qui engendre les conflits violents et détermine le cours qu'ils prennent est complexe. Elle ne répond pas à un ensemble type de mesures à prendre. Cependant, les valeurs de solidarité et d'entraide, qui aident à créer la cohésion dans les sociétés et sous-tend l'action volontaire, contribuent également à la prévention, à l'atténuation et à l'élimination des causes de conflit.

L'action volontaire devrait, par conséquent, faire partie intégrante des politiques et programmes visant à prévenir les conflits et à y répondre. Si l'alimentation et l'abri, la reconstruction de l'infrastructure et la stabilisation économique sont nécessaires, l'engagement civique l'est aussi, fondé sur la mutualité et la solidarité. Le besoin de consolider les réseaux qui ont survécu au conflit violent ou de soutenir la réactivation de ces réseaux lorsqu'ils ont été détruits est de plus en plus compris. Les réseaux seuls ne suffisent pas : l'État de droit, la justice et les droits de l'homme doivent accompagner tout processus de paix. Cependant, la reconnaissance et le soutien du volontariat permettront de veiller à des accomplissements durables et d'éviter que les éléments qui sous-tendent le conflit restent inflammables.

CHAPITRE 7

Volontariat et catastrophes

Les énormes catastrophes survenues à Tohoku ont probablement fait ressentir en chacun de nous la vulnérabilité des êtres humains face à la nature. Je suis pourtant convaincue que le plus grand pouvoir de rétablissement vient des hommes. L'action d'un seul volontaire a ses limites, mais ce que nous pouvons faire ensemble pour nous redresser est énorme. Nous avons plus de pouvoir ensemble […] Après les premières réactions des médias, la catastrophe a peu à peu été oubliée mais la véritable épreuve pour les survivants ne fait que commencer. Leurs besoins ne sont peut-être plus les mêmes, mais cela ne veut pas dire qu'ils peuvent se passer d'aide. Seul un effort collectif au long terme pourra aboutir à un relèvement concret.

Khaliunaa (Mongolie), volontaire lors du tsunami japonais[1].

Les volontaires ont un rôle critique à jouer dans la prise de conscience de la gestion durable des ressources naturelles, capable de prévenir et d'atténuer l'impact des catastrophes

INTRODUCTION

L'action volontaire en réponse aux catastrophes est peut-être l'une des expressions les plus claires des valeurs humaines à la base du désir d'aider les autres. Elle fait aussi partie des visages les plus visibles du volontariat. La réaction immédiate à une catastrophe est généralement de venir en aide à ceux qui sont directement touchés. Dans de nombreux cas, cela se fait spontanément, en dehors d'un cadre organisé. La contribution du volontariat va cependant bien au-delà d'une réponse immédiate. Ce chapitre s'intéresse à toute la gamme d'actions volontaires dans le cadre de la gestion des catastrophes, de la prévention à la préparation et à l'atténuation ainsi qu'à l'intervention et au relèvement.

LES CATASTROPHES ET LE DÉVELOPPEMENT

La nature et la fréquence des catastrophes évoluent, dictées par les changements climatiques, l'urbanisation rapide, l'insécurité alimentaire et les conflits de plus en plus nombreux. Des années entières d'importants progrès en matière de développement peuvent être réduites à zéro de manière spectaculaire par les catastrophes. Parce que ce rapport est de mieux en mieux compris, les catastrophes ne sont plus traitées simplement comme des urgences humanitaires, mais plutôt comme des problèmes de développement. La réduction de la vulnérabilité aux catastrophes, plus particulièrement pour les populations pauvres, figure aujourd'hui parmi les priorités politiques de nombreux pays. La Conférence mondiale sur la réduction des catastrophes de 2005 a donné une impulsion considérable à ce changement d'attitude. Le but fondamental du *Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015* est de développer la résilience des nations et des collectivités face aux catastrophes. Il reconnaît que les ressources les plus efficaces pour réduire la vulnérabilité sont les organisations de solidarité communautaire et les réseaux locaux.

ENCADRÉ 7.1 Bonnes pratiques pour assurer la résilience des communautés

Le niveau de volontariat rencontré est particulièrement impressionnant, ainsi que l'énergie et l'engagement des organisations communautaires (OC) formées dans les communautés cibles. En guidant le développement et la mise en œuvre des plans de développement communautaires […] elles encouragent la cohésion et contribuent à la durabilité de la gestion communautaire des catastrophes (GCC).

Source : Ullah, Shahnaz & Van Den Ende. (2009, p.6).

LES RÔLES MULTIPLES DU VOLONTARIAT LORS DES CATASTROPHES

Une gestion efficace des catastrophes commence et finit avec les communautés. La notion de « résilience », aujourd'hui courante, englobe l'aptitude des communautés à prévenir les catastrophes, à s'y préparer, à les surmonter, puis à se redresser. Celles qui vivent dans des environnements dangereux ne sont pas d'impuissantes victimes potentielles d'événements indépendants de leur volonté. Leurs options sont peut-être limitées en termes de moyens d'existence mais, à condition que la chance leur en soit donnée, elles peuvent participer à des projets visant à réduire leur vulnérabilité.

Avant la survenue d'une catastrophe

De plus en plus, l'objectif des programmes de gestion des catastrophes est d'améliorer la prévention, l'atténuation et la préparation, dans le but à la fois de limiter la nécessité d'intervention et de relèvement et de réduire les pertes de vies et de moyens d'existence. Ensemble, ces diverses étapes constituent la notion de « réduction des risques de catastrophes » (RRC), objet actuel d'efforts nationaux et internationaux. La prévention comprend l'élimination du danger ou l'érection d'une barrière entre le danger et la communauté. L'atténuation implique la protection des éléments menacés avant une catastrophe, afin de minimiser les dégâts. La préparation concerne les mesures prises

en prévision d'une catastrophe, y compris le développement de la préparation aux interventions d'urgence et la pose des bases du relèvement.

Prévention et atténuation des catastrophes

Les actions de prévention et d'atténuation comprennent la reforestation, l'aménagement des bassins hydrographiques, l'aménagement urbain et le zonage, l'amélioration des infrastructures (par ex. de communication et de transport), l'utilisation de semences résistantes à la sècheresse, et l'amélioration des pratiques de construction (habitations résistantes aux séismes). Les changements climatiques fragilisent les communautés, surtout celles qui sont déjà les plus vulnérables[2]. Les volontaires ont un rôle critique à jouer dans la prise de conscience de la gestion durable des ressources naturelles, capable de prévenir et d'atténuer l'impact des catastrophes.

La première Conférence internationale sur le volontariat et les objectifs du Millénaire pour le développement, qui s'est tenue en 2004 à Islamabad (Pakistan), mettait en valeur le rôle des volontaires dans la gestion des risques de catastrophe. Elle soulignait le lien entre volontariat et durabilité environnementale dans les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, de foresterie et de gestion des ressources naturelles. Les projets de terrain ont eu un impact non seulement sur la durabilité environnementale, mais aussi sur l'amélioration des conditions de vie locales. Cela est particulièrement vrai pour les femmes et les filles, qui ont bénéficié d'un meilleur approvisionnement en eau. La conférence demandait aux gouvernements de reconnaître les contributions importantes des volontaires et des organisations qui emploient des volontaires dans ces domaines[3].

Qu'il s'agisse de prévention, d'atténuation ou d'autres aspects des catastrophes, les jeunes sont très actifs. Au Népal, le volontariat est fondé sur de fortes traditions culturelles et historiques. Le Service volontaire pour le développement a été lancé en 2000. Il s'appuyait sur le modèle du Service national pour le développement, un modèle de volontariat dans les zones rurales lancé dans les années 1970 et couronné de succès[4]. Le programme s'adresse principalement à des étudiants, qui viennent dans les régions montagneuses du Népal participer à des projets de développement d'infrastructures ou d'agriculture, ainsi qu'à des activités liées à la santé et à l'assainissement. Depuis 2000, plus de 7 000 volontaires[5] ont été envoyés dans 72 districts pour travailler à des projets d'atténuation des catastrophes, y compris la construction de banques de semences, de sanitaires et l'assainissement de l'eau[6].

Par l'action volontaire, les ONG et les organisations locales peuvent mobiliser les collectivités et créer des systèmes communautaires pour la gestion des risques de catastrophe[7]. Par exemple, le Mouvement des femmes en faveur de la plantation et de l'entretien d'arbres 2009 pour la conservation de l'eau en Indonésie impliquait plusieurs organisations de femmes qui ont planté plus de 30 millions d'arbres depuis 2007[8]. Au Sri Lanka, 26 animateurs de groupes de jeunes de la Brigade volontaire pour la paix de Sarvodaya ont appliqué leurs connaissances et leur formation dans 32 villages côtiers dévastés par le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, et mobilisé les communautés musulmanes, singhalaises et tamoules locales[9].

Pendant les sècheresses de 2008-2009 en Syrie, des volontaires de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ont joué un rôle clé en aidant les communautés locales à évaluer leur vulnérabilité et leurs capacités de lutte contre la désertification[10]. Ici comme dans d'autres zones sujettes à la sècheresse, les communautés connaissent les dangers, les vulnérabilités et les ressources disponibles qui peuvent aider les gestionnaires des catastrophes à prendre les mesures appropriées[11]. Intégrer les

connaissances locales dans les technologies nouvelles permet également de lutter contre les sècheresses africaines. Par exemple, la Southern Alliance for Indigenous Resources (SAFIRE) et le Southern African Drought Technology Network (SADNET) ont facilité les échanges d'information volontaires pair à pair, entre petits agriculteurs et organisations communautaires, pour atténuer les effets des sècheresses en Afrique australe. En tant que réseau, SADNET a regroupé les acteurs du développement intéressés par l'agriculture. Par le partage de l'information, il veille à la promotion des systèmes de connaissances indigènes et se préoccupe des problèmes liés aux moyens d'existence et à la sécurité alimentaire des communautés des zones sujettes aux sècheresses[12].

Les volontaires à l'intérieur des communautés sont la première ligne d'intervention

La contribution des volontaires à l'adaptation à de nouveaux environnements résultant des changements climatiques prend de nombreuses formes,[13] à travers des projets tenant compte des cultures et adaptés au contexte local. En Australie, des pratiques traditionnelles des populations autochtones, dont le brûlage contrôlé de la végétation, ont été adoptées par les pompiers de Wollondilly, au sud-ouest de Sydney, dans le cadre de mesures de réduction des risques d'incendie.

Le groupe ethnique des D'harawal connaît les végétaux qui avertissent des feux de brousse longtemps à l'avance. Frances Bodkin, une D'harawal qui avait prédit les feux de brousse du début 2002 en Nouvelle-Galles du Sud, raconte comment son peuple « observe le comportement de la flore et de la faune natives pour savoir ce que donneront les saisons »[14]. Les pompiers de campagne consultent les D'harawal et utilisent ce savoir pour préparer des activités de brûlage contrôlé[15]. Les contributions de volontaires qui reposent sur le savoir local sont importantes pour contrer la tendance observée par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à savoir que « les connaissances indigènes ont été soit érodées soit ignorées dans l'élaboration de ces systèmes [d'alerte rapide]. Elles doivent être ravivées, exploitées, documentées et mises au service des communautés »[16].

Se préparer pour affronter les catastrophes

Le stade de préparation est atteint lorsque, malgré les efforts de prévention et d'atténuation, une catastrophe est sur le point de survenir. Les connaissances et les capacités développées par les gouvernements, les organisations professionnelles d'intervention et de relèvement, les communautés et les individus, pour anticiper, réagir et se remettre efficacement de l'impact de dangers probables, imminents ou courants entrent alors en jeu[17]. Les actions peuvent inclure l'analyse des risques, l'élaboration de systèmes d'alerte rapide, l'information publique, la préparation de plans d'intervention, le stockage de provisions, et des exercices d'entraînement et de terrain.

Le Programme CERT (Community Emergency Response Teams) a été mis en place suite à l'ouragan Katrina aux États-Unis. Il fait intervenir des volontaires locaux formés à la préparation aux catastrophes et à l'intervention. Ses équipes sont composées de comités de voisinage, d'organisations communautaires, d'associations religieuses, de personnels scolaires, d'employés d'entreprises, d'organisations de scouts et d'autres groupes[18].

Reconnaissant que les volontaires à l'intérieur de ces communautés sont la première ligne d'intervention, le gouvernement indien souligne l'importance de préparer les populations locales. Il s'agit notamment d'organiser des exercices périodiques pour les communautés[19]. Pour être efficaces, ces actions ont besoin de volontaires disposés à être formés. Le Cadre d'action de Hyogo soulignait la nécessité de : « Promouvoir l'exécution de projets de formation au niveau des collectivités, en prenant en considération le rôle que les volontaires peuvent jouer, selon le cas, aux fins du renforcement des capacités

ENCADRÉ 7.2 Alerte rapide par des volontaires pour sauver des vies

Les catastrophes naturelles sont chose courante au Bangladesh. En 1970, suite à un cyclone dévastateur causant 500 000 morts, la Société du Croissant-Rouge et le gouvernement du Bangladesh ont mis en place le Programme de préparation aux cyclones (Cyclone Preparedness Programme - CPP) afin de renforcer les capacités de gestion des catastrophes dans les communautés côtières. Le CPP repose sur les compétences techniques et l'engagement de volontaires pour assurer un service d'alerte aux cyclones.

Le programme est composé de 2 845 unités dans 32 sous-districts, chaque unité desservant un ou deux villages de 2 000 à 3 000 habitants. Dix hommes et cinq femmes volontaires de chaque unité sont désignés par les villageois et répartis en groupes pour s'occuper de l'alerte, de l'abri, du sauvetage, des premiers soins et des besoins en nourriture et en vêtements. Les volontaires reçoivent une formation sur le comportement des cyclones, l'alerte, l'évacuation, l'abri, le sauvetage, les premiers soins et les opérations de secours. Environ 160 volontaires ont été formés en tant que formateurs et transmettent aujourd'hui ces compétences à leurs communautés.

Le 15 novembre 2007, le cyclone Sidr, de catégorie 4, a frappé la côte sud-ouest du Bangladesh, faisant 30 000 morts. Un cyclone d'une ampleur similaire avait tué 140 000 personnes en 1991. Le nombre inférieur de victimes en 2007 était en partie dû au travail de plus de 40 000 volontaires formés qui avaient été alertés et avaient à leur tour alerté les communautés en utilisant drapeaux, mégaphones, sirènes à main et tambours. Les données de l'Organisation météorologique mondiale sur l'approche du cyclone avaient été transmises aux volontaires par le biais des services nationaux et des agences locales du Croissant-Rouge. Les volontaires ont également aidé la population à évacuer et à trouver des abris protégés contre le cyclone, dispensé des conseils de sécurité et aidé au maintien de l'ordre, faisant preuve d'un haut niveau d'engagement vis-à-vis du programme et de la population.

Sources : The Government of Bangladesh. (2008) ; Rashid. (n.d.).

disponibles au niveau local pour faire face aux catastrophes et en atténuer les effets »[20].

Au-delà des communautés, le volontariat prend de nombreuses autres formes dans la préparation aux catastrophes. Au Mexique, un réseau universitaire (UNIRED) a été établi en 1997 pour mobiliser des étudiants volontaires en vue de rassembler et de partager des informations sur les dangers possibles à travers le pays et à l'étranger. Le réseau a accès à plus de 60 universités mexicaines et possède des liens avec les gouvernements, le secteur privé et les organisations internationales hors du pays. Des volontaires sont responsables de tous les projets, du recrutement d'autres volontaires, de leur formation, de la conception et de l'application des évaluations de risques, et de la coordination de la collecte d'aide humanitaire. En 2010, UNIRED a aidé les populations à faire face à l'ouragan Alex et aux crues dans l'État mexicain de Chiapas. Le réseau a également participé à la phase d'intervention. Il a, par ailleurs, envoyé des volontaires pour participer aux efforts de secours suite au séisme survenu en Haïti en 2010.

Dans le contexte des catastrophes, le volontariat se manifeste également à travers le secteur privé. « Ready When the Time Comes » (Prêt le moment venu) est un programme de volontaires en entreprise, lancé par la Croix-Rouge américaine en 2006. Plus de 10 000 employés de 300 entreprises américaines ont été formés en tant qu'équipe volontaire d'intervention dans la communauté. Ainsi, la capacité d'intervention en cas de catastrophe locale s'est accrue de plus de 40 pourcent entre 2006 et 2010 [21].

La prise de conscience et l'éducation devraient commencer dès la petite enfance. Au Nigéria, des clubs scolaires de volontaires pour la réduction des risques de catastrophes

Les premiers à réagir ne sont pas les équipes de secours formées mais les habitants de la localité et les voisins

(RRC) sont en cours d'établissement dans le territoire de la capitale fédérale. Lancé en 2010, ce projet reconnaît le rôle potentiel des enfants dans la RRC par le volontariat dans leurs écoles et leurs communautés. Il s'agit de les éduquer de telle sorte qu'ils puissent devenir des agents de prévention et de gestion dans les situations d'urgence courantes, de type incendie, inondation et pollution atmosphérique dans leurs écoles, leurs foyers et leurs communautés. On attend des enfants qu'ils transmettent l'importance de développer la résilience des communautés face aux catastrophes[22]. Dans la province vietnamienne de Giang, dans le bassin inférieur du Mékong, des projets scolaires consacrés à la préparation aux catastrophes ont été mis en œuvre en 2006 par le ministère de l'Éducation et de la Formation. Il s'agissait de sensibiliser les enfants à la sécurité en cas d'inondation dans les écoles, de leur apprendre à nager pour leur sécurité, et de créer des clubs d' « enfant-à-enfant » dans lesquels les enfants pouvaient se porter volontaires sous la surveillance des enseignants.

Les individus au niveau local sont les mieux placés pour identifier leurs besoins de secours immédiats

Réagir aux catastrophes

L'image du volontariat au lendemain immédiat d'une catastrophe, souvent perpétuée par les médias, est tout d'abord celle de la réaction spontanée des personnes qui vivent dans ou près de la zone touchée. Elle est souvent présentée sous un angle positif, illustrant les valeurs d'altruisme et de souci de son prochain. Elle est fréquemment suivie par l'arrivée de personnel de l'étranger, dont un grand nombre de volontaires. Dans ce scénario, les expressions locales et nationales du volontariat sont généralement négligées[23]. Dans un sens, l'attention ainsi attirée sur le pouvoir du volontariat rend ce constat positif. Par exemple, « la réponse humanitaire sans précédent au séisme de Wenchuan en 2008, avec ses milliers de volontaires, a entraîné la reconnaissance de l'importance du rôle de volontaires formés dans les interventions en cas de catastrophe, un meilleur mécanisme de coordination et une multiplication des organisations de terrain, qui ont continué à soutenir les efforts de reconstruction et de développement au long terme »[24].

Inversement, sous cet angle, les communautés locales sont vues comme vivant les catastrophes en tant que victimes et non pas en tant que volontaires proactifs[25]. Les données disponibles indiquent une toute autre réalité. Les premiers à réagir ne sont pas les équipes de secours formées mais les habitants de la localité et les voisins[26]. De nombreuses actions sont spontanées. Lorsque les volontaires ne sont pas formés, ou que leurs actions ne sont pas coordonnées, ils peuvent se mettre en danger, par exemple en pénétrant dans des bâtiments effondrés. De même, ils peuvent gêner les opérations de secours organisées, notamment en bloquant les routes d'accès. Cependant, de nombreux individus qui participent au travail d'organisations communautaires ou d'ONG nationales combinent leurs connaissances et leur expérience locales avec une formation essentielle. Les interventions supposent de sauver des vies, mais aussi de réduire les risques sanitaires, de veiller à la sécurité publique et de répondre aux besoins de subsistance des personnes touchées. Les individus au niveau local sont les mieux placés pour identifier leurs besoins de secours immédiats et contribuer à la prise de décision locale sur l'avenir[27]. Ils peuvent aussi aider à mieux comprendre les besoins des communautés et, dans le cadre du processus de reconstruction, apporter confiance et chaleur humaine aux familles touchées[28]. La combinaison d'individus locaux et de personnes armées des compétences nécessaires peut être particulièrement efficace dans les cas de mobilisation rapide.

Les volontaires nationaux en dehors des communautés touchées ont eux aussi un rôle utile à jouer. Ils assurent un lien direct et digne de confiance entre les individus directement affectés et d'autres parties prenantes. Ils constituent également un « lien vital entre les ressources informelles de la communauté dans

ENCADRÉ 7.3 Séisme de Christchurch : des volontaires en tous genres

Le 22 février 2011, un séisme d'une magnitude de 6,3 sur l'échelle de Richter a ravagé la ville néozélandaise de Christchurch. La vague de solidarité déclenchée par les scènes de dévastation a trouvé son expression à travers le volontariat. L'armée d'étudiants volontaires de l'université de Canterbury, forte de 10 000 membres, a participé au nettoyage de la boue créée par la liquéfaction des sols autour des habitations, ainsi qu'à la diffusion d'informations.

Les étudiants ont utilisé une plate-forme en ligne pour organiser les volontaires en tenant à jour les annonces de postes à pourvoir, en prenant des notes sur le terrain et en envoyant des photos grâce aux iPhones donnés par Apple et aux cartes de mémoire données par Vodaphone, 2Degree et Telecom. Ces sociétés de communication ont également offert aux volontaires un code de secours SMS gratuit et des recharges prépayées. Twitter, Flickr et Facebook se sont mobilisés pour permettre aux personnes de demander de l'aide ou d'en proposer, ainsi que pour rassembler des informations. Un groupe d'agriculteurs baptisé « Farmy Army » s'est joint aux étudiants pour nettoyer les zones les plus touchées de la ville et livrer des repas aux résidents affectés. Au nombre des autres contributions de volontaires figurait la préparation par les prisonniers d'un établissement de basse sécurité de 1 500 sandwiches destinés aux sauveteurs et aux volontaires, ou encore les conseils d'architectes professionnels et d'urbanistes qui avaient proposé leurs services volontaires pour aider à reconstruire la ville. Au-delà de la zone touchée, des étudiants d'Auckland ont collecté des fonds pour les victimes tandis que des résidents de Dunedin et de Wellington se sont proposés pour héberger les victimes.

Sources : 3 News. (n.d.) ; MacManus. (2011, February 21).

son ensemble et les ressources plus organisées des organismes publics établis, dont la police, les pompiers et les services médicaux »[29]. Tel est notamment le cas des volontaires dits « permanents »[30] qui sont formés à un haut niveau et disponibles en cas de crise majeure. Certains pays ont de plus en plus recours à ces volontaires. En Chine, le nombre de volontaires formés était estimé à plus de 100 millions en 2006, dont un grand nombre étaient inscrits auprès de trois grandes organisations : la Ligue de la jeunesse communiste, la Croix-Rouge et l'Administration civile[31]. Les volontaires permanents sont particulièrement utiles dans les situations dangereuses résultant de catastrophes moins visibles, telles que les pandémies.

Dans certains cas, les gouvernements ont mis en place des programmes nationaux de volontariat. En 2005, suite à un séisme de grande ampleur au Pakistan, une agence nationale pour la coordination et l'encadrement des activités liées au volontariat, appelée Mouvement volontaire national (National Volunteer Movement – NVM), a été fondée en tant que pivot des activités nationales de volontariat. Ses objectifs au long terme sont de former un pool de premiers intervenants ; de fournir un soutien dans les situations de catastrophe ; de promouvoir le volontariat dans les organismes publics ; de faciliter la coopération au niveau du volontariat entre les secteurs public et privé et la société civile ; d'améliorer la reconnaissance publique du volontariat. Elle possède une base d'environ 17 000 volontaires et en coordonne 80 000 autres. Lors des crues soudaines de 2010, le NVM s'est lancé dans un exercice de mobilisation massive de volontaires. Les plus graves de l'histoire du Pakistan, ces crues ont fait 1 750 morts et affecté quelque 20 millions d'habitants. Le NVM a assuré la liaison entre le gouvernement et les ONG[32].

Le rapport entre volontariat et technologie a été exploré au Chapitre 3. Un système appelé *Ushahidi*, élaboré en 2008, sert à cartographier les violences postélectorales et les efforts de paix au Kenya. Il a depuis été utilisé dans divers efforts d'aide humanitaire, de développement et de secours, y compris lors des séismes

de 2010 au Chili et en Haïti. Les volontaires suivent et cartographient les informations en provenance de divers médias, y compris les informations diffusées par le biais des flux Twitter, des comptes Facebook, des blogues et des médias traditionnels comme la radio, la presse imprimée et la télévision. Les lieux de crise sont ainsi repérés et les volontaires peuvent y accéder plus rapidement. Au départ, la technologie avait été mise au point pour permettre aux utilisateurs de téléphones mobiles d'envoyer des SMS concernant les lieux et les événements. Les messages apparaissent sur une carte en ligne. En réponse au séisme d'Haïti, *Ushahidi* à Nairobi et un partenaire technologique, Frontline SMS, ont créé un code (9636) destiné à toutes les personnes dans le besoin à travers Haïti. Elles pouvaient transmettre des SMS à ce numéro, gratuitement, pour que le groupe d'intervention approprié soit envoyé à leur secours. Ce système a permis d'établir les blessures, les parents et amis perdus, les personnes immobilisées, les cadavres, les orphelins et les besoins d'eau[33]. Dans le cas du séisme de Wenchuan (Chine) en 2008, l'intervention a été accélérée par le partage de plans des zones de la province qui avaient besoin d'assistance, transmis à des milliers de volontaires en ligne[34].

Un effort à plus petite échelle et plus personnel s'est manifesté lors de l'éruption du volcan du mont Merapi, au centre de l'île de Java, en 2010. Une communauté voisine s'est servie de Twitter pour faciliter son intervention. Le compte Twitter faisait partie d'un plus grand réseau d'information, qui avait commencé par une station de radio locale appelée *Jalin Merapi,* créée pour surveiller les signes d'éruption volcanique. L'agence de presse Reuters annonçait à l'époque : « *Jalin Merapi* a aidé les refuges dans l'incapacité de recevoir l'aide du gouvernement en envoyant environ 700 volontaires pour signaler par l'intermédiaire de Twitter les besoins d'aide spécifiques »[35]. « La communauté a annoncé qu'elle avait besoin d'aide pour fournir des repas à 30 000 personnes et, quatre heures plus tard, ces repas étaient prêts »[36]. Bien qu'il n'y ait aucun moyen de vérifier l'exactitude de l'information ainsi partagée, en temps de crise, les individus utilisent la technologie avec laquelle ils sont le plus à l'aise. Dans ce cas, il s'agissait de Twitter[37].

Dans de nombreux pays, les services de pompiers volontaires sont un exemple de la manière dont les individus s'engagent dans l'action volontaire pour renforcer les capacités locales d'intervention en cas de catastrophe. Les pompiers volontaires sont généralement sérieux et très respectés dans le monde entier. Des enquêtes menées au Chili placent les pompiers parmi les institutions auxquelles les Chiliens accordent le plus de confiance, avant la police et l'Église catholique[38]. La première brigade de pompiers volontaires du Brésil, la première d'Amérique latine, date de 1892[39].

Ces dernières années ont vu des nombres croissants de volontaires hors des pays affectés prêts à se joindre aux activités de secours en cas de catastrophe[40]. Cela peut s'accompagner de nouveaux défis. Par exemple, dans le cas du séisme d'Haïti en 2010, des difficultés ont été rencontrées au niveau de la gestion des centaines de médecins et de personnels infirmiers qui se sont portés volontaires et dont les compétences ont souvent été sous-utilisées[41]. Le manque de familiarité avec l'environnement [42] et le manque de sensibilité culturelle et de compétences linguistiques faisaient partie des autres obstacles. Cependant, à condition d'être bien organisée, ce type de contribution est efficace et fort apprécié. Pendant le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, ainsi que lors des séismes qui ont suivi en 2005 et 2006, l'intervention indonésienne a bénéficié d'une immense contribution de volontaires. Elle était à la fois structurée, émanant du gouvernement, des ONG nationales et internationales et des groupes communautaires, et non structurée. Des milliers d'autres volontaires spontanés, non affiliés, sont venus apporter leur aide

dans l'esprit de *gotong royong* (travailler ensemble), que nous avons vu au Chapitre 4. Les volontaires jouent un rôle vital dans les interventions en cas de catastrophe et pourtant, leurs capacités devraient être davantage renforcées. Les gouvernements devraient faire appel à eux en tant que ressource dans le cadre de la gestion intégrée des catastrophes et ne pas les traiter comme un élément à part[43].

VOLONTARIAT ET RELÈVEMENT

Les nombres de volontaires extérieurs aux communautés affectées chutent rapidement une fois la phase d'intervention immédiate achevée. Une étude des ONG engagées dans les efforts de relèvement a constaté que 64 pourcent avaient utilisé les services de volontaires pendant 12 semaines ou moins au lendemain de la crise[44]. Et pourtant, comme l'affirme la Stratégie internationale des Nations Unies pour la réduction des catastrophes : « La réhabilitation et la reconstruction commencent juste après que la phase d'urgence soit terminée, et doit être fondée sur des stratégies préexistantes et des politiques qui facilitent clairement les responsabilités institutionnelles pour le recouvrement et permettent la participation du public »[45].

Pendant la phase de relèvement après une catastrophe, l'attention des autorités nationales et des donateurs a tendance à se concentrer sur la reconstruction des infrastructures physiques essentielles : les ponts, les routes, les lignes électriques et les bâtiments. Elles sont vitales pour soutenir les moyens d'existence, souvent en situation d'extrême vulnérabilité. L'infrastructure sociale est cependant ignorée. Des recherches empiriques de plus en plus nombreuses indiquent que les communautés où l'on constate les plus hauts niveaux de confiance

ENCADRÉ 7.4 Intervention rapide à Haïti

Le projet Cascos Blancos (Casques blancs) a été lancé par le gouvernement d'Argentine en 1993 et cautionné par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1994. Il permet à des volontaires d'Amérique latine et d'autres régions de participer aux efforts de secours et de reconstruction post-catastrophe. Le projet participe à des missions d'intervention d'urgence dans le monde entier. Dans les 72 heures suivant une catastrophe, il peut faire appel à plus de 4 000 volontaires formés à un haut niveau, dans d'autres pays en développement, pour servir auprès d'organismes des Nations Unies et en partenariat avec les programmes des Volontaires des Nations Unies (VNU).

Suite au séisme d'Haïti en janvier 2010, Cascos Blancos a envoyé 37 volontaires d'Argentine, du Paraguay et d'Uruguay pour aider aux secours immédiats et au relèvement à long terme, notamment dans le domaine de la santé. L'équipe de volontaires mobilisée par Cascos Blancos se composait de médecins, de personnel infirmier et d'auxiliaires médicaux, ainsi que de pompiers et d'experts en gestion de l'approvisionnement et en logistique.

Ils transportaient avec eux des fournitures médicales, des équipements sanitaires, de la nourriture, des semences, des tentes et des appareils de communication mobile pour faciliter l'intervention immédiate. Les volontaires ont principalement travaillé à Léogâne, une ville à l'épicentre du séisme, à 40 kilomètres de Port-au-Prince. Ils ont collaboré avec la Pan American Health Organization (PAHO), avec le soutien opérationnel du programme VNU.

Suite au succès et à la reconnaissance du travail des volontaires par la PAHO, MINUSTAH et le gouvernement haïtien, d'autres volontaires du projet Cascos Blancos ont été mobilisés pour apporter un soutien supplémentaire dans la ville de Jimani, à la frontière avec la République dominicaine, ainsi que dans la ville haïtienne de Fond Parisien.

Source : Carlos Eduardo Zaballa, [coordonnateur général de l'ONU, Commission des Casques Blancs, Argentine], Communication en ligne (25 juillet 2011).

Les communautés possédant plus de confiance et d'engagement civique et munies de réseaux plus solides ont une meilleure chance de se remettre d'une catastrophe

et d'engagement civique, ainsi que des réseaux plus solides largement fondés sur le volontariat, ont une meilleure chance de se remettre d'une catastrophe que les communautés fragmentées et isolées[46]. En effet, « les réseaux sociaux peuvent être la ressource la plus fiable au lendemain d'une catastrophe », avance Zhao Yandong de l'Académie chinoise de sciences et technologies pour le développement[47].

Un examen de la catastrophe post-tsunami en Indonésie en 2004 observe que « Les efforts de secours et de relèvement seront plus efficaces s'ils recensent, utilisent et renforcent le capital social existant, c'est-à-dire les compétences, les programmes et les réseaux communautaires. L'approche du relèvement post-catastrophe axée sur la communauté, qui repose sur ce capital social, a besoin d'investissements importants en temps et en ressources humaines mais aboutit à une plus grande satisfaction client, à un déboursement plus rapide et à l'habilitation de la population locale »[48].

La nécessité de s'intéresser aux dégâts subis non seulement par l'infrastructure physique mais aussi par l'infrastructure sociale est largement admise[49]. Le *Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015* citait « l'esprit du volontariat » pour instituer des mécanismes et assurer des interventions appropriées. Comme nous l'avons vu, cet « esprit » de volontariat est une caractéristique universelle des êtres humains, qui anime le désir des populations de s'entraider pendant la phase de relèvement tout comme dans les autres phases du cycle des catastrophes. Il contribue considérablement à redonner espoir et confiance aux communautés au fur et à mesure que leurs moyens d'existence sont reconstruits.

CONCLUSIONS ET DISCUSSIONS

Les communautés ont toujours été confrontées à des catastrophes et le volontariat a toujours été présent, qu'il s'agisse de préparation ou de relèvement. Étant donné l'attention accrue accordée au cours des dernières années à l'élaboration et à la mise en œuvre d'approches stratégiques des catastrophes, y compris l'exploitation des liens avec le développement, le volontariat doit avoir sa place attitrée dans le discours. Ce chapitre a démontré les divers modes d'action volontaire aux stades de la préparation, de l'atténuation, de l'intervention et du relèvement en cas de catastrophe. Il a montré les divers visages de cette action :

ENCADRÉ 7.5 Le relèvement et l'esprit de *Gotong Royong*

Les grands séismes survenus au large de la partie nord de l'île indonésienne de Sumatra en 2004 et 2005, et les tsunamis qui ont suivi, ont causé de lourdes pertes de vies et des dégâts matériels considérables, plus particulièrement dans les provinces d'Aceh et Nias. L'aide des donateurs internationaux comprenait une subvention de 291 millions de dollars au gouvernement d'Indonésie par la Banque asiatique de développement (BAD). Destinée au projet de soutien d'urgence aux victimes du tsunami et du séisme (Earthquake and Tsunami Emergency Support Project - ETESP), cette subvention devait servir à rétablir les services publics et l'infrastructure, ainsi qu'à faciliter la reprise économique dans les régions touchées. Le projet insistait sur l'importance de la participation des communautés locales à tous les stades. L'élément d'irrigation, par exemple, était une partie vitale du rétablissement des moyens d'existence ruraux. La réhabilitation et la reconstruction des systèmes de canaux à bas niveau ont été entreprises par les organisations d'usagers de l'eau selon la longue tradition du travail volontaire *gotong royong*. Le succès du projet a démontré qu'avec un soutien expert et financier externe approprié, les communautés locales sont capables d'entreprendre des travaux d'infrastructure importants avec efficacité, même lorsqu'elles sont traumatisées par une grande catastrophe naturelle ou de longs conflits internes, comme dans le cas d'Aceh.

Source : Seyler, Communication personnelle, 14 juillet 2011.

les actions spontanées d'individus au niveau communautaire, le volontariat organisé avec les associations et les organisations au niveau local et national, et les volontaires de l'étranger. Il a également souligné que la participation de volontaires permettait de veiller à ce que les valeurs fondamentales que sont la solidarité et le sentiment d'une destinée commune, qui ajoutent infiniment à la résilience des communautés, soient traduites dans les stratégies et les programmes de réduction des risques de catastrophe.

L'un des visages les plus visibles du volontariat se manifeste lors de catastrophes. Il ne devrait donc rien y avoir de surprenant à ce que ce soit à ce niveau-là que les actions en soutien du volontariat sont le plus fortement articulées. Le *Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015* a pour sous-titre « Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes »[50]. Il s'agit là d'une indication claire du rôle des communautés et, au sein des communautés, de l'action volontaire de leurs membres. Diverses recommandations pour veiller à l'éducation et à la formation des populations locales aux catastrophes sont formulées dans le Cadre de Hyogo. Elles devraient largement contribuer à faire en sorte que le pouvoir qu'a le volontariat de réduire les vulnérabilités et d'augmenter la résilience aux catastrophes soit pleinement exploité.

CHAPITRE 8

Volontariat et bien-être

Trop souvent et depuis trop longtemps, nous semblons avoir abandonné l'excellence personnelle et les valeurs communautaires à la simple accumulation de choses matérielles. Notre produit national brut (PNB) […] si c'est d'après lui que nous jugeons les États-Unis d'Amérique […] prend en compte dans ses calculs la pollution de l'air, la publicité pour le tabac et les ambulances qui évacuent les accidentés de la route. Il comptabilise les verrous spéciaux que nous installons sur nos portes et le coût des prisons où nous enfermons ceux qui réussissent à les forcer. Il comprend la destruction de nos forêts de séquoias ainsi que l'abandon de notre merveilleuse nature à un urbanisme tentaculaire et chaotique. Il tient compte du napalm, des armes nucléaires et des voitures blindées de la police destinées à réprimer des émeutes dans nos villes. Il comptabilise le fusil Whitman et le couteau Speck, ainsi que les émissions de télévision qui glorifient la violence dans le but de vendre les jouets à nos enfants. En revanche, le PNB ne rend pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur éducation ni même du plaisir qu'ils prennent à leurs jeux. Il ne mesure pas la beauté de notre poésie ou la solidité de nos mariages, la qualité de nos débats publics ou l'intégrité de nos représentants. Il ne mesure pas non plus notre esprit ou notre courage, notre sagesse ou nos enseignements, notre compassion ou notre attachement à notre pays. En gros, le PNB mesure tout, sauf ce qui fait la valeur de la vie[1].

Robert F. Kennedy (18 mars 1968)

INTRODUCTION

Aux chapitres précédents, nous nous sommes penchés sur les contributions du volontariat dans des domaines spécifiques. Nous allons maintenant nous intéresser aux effets de ces contributions sur la société dans son ensemble. Depuis longtemps, la réussite des pays est mesurée en fonction du produit intérieur brut (PIB), bien que le rapport direct entre croissance économique et progrès social soit de plus en plus remis en question. Les critiques demandent d'autres concepts et de nouveaux indicateurs. En réalité, cela n'a rien d'original, comme le montre la citation extraite d'un discours prononcé par Robert Kennedy en 1968. Selon le rapport Dag Hammarskjöld 1975 : « Le développement est un tout ; c'est un processus culturel intégral chargé de valeurs ; il englobe l'environnement naturel, les rapports sociaux, l'éducation, la production, la consommation, le bien-être »[2]. Sortie des confins des cercles universitaires pour entrer dans le débat public, cette question est aujourd'hui de plus en plus pertinente aux plus hauts niveaux de la responsabilité politique, conséquence des crises mondiales actuelles qui affectent l'économie, la société et l'environnement.

Des économies fortes et performantes sont souhaitables mais seulement dans la mesure où elles permettent aux populations de vivre dans le bien-être

Le Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social de 2009, également connue sous le nom de Commission Stiglitz, marquait un jalon de l'évolution du débat sur ce que les sociétés devraient chercher à accomplir. Elle a vu le jour sur l'initiative de la France, dans le but de déterminer les limites du PIB en tant qu'indicateur de performance économique et de progrès social, et d'examiner les alternatives[3]. Sous la direction des éminents économistes Joseph Stiglitz, Amartya Sen et Jean-Paul Fitoussi, cet important projet conclut que le PIB ne devrait pas être mis à l'écart. Cependant, en tant qu'indicateur de l'activité des marchés, il néglige un grand nombre de facteurs qui contribuent au bien-être humain et au progrès sociétal. Les auteurs soutiennent que : « parce que ce que l'on mesure définit ce que l'on recherche collectivement (et vice versa), ce rapport et sa mise en œuvre sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur la manière dont nos sociétés se perçoivent et, par voie de conséquence, sur la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques »[4].

En quoi cela est-il important pour le volontariat ? La Commission Stiglitz, comme d'autres projets remettant en question le paradigme de la croissance économique, considère le bien-être comme l'objectif ultime du développement. Il est clair que des économies fortes et performantes sont souhaitables mais seulement dans la mesure où elles permettent aux populations de vivre dans le bien-être. Au nombre de ces importants facteurs figurent les valeurs de solidarité, de passion pour une cause et de désir de rendre quelque chose à la société, reconnues tout au long du présent rapport. Ce chapitre commence par s'intéresser au bien-être et à l'impact du volontariat sur celui-ci. Nous examinons ensuite quelques questions politiques connexes.

Le bien-être a été décrit comme le fait de se sentir bien, tant sur le plan physique que sur le plan psychologique[5]. La notion de bien-être repose sur « le sentiment d'avoir ce dont on a besoin pour vivre une bonne vie »[6]. Aux fins de ce rapport, nous ajoutons la notion de « bien-être social », défini comme un sentiment d'appartenir à nos communautés, une attitude positive vis-à-vis de l'autre, un sentiment que nous contribuons à la société et que notre comportement est pro-social, la conviction que la société est capable de se développer de manière positive »[7].

D'autres définitions comprennent la notion de bonheur. Diverses enquêtes s'intéressent de différentes façons à la satisfaction par rapport à la vie et au bonheur des individus. Les réponses aux questions sur la satisfaction par rapport à la vie et le bonheur traduisent des conceptions différentes. La satisfaction

vis-à-vis de la vie est plus proche du bien-être, qui concerne des aspects concrets comme la santé, le logement et l'éducation. La notion de bonheur fait intervenir un élément d'évaluation de sa vie[8]. Le Royaume du Bhoutan a fait du bonheur un objectif national fondamental. En 2011, le Bhoutan a introduit une initiative à l'Assemblée générale des Nations Unies, qui invite les États membres à élaborer des mesures tenant compte de l'importance de la quête du bonheur et du bien-être afin d'orienter leurs politiques de développement[9]. « Bonheur » et « bien-être » sont des termes souvent employés indifféremment. Cependant, la notion de bonheur désigne des sentiments positifs subjectifs concernant le contexte et l'environnement de la vie d'une personne, tandis que la notion de bien-être comprend des paramètres mesurables, comme la santé, la sécurité et la stabilité financières, ainsi que des sentiments d'appartenance et de participation. Dans le présent rapport, le bonheur est considéré comme faisant partie intégrante du bien-être.

À première vue, la pertinence du bien-être pour une grande partie du monde en développement, notamment les populations pauvres en revenus, peut paraître discutable. Lorsque les revenus des individus sont insuffisants pour leur procurer l'essentiel nécessaire à leur survie, le bien-être et le bonheur peuvent paraître secondaires. Cependant, les pauvres en revenus ne sont pas définis exclusivement par leur pauvreté. Ils recherchent le bien-être pour eux-mêmes, pour leurs enfants et pour leurs communautés. De plus en plus de données indiquent que les populations des pays en développement ont des notions de bien-être tout aussi vives et valides que celles des populations de pays plus riches[10].

Le groupe de recherche sur le bien-être dans les pays en développement (Wellbeing in Developing Countries research group) est un projet sans précédent, lancé en 2003 à l'université de Bath (Royaume-Uni) en vue d'élaborer un cadre pour comprendre le bien-être. L'application du cadre a été testée au Bangladesh, en Éthiopie, au Pérou et en Thaïlande, en collaboration avec des partenaires locaux. Bien que le volontariat ne soit pas explicitement mentionné dans les conclusions de l'étude, les domaines clés cités par les individus comme ayant un impact sur leur bien-être comprenaient les possibilités de participer et de prendre des mesures efficaces, l'établissement de rapports sociaux positifs et la confiance en soi[11]. Au Bangladesh, la bienveillance et l'altruisme menaient au bien-être. En Éthiopie, c'était l'apport de conseils et le règlement des différends. Au Pérou et en Thaïlande, l'entraide était plus importante[12]. En axant l'enquête sur la notion de bien-être, au

ENCADRÉ 8.1 Le bonheur national brut du Bhoutan

C'est dans l'État himalayen du Bhoutan que le bonheur a le plus largement été adopté en tant qu'indicateur primordial du progrès. Le concept de bonheur national brut (BNB), introduit pour la première fois en 1972, est profondément enraciné dans le contexte historique, culturel et socio-économique du Bhoutan. Les éléments de fond du BNB, notamment l'objectif général de bien-être et celui plus spécifique de la préservation de l'environnement sont extraits des valeurs bouddhistes, tandis que les principes d'autonomie et de paternalisme sont inhérents à la société bhoutanaise. Le concept a déclenché un dialogue national sur le progrès et est devenu une ligne directrice dans l'élaboration des politiques au Bhoutan. Dans une interview donnée au *Financial Times* en 1986, le roi du Bhoutan déclarait : « Le bonheur national brut est plus important que le produit national brut ».

Un indice de neuf domaines a été élaboré afin de mesurer le concept. Il comprenait : l'éducation, la santé physique, le bien-être psychologique, l'utilisation du temps, les niveaux de vie, la diversité culturelle, la bonne gouvernance, la diversité écologique et la résilience et, enfin, la vitalité communautaire et les rapports sociaux. La notion de vitalité communautaire est axée sur les forces et les faiblesses des relations et des interactions au sein des communautés. Dans ce domaine, le volontariat est une variable importante à mesurer. Les questionnaires demandent aux Bhoutanais s'ils travaillent pour leurs communautés à titre volontaire, car le travail volontaire est considéré comme indispensable à la vitalité et au bonheur de la communauté.

Sources : Braun. (2009) ; Priesner. (2008).

Les relations humaines sont au cœur du bien-être

lieu de celle de pauvreté, les chercheurs ont pu se pencher sur ce que les pauvres en revenus possèdent et sur ce qu'ils sont capables de faire, au lieu de se concentrer sur leurs déficits. Le but était d'aboutir à des représentations plus crédibles et plus respectueuses de la vie des individus, en vue d'éclairer les politiques et pratiques en matière de développement, et de créer des conditions propices au bien-être.

Le groupe de recherche collabore actuellement avec des ONG locales partenaires à un projet de suivi en Inde et en Zambie rurales. Leurs recherches s'intéressent spécifiquement aux effets de la pauvreté sur le bien-être et à l'influence générale du bien-être sur le parcours des individus par rapport à la pauvreté. Le domaine du bien-être comprend les notions de valeurs et de sens, de rapports sociaux et de participation, qui font toutes partie intégrante du volontariat. Selon une étude du projet Wellbeing and Poverty Pathways (2011), « Les relations humaines sont au cœur du bien-être – et non pas la propriété d'un individu »[13]. La même étude montre également que « l'évaluation du bien-être doit dès lors tenir compte des interactions entre les individus et entre les individus et leur environnement »[14].

Le rapport entre volontariat et bien-être a été amplement étudié dans les pays développés, aboutissant à des conclusions largement fondées sur l'information fournie par les individus concernant l'impact positif du volontariat sur les problèmes de santé, de dépression et de satisfaction vis-à-vis de la vie[15]. Ce chapitre cherchera à éclairer les rapports entre volontariat et bien-être en examinant l'impact de l'action volontaire sur le bien-être des communautés ainsi que des individus.

ENCADRÉ 8.2 Volontariat et bien-être personnel

En Afrique du Sud, une étude des auxiliaires de vie volontaires d'organisations religieuses, qui travaillent avec des personnes vivant avec le sida, a constaté que les volontaires dérivaient de ce travail un sentiment d'épanouissement et de développement personnel. Ils ont parlé de la satisfaction tirée du fait d'être aimés et appréciés par les membres de leur communauté pour leurs services. Ils ont dit se sentir récompensés lorsque les services rendus rendaient leurs patients heureux et lorsqu'ils acquéraient de nouvelles compétences. Le fait d'avoir un impact réel dans leur communauté contribue au sentiment de bonheur des volontaires.

Source : Akintola. (2010).

VOLONTARIAT ET BIEN-ÊTRE PERSONNEL

Un grand nombre d'études consacrées au bien-être que les individus retirent du volontariat concernent la santé. Elles examinent l'impact de l'expérience de volontariat sur le ressenti des individus et sur la manière dont ils évaluent leur vie dans son ensemble. Toutes constatent que les individus qui s'engagent dans une action volontaire ont davantage tendance à se déclarer heureux[16]. L'aspect « service » de l'action volontaire incite souvent les volontaires à parler d'un sentiment de « chaud au cœur » qu'ils associent au fait d'aider quelqu'un et de contribuer au bien public[17] en plus de se sentir plus forts et plus dynamiques[18]. Pour les personnes plus âgées, le volontariat entraîne une humeur plus positive[19] et diminue l'angoisse et les sentiments d'impuissance[20].

Quelques études longitudinales observant le bien-être des individus au fil du temps ont constaté que l'engagement dans l'action volontaire favorise une bonne santé mentale[21]. Il peut également réduire les pressions psychologiques et atténuer les conséquences négatives du stress tout en améliorant la satisfaction vis-à-vis de la vie, la volonté de vivre et le respect de soi[22]. Les individus engagés dans une action volontaire pendant un plus grand nombre d'heures et pour plus d'une organisation connaissent un plus grand bien-être[23].

D'autres études longitudinales ont suggéré que l'engagement dans l'action volontaire entraînait une meilleure santé physique[24]. D'autres adultes sans activité volontaire signalent une santé considérablement moins bonne que celle des volontaires. En Chine

rurale, on constate que les rapports réciproques établis à travers l'entraide aboutissent à des niveaux de santé supérieurs. Notamment, les plus hauts niveaux de confiance pouvant résulter de cette entraide sont liés aux niveaux supérieurs de santé générale, de santé mentale et de bien-être subjectif[25]. Les taux de mortalité sont inférieurs chez les volontaires, par rapport aux non volontaires du même âge, indépendamment de l'âge, de la situation familiale, de l'éducation ou du sexe[26]. Une étude constate un taux de mortalité nettement inférieur chez les personnes âgées qui disent apporter un soutien pratique ou moral à d'autres, par rapport à celles qui ne sont pas dans ce cas[27]. Fait intéressant, l'apport de soutien a un bien plus grand impact sur les taux de mortalité que le fait de recevoir un soutien. Bien que le rapport entre santé et volontariat soit à double sens, les personnes en bonne santé ayant davantage tendance à être volontaires, ces études démontrent de manière assez concluante que le volontariat contribue au bien-être physique.

VOLONTARIAT ET BIEN-ÊTRE COMMUNAUTAIRE

Le volontariat a également un impact positif important sur le bien-être communautaire. Il tisse des liens entre les individus, augmente le capital social et contribue à un grand nombre de facteurs sociaux qui créent des sociétés saines, dans lesquelles il fait bon vivre. Un sentiment accru de communauté donne également lieu à une hausse du volontariat. Un cercle vertueux est ainsi créé, dans lequel les individus s'engagent dans le volontariat, renforçant les liens communautaires qui attirent vers le volontariat. Le terme « communauté » englobe non seulement la notion de proximité géographique mais aussi celle de besoins, de ressources et d'intérêts communs. L'adhésion à des communautés virtuelles peut engendrer des sentiments d'appartenance et de bien-être. Les efforts pour capter l'expérience subjective du bien-être communautaire se sont largement concentrés sur les composants sociaux du bien-

ENCADRÉ 8.3 Le bien-être par le volontariat au Brésil

Pour l'Associação de Apoio à Criança em Risco (ACER) (Association d'aide à l'enfance en danger), le développement économique local des voisinages pauvres, comme Eldorado dans la ville brésilienne de Diadema, doit venir de l'intérieur de la communauté. Un nouveau projet s'intéresse au potentiel inexploité des 13 à 16 ans. La plupart des jeunes de 16 ans doivent gagner leur vie. Avant d'atteindre cet âge, ils sont largement négligés dans la communauté en dépit de leurs idées et de leur énergie. Près de 600 élèves de l'école Simon Bolivar ont participé à des ateliers autour de cinq thèmes principaux : le développement économique local, la cartographie des actifs communautaires, mon école durable, la gestion de projet et cinq recettes du bien-être. À travers ces ateliers, les jeunes ont examiné ce qui compte pour eux, leur interdépendance vis-à-vis des autres et de la nature, et leurs propres capacités à réaliser des changements concrets. Ils ont parlé de ce qui, à leur avis, contribuerait au bien-être économique, social et environnemental, ainsi qu'au bien-être de leur communauté.

ACER offre à ces jeunes le soutien d'un éducateur formé aux techniques d'accompagnement. Son rôle est de libérer l'imagination, l'ingéniosité et l'énergie naturelles qui aident les jeunes à croire en eux-mêmes. Des groupes de jeunes ont dirigé des projets de nettoyage de l'école, assuré la publicité d'une fête de Halloween organisée par une troupe théâtrale locale et élaboré un atelier pour apprendre à des enfants et des adolescents comment confectionner des décorations de Noël à partir de matériaux recyclés. Ce groupe a tenu 15 réunions pour consolider les idées, organiser les matériaux et les recherches et s'entraîner à réaliser des objets à partir de matériaux recyclables. Talia, membre du groupe, a souligné l'importance de l'éducateur qui « croyait toujours en nous ».

L'éducateur les a aidés à entretenir une énergie positive et la volonté d'agir à l'avenir en cherchant activement à favoriser le bien-être psychologique et social des jeunes. ACER évalue l'évolution des sentiments des jeunes au fur et à mesure de la progression du projet par le biais d'enquêtes. Celles-ci s'intéressent à leur sentiment de compétence, d'autonomie, de lien avec les autres, ainsi qu'à leurs ressources personnelles en termes d'estime de soi, de résilience et d'optimisme.

Sources : Jonathan Hannay [directeur des activités de charité, Associação de Apoio à Criança em Risco, São Paulo, Brésil], Interview (14 février 2011) ; ACER (2010, 2011).

être humain. Le bien-être social a été évalué en se basant sur des mesures des relations de soutien, de la confiance et de l'appartenance[28]. Les volontaires ont davantage tendance à développer des « compétences civiques », à attacher une plus grande importance au fait de servir l'intérêt public en tant qu'objectif de vie personnel et à être plus actifs au plan politique. Ainsi, lorsqu'ils se livrent à leurs activités volontaires, les individus cultivent également une mentalité qui contribue à un environnement social qui favorise le bien-être de tous[29].

Les individus sont en meilleure santé, réussissent mieux à l'école et connaissent moins d'actes criminels lorsqu'ils vivent dans des voisinages caractérisés par des niveaux élevés de types informels de volontariat

Un autre concept lié au bien-être communautaire est celui de la résilience : l'aptitude collective à s'engager et à mobiliser des ressources communautaires pour répondre au changement ou l'influencer[30]. Une étude a mis en relief les liens entre stabilité et bien-être communautaires dans les communautés dépendantes des forêts[31]. Il a été suggéré que la résilience économique locale se déclinait en trois dimensions : les ressources communautaires, la citoyenneté active et l'action stratégique[32]. Les liens sociaux et les ressources auxquelles ils permettent d'accéder collectivement entretiennent la vie communautaire et soutiennent la résilience à condition d'être étayés par des valeurs de confiance, de réciprocité et d'appartenance. En période de prospérité, ils consolident les économies locales. En période difficile, l'impact de facteurs de risque indépendants de la volonté des individus peut être réduit par l'aptitude d'une communauté à s'engager et à mobiliser ses ressources pour répondre positivement au changement et pour l'influencer. Comme nous l'avons vu dans d'autres chapitres, cela se produit, par exemple, lorsqu'une catastrophe survient ou qu'un conflit violent éclate. Le volontariat peut aussi aider à réduire la criminalité. Les liens directs entre voisins, et le fait qu'ils se connaissent les uns et les autres, assurent une « surveillance naturelle »[33].

Des résultats analogues ont été constatés pour l'action volontaire hors du contexte organisationnel. Les individus sont en meilleure santé, réussissent mieux à l'école et connaissent moins d'actes criminels lorsqu'ils vivent dans des voisinages caractérisés par des niveaux élevés de types informels de volontariat, comme par exemple l'aide aux personnes âgées ou la participation aux projets communautaires locaux[34]. Une étude sur un échantillon national d'Afro-américains aux États-Unis a constaté que les réseaux de soutien social ou la famille, l'amitié, l'église et les voisins contribuaient à la satisfaction des individus vis-à-vis de la vie et à leur bonheur[35]. Une autre étude, en Éthiopie urbaine, établissait que les réseaux sociaux directs et la possibilité de faire appel aux autres en cas d'urgence étaient liés au bien-être et au bonheur subjectifs[36].

BIEN-ÊTRE ET POLITIQUES

La notion de bien-être s'introduit progressivement dans les politiques nationales. Le Bhoutan a été mentionné plus haut (voir *Le bonheur national brut au Bhoutan*) en tant qu'exemple d'un pays qui tient depuis longtemps compte de la qualité de vie dans ses politiques. Depuis 2004, des conférences se sont tenues dans le monde entier sur le thème du bonheur national brut, notamment au Bhoutan, au Brésil, au Canada et en Thaïlande. Les participants y ont discuté des conclusions des recherches concernant les politiques en matière de bien-être et les indicateurs de développement pour mesurer le bonheur.

La notion de *buen vivir* (bien vivre) dans les Andes exprime le souci de bien-être des populations indigènes et souligne la coexistence harmonieuse avec d'autres populations et avec l'environnement. Travailler ensemble à travers l'action volontaire pour atteindre des objectifs communs fondés sur des valeurs telles que la tolérance et le respect fait partie intégrante de la vie de populations autochtones dans le monde entier. Cette évolution est particulièrement intéressante pour ce rapport. L'application dans la pratique

reste cependant problématique, étant donné que les indicateurs de progrès généralement acceptés n'englobent pas cette dimension. Par conséquent, de nouveaux indicateurs sont nécessaires. Il faut dire que de nombreuses discussions ont eu lieu sur le sens exact de la notion de *buen vivir* en termes d'application pratique puisqu'elle rejette généralement les indicateurs de progrès acceptés[37].

Plusieurs pays se sont concentrés sur le bien-être des jeunes. Une étude menée au Brésil en 2007 avec le soutien de la Banque mondiale s'interrogeait sur la manière dont les jeunes Brésiliens vivaient la transition à l'âge adulte. Elle s'intéressait à la santé, aux résultats scolaires, aux rapports et aux conditions socio-économiques. Le *Rapport sur le développement humain 2010* de l'Égypte, axé sur les moyens d'intégrer les jeunes dans la société, propose un indice annuel du bien-être[38]. Il évalue les progrès par rapport à divers indicateurs et éclaire les politiques relatives aux jeunes pour veiller à ce que leur contribution potentielle au développement soit pleinement réalisée. La participation civique, à laquelle il est estimé que le volontariat des jeunes contribue, est incluse au nombre des indicateurs[39]. L'indice du bien-être du Canada recense et fait connaître les facteurs qui ont un impact sur la qualité de vie des Canadiens. La vitalité communautaire est l'un des indicateurs clés et le volontariat fait partie des principaux paramètres pris en compte[40].

L'indice de planète heureuse de la New Economic Foundation au Royaume-Uni est un indice mondial qui allie l'impact environnemental et le bien-être pour mesurer, pays par pays, l'efficacité environnementale grâce à laquelle les individus vivent heureux longtemps. Il indique que des niveaux élevés de consommation de ressources ne donnent pas des niveaux élevés de bien-être[41]. Le Rapport sur le développement humain 2010 comporte un indice du bien-être et du bonheur basé sur les données du sondage mondial Gallup, qui cite la satisfaction vis-à-vis de la vie ainsi que les mesures de but, de respect et de soutien social. Le bien-être est un concept central au projet mondial de mesure des progrès des sociétés de l'OCDE, dont le but est de sensibiliser et de mobiliser le soutien politique à l'amélioration des mesures du progrès[42]. Ces mesures comprennent la richesse des interactions des individus au sein de leurs communautés. Le volontariat est présent à travers les valeurs qu'il représente et le sentiment d'utilité et de but qu'il donne à la vie de chacun.

Le bien-être est ainsi de plus en plus considéré comme un concept utile et important, pouvant guider et éclairer les politiques de développement. Un consensus est en train de se former autour de l'idée qu'une meilleure compréhension du bien-être pourrait aboutir à une meilleure promotion de l'efficacité de l'aide au développement. Cependant, peu de travail a été fait à ce jour pour déterminer des mécanismes et des modes de travail en appui direct du bien-être pour les individus et les communautés au fur et à mesure de leur développement économique. Il manque « de clarté quant aux moyens de traduire [le bien-être] dans la pratique, au niveau des programmes et des projets »[43].

ENCADRÉ 8.4 Bien vivre

Les communautés indigènes des Andes possèdent un modèle alternatif de croissance qu'elles appellent *sumak kawsay* en quechua, qui se traduit par *buen vivir* en espagnol. Traduit en français par « bien vivre », ce concept repose sur les anciennes traditions de solidarité et de respect des autres et de l'environnement, au lieu de l'individualisme et du matérialisme. Il reflète une transition du progrès économique vers une idée plus humaniste, axée sur la qualité de vie. Ses valeurs fondamentales sont le bien-être collectif et la satisfaction des besoins élémentaires, en harmonie avec les ressources naturelles de la planète. Le *sumak kawsay* a été consacré par la constitution équatorienne en 2008. En 2009, le *buen vivir*, ou *suma qamaña* en aymara, a été incorporé dans la constitution de la Bolivie en tant que principe éthique et moral devant être promu par l'État.

Sources : Gudynas & Acosta. (2011) ; Davey. (2011).

La meilleure compréhension du bien-être pourrait promouvoir l'efficacité du développement davantage

CONCLUSIONS ET DISCUSSIONS

Beaucoup pensent, de nos jours, que le PIB ne donne pas une image adéquate d'une société parce qu'il ne tient pas compte du bien-être des individus et de leurs communautés. Il n'inclut pas non plus les activités qui ont une valeur économique mais se situent en dehors du marché et n'ont donc pas, jusqu'à présent, été prises en compte dans les comptes nationaux, comme nous l'avons vu au Chapitre 2. Dans la quête de modèles alternatifs de développement, le bien-être gagne rapidement en respectabilité en tant que concept utile pour guider et éclairer les politiques de développement. Il offre « une chance unique d'améliorer la manière dont nos politiques sont élaborées et de donner un souffle nouveau au processus démocratique »[44].

En rendant explicite le rapport entre volontariat et bien-être, il serait possible de veiller à ce que les politiques tiennent compte de toutes les options d'action

Il existe des définitions diverses du bien-être et les opinions diffèrent quant à ce qu'il devrait inclure. Il s'agit certainement de relier le processus de développement à des facteurs qui reflètent un meilleur mode de vie pour tous. Comme nous l'avons vu, en ce qui concerne le volontariat, la question des rapports est primordiale. Notre propre bien-être est indissociable de ce que nous contribuons aux vies des autres. Lorsque l'économie traditionnelle favorise les valeurs d'intérêt personnel et de concurrence pour atteindre une satisfaction maximum, une approche axée sur le bien-être trouve encore plus de raison d'apprécier la compassion et la coopération, deux valeurs fondamentales du volontariat. Le discours sur la qualité de vie et le bien-être, ainsi que sa place dans le paradigme changeant du développement, doivent reconnaître la solidarité et les valeurs réciproques du volontariat comme faisant partie de la dynamique qui accentue le bien-être humain.

Il s'agit désormais d'accorder une attention particulière à la contribution du volontariat à des « sociétés saines dans lesquelles il fait bon vivre », comme nous l'avons vu plus haut, ou ce que l'indice canadien du bien-être appelle la « vitalité communautaire ». Une société saine est une société qui accorde de l'importance aux rapports formels et informels qui, en facilitant l'interaction et l'engagement, engendrent un sentiment d'appartenance. Une société saine est également caractérisée par une participation générale de toutes les sections de la population. Comme nous l'avons vu ailleurs dans ce rapport, les communautés qui possèdent ces caractéristiques progressent mieux vers la réalisation des aspirations communes. Elles sont davantage capables de développer la résilience, de supporter les chocs et les pressions que les pauvres en revenus, plus particulièrement, rencontrent régulièrement.

Le chapitre suivant s'intéresse à certains aspects du cadre de développement évolutif et à l'émergence du bien-être en tant qu'élément clé. Nous pouvons toutefois déjà affirmer que les responsables politiques doivent incorporer le volontariat dans le discours actuel. Il l'est déjà implicitement de nombreuses façons. Et pourtant, en rendant explicite le rapport entre volontariat et bien-être et en établissant un lien avec les chercheurs et les professionnels sur le terrain, dans le domaine de l'engagement volontaire, il serait possible de veiller à ce que les politiques tiennent compte de toutes les options d'action. Les chercheurs ont besoin d'élargir leur travail sur le volontariat. Ils doivent couvrir l'impact de l'action volontaire sur le bien-être des communautés et des sociétés dans une bien plus grande mesure, plus particulièrement dans le monde en développement. Les organisations qui emploient des volontaires devraient être proactives et faire connaître l'impact de leur travail. Cet impact n'est pas limité aux volontaires eux-mêmes et aux individus et causes auxquels l'action volontaire est destinée. Les organisations doivent considérer la contribution globale de leurs efforts à la santé de leurs sociétés.

Conclusion : la voie à suivre

L'agenda de l'efficacité de l'aide a donné lieu à d'importants changements de comportement, de la part à la fois des donateurs et des partenaires. La question qui se pose désormais à la communauté mondiale est celle de savoir si ce progrès suffit pour surmonter d'encore plus grandes difficultés mondiales. Face aux crises récentes des finances, de la sécurité, de l'alimentation, de la santé, du climat et de l'énergie, je suis arrivé à la conclusion que le paradigme du développement n'a pas suffisamment évolué. Pour résoudre ces crises et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, nous devons tous faire plus.

Brian Atwood (n.d.)

Le volontariat ne devrait pas prendre la place des actions qui sont la responsabilité de l'État

INTRODUCTION

Le présent rapport a mis en valeur la nature universelle et les valeurs sous-jacentes du volontariat, ainsi que ses contributions importantes aux grandes problématiques de notre époque. Nous avons vu comment les individus s'engagent dans le volontariat en tant que voie d'accès à l'inclusion, pour avoir des moyens d'existence durables, pour gérer les risques de catastrophe et pour prévenir les conflits violents ou surmonter leurs conséquences. Nous avons également vu comment l'action volontaire pouvait contribuer de manière considérable à la cohésion et au bien-être des communautés et des sociétés en tant que tout. Au vu des grands bouleversements qui touchent la plus grande partie de notre planète, il faut aujourd'hui plus que jamais reconnaître, encourager et favoriser les actions qui aboutissent à une communauté mondiale vivant en harmonie, caractérisée par la justice, l'équité, la paix et le bien-être.

Le présent rapport ne prétend pas que le volontariat est une panacée pouvant être « programmée » pour redresser à elle seule les injustices du monde. Un argument clé, qui domine la législation intergouvernementale des dix dernières années, est que le volontariat ne devrait pas prendre la place des actions qui sont la responsabilité de l'État. Cependant, les gouvernements et les autres parties prenantes de la société civile, le secteur privé et les agences internationales pour le développement ont des rôles cruciaux à jouer dans la promotion et le maintien d'un environnement dans lequel le volontariat pourra s'épanouir.

L'enjeu du volontariat réside avant tout dans les rapports qu'il peut créer et entretenir parmi les citoyens d'un pays

En même temps, il conviendrait de veiller à ne pas être trop prescriptifs quant à la manière dont les citoyens devraient s'engager dans le volontariat. Cela pourrait éliminer l'aspect spontané de l'action volontaire et avoir un impact négatif sur les valeurs mêmes qui poussent les individus à s'engager. Il est essentiel de comprendre et d'apprécier le volontariat en termes de la valeur qu'il accorde aux approches axées sur les individus, aux partenariats, aux motivations autres que financières, et à l'ouverture à l'échange d'idées et d'information. L'enjeu du volontariat réside avant tout dans les rapports qu'il peut créer et entretenir parmi les citoyens d'un pays. Il engendre un sentiment de cohésion sociale et aide à développer la résilience qui permet de faire face aux problèmes traités dans le présent rapport. Cette cohésion et cette résilience sont souvent les éléments fondamentaux d'une vie décente à laquelle toutes les populations aspirent. Le volontariat est un acte de solidarité humaine, d'autonomisation et de citoyenneté active. Il nous donne l'espoir d'un monde meilleur pour tous.

En dépit de tout ce qu'il offre, le volontariat reste largement absent jusqu'à maintenant de l'agenda pour la paix et le développement, et cela est regrettable. Le Chapitre 1 attribuait ce fait aux idées fausses qui forment un « paradigme dominant » quant à la définition du volontariat et de ce qu'il accomplit. Ce paradigme trompeur a tendance à obscurcir l'essence de l'action volontaire et son impact sur nos vies quotidiennes. L'important rôle complémentaire que l'action volontaire peut avoir, parallèlement à d'autres domaines d'intervention, est donc malheureusement réduit, ou totalement ignoré, dans les discussions fondamentales sur les politiques et programmes de développement. Par conséquent, ces interventions sont moins efficaces qu'elles ne le seraient si les désirs des individus de s'engager par le volontariat, et leurs aptitudes, étaient pleinement pris en compte. Il s'agit là non seulement d'accomplir les objectifs de développement désirés mais aussi de créer davantage de bienfaits intangibles associés à la participation des individus, et notamment l'amélioration du bien-être et la cohésion sociale.

Le volontariat dans les pays développés est l'objet d'un grand nombre de recherches,

de discussions et d'écrits. En effet, il fait de plus en plus partie du discours sur le genre de sociétés que nous recherchons. Il constitue un aspect du comportement humain qui doit être entretenu et encouragé. Ce même phénomène dans de nombreux pays en développement, lorsqu'il est reconnu, est généralement considéré comme partie intégrante des cultures et traditions locales ; un aspect rarement pris en compte dans la pensée stratégique. Et pourtant ces mêmes cultures et traditions, et les rapports réciproques fondés sur le volontariat qui sont à leur base, sont à la fois anciennes et très contemporaines pour une grande partie de l'humanité. Elles sont une caractéristique clé des stratégies visant à permettre aux populations de survivre et de progresser vers les niveaux supérieurs de bien-être. En tant qu'expressions de solidarité dans le monde entier, elles ont besoin d'être respectées, revalidées et mises en valeur dans le débat sur le développement.

LE MOMENT EST PROPICE

La date de parution de ce rapport est cruciale. En 2010, le monde s'est penché sur les progrès de la réalisation des huit OMD que les pays s'étaient engagés à atteindre à l'horizon 2015. Cet examen a souligné des progrès très hétérogènes, à la fois d'une région à l'autre et à l'intérieur des pays. Les gouvernements se sont déclarés « très préoccupés » par l'état d'avancement de certains des objectifs[1]. Ils ont inclus au nombre de leurs recommandations « appuyer des stratégies faisant appel à la participation, à l'initiative locale et s'alignant sur les stratégies et priorités nationales de développement »[2]. La mise en œuvre de stratégies pilotées par la collectivité est ancrée dans les expressions du volontariat. Ainsi, le présent rapport devrait être un élément important de la réalisation des OMD. L'établissement d'un rapport entre volontariat et planification du développement national devrait apporter des avantages considérables aux pays qui ont le plus besoin d'accélérer les progrès par rapport aux cibles des OMD.

ENCADRÉ C.1 Reconnaissance de la contribution du volontariat

En 2001, l'Assemblée générale des Nations Unies a recommandé que les gouvernements reconnaissent la contribution potentielle du volontariat à la réalisation d'objectifs de développement durable. Elle a également recommandé aux gouvernements de « reconnaître que le volontariat peut constituer une dimension précieuse, non seulement de la planification nationale du développement, mais aussi des politiques de coopération au développement. Prendre note de la richesse des formes traditionnelles d'assistance mutuelle et d'initiative personnelle et puiser dans ces traditions, ce qui pourrait aider à rallier des groupes nouveaux à la cause des efforts de développement. Établir un lien, dans l'esprit des gens des pays donateurs, entre le mouvement bénévole de leur pays et celui qui existe dans les pays bénéficiaires permettrait en outre de susciter chez eux une attitude favorable à l'égard de la coopération pour le développement »[3].

Source : Assemblée générale des Nations Unies, 2002b. [UNGA. (2002b)].

La date de parution du présent rapport est également cruciale pour d'autres raisons. L'efficacité de la coopération au développement est de plus en plus préoccupante. Les pressions s'accentuent, à la fois pour augmenter et pour démontrer plus clairement l'efficacité de l'aide en termes d'amélioration des vies des populations pauvres et marginalisées qui sont, ou devraient être, au cœur du développement. Une étude récente de l'efficacité de l'aide dans le secteur de la santé affirmait que l'attention s'était principalement orientée sur les processus et la coordination de l'aide, plutôt que sur les impacts en aval de ces processus sur les prestations sanitaires et les résultats[4]. Lorsque l'attention sera réorientée vers l'aval, le rôle et les contributions de l'action volontaire devront être compris afin que cette ressource considérable puisse être incorporée dans les stratégies de développement. Il est nécessaire de reconnaître que l'aide n'est pas seulement un outil dans la panoplie de la coopération au développement[5]. Le volontariat local joue déjà un rôle très important dans la paix et le développement ;

il constitue par ailleurs une immense ressource inexploitée. Cependant, les lacunes dans nos connaissances du sujet sont importantes et doivent être comblées de toute urgence. Telle était l'une des recommandations formulées par les gouvernements en 2011[6]. Pourtant, la recherche sur le volontariat dans les pays en développement est très loin d'atteindre les objectifs donnés à espérer à l'époque.

Autre jalon de l'évolution du débat sur le développement, la Conférence des Nations Unies sur le développement, ou « Rio +20 », se tiendra en 2012. Le Chapitre 4 a examiné les synergies entre le volontariat des pauvres et les ressources naturelles. Le Sommet mondial sur le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg en 2002, mettait l'accent sur les facteurs sociaux, soulignant que le lien entre développement économique et amélioration du bien-être humain n'était pas systématique[7]. La conférence citait le besoin de meilleurs partenariats entre les gouvernements et les grands groupes, y compris les groupes de volontaires. Cette position doit être renforcée à Rio +20[8]. Un rapport de synthèse sur les meilleures pratiques, préparé pour Rio +20, affirme que les plans nationaux de développement doivent engager davantage de ressources pour les politiques et programmes communautaires[9]. Le Secrétaire général des Nations Unies a souligné le fait qu'ignorer la marginalisation sociale, la vulnérabilité et la distribution inégale des ressources affaiblit la confiance nécessaire à l'action collective[10]. Rio +20 présente une chance extraordinaire de mieux reconnaître le fait que l'action volontaire sur le terrain est un moyen crucial de permettre aux pauvres en revenus de prendre part aux pratiques de développement durable au niveau local. En tant que telle, elle doit être appuyée. Nous avons soutenu, à travers ce rapport, que le volontariat est une ressource puissante, bien que largement sous-exploitée jusqu'ici, pour aborder les enjeux du développement. Ses liens étroits avec l'économie verte, dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, ne doivent pas être négligés[11].

Le rôle et les contributions de l'action volontaire devront être compris afin que cette ressource considérable puisse être incorporée dans les stratégies de développement

À plus long terme, la fin proche du cycle des OMD en 2015 est, à l'heure actuelle, fort préoccupante. Un effort considérable est nécessaire pour soutenir les progrès réalisés et pour œuvrer en vue de surmonter les obstacles repérés. Nous espérons que ce rapport incitera à inclure le volontariat aux côtés des autres efforts mis en œuvre pour relever les défis. Nous ne pouvons cependant ignorer le fait que les organisations bilatérales et multilatérales, les gouvernements nationaux et la société civile ont commencé à réfléchir sérieusement à la forme que prendra le cadre du développement pour la période post-2015. La reconnaissance accrue des limitations du paradigme actuel du développement, et le désir connexe de voir les questions liées au bien-être occuper une plus grande place dans le discours sur le développement, ont été abordés au Chapitre 8. Le contexte des idées qui circulent actuellement sur le paradigme évolutif du développement est très différent de celui qui prévalait en 2000 lors de l'adoption de la déclaration du Millénaire. Les questions qui dominent aujourd'hui les débats internationaux sur la paix et le développement, y compris les changements climatiques, les catastrophes, les conflits, les mouvements de populations, les jeunes et l'exclusion, sont toutes traitées dans ce rapport dans le contexte du volontariat.

Le volontariat est une très vieille tradition. En même temps, le volontariat est aussi une approche nouvelle et potentiellement fructueuse dans la réflexion sur les politiques de développement. Dans un monde en train de subir des changements sans précédents, le volontariat est une constante. Même si ses formes d'expression évoluent, les valeurs centrales de solidarité et les sentiments de rapports avec les autres restent aussi fermes que jamais et sont universels. Les individus sont motivés non seulement par leurs passions et leur intérêt personnel,

mais aussi par leurs valeurs, leurs normes et leurs systèmes de croyance. À l'heure où les distinctions nord-sud perdent de plus en plus de leur pertinence, l'action volontaire est une ressource mondiale renouvelable qui présente un énorme potentiel de changement du cours des choses en répondant à un grand nombre des problèmes les plus pressants du monde. Il est certainement possible de déclarer avec optimisme que le volontariat sera beaucoup en vue au fur et à mesure que les questions liées à la qualité de vie seront considérées comme occupant une place dominante parmi les préoccupations de toutes les nations. Nous remettons de plus en plus en question ce à quoi nous accordons de la valeur dans la vie. Les avantages en termes de bien-être associés à l'expérience de volontariat, ainsi que les liens de confiance et la cohésion sociale dérivés des rapports tissés à travers l'action volontaire, seront probablement au premier plan de ce type de pensée. Le moment est venu de veiller à ce que le volontariat, qui se situe au cœur du tissu social, devienne une partie intégrante de tout nouveau consensus sur le développement.

Le moment est venu de veiller à ce que le volontariat devienne une partie intégrante de tout nouveau consensus sur le développement

Notes

APERÇU GÉNÉRAL

1 Human Development Reports, n.d.
2 UNGA, 2002b ; UNGA 2003 ; UNGA, 2006 ; UNGA 2009
3 UNGA, 2002a ; UNGA, 2005 ; UNGA, 2008
4 UNGA, 2002b, p. 6 ; Annexe : Recommandations sur les moyens par lesquels les gouvernements et les organismes des Nations Unies pourraient soutenir le volontariat. Soutien des gouvernements, para. g, point (i).
5 UNDP and EO, 2003
6 UNV, 2011c, p. 9
7 UNGA, 2002b
8 UNGA, 2002b, p.3 ; Annexe : Recommandations sur les moyens par lesquels les gouvernements et les organismes des Nations Unies pourraient soutenir le volontariat. I. Considérations générales, point 6
9 UNGA, 2002b, p.3 ; Annexe : Recommandations sur les moyens par lesquels les gouvernements et les organismes des Nations Unies pourraient soutenir le volontariat. I. Considérations générales, point 3
10 UNGA, 2002b, p.3 ; Annexe : Recommandations sur les moyens par lesquels les gouvernements et les organismes des Nations Unies pourraient soutenir le volontariat. I. Considérations générales, point 4
11 PNUD, 2010b, p. 9 [UNDP, 2010b]
12 The National Commission for Human Development, UNV & UN Pakistan, 2004

CHAPITRE 1

1 Voir aussi *Ubuntu Declaration on Education and Science and Technology for Sustainable Development*, Septembre 2002. Cette déclaration a été émise par 11 des principales organisations et académies scientifiques se consacrant à l'éducation au cours du Sommet de Johannesbourg sur le Développement durable.
2 Shumba, 2011
3 Department of Welfare, Republic of South Africa, 1997, p. 12
4 Doesken & Reges, 2011
5 Brown, 2008, p. 34
6 Cnaan, Handy & Wadsworth, 1996
7 RLA, 1987
8 Saroglou, Pichon, Trompette, Verschueren & Dernelle, 2005
9 Sherr, 2008
10 Sanborn & Portocarrero, 2005
11 FLACSO-MORI-CERC, 2002
12 The Global Fund, 2007
13 Caritas Internationalis, n.d.
14 Amayun & Epstein, 2007
15 Musick & Wilson, 2008, p. 25
16 Rochester, 2006
17 Butcher, 2010
18 The Global Polio Eradication Initiative, n.d.
19 Boccalandro, 2009 ; voir le chapitre 3
20 p. xiv
21 Godinot & Wodon, 2006, p. 9
22 Cohen, 2000, p. 8-9
23 La revendication à l'effet que le volontariat équivaut à un prolongement du travail féminin a été mise en avant par l'organisation nationale des femmes (National Organization of Women – NOW) aux États-Unis en 1973.
24 Musick & Wilson, 2008
25 Makina, 2009
26 Musick & Wilson, 2008
27 Assemblée générale des Nations Unies, 2002b, p. 3 [UNGA, 2002b, p. 3]
28 UNDESA, 2007
29 Makliuk, n.d.

CHAPITRE 2

1 Assemblée générale des Nations Unies, 2002b, p. 5 [UNGA, 2002b, p. 5]
2 Centre européen du Volontariat (CEV), 2008, p. 8
3 Hall, Lasby, Ayer & Gibbons, 2009 ; Statistics Canada, 2008
4 Handy, Hustinx, Cnaan & Kang, 2010
5 Haski-Leventhal, 2009
6 Cohen, 2009
7 Calvo, 2008
8 ICNL, 2009
9 Patel, Perold, Mohamed & Carapi, 2007
10 UNDESA, 2007, p. 110
11 Brassard, Sherraden & Lough, 2010
12 Patel, Perold, Mohamed & Carapi, 2007
13 UNGA, 2008
14 UNV, 2010c
15 EAC-EA, 2010
16 EAC-EA, 2010, p. 41
17 EAC-EA, 2010, p. 43
18 Les termes « coût de remplacement » ou « valeur de remplacement » désignent le montant qu'il aurait fallu payer si le travail réalisé par un volontaire devait l'être par un employé rémunéré.
19 EAC-EA, 2010, p. 138
20 EAC-EA, 2010, p. 44
21 La description de ces deux études et leurs conclusions sont puisées d'un document d'information du RSVM non publié intitulé : *Estimating the scope and magnitude of volunteerism worldwide: A review of multinational data on volunteering* rédigé par Gavelin, Svedberg & Petoff, 2011.
22 Salamon, Sokolowski & Haddock, 2011
23 Le système de sondage mondial de Gallup (Gallup World Poll, GWP) procède à des enquêtes à partir d'échantillons de population d'au moins 1 000 individus (dont le nombre passe à 2 000 dans les grands pays tels que la Chine et la Russie) âgés de 15 ans et plus dans plus de 150 pays, couvrant environ 95 pourcent de la population mondiale et portant sur un éventail de questions touchant, entre autres, aux affaires et à l'économie, l'éducation et les ménages, l'environnement et l'énergie, le gouvernement et la politique et l'engagement citoyen. Les données sont disponibles contre paiement, mais celles concernant les pays individuels et les variables sont librement accessibles (voir GWP, 2011).
24 L'Enquête mondiale sur les valeurs (WVS), une émanation de l'Étude des valeurs des Européens, est une enquête longitudinale et interculturelle continue portant sur les attitudes et les comportements publics qui est entreprise sur cinq ans. La dimension minimum de l'échantillon est de 1 000, mais d'autres de dimension plus importante sont souhaitables. L'Enquête mondiale sur les valeurs procède par entretiens directs ayant lieu dans le propre environnement de ceux qui sont interviewés. Les résultats des enquêtes sont disponibles au public sur le site Web des enquêteurs (voir WVS, 2011). L'enquête de 1999 à 2004 est la plus récente ayant comporté une question en détail sur le volontariat.
25 Le "John Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project" (CNP) vise à dégager des informations sur le secteur de la société civile à partir d'études au niveau national, à expliquer les différences entre les pays et à évaluer l'impact des organisations de la société civile sur la société dans son ensemble. Le projet utilise une approche comparative empirique à partir d'un cadre commun, une série de définitions et des stratégies de collecte d'informations, ainsi qu'un réseau des comités consultatifs au niveau national et international pour suivre les progrès accomplis et aider à diffuser les résultats obtenus. L'étude a été lancée en 1992 dans un premier groupe de 12 pays, qui s'est depuis étendu à 45 pays représentant une vaste panoplie de contextes sociaux, économiques et religieux.

Le CNP collecte des données sur le volontariat fourni par les organisations par le biais d'enquêtes standard spécialement commandées. Leur administration est prise en charge par des associés locaux, des entreprises spécialisées dans les enquêtes et par des

agences gouvernementales. Les enquêtes sont basées d'habitude sur des populations en utilisant des échantillons représentatifs de 1 000 à 2 000 individus constitués de manière aléatoire ; toutefois, dans certains endroits, des enquêtes basées sur des organisations ont été menées, en utilisant des méthodes d'échantillonnage orientées vers des régions représentatives, dans lesquelles des cadres d'échantillonnage appropriés n'étaient pas disponibles. Les variables dont il est tenu compte sont le nombre de volontaires, le nombre d'heures de volontariat réalisées et la répartition de ces heures parmi des champs d'activité définis dans la Classification internationale des organisations sans but lucratif (ICNPO). Ceci a permis de traduire le volontariat en l'équivalent du nombre de travailleurs à plein temps, des données qui ont ensuite été intégrées dans celles de la population économiquement active de différents pays afin d'en comparer l'ampleur des variations entre eux.

26 Salamon, 2008

27 L'indice de la Société Civile de CIVICUS est un projet de recherche mettant en œuvre une action participative et visant à créer une base de connaissances et à imprimer un élan en faveur des initiatives de la société civile. Les organisations de la société civile (OSC) et d'autres partenaires ont recueilli des données provenant de 35 pays entre 2008 et 2011 (CIVICUS, 2011). Le gros des données quantitatives a été recueilli à travers deux enquêtes : la première, une enquête de population, qui collecte des informations sur les niveaux de participation et de confiance du public dans les institutions, et une deuxième enquête à caractère organisationnel portant sur les représentants de la société civile, qui fournit un tableau de la force de la société civile sur le plan institutionnel et de la façon dont son impact est perçu. Une troisième enquête, auprès de parties prenantes externes situées dans le gouvernement, les affaires, le monde académique et les médias recueille une seconde série de vues sur l'impact des OSC.

28 Des données sur les niveaux individuels du volontariat se trouvent dans la partie relative à l'engagement des citoyens. Les indicateurs pertinents, extraits de l'enquête de population, sont les suivants :

– Pourcentage de la population qui se livre à du travail volontaire pour une organisation sociale / politique.

– Pourcentage de la population qui i) s'engage plusieurs fois par an dans du travail dans des clubs sportifs ou dans des organisations volontaires / de service, ii) s'engage plus fréquemment (une fois par mois).

– Pourcentage de la population qui se livre à un travail volontaire pour plus d'une organisation sociale / politique.

– En outre, la partie relative au niveau d'organisation recueille des informations des représentants des OSC portant sur la perception de la dépendance des organisations sur les volontaires.

29 CIVICUS, 2011

30 ILO, 2011

31 ILO, 2011, p. 14

32 Assemblée générale des Nations Unies, 2002b, p. 5 [UNGA, 2002b, p. 5]

CHAPITRE 3

1 Gladwell, 2010, October 4

2 ITU, 2010

3 Lacohée, Wakeford & Pearson, 2003

4 Bunz, 2009, December 18

5 Desai, 2010, July 28

6 Verclas, 2007 ; NDI, 2006

7 Schuler, 2008, p. 143

8 ITU, 2010

9 Programme VNU, n.d. [UNV, n.d.]

10 Dhebar & Stokes, 2008

11 Dhebar & Stokes, 2008

12 Handy & Cnaan, 2007

13 Amichai-Hamburger, 2008

14 Bjerke, 2006

15 Blog Action Day, 2010

16 Knight, n.d.

17 Goetz, 2003

18 Bortree & Seltzer, 2009 ; Galer-Unti, 2010 ; Thackeray & Hunter, 2010

19 Gladwell, 2010 October 4

20 White, 2010 August 12

21 Smith, Ellis & Brewis, 2010

22 Bezruchka, 2000 ; Roberts, 2006

23 Lough, McBride & Sherraden, 2009

24 Allum, 2007 September

25 Krishna & Khondker, 2004

26 National Public Service Broadcaster of Bhutan, 2010, August 26

27 Voir aussi Hustinx, Handy & Cnaan, 2010.

28 Voir Jones, 2004 ; Mintel Oxygen, 2005.

29 Randel, German, Cordiero & Baker, 2005

30 Brassard, Sherraden & Lough, 2010 October ; Terrazas, 2010

31 Brassard, Sherraden & Lough, 2010 October

32 Perold, 2009 ; Smith, Ellis & Brewis, 2010

33 McBride, Lough & Sherraden, 2010 ; Sherraden, Lough & McBride, 2008

34 Grusky, 2000 ; Rieffel & Zalud, 2006

35 Lough, McBride & Sherraden, 2009

36 McDevitt, 2009

37 Morgan, 2009 ; Comhlámh, n.d.

38 Leigh, 2005

39 Simpson, 2004

40 Giorgis & Terrazas, 2011

41 Mohamoud, 2005

42 Giorgis & Terrazas, 2011

43 Thuyen, Small & Vuong, 2008

44 USAID, n.d.

45 Lewis, 2006, p. 15

46 Cone, n.d.

47 Points of Light Foundation, 1998 ; Deloitte Development LLC, 2007

48 Carroll & Buchholtz, 2003, p.36

49 Holme & Watts, 2000

50 Visser, 2007

51 Visser, 2008

52 UNGC, 2011

53 Easwaramoorthy, Barr, Runte & Basil, 2006

54 Telefónica, 2009

55 Allen, Galiano &Hayes, 2011

56 Allen, Galiano &Hayes, 2011

57 Allen, Galiano &Hayes, 2011

58 Allen, Galiano &Hayes, 2011

59 UNV & New Academy of Business, 2003

60 Allen, Galiano & Hayes, 2011

61 Allen, Galiano & Hayes, 2011

62 Meijs & Van der Voort, 2004

63 Plus de 50 mais moins de 250 employés

64 McBain & Machin, 2008

65 Easwaramoorthy, Barr, Runte & Basil, 2006 ; Boccalandro, 2009

66 Connell, p. 13

67 Easwaramoorthy, Barr, Runte & Basil, 2006

68 Tutton, 2009

69 Allen, Galiano & Hayes, 2011

70 Easwaramoorthy, Barr, Runte & Basil, 2006

71 Allen, Galiano & Hayes, 2011

72 Grameen Foundation, 2011

73 Maynard, 2010

74 Maynard, 2010

75 Allen, Galiano & Hayes, 2011

76 Deloitte Development LLC, 2008

77 Grameen Foundation, 2010

78 Equity Bank, 2011

79 CSR Welt Weit, 2009

80 Global Business Coalition on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria, n.d.

81 McBain & Machin, 2008

82 The Guam Code Annotated, 2003

CHAPITRE 4

1 Pasteur, 2011
2 Patel, Perold, Mohamed & Carapinha, 2007, June
3 Everatt & Solanki, 2008
4 Narayan, 2002
5 Foster, 2005
6 Perold, Carapinha & Mohamed, 2006
7 IFAD, 2010
8 World Commission on Environment and Development, 1987
9 UNDP, 1990
10 Chambers & Conway, 1991
11 Helmore & Singh, 2001
12 Piron, 2002
13 Carney, 1998, et Baumann, 2000, pour la sixième ressource : le capital politique
14 DFID, 1999
15 Wilkinson-Maposa & Fowler, 2009
16 Cohen, 2000
17 Narayan (1999, p.1) définit le capital social comme « le ciment qui fait tenir ensemble les groupes et les sociétés – des liens de valeurs communes, normes et institutions ». Pour un examen exhaustif de ses nombreuses connotations, voir Thompson, 2009
18 Kevlihan, 2005
19 Crowley, Baas, Termine, Rouse, Pozamy & Dionne, 2005, p. 12 ; Thomas, 1985
20 Subejo & Matsumoto, 2009
21 Briones, 2010
22 Hoodfar, 2009
23 WHO, 2007
24 Speybroeck, Kinfu, Dal Poz & Evans, 2006
25 Bhattacharyya, Winch, LeBan & Tien, 2001, p. 17
26 UNICEF, 2004
27 The Earth Institute, 2011
28 Glenton, Scheel, Pradhan, Lewin, Hodgins & Shrestha, 2010
29 Millennium Promises, 2010
30 Yeboah-Antwi et al., 2010
31 Ochieng, Mala, & Kaseje, n.d.
32 Ford, 2010, May 12
33 Bhattacharyya, Winch, LeBan & Tien, 2001, p. 17
34 Bhattacharyya, Winch, LeBan & Tien, 2001
35 Kaseje, 2010, May 12
36 Menon, Singh, Shah, Lele, Paranjape & Joy, 2007
37 UNV, 2008b
38 Olukotun, 2008, p. 22
39 DFID, 2003
40 UN, 2010
41 Skinner, n.d., para. 6
42 Skinner, 2009
43 Voir par exemple « Mobilisation sociale et participation populaire autour d'un projet d'accès à l'eau, à l'assainissement et à la santé », Touré, 2010.
44 Neamtan, 2002, June
45 Goirand & Ghatter, 2009
46 Goirand & Ghatter, 2009
47 CEPAL, 2007
48 Sseguya, Mazur & Masinde, 2009

CHAPITRE 5

1 World Bank, 2007a, p. 4
2 DAES, 1995, para 1 [UNDESA, 1995, para. 1]
3 Assemblée générale des Nations Unies, 2000, p. 27, Engagement 4, point 54 [UNGA, 2000, p. 24, commitment 4, point 54]
4 Assemblée générale des Nations Unies, 2000, p. 27, Engagement 4, point 55 [UNGA, 2000, p. 24, commitment 4, point 55]
5 UNDESA & UNV, 2007, p. 13
6 Smith, Ellis, Howlett & O'Brien, 2004
7 Gay, 1998 ; Lee, 2010 ; Mitchell, 2003
8 Cloke, Johnsen & May, 2007
9 Haski-Leventhal, Ronel, York & Ben-David, 2008
10 Uhereczky, 2007
11 Haski-Leventahl, Ben-Arieh & Melton, 2008 ; Omoto & Malsch, 2005
12 Danielsen et al., 2009
13 Hyatt, 2001
14 CIVICUS, IAVE & UNV, 2008
15 UN IANWGE, 2011
16 Lopez-Claros & Zahidi, 2005
17 Fruzzetti, 1998
18 Bortee, 2011
19 Kandil, 2004
20 El-Guindi, 2001
21 Cole & Cole, 2011
22 Petrzelka & Mannon, 2006
23 Kandil, 2004 ; Mensah & Antoh, 2005
24 World Bank, 2007b
25 Johnston, MacDonald, Mason, Ridley & Webster, 2000 ; Weil, Wildemeersch & Jansen, 2005
26 UNDESA, 2005
27 Hirst, 2001
28 China Daily, 2010
29 Uggen & Janikula, 1999
30 UNDESA, 2007
31 Tapia, 2004
32 Johnson, Beebe, Mortimer & Snyder, 1998
33 Larson, Hansen & Moneta, 2006 ; Yates & Youniss, 1996 ; Youniss & Reinders, 2010
34 CEPAL, 2006
35 McBride, Johnson, Olate & O'Hara, 2011
36 Jehoel-Gijsbers & Vrooman, 2008
37 Haski-Leventhal, 2009
38 Naegele & Schnabel, 2010, p. 35
39 UNDESA, 2008, p. 85
40 UNDESA, 2009
41 Scope, n.d.
42 Michael Rubenstein Publishing, 2009
43 Rochester, Paine & Howlett, 2010, p. 181
44 Yahata, 2011
45 Foster-Bey, 2008
46 Chavez, 2005
47 Fernandez, Giménez & Puerto, 2008
48 UNAIDS, 2010a, 2010c
49 Patel & Wilson, 2004
50 Ramirez-Valles, Fergus, Reisen, Poppen & Zea, 2005

CHAPITRE 6

1 World Bank, 2011
2 McGee & Pearce, 2009, p. 4
3 UNDP and EO, 2003, p. 9
4 Kawachi & Berkman, 2000
5 Les liens de confiance et de réciprocité qui existent dans une communauté et le degré jusqu'où les citoyens sont en mesure de travailler ensemble en se faisant confiance sont deux facteurs qui sous-tendent la cohésion sociale (Ferroni, Mateo & Payne, 2008).
6 Sen, 1982
7 World Bank, 1999, para. 5
8 Whitford, Yates & Ochs, 2006
9 Colletta & Cullen, 2000, pp. 35-46
10 Commission for Africa, 2005, pp. 126-127
11 Y. Dongre Dongre, Communication personnelle, (1er. février 2011) ; Tandon, 2011
12 Leonard, 2004
13 Wills-Herrea, Orozco, Forero-Pineda, Pardo & Andonova, 2010
14 Varshney, 2002
15 Paffenholz, 2009
16 Chabal & Daloz, 1999
17 Macha, 2008
18 Kikuyus For Change Secretariat, 2010
19 Aal, 2007 ; Anderson & Olson, 2003
20 Tandon, 2011
21 UNDP, 2005
22 Sørensen, 1998
23 El-Bushra & Mukarubuga, 1995 ; Byrne & Baden, 1995 ; Chikwendu, 1997
24 Mehler & Ribaux, 2000 ; Beyna, Lund, Stacks, Tuthill & Vondal, 2001
25 Pollard, 2000
26 Banque mondiale, 2011, p. 13 [World Bank, 2011, p. 13]
27 Tommasoli, 1995
28 Osman, 2009
29 Nzomo, 2002
30 Richards, 1996 ; Sogge, 1992 ; Taylor, 1995, Tommasoli, 1995 ; Watson, 1996 ; Woldemichael & Sørensen, 1995
31 Francis, 2004 ; Machel, 1996 ; UN, 2002b
32 ONU, 1995, p. 73 [UN, 1995, p. 61]
33 UNSC, 2000

34 Fleshman, 2003, para. 8
35 Ruta Pacifica de las Mujeres, 2006
36 Sørensen, 1998, p. v
37 UNDP, 2006
38 Sommers, 2006
39 Drummond-Mundal & Cave, 2007
40 Sommers, 2006, p. 8
41 Fischer, 2006
42 Kollie, 2006
43 Baines, Stover & Wierda, 2006
44 Baines, Stover & Wierda, 2006
45 Matos & Zidi-Aporeigah, 2008 June/July
46 NVYS Project Manager, 2011

CHAPITRE 7

1 Peaceboatvoices, 2011
2 World Bank, 2009
3 UNV, 2005
4 Silwal & Messerschmidt, 2008
5 NDVS, 2011
6 Government of Nepal, Ministry of Finance, 2011
7 World Bank, 2006
8 The Jakarta Post, 2009, December 2
9 Gunawardene & Noronha (Eds,), 2007, p. 90
10 IFRC, 2009
11 Brennan, Barnett & Flint, 2005
12 SAFIRE, 2011, April 7
13 World Bank, 2006
14 Porritt (Ed.), 2008, p. 17
15 Australian Broadcasting Corporation, 2003
16 UNEP, 2005, p. 13
17 UNISDR, 2009
18 Brennan, Barnett & Flint, 2005
19 Government of India, Ministry of Home Affairs – National Disaster Management Division, 2004
20 UNISDR, janvier 2005b, p. 16 [UNISDR, 2005b, January, p. 15]
21 News-Medical.net, 2010, April 24
22 Imam, 2010
23 IFRC, 2005
24 UNDP and UNV, forthcoming
25 Brennan, Barnett & Flint, 2005
26 Perrow, 2007
27 UNV, 2005
28 Fernandez, Barbera & van Dorp, 2006
29 Britton, 1991, p. 396
30 Britton, 1991, p. 397
31 China Daily, 2009, May 11
32 NVM, 2010
33 The Morningside Post, 2010, March 2; Rasmussen, 2010, November 17
34 UNDP and UNV, forthcoming
35 Chatterjee & Katyal, 2011, November 22, para. 6
36 Chatterjee & Katyal, 2011, November 22, para. 14
37 Shaikh, 2010, November 22
38 Bonnefoy, 2010, September 30
39 Voluntersul, 2009
40 Suzuki, 2006
41 Merchant, Leigh & Lurie, 2010
42 Mitchell, Maguire & Guidotti, 2006
43 UNDP Indonesia, 2009, July 27
44 Simo & Bies, 2007, p. 138
45 UNISDR, 2009, p. 10
46 Aldrich, 2008 ; Nakagawa & Shaw, 2004
47 Zhao, 2010, p. 2
48 Leitmann, 2007, p. i148
49 Aldrich, 2008
50 UNISDR, 2005a, p. 2 [UNISDR, 2005a, p. 1]

CHAPITRE 8

1 Kennedy, 1968, para. 23
2 Rapport Dag Hammarskjöld, 1975, p. 7 [Dag Hammarskjöld Report, 1975, p. 7]
3 Stiglitz, Sen & Fitoussi, 2009
4 Stiglitz, Sen & Fitoussi, 2009, p. 9
5 Huppert, 2008
6 White, 2009, p. 3
7 nef, 2004, p. 4
8 Gough & McGregor, 2007
9 UNGA, 2011a
10 Gough & McGregor, 2007
11 Copestake & Camfield, 2009
12 Camfield, 2006
13 p. 4
14 p. 4
15 Moen, Robinson & Dempster-McCain, 1995
16 Akintola, 2010 ; Borgonovi, 2008 ; Mellor et al., 2009 ; Musick & Wilson, 2003 ; Thoits & Hewitt, 2001
17 Andreoni, 1990
18 Post, 2005
19 United Healthcare & Volunteer Match, 2010, March
20 Greenfield & Marks, 2004
21 Morrow-Howell, Hinterlong, Rozario & Tang, 2003
22 Thoits & Hewitt, 2001
23 Van Willigen, 2000
24 Post, 2005
25 Yipa et al., 2007
26 Musick, Herzog & House, 1999
27 Brown, Nesse, Vinokur & Smith, 2003
28 Michaelson, Abdallah, Steuer, Thompson & Marks, 2009
29 Wilson, 2000
30 Beckley, 1995
31 Beckley, 1995
32 Cox & Lopez, forthcoming
33 Layard, 2005
34 Whiteley, 2004
35 Taylor, Chatters, Hardison & Riley, 2001
36 Alem & Martinsson, 2010
37 Gudynas & Acosta, 2011 ; Walsh, 2010
38 UNDP and Institute of National Planning, Egypt, 2010
39 UNDP, 2010a, p. xii and p. 16
40 The Canadian Index of Wellbeing, 2011 ; des consultations publiques au Royaume-Uni, des commissions parlementaires en Allemagne et en Norvège et des tables rondes nationales en Italie, en Espagne et en Slovénie ont eu lieu ; des rapports statistiques dédiés ont été préparés en Australie et en Irlande, et une série d'autres initiatives ont été prises, par exemple, en France, au Japon, en Corée et en Chine (OECD, 2011a).
41 Abdallah, Thompson, Michaelson, Marks & Steuer, 2009
42 OECD, 2011b
43 White, 2009, p. 2
44 OECD, 2007, para. 5

CONCLUSION

1 Assemblée générale des Nations Unies, 2010a, p. 4-8 [UNGA, 2010a, p. 4-7]
2 Assemblée générale des Nations Unies, 2010a, p. 5 [UNGA, 2010a, p. 5]
3 Assemblée générale des Nations Unies, 2002b, p. 6 [UNGA, 2002b, p. 6]
4 OECD, 2011, June
5 Picciotto, 2006
6 UNGA, 2002b
7 UNGA, 2010b
8 UN, 2002a
9 UNGA, 2011b
10 UNGA, 2010b
11 Une économie verte entraîne « une amélioration du bien-être de l'individu et une équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie des ressources ». *Vers une économie* verte, PNUE, 2011, p. 2 [*Towards a green economy*, UNEP, 2011, p. 2].

Références bibliographiques

3 News. (2011, February 23). *Christchurch quake: Live updates*. Retrieved 20 August 2011 from http://www.3news.co.nz/ Christchurch-quake-live-updates/ tabid/423/ articleID/199401/Default.aspx

Aal, P. (2007). The power of non-official actors in conflict management. In C. A. Crocker, F. O. Hampson & P. Aal (Eds.), *Leashing the dogs of war: Conflict management in a divided world* (pp. 477-494). Washington, DC: United States Institute of Peace Press.

Abdallah, S., Thompson, S., Michaelson, J., Marks, N., & Steuer, N. (2009). *The (un) happy planet index 2.0: Why good lives don't have to cost the earth*. London, UK: nef.

Abraham, K. G., Helms, S., & Presser, S. (2009). How social processes distort measurement: The impact of survey nonresponse on estimates of volunteer work in the United States. *American Journal of Sociology, 114*, 1129-1165.

Achakpa, P. M., United Nations Development Programme (UNDP), & United Nations Volunteers (UNV). (2010). *Report of inventory on volunteerism in Nigeria* [Unpublished report]. Abuja, Nigeria.

African Union. (2010). *Press release: First pre-deployment orientation training of the African Union Youth Volunteers Corps (AU-YVC) concludes*. Calabar, Nigeria: African Union.

Aked, J. (2011). *Volunteerism and wellbeing* [Unpublished report: Background paper SIP-16 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Akintola, O. (2010). Perceptions of rewards among volunteer caregivers of people living with AIDS working in faith-based organizations in South Africa: a qualitative study. *Journal of the International AIDS Society, 13*(22). doi:10.1186/1758-2652-13-22

Aldrich, D. P. (2008). The crucial role of civil society in disaster recovery and Japan's emergency preparedness. *Journal of Current Japanese Affairs, 3*, 81-96.

Alem, Y., & Martinsson. P. (2010). *Subjective well-being and its determinants in urban Ethiopia.* Retrieved 29 June 2011 from http://www.hecer.fi/ Conferences/ NCDE_ 2010/papers/Alem.pdf

Allen, K., Galiano, M., & Hayes, S. (2011). *Global companies volunteering globally: The final report of the Global Corporate Volunteering Research Project*. Washington, DC: International Association for Volunteer Effort (IAVE).

Allum, C. (2007, September). *International volunteering and co-operation: New developments in programme models*. Paper presented at the IVCO 2007 Conference, Montreal, Canada.

Amayun, M., & Epstein, A. (2007). *Engaging with the Global Fund To Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria: A primer for faith-based organizations.* Retrieved 16 July 2011 from http://www.ccih.org/ doclibrary/engaging_with_the_global_ fund__fbo.pdf

Amichai-Hamburger, Y. (2008). Potential and promise of online volunteering. *Computers in Human Behavior, 24*(2), 544-562.

Andreoni, J. (1990). Impure altruism and donations to public goods: A theory of warm-glow giving. *Economic Journal, 100*, 464-77.

Anheier, H. K., & Salamon, L. M. (1999). Volunteering in cross-national perspective: Initial comparisons. *Law and Contemporary Problems, 62*(4), 43-65.

Asomba, E. (2011). *Formal advocacy/ campaigning volunteerism* [Unpublished report: Background paper BP-5 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Associação de Apoio à Criança em Risco (ACER). (2010). *Roteiro para realização de workshops: Projeto Jovens em Ação*. Bairro Eldorado, Brasil: ACER.

Associação de Apoio à Criança em Risco (ACER). (2011). *Relatório Técnico Semestral: Projeto Jovens em Ação de Agosto de 2010 à Janeiro de 2011*. Bairro Eldorado, Brasil: ACER.

Atwood, B. (n.d.). *The promise of Busan*. 4th High Level Forum on Aid Effectiveness. Retrieved 16 July 2011 from http://www. aideffectiveness .org/busanhlf4/en/ news/459-the-promise-of-busan.html

Australian Broadcasting Corporation. (2003). *The lost seasons*. Retrieved 17 February 2011 from http://www.abc. net.au/ science/features/indigenous/default.htm

Avendaño, O. (2010). El Buen Vivir: Una vía para el desarrollo. *Polis, Revista de la Universidad Bolivariana, 9*(25), 557-561.

Baines, E., Stover, E., & Wierda, M. (2006). *War-affected children and youth in Northern Uganda: Toward a brighter future*. Chicago, IL: Mary Page, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation.

Baker, S., Gersten, R., & Keating, T. (2000). When less may be more: A 2-year longitudinal evaluation of a volunteer tutoring program requiring minimal training. *Reading Research Quarterly, 35*(4), 494-519.

Ban, K. (2009). *Message on International Volunteers Day by the Secretary-General December 5, 2009*. Retrieved 25 July 2011 from http://www.unv.org/ fileadmin/docdb/pdf/2009/IVD_2009/ IVD_statements/IVD%202009%20 Statement%20UNSG-ENG.pdf

Banda, A. L. (2008). *Farmers' cooperatives help Zambian farmers survive and thrive* [Package 83, Script 8/ adapted from a program produced on December 20, 2007 on Zambia National Broadcasting Corporation, Farm Radio International]. Retrieved 1 August 2011 from http:// www.farmradio.org/english/radio-scripts/83-8script_en.asp

Bangladesh Bureau of Statistics. (2011, July). *Draft report on survey on volunteerism in Bangladesh 2010*. Dhaka, Bangladesh: Statistic Bureau, Ministry of Planning, Government of the People's Republic of Bangladesh.

Baumann, P. (2000). *Sustainable livelihoods and political capital: Arguments and evidence from decentralization and*

natural resources management in India. London, UK: Overseas Development Institute (ODI).

Beckley, T. (1995). Community stability and the relationship between economic and social well-being in forest-dependent communities. *Society and Natural Resources, 8*(3), 261-266.

Belizaire, P. (n.d.). *The changing face of philanthropy: Cross border volunteering in Mexican Hometown Associations.* Retrieved 20 July 2011 from http://www.serviceleader.org/instructors/studentpaper2

Berger-Schmitt, R. (2000). *Social cohesion as an aspect of the quality of societies: Concept and measurement.* Mannheim, Germany: Centre for Survey Research and Methodology (ZUMA), Social Indicators Department.

Beyna, L. S., Lund, M., Stacks, S. S., Tuthill, J., & Vondal, P. (2001). *Greater Horn of Africa Peace Building Project: The effectiveness of civil society initiatives in controlling violent conflicts and building peace. A study of three approaches in the greater horn of Africa* [Synthesis report on key findings and lessons for improving practice]. Washington, DC: Management Systems International/USAID.

Bezruchka, S. (2000). Medical tourism as medical harm to the third world: Why? For whom? *Wilderness & Environmental Medicine, 11*(2), 77-78.

Bhattacharyya, K., Winch, P., LeBan, K., & Tien, M. (2001). *Community health worker incentives and disincentives: How they affect motivation, retention and sustainability.* Arlington, Virginia: BASICS II.

Bhutan's National Public Service Broadcaster. (2010, August 26). *More scholarships under TICA*. Retrieved 29 June 2011 from http://www.bbs.com.bt/bbs/?p=873

Bjerke, T. N. (2006). Cross-cultural gateway to recovery: A qualitative study of recovery experiences in international AA online groups. *International Journal of Self Help and Self Care*, *5*(1), 73-104.

Blog Action Day Blog. (2010). *Blog Action Day 2010 wrap-up.* Retrieved 14 July 2011 from http://blogactionday.change.org/blog/

Boccalandro, B. (2009). *Mapping success in employee volunteering: The drivers of effectiveness for employee volunteering and giving programs and fortune 500 performance* [Research report]. Boston, MA: Boston College/Center for Corporate Citizenship.

Bonnefoy, P. (2010, September 30). Chile: Fighting fires for free. *Global Post*. Retrieved 7 April 2011 from http://www.globalpost.com/dispatch/chile/100928/volunteer-firefighters

Borgonovi, F. (2008). Divided we stand, united we fall: Religious pluralism, giving and volunteering. *American Sociological Review, 73(1)*, 105-128.

Bortee, D. S. (2011). *Volunteerism as a force for social inclusion* [Unpublished report: Background paper SIP-4 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Bortree, D. S., & Seltzer, T. (2009). Dialogic strategies and outcomes: An analysis of environmental advocacy groups' Facebook profiles. *Public Relations Review, 35*(3), 317-319.

Brassard, C., Sherraden, M. S., & Lough, B. J. (2010, October). *Emerging perspectives on international volunteerism in Asia*. Paper presented at the IVCO 2010 Conference on International Forum on Development Service, Singapore.

Braun, A. A. (2009). *Gross national happiness in Bhutan: A living example of an alternative approach to progress*. Pennsylvania, PA: Wharton School of the University of Pennsylvania.

Brennan, M. A., Barnett, R. V., & Flint, C. G. (2005). Community volunteers: The front line of disaster response. *Journal of Volunteer administration, 23*(4), 52-56.

Briones, L. M. (2010*). Local incentive mechanisms: Building on community values and traditions*. Retrieved 5 June 2011 from http://www.thepowerofhow.org/uploads/resource/GP_Briones_15.pdf

Britton, N. R. (1991). Permanent disaster volunteers: Where do they fit? *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 20*(4), 395-414.

Brown, E. (2008). *Volunteerism: Harnessing the potential to develop Cambodia.* Phnom-Penh, Cambodia: Youth Star Cambodia and UNV.

Brown, S. L., Nesse, R. M., Vinokur, A. D., & Smith, D. M. (2003). Providing social support may be more beneficial than receiving it: Results from a prospective study of mortality. *Psychological Science, 14(4),* 320-327. Bunz, M. (2009, December 18). In mobile phone journalism, Africa is ahead of the west. *The Guardian.* Retrieved 12 April 2011 from http://www.guardian.co.uk/media/pda/2009/dec/17/digital-media-mobilephone-usage-africa-leapfroging-ushahidi-swift-river

Butcher, J. (2003). A humanistic perspective on the volunteering-recipient relationship: A Mexican study. In P. Dekker & L. Halman (Eds.), *The values of volunteering: Cross-cultural perspectives* (pp. 111-126). New York, NY: Kluwer Academic.

Butcher, J. (2010). Mexican solidarity: Findings from a national study. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations, 21*(2), 137-161. doi:10.1007/S11266-010-9127-7

Byrne, B., & Baden, S. (1995). *Gender, emergencies and humanitarian assistance* [Report prepared for the WID desk]. Brussels, Belgium: European Commission.

Calvo, C. (2008). The role of religious organisations in promoting service and volunteerism in Latin America. In H. Perold & M. N. Tapia (Eds.), S*ervice enquiry: Civic service and volunteering in Latin America and the Caribbean* (pp. 47-64). St. Louis, MO: Centre for Social Development (CSD)/Washington University in St. Louis.

Camfield, L. (2006). *The why and how of understanding 'subjective' wellbeing: Exploratory work by the WeD group in four developing countries* [WeD working paper 26]. Bath, UK: ESRC Research Group on Wellbeing in Developing Countries (WeD).

Cannon, T. (2000). Vulnerability analysis and disasters. In D. J. Parker (Ed.), *Floods* (pp. 43-55). New York, NY: Routledge.

Caritas Internationalis. (n.d.). *Caritas in numbers*. Retrieved 16 July 2011 from http://www.caritas.org/about/Caritas_Internationalis.html

Carney, D. (1998). Implementing the sustainable rural livelihoods approach. In D. Carney (Ed.), *Sustainable rural livelihoods: What contributions can we make?* London, UK: Department for International Development (DFID).

Carroll, A. B., & Buchholtz, A. K. (2003). *Business and society: Ethics and stakeholder management* (5th ed.). Mason, OH: Thomson South-Western.

Cattermoul, B., Townsley, P., & Campbell, J. (2008). *Sustainable livelihoods enhancement and diversification (SLED): A manual for practitioners*. Gland, Switzerland: International Union for Conservation of Nature (IUCN).

Chabal, P., & Daloz, J-P. (1999). *Africa works: Disorder as political instrument*. Indiana, IN: Indiana University Press.

Chambers, R., & Conway, G. (1991). *Sustainable rural livelihoods: Practical concepts for the 21st century* [IDS discussion paper (296)]. Retrieved 31 May 2011 from http://www.smallstock.info/reference/IDS/dp296.pdf

ChangeMakers Refugee Forum (CFR). (2011). *About us/What we do*. Retrieved 17 April 2011 from http://www.crf.org.nz/about

ChangeMakers Refugee Forum (CFR). (n.d.). *Strong families strong children: Discussion and Training Booklet*. Wellington, NZ: CFR.

Chatterjee, N., & Katyal, S. (2010, November 22). Indonesians beat slow disaster relief by tweeting. *Reuters*. Retrieved 14 July 2011 from http://www.reuters.com/article/2010/11/22/us-indonesia-volcano-twitter idUSTRE6AL1Q820101122

Chavez, S. (2005). Community, ethnicity, and class in a changing rural California town. *Rural Sociology, 70*(3), 314-335.

Chikwendu, E. (1997). Women, cooperatives and economic recovery in Nigeria. *Dialectical anthropology, 22*(3-4), 353-371.

China Daily. (2009, May 11). *V. Public participation in disaster reduction* [Full text: China's actions for disaster prevention and reduction]. Retrieved 7 April 2011 from http://www2.chinadaily.com. cn/china/2009-05/11/content_7763883_6.htm

China Daily. (2010, May 6), *Volunteers serving in W China favoured in job market*. Retrieved 18 July 2011 from http://www.chinadaily.com.cn/china/2010-05/06/content_9818601.htm

CIVICUS, IAVE, & UNV. (2008). *Volunteering and social activism: Pathways for participation in human development*. Retrieved 8 August 2011 from http://www.worldvolunteerweb.org/index.php?eID=tx_cms_showpic&file=fileadmin%2Fimg%2Fwvw2FVolunteering_Cover.JPG&md5=32d4c0eb2a1ecf74f31f1bbc6799e39c

CIVICUS. (2010). *Culture of volunteerism in Armenia*. Yerevan, Armenia: CIVICUS.

CIVICUS. (2011). *CIVICUS civil society index: Summary of conceptual framework and research methodology*. Retrieved 29 June 2011 from http://www.CIVICUS.org/csi

Civil Society Index (CSI). (2011). *Project overview*. Retrieved 25 July 2011 from http://civilsocietyindex.wordpress.com/project-overview/

Clark, H. (2011, June 22). *Clark: After the Arab spring, toward political and economic inclusion*. Retrieved 13 July 2011 from http://www.beta.undp.org/undp/en/home/presscenter/speeches/2011/06/22/clark-after-the-arab-spring-toward-political-and-economic-inclusion.html

Cloke, P., Johnsen, S., & May, J. (2007). Ethical citizenship? Volunteers and the ethics of providing services for homeless people. *Geoforum, 38*(6), 1089-1101.

Cnaan, R. A., & Amrofell, L. (1994). Mapping volunteer activity. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 23*(4), 335-351.

Cnaan, R. A., & Goldberg-Glen, R. S. (1991). Measuring motivation to volunteer in human services. *Journal of Applied Behavioral Science, 27*(3), 269-284.

Cnaan, R. A., Handy, F., & Wadsworth, M. (1996). Defining who is a volunteer: Conceptual and empirical considerations. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 25*(3), 364-383.

Cohen, A. (2000). *A matter of survival: Volunteering by, in, and with low-income communities*. Washington, DC: The Points of Light Foundation.

Cohen, A. (2009). Welfare clients' volunteering as a means of empowerment. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 38*(3), 522-534.

Cole, J., & Cole, S. (2011, April 26). An Arab spring for women: The missing story from the Middle East article. *The Huffington Post*. Retrieved 12 June 2011 from http://www.huffingtonpost.com/juan-cole/middle-east-women_b_ 853959.html

Colletta, N. J., & Cullen, M. L. (2000). Resilient communities: Building the social foundations of human security. In World Bank (Ed.), *New paths to social development: Community and global networks in action* (pp. 35-46). Washington, DC: World Bank.

Comhlámh. (n.d.). *Volunteer charter and sending organization code of good practice: Short term volunteering for long term development*. Retrieved 28 July 2011 from http://www.comhlamh. org/assets/files/pdfs/Code-of-Practice%5B1%5D.pdf

Comisión Económica para América Latina (CEPAL). (2006). *Anuario estadístico de América Latina y el Caribe 2005*. Casilla, Santiago. Chile: División de Estadística y Proyecciones Económicas.

Comisión Económica para América Latina (CEPAL). (2007). *El aporte de las Mujeres a la Igualdad en América Latina y el Caribe*. [X Conferencia Regional sobre la Mujer], Quito, Ecuador.

Comisión Nacional para el Desarrollo de los Pueblos Indígenas (CDI). (2010). *CDI. English version*. Retrieved 15 August 2011 from http://www.cdi.gob.mx /index.php?option=com_content&view=article&id=1335&Itemid=200011

Commission for Africa. (2005). Through African eyes: Culture. In Commission for Africa (Ed.), *Our common interest: Report of the commission for Africa* (pp. 125-126). Cape Town, South Africa: Commission for Africa.

Community Environmental Research in the Pacific Islands. (n.d.). *The Tongan community giant clam sanctuaries*. Retrieved 20 August 2011 from http://www.tellusconsultants.com/tongan.html

Cone, C. (n.d.). Cause branding in the 21st century. *PSA Bibliography*. Retrieved 30 July 2011 from http://www.psaresearch.com/causebranding.html

Connell, N. (2007). *Social and environmental responsibility and the small business owner*. London, UK: Federation of Small Businesses.

Copestake, J., & Camfield, L. (2009). *Measuring subjective wellbeing in Bangladesh, Ethiopia, Peru and Thailand using a personal life goal satisfaction approach* [WeD working paper 09/45]. Bath, UK: Wellbeing in Developing Countries (WeD), University of Bath.

Cox, E., & Lopez, R. (forthcoming). *Sustainable enterprising communities: Relocalising economic development*. London: nef.

Crowley, E., Baas, S., Termine, P., Rouse, J., Pozarny, P., & Dionne, G. (2005, January). *Organizations of the poor: Conditions for success*. [Paper prepared for the International Conference on Membership-Based Organizations of the Poor: Theory, experience, and policy], Ahmedabad, India.

CSR WeltWeit. (2009). *Vietnam: The role of CSR*. Retrieved 22 July 2011 from http://www.csr-weltweit.de/en/ laenderprofile/profil/vietnam/index.nc.html

Dag Hammarskjöld Foundation. (1975). What now: Another development. Dag Hammarskjöld Report on development and international cooperation [Prepared on the occasion of the Seventh Special Session of the United Nations General Assembly (UNGA)]. *Development Dialogue,* (1/2)S, 1-128.

Danielsen, F., Burgess, N. D., Balmford, A., Donald, P. F., Funder, M., Jones, J. P. G.,… Brashares, J. (2009). Local participation in natural resource monitoring: A characterization of approaches. *Conservation Biology*, *23*(1), 31-42.

Davey, B. (2011). *The beyond growth congress*. Retrieved 10 August 2011 from http://www.feasta.org/2011/06/10/what-could-a-post-growth-society-look-like-and-how-should-we-prepare-for-it/

Deloitte Development LLC. (2007). *Highlights of 2007: Deloitte volunteer IMPACT survey of Gen Y (18-26 year olds)*. Retrieved 29 June 2011 from http://www.crvoluntariado.org/pls/portal30/docs/PAGE/6_VL_2006/BIBLIOTECA/ASPECTOS%20CLAVE/ASPECTOS_CLAVES_SUBPAGINAS/US_COMM_VOLUNTEERIMPACT_SURVEY_RESULTS2007(2)285042.PDF

Deloitte Development LLC. (2008). *2008 Deloitte volunteer IMPACT survey*. Retrieved 29 June 2011 from http://www.deloitte.com/view/en_US/us/About/Community-Involvement/3c6ebdea192fb110VgnVCM100000ba42f00aRCRD.htm UnitedStates%2FLocal%2520Assets%2FDocuments%2Fus_comminv_VolunteerIMPACT080425.pdf&ei=BJAMTtAPi-yyBsHVkPgO&usg=AFQjCNH0WeduSJpxqa-rdY9i6eCDdlUYXw

Demura, S., & Sato, S. (2003). Relationships between depression, lifestyle and quality of life in the community dwelling elderly: A comparison between gender and age groups. *Journal of Physiological Anthropology and Applied Human Science, 22*(3), 159-166.

Department for International Development (DFID). (1999). *Sustainable livelihoods guidance sheets: Overview*. London, UK: DFID.

Department for International Development (DFID). (2003). *Community participation in road maintenance: Guidelines for planners and engineers*. Ardington, UK: IT Transport Ltd.

Department of Welfare, Republic of South Africa. (1997). *Principles, guidelines, recommendations, proposed policies and programmes for developmental social welfare in South Africa* [White paper for social welfare]. Pretoria, South Africa: Department of Welfare, Republic of South Africa.

Desai, L. (2010, July 28). Cell phones save lives in Rwandan villages. *Cable News Network*. Retrieved 30 April 2011 from http://articles.cnn.com/2010-07-28/world/Rwanda.phones.pregnant.women_1_cell-phones-health-workers-free-phones?_s=PM:WORLD

Devereux, P. (2010). *International volunteers: Cheap help or transformational solidarity toward sustainable development*. (Doctoral dissertation). Perth, Australia: Murdoch University.

Dhebar, B. B., & Stokes, B. (2008). A nonprofit manager's guide to online volunteering. *Nonprofit Management and Leadership, 18*(4), 497-506.

Dinh, K. (2011). *Cultural obligation and volunteering in the Pacific region* [Unpublished report: Regional paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Doesken, N., & Reges, H. (2011). Creating a volunteers observing network. *WHO Bulletin (The journal of World Meteorological Organization), 60*(1), 48-52.

Drummond-Mundal, L., & Cave, G. (2007). Young peacebuilders: Exploring youth engagement with conflict and social change. *Journal of Peacebuilding and Development, 3*(3), 63-76.

Easwaramoorthy, M., Barr, C., Runte, M., & Basil, D. (2006). *Business support for employee volunteers in Canada: Results of a national survey*. Toronto, Canada: Imagine Canada.

Edgar, L., Remmer, J., Roserbger, Z., & Rapkin, B. (1996). An oncology volunteer support organisation: The benefits and fit within the health care system. *Psycho-oncology, 5*, 331-341.

Einolf, C. J. (2011). *Informal and non-organized volunteerism* [Unpublished report: Background paper BP-3 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

El Bushra, J., & Mukarubuga, C. (1995). Women, war and transition. *Gender and Development, 3*(3), 16-22.

El-Guindi, F. (2001). *Roots of volunteerism in Arabo-Islamic society and culture*. Paper presented at 54th Annual DPI/NGO Conference, September 2001. Retrieved 19 July 2011 from http://www.un.org/News/Press/docs/2001/NGO437.doc.htm

Eliasoph, N. (2009). Top-down civic projects are not grassroots associations: How the differences matter in everyday life. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations, 20*(3), 291-308.

Energize, Inc. (2010). *Dimensions of volunteering and service*. Retrieved 24 August 2011 from http://www.energizeinc.com/volunteer-map.html

Eng, S. (2011). *Volunteerism among the poor* [Unpublished report: Background paper SIP-1 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Eng, S., & Patrickson, M. (2006, November). *Perceptions of organizational effectiveness: The case of Indonesian grassroots NGOs*. Paper presented at the Australia-New Zealand Third Sector Research Conference, Adelaide, Australia.

Equity Bank. (2011). *About us*. Retrieved 7 May 2011 from http://www.equitybank.co.ke/about.php?subcat=9

Eriksson, C. (2010). *Perception of volunteerism in the mass media of Arab states* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Escobar, A. (1995). *Encountering development: The making and unmaking of the third world*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

European Commission. (n.d.). *2012 to be the European Year for active ageing* [European Commission – Employment, Social Affairs and Inclusion/News]. Retrieved 23 August 2011 from http://ec.europa.eu/ social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=860

European Union, Educational, Audiovisual & Culture Executive Agency (EAC-EA). (2010). *Volunteering in the European Union* [Final report submitted by GHK for the Educational, Audiovisual & Culture Executive Agency (EAC-EA), Directorate General Education and Culture (DG EAC), 17 February 2010]. London, UK: GHK.

European Values Survey (EVS). (2011). *European values study*. Retrieved 29 June 2011 from http://www.europeanvaluesstudy.eu/

European Volunteer Centre (CEV). (2008, April). *Putting volunteering on the economic map of Europe*. Final report paper presented at the CEV General Assembly Conference, Brussels, Belgium.

Everatt, D., & Solanki, G. (2008). *A nation of givers? Results from a national survey of social giving*. In A. Habib & B. Maharaj (Eds.), *Giving and solidarity: Resource flows for poverty alleviation and development in South Africa* (pp. 45-78). Cape Town, South Africa: HSRC Press.

Farouk, A. F. A., & Bakar, M. Z. A. (2007). State-induced social capital and ethnic integration: The case of Rukun Tetangga in Penang, Malaysia. *Kajian Malaysia, Jld., 25*(1), 41-60.

Farrington, J., Carney, D., Ashley, C., & Turton, C. (1999). *Sustainable livelihoods in practice: Early applications of concepts in rural areas*. London, UK: Overseas Development Institute (ODI).

Fernandez, L. S., Barbera, J. A., & van Dorp, J. R. (2006). Strategies for managing volunteers during incident response: A systems approach. *Homeland Security Affairs, 2*(3), 1-15.

Fernandez, M., Giménez, C., & Puerto, L. M. (2008). *La Construcción del Codesarrollo*. Madrid, Spain: Red Universitaria de Investigación sobre Cooperación al Desarrollo.

Ferroni, M., Mateo, M., & Payne, M. (2008). *Development under conditions of inequality and distrust: Social cohesion in Latin America* [International Food Policy Research Institute (IFPRI) discussion paper]. Washington, DC: IFPRI.

Fischer, M. (2006). *Jugendarbeit und Friedensförderung in Ostbosnien: Ein Pilotprojekt von Ipak (Tuzla), Schüler Helfen Leben und dem Berghof Forschungszentrum* [Berghof report Nr. 13]. Berlin, Germany: Berghof Forschungszentrum fuer konstruktives Konfliktmanagement.

FLACSO-MORI-CERC. (2002). Investigación sobre la conversación social y opinión pública acerca del voluntariado en Chile. *Journal of Volunteer Administration, 8*(1), 3-10.

Fleshman, M. (2003). African women struggle for a seat at the peace table. *Africa Renewal (formerly Africa Recovery), 16*(4), 1. Retrieved 15 June 2011 from http://www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol16no4/164wm1.htm

Flick, M., Bittman, M., & Doyle, J. (2002). *'The community's most valuable [hidden] asset': Volunteering in Australia*. Sydney, Australia: Social Policy Research Center, University of New South Wales.

Foley, M. W., Edwards, B., & Diani, M. (2001). Social capital reconsidered. In B. Edwards, M. W. Foley & M. Diani (Eds.),

Beyond Tocqueville: Civil society and the social capital debate in comparative perspective (pp. 266-280). Hanover, NH: University Press of New England.

Ford, L. (2010, May 12). Volunteerism built on altruism is not sustainable in Africa's health sectors [Katine Chronicles Web log comment]. *The Guardian.* Retrieved 13 June 2011 from http://www.guardian .co.uk/katine/katine-chronicles-blog/2010/may/12/health-volunteerism-not-working

Foster, G. (2005). *Under the radar–community safety nets for children affected by HIV/AIDS in poor households in sub-Saharan Africa*. Harare, Zimbabwe: United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD)/Training and Research Support Centre.

Foster-Bey, J. (2008). *Do race, ethnicity, citizenship and socio-economic status determine civic-engagement?* [CIRCLE working paper (62): Background paper for 2008 Annual Service Conference]. Medford, MA: The Center for Information & Research on Civic Learning & Engagement (CIRCLE).

Francis, D. (2004). *Culture, power asymmetries and gender in conflict transformation* [Edited version, first published 2000]. Berlin, Germany: Berghof Research Center for Constructive Conflict Management.

Fruzzetti, L. M. (1998). *Women, orphans, and poverty: Social movements and ideologies or work in India.* Quebec, Canada: World Heritage Press.

Galer-Unti, R. A. (2010). Advocacy 2.0: Advocating in the digital age. *Health Promotion Practice, 11*(6), 784-787.

Gallup World Poll (GWP). (2011). *Gallup world poll.* Retrieved 31 May 2011 from https://worldview.gallup.com/

Galtung, J. (1980). *Strukturelle Gewalt*. Beitraege zur Friedens- und Konfliktforschung Band (1). Rowohlt, Germany: Reinbeck bei Hamburg.

Garap, S. (2004). *Kup women for peace: Women taking action to build peace and influence community decision-making* [State, Society, and Governance in Melanesia discussion paper 2004/4]. Canberra, Australia: Research School of Pacific and Asian Studies, Australian National University.

Gavelin, K., Svedberg, L., & Pestoff, V. (2011). *Estimating the scope and magnitude of volunteerism worldwide: A review of multinational data on volunteering* [Unpublished report: Background paper BP-1 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Gay, P. (1998). Getting into work: Volunteering for employability. *Voluntary Action, 1*(1), 55-67.

Gilson, L., Walt, G., Heggenhougen, K., Owuor-Omondi, L., Perera, M., Ross, D., & Salazar, L. (1989). National community health worker programmes: How can they be strengthened? *Journal of Public Health Policy, 10*(4), 518-532.

Giorgis, T. W., & Terrazas, A. (2011a). *Mobilizing diaspora volunteers for public health capacity building: Lessons learned from the Ethiopian Diaspora Volunteer Program*. Washington, DC: Visions for Development, Inc.

Giorgis, T. W., & Terrazas, A. (2011b). *Potential into practice: The Ethiopian Diaspora Volunteer Program.* Retrieved 28 July 2011 from http://www.migration information.org/USFocus/display.cfm?ID=845

Gjeka, B. (2009). *Volunteerism perceptions and realities in the Albania youth sector* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Gladwell, M. (2010, October 4). Small change: Why the revolution will not be tweeted. *The New Yorker.* Retrieved 12 May 2011 from http://www.newyorker.com/reporting/2010/10/04/101004fa_fact_gladwell

Glenton, C., Scheel, I. B., Pradhan, S., Lewin, S., Hodgins, S., & Shrestha, V. (2010). The female community health volunteer programme in Nepal: Decision makers' perceptions of volunteerism, payment and other incentives. *Social Science Medicine, 70*(12), 1920-1927.

Global Business Coalition on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria. (n.d.). *Global Business Coalition on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria.* Retrieved 23 July 2011 from http://www.gbcimpact .org/community

Godinot, X., & Wodon, Q. (Eds.). (2006). *Participatory approaches to attacking extreme poverty: Case studies led by the International ATD Fourth World* [Working paper, 77]. Washington, DC: World Bank.

Goetz, T. (2003). Open source everywhere. *Wired, 11*(11), 150-158.

Goirand, A., & Ghatter, M. (2009). *Les acteurs méconnus du développement: Actes du colloque international de Ouagadougou, 29 et 30 juin 2005*. Paris, France: Institut Afrique moderne et Fondation pour l'innovation politique.

Gough, I., & McGregor, J. A. (Eds.). (2007). *Wellbeing in developing countries: From theory to research*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.

Government of India, Ministry of Home Affairs – National Disaster Management Division. (2004). *Disaster management in India* [Status report]. Retrieved 1 July 2011 from http://www.ndmindia .nic.in/EQProjects/Disaster%20Management%20in%20India%20-%20A%20Status %20Report%20-%20August%202004.pdf

Government of Nepal, Ministry of Finance. (2011). 7. *Poverty alleviation and employment*. Retrieved 12 June 2011 from http://www.mof.gov.np/publication/budget/2010/pdf/chapter7.pdf

Grameen Foundation. (2011). *Grameen Foundation bankers without borders initiative announces funding to expand volunteer program to Sub-Saharan Africa.* Retrieved 15 July 2011 from http://www.grameenfoundation.org/press-releases/

grameen-foundation-bankers-without-borders-initiative-announces-funding-expand-volunt

Green, S. (2011). *The Role of the media and entertainment in volunteerism* [Unpublished report: Background paper SIP-8 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Greenfield, E. A., & Marks, N. F. (2004). Formal volunteering as a protective factor for older adults' psychological well-being. *Journal of Gerontology, 59*(5), 258-264.

Grossman J. D., & Tierney, J. P. (1998). Does mentoring work? An impact study of the big brothers big sisters program. *Evaluation Review, 22*(3), 403-426.

Grotz, J. (2011). *Less-recognized impacts of volunteerism* [Unpublished report: Background paper BP-6 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Grusky, S. (2000). International service learning: A critical guide from an impassioned advocate [Theory]. *The American Behavioral Scientist*, *43*(5), 858-867.

Gudynas, E., & Acosta, A. (2011). El buen vivir o la disolución de la idea del progreso. In M. Rojas, *La medicion del progreso y del Bienestar: Propuestas desde America Latina* (pp.103-110). Mexico City, Mexico: Foro Consultive Cientifico y Tecnologico.

Gunawardene, N., & Noronha, F. (Eds.). (2007). *Communicating disasters: An Asia Pacific resource book*. Bangkok, Thailand: United Nations Development Programme (UNDP) Regional Centre in Bangkok and TVE Asia Pacific.

Hadiwinata, B. S. (2003). *The politics of NGOs in Indonesia: Developing democracy and managing a movement.* London, UK: Routledge.

Hall, M. H. (2011). *Measuring volunteering* [Unpublished report: Background paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Hall, M. H., Lasby, D., Ayer, S., & Gibbons, W. D. (2009). *Caring Canadians, involved Canadians: Highlights from the 2007 Canada Survey of giving, volunteering and participating, June 2009*. Ottawa, Canada: Statistics Canada/Minister of Industry.

Handy, F., & Cnaan, R. A. (2007). The role of social anxiety in volunteering. *Nonprofit Management and Leadership, 18*(1), 41-58.

Harlow, R. E., & Cantor, N. (1996). Still participating after all these years: A study of life task participation in later life. *Journal of Personality and Social Psychology, 71*, 1235-1249.

Haski-Leventhal, D. (2009). *Addressing social disadvantage through volunteering* [Briefing paper submitted to the Australian Prime Minister and Cabinet].

Haski-Leventhal, D. (2009). Altruism and volunteerism: The perceptions of altruism in four disciplines and their impact on the study of volunteerism. *Journal for the Theory of Social Behaviour, 39*(3), 271-299.

Haski-Leventhal, D. (2009). Elderly volunteering and well-being: A cross-European comparison based on SHARE data. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations, 20*(4), 388-404. doi:10.1007/s11266-009-9096-x

Haski-Leventhal, D., & Bar-Gal, D. (2008). The volunteering stages and transitions model: Organizational socialization of volunteers. *Human Relations, 61*(1), 67-102.

Haski-Leventhal, D., Ben-Arieh, A., & Melton, G. B. (2008). Between neighborliness and volunteerism: The participants in the strong communities initiative. *Family and Community Health, 31*(2), 150-161.

Haski-Leventhal, D., Hustinx, L., & Handy, F. (2011, In press). What money cannot buy: The distinctive and multidimensional impact of volunteers. *Journal of Community Practice 19*(2), 138-158.

Haski-Leventhal, D., Ronel, N., York, A. S., & Ben-David, B. M. (2008). Youth volunteering for youth: Who are they serving, how are they being served. *Children and Youth Services Review*, *30*(7), 834-846.

Haugestad, A. K. (2004, July 25-30). *Working together for sustainable societies: The Norwegian "Dugnad" tradition in a global perspective* [Paper prepared for presentation in Working Group 1, "Mobilisation, Information, Sensitisation of The Local Population – The Role of Local Partnerships," XI World Congress of Rural Sociology – Globalisation, Risks and Resistance], Trondheim, Norway.

Heaton-Shreshta, C. (2011). *Volunteerism and governance* [Unpublished report: Background paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Heck, J., Bazemore, A., & Diller, P. (2007). The shoulder to shoulder model- Channeling medical volunteerism toward sustainable health change. *Family Medicine, 39*(9), 644-649.

Helmore, K., & Singh, N. (2001). *Sustainable livelihoods: Building on the wealth of the poor.* Bloomfield, CT: Kumarian Press.

Help Age International. (2011). *The wisdom of warmth: Helping older people weather the harshest winters.* Retrieved 20 June 2011 from http://www.helpage.org/what-we-do/climate-change/winters-in-kyrgyzstan/

Henriksen, L. S., Svedberg, L. (2010). Volunteerism and social activism: Moving beyond the traditional divide. *Journal of Civil Socie*ty, 6(2), 95-98.

Hermann, K., Damme, W. V., Parivo, G. W, Schouten, E., Assefa, Y., Cirera, A., & Massavon, W. (2009). Community health workers for ART in sub-Saharan Africa: Learning from experience–capitalizing on new opportunities. *Human Resources for Health, 7*(31), 1-11. doi:10.1186/1478-4491-7-31

Hirst, A. (2001). *Links between volunteering and employability*. Research report (RR309). London, UK: DfES.

Hofmann, N. A. (2011). *Conflict prevention and recovery* [Unpublished report:

Background paper SIP-10 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Holme, L., & Watts, R. (2000). *Corporate social responsibility: Making good business sense.* Conches-Geneva, Switzerland: World Business Council for Sustainable Development.

Hoodfar, H. (2009). Activism under the radar. Volunteer women health workers in Iran. *Middle East Report 250, 39*, 56-60.

Hucks, L. (2008). *Think local, act local: Effective financing of local governments to provide water and sanitation services*. London, UK: WaterAid.

Human Development Reports. (n.d.). *The human development concept*. Retrieved 21 August 2011 from http://hdr.undp.org/en/humandev/

Huppert, F. A. (2008). *State-of-science review: SR-X2 psychological wellbeing: Evidence regarding its causes and consequences*. London, UK: Government Office for Science.

Huppert, F. A. (2010). *Defining, measuring and promoting flourishing in the population*. Paper presented at the 5th European Conference on Positive Psychology 2010, Sydney, Australia.

Hussein, K., & Nelson, J. (1998*). Sustainable livelihoods and livelihood diversification* [IDS working paper 69]. Brighton, UK: Institute of Development Studies (IDS).

Hustinx, L., Handy, F., & Cnaan, R. A. (2010). Volunteering. In R. Taylor (Ed.), *Third sector research* (pp. 73-89). New York, NY: Springer.

Hyatt, S. B. (2001). From citizen to volunteer: Neoliberal governance and the erasure of poverty. In J. Goode & J. Maskovsky (Eds.), *New poverty studies: The ethnography of power, politics and impoverished people in the United States* (pp.201-235). New York, NY: New York University Press.

Iheme, B. C. (2011). *Africa* [Unpublished report: Regional paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Imam, N. (2010). *Nigeria: FCT launches disaster risk reduction volunteer clubs for schools*. Retrieved 7 April 2011 from http://allafrica.com/stories/201011250645.html

International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) and World Bank. (2011). *The world development report 2011: Conflict, security, and development.* Washington, DC: IBRD/World Bank.

International Center for Not-for-Profit Law (ICNL) and United Nations Volunteers (UNV). (2009). *Laws and policies affecting volunteerism since 2001*. Bonn, Germany: UNV.

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). (2005). Humanitarian media coverage in the digital age. In IFRC (Ed.), *World disasters report 2005*. Geneva, Switzerland: IFRC.

International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC). (2009). *Syria: Droughts* [Information Bulletin No.1]. Geneva, Switzerland: IFRC.

International Federation of Red Cross and Red Cresent (IFRC). (2011). *The value of volunteers: Imagine how many needs would go unanswered without volunteers.* Geneva, Switzerland: IFRC.

International Fund for Agricultural Development (IFAD). (2010). *Rural poverty report, 2011*. Rome, Italy: IFAD.

International Labour Organization (ILO). (2011). *Manual on the measurement of volunteer work: Final approved pre-publication version*. Geneva, Switzerland: ILO.

International Organization for Migration (IOM). (2007). *Diaspora dialogues.* Retrieved 2 June 2011 from http://publications.iom.int/bookstore/free/Diaspora_Dialogues.pdf

International Telecommunication Union (ITU). (2010). *Measuring the information society*. Geneva, Switzerland: ITU.

itimes. (2008). Teach India 2008. *itimes.* Retrieved 29 June 2011 from http://www.freshface.itimes.com/public_teach-india-prev-info.php

James, M., & Potter, A. (2008). *Global burden of armed violence*. Geneva, Switzerland: Geneva Declaration Secretariat.

Japan International Cooperation Agency (JICA). (2011). *Boosting growth: JICA annual report 2010.* Tokyo, Japan: JICA.

Jareg, P. & Kaseje, D. CO. (1998). Growth of civil society in developing countries: Implications for health. *The Lancet, 351*(9105), 819-822. doi:10.1016/S0140-6736(97)11454-4

Jehoel-Gijsbers, G., & Vrooman, C. (2008, September). *Social exclusion of the elderly: A comparative study in EU member states* [European Network of Economic Policy Research Institutes (ENEPRI) research report No. 57 AIM WP 8.1]. Brussels, Belgium.

Jenson, J. (1998). *Mapping social cohesion: The state of Canadian research* [CPRN study (F/03)]. Ottawa, Canada: Renouf Publishing Co. Ltd.

Johns Hopkins University. (2011).*The Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project: Methodology and data sources.* Retrieved 30 June 2011 from http://www.ccss.jhu.edu/pdfs/CNP/CNP_Methodology.pdf

Johnson, L., Benítez, C., McBride, A. M., & Olate, R. (2004). *Voluntariado Juvenil y Servicio Cívico en América Latina y el Caribe: Una possible estrategia de Desarrollo Económico y Social*. St. Louis, MS: Instituto de Servicio Global Centro para el Desarrollo Social Universidad de Washington en St. Louis.

Johnson, M. K., Beebe, T., Mortimer, J. T., & Snyder, M. (1998). Volunteerism in adolescence: A process perspective. *Journal of Research on Adolescence, 8*(3), 309-332.

Johnston, L., MacDonald, R., Mason, P., Ridley, L., & Webster, C. (2000). *Snakes & ladders: Young people, transitions and social exclusion*. Bristol, UK: The Policy Press.

Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS). (2010a). *Outlook report 2010*. Retrieved 13 July 2011 from http://data.unaids.org/pub/Outlook/2010/20100713_outlook_report_web_en.pdf

Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS). (2010b, March 6). The positive talks project-Talking positive about HIV. *Experiences No.6*. Beijing, China: UNAIDS.

Joint United Nations Programme on HIV/AIDS (UNAIDS). (2010c). *UNAIDS report on the global AIDS epidemic 2010*. Geneva, Switzerland: UNAIDS.

Jones, A. (2004). *Review of gap year provision research report* (RR555). London, UK: Department for Education and Skills/School of Geography, Birkbeck College, University of London.

Kadi, O. (2011). *Middle East and Northern Africa* [Unpublished report: Regional paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Kalekyezi, E. P. (2011). *Legal opinion on Namibian legislation affecting volunteerism*. Windhoek, Namibia: The National Volunteerism Coordinating Committee.

Kandil, A. (2004). Civic service in the Arab region. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 33*(4), 39S-50S.

Kapamagogopa Inc. (2011). *About us*. Retrieved 21 July 2011 from http://www.ki-volunteer.org/index.php?option=com_content&view=article&id=12&Itemid=27

Kaseje, D. (2010, May 12). *Volunteerism built on altruism is not sustainable in Africa's health sectors* [Web log comment]. Retrieved 13 June 2011 from http://www.guardian.co.uk/katine/katine-chronicles-blog/2010/may/12/health-volunteerism-not-working

Kawachi, I., & Berkman, L. F. (2000). Social cohesion, social capital, and health. In L. F. Berkman & I. Kawachi (Eds.), *Social epidemiology* (pp. 174-90). New York, NY: Oxford University Press.

Kelly, A. (2009, April 10). Volunteers help meet healthcare shortfall. *The Guardian*. Retrieved 23 August 2011 from http://www.guardian.co.uk/katine/2009/apr/10/volunteers-healthcare-shortfall

Kennedy, R. F. (1968). *Remarks of Robert F. Kennedy at the University of Kansas, March 18, 1968*. Retrieved 7 July 2011 from http://www.jfklibrary.org/Research/Ready-Reference/RFK-Speeches/Remarks-of-Robert-F-Kennedy-at-the-University-of-Kansas-March-18-1968.aspx

Kevlihan, R. (2005). Developing 'connectors' during humanitarian intervention: Is it possible in Western Sudan? *Humanitarian Exchange, 30*, 30-31.

KikuyusForChange Secretariat. (2010). *Kenya for Kenyans: Beyond conflict to a future for all*. Retrieved 12 April 2011 from http://www.kikuyusforchange.com/?p=272

Knight, M. (n.d.). Bloggers unite on climate change. *CNN*. Retrieved 13 June 2011 from http://edition.cnn.com/ 2009/WORLD/europe/10/14/blog.action.day.climate/index.html?iref=allsearch

Kollie, P. M. (2006). Perspectives of effective youth mobilization in the Liberian context. In G. Petrosky (Ed.), *Youth and conflict: Challenges and opportunities for peace-building* (pp. 9-11). Washington, DC: Woodrow Wilson International Center for Scholars.

Kosovo Public Policy Center, United Nations Development Programme (UNDP) Kosovo, & United Nations Volunteers (UNV) Kosovo. (2010). *Youth volunteerism in Kosovo: An opportunity to learn*. Pristina, Kosovo: Kosovo Public Policy Center, UNDP Kosovo, & UNV Kosovo.

Kretzmann, J. P., & McKnight, J. L (1993). *Building communities from the inside out: A path toward finding and mobilizing a community's assets*. Chicago, IL: ACTA Publications.

Krishna, K. C., & Khondker, H. H. (2004). Nation-building through international volunteerism: A case study of Singapore. *The International Journal of Sociology and Social Policy*, 24(1/2), 21-55.

Lacohée, H., Wakeford, N., & Pearson, I. (2003). A social history of the mobile telephone with a view of its future. *BT Technology Journal, 21*(3), 203-211.

Larson, R. W., Hansen, D. M., & Moneta, G. (2006). Differing profiles of developmental experiences across types of organized youth activities. *Developmental Psychology*, *42*(5), 849-863.

Layard, R. (2005). *Happiness: Lessons from a new science*. London, UK: Penguin Books.

Lee, J. (2010). *Labour markets: Volunteering and employability*. Paper presented at the "Volunteering Counts" Conference, Manchester, United Kingdom.

Leigh, R. (2005). The evolving nature of international service through the United Nations Volunteers: International service and volunteering: developments, impacts and challenges. *Voluntary Action,* 7(2), 27-34.

Leitmann, J. (2007). Cities and calamities: Learning from post-disaster response in Indonesia. *Journal of Urban Health: Bulletin of the New York Academy of Medicine, 84*(Suppl 1), 144-153. doi: 10.1007/s11524-007-9182-6

Leland, S. (2010, August 29). *Working for the common good* [Web log comment]. Retrieved 21 July 2011 from http://idasa.wordpress.com/2010/08/29/working-for-the-common-good/

Leonard, M. (2004). Bonding and bridging social capital: Reflections from Belfast. *Sociology, 38*, 927-944.

Leray, C. (n. d.). *Réflexion sur la parole des "mutirantes"*. Retrieved 7 June 2011 from http://christianleray.over-blog.com/

pages/biographies-d-habitants-d-un-mutir-o-bresilien-4-3288426.html

Lewis, D. (2006). Globalization and international service: A development perspective. *Voluntary Action*, *7*(2), 13-26.

LiPuma, E., & Koelble, T. A. (2009). Social capital in emerging democracies. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations, 20*(1), 1-14.

Lopez-Claros, A., & Zahidi, S. (2005). *Women's empowerment: Measuring the global gender gap*. Geneva, Switzerland: World Economic Forum.

Lough, B. J., McBride, A. M., & Sherraden, M. S. (2009). *Perceived effects of international volunteering: Reports from alumni* [CSD working paper 09-10]. St. Louis, MO: Centre for Social Development (CSD)/ Washington University in St. Louis.

Lum, T. Y., & Lightfoot, E. (2005). The effects of volunteering on the physical and mental health of older people. *Research on Aging, 27*(1), 31-55.

Macha, N. (2008). *Kenya: Cyberactivism in practice*. Retrieved 23 March 2011 from http://www.itnewsafrica.com/?p=536

Machel, G. (1996). *Promotion and protection of the rights of children: Impact of armed conflict on children* (Note by the Secretary-General) [United Nations General Assembly Document, 26 August 1996 (A/51/306)]. New York, NY: UN.

MacManus, R. (2011, February 21). *#EQNZ: The Web mobilizes for New Zealand earthquake*. Retrieved 20 August 2011 from http://www.crowdsourcing .org/ document/eqnz-the-web-mobilizes-for-new-zealand-earthquake/2741

Madany, S. E., & Saleh, Y. (2011, January 26). Egypt on edge as demonstrations turn violent. *Reuters*. Retrieved 23 August 2011 from http://www.reuters.com/ article/2011/01/26/us-egypt-protest-idUSTRE70O3UW20110126

Maes, K. (2010). Examining health-care volunteerism in a food-and financially-insecure world. *Bulletin of the World Health Organization, 88*(11), 867-869. doi: 10.2471

Makina, A. (2009). Caring for people with HIV: State policies and their dependence on women's unpaid work. *Gender and Development, 17*(2), 309-319.

Makliuk, Y. (n.d.). *A carfree day in Irpin, Kyiv region, Ukraine*. Retrieved 19 August 2011 from http://www.worldcarfree.net/ wcfd/ukraine.php

Mandela, N. (2006, June 1). *Nelson Mandela about Ubuntu* [Video file]. Retrieved 15 August 2011 from http:// embraceubuntu.com/2006/06/01/ the-meaning-of-ubuntu-explained-by-nelson-mandela/

Martens, J. (2010). *Thinking ahead: Development models and indicators of well-being beyond the MDGs*. Berlin, Germany: Friedrich-Ebert-Stiftung.

Martinez, L. G., & United Nations Volunteers (UNV). (2011). *Situación del Voluntariado en República Dominica*. Bonn, Germany: UNV.

Martinkova, L. (2010). *Research on perception of volunteerism in mass media: CEE and CIS* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Matevosyan, H. A. (2010). *Measuring socio-economic value of volunteerism in Armenia*. Yerevan, Armenia: Yerevan State University Press.

Matos, A. C. G., & Zidi-Aporeigah, V. (2008, June/July). *Liberian National Youth Volunteer Service Project: Mid-term review report*. Bonn, Germany: UNV.

Maxwell, J. (1996). *Social dimensions of economic growth* [Eric John Hanson Memorial Lecture Series (Vol. 8)]. Alberta, Canada: University of Alberta, Department of Economics.

Maynard, S. (2010). *Volunteerism: An old concept, a new business model for scaling microfinance and technology for development solutions*. Washington, DC: Grameen Foundation Publication Series.

McBain, C., & Machin, J. (2008). *Caring companies: Engagement in employer-supported volunteering*. London, UK: Institute for Volunteering Research.

McBride, A. M., & Daftary, D. (2005). *International service: History and forms, pitfalls and potential*. St. Louis, MO: Centre for Social Development (CSD)/ Washington University in St. Louis.

McBride, A. M., & Sherraden, M. W. (Eds.). (2007). *Civic service worldwide: Impacts and inquiry*. New York, NY: M. E. Sharpe.

McBride, A. M., Benitez, C., & Danso, K. (2003). *Civic service worldwide: Social development goals and partnerships* [CSD working paper 03-13]. St. Louis, MO: Centre for Social Development (CSD)/ Washington University in St. Louis.

McBride, A. M., Johnson, E., Olate, R., & O'Hara, K. (2011). Youth volunteer service as positive youth development in Latin America and the Caribbean. *Children and Youth Services Review, 33*(1), 34-41.

McBride, A. M., Lough, B. J., & Sherraden, M. S. (2010). *Perceived impacts of international service on volunteers: Interim results from a quasi-experimental study* [CSD research report (10-22)]. St. Louis, MO: Centre for Social Development (CSD)/Washington University in St. Louis.

McBride, A. M., Sherraden, S. M., Benitez, C., & Johnson, E. (2004). Civic service worldwide: Defining a field, building a knowledge base. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 33*(4 suppl), 8-21.

McDevitt, A. (2009). *Helpdesk research report: Impact of international volunteering*. Retrieved 12 July 2011 from http://www. gsdrc.org/docs/open/HD626.pdf

McGee, R., & Pearce, J. (2009). Violence, social action and research. *IDS Bulletin, 40*(3).

McGillivray, M., & Clarke, M. (2006). *Understanding human well-being*. Tokyo, Japan: United Nations University Press.

Mehler, A., & Ribaux, C. (2000). *Crisis prevention and conflict management in technical cooperation: An overview of the national and international debate* [Gesellschaft für technische Zusammenarbeit GTZ Schriftenreihe (Nr. 270)]. Wiesbaden, Germany: Universum.

Meijs, L. C. P. M., & van der Voort, J. M. (2004). Corporate volunteering: From charity to profit-non-profit partnerships. *Australian Journal on Volunteering, 9*(1), 21-32.

Mellor, D., Hayashi, Y., Stokes, M., Firth, L., Lake. L., Staples, M., Chambers, S., & Cummins, R. (2009). Volunteering and its relationship with personal and neighbourhood well-being. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 38*(1), 144-159.

Melville, I., & Musevenzi, J. (2008a). *Analysis of the regulatory and institutional framework on volunteering in Zimbabwe.* Bonn, Germany: UNV.

Melville, I., & Musevenzi, J. (2008b). *Feasibility study on a national volunteer mechanism and a youth volunteer scheme.* Bonn, Germany: UNV.

Melville, I., United Nations Development Programme (UNDP), United Nations Volunteers (UNV), & Government of Namibia. (2010). *Report of feasibility study on volunteerism in Namibia* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Menon, A., Singh, P., Shah, E., Lele, S., Paranjape, S., & Joy, K. J. (2007). *Community-based natural resource management: Issues and cases from South Asia*. New Delhi, India: Sage Publications.

Mensah, J., & Antoh, E. F. (2005). Reflections on indigenous women's organisations in sub Saharan Africa: A comparative study in Brong Ahafo region, Ghana. *Singapore Journal of Tropical Geography, 26*(1), 82-101.

Merchant, R. M., Leigh, J. E., & Lurie, N. (2010). Health care volunteers and disaster response – first, be prepared. *New England Journal of Medicine, 362*(10), 872-873.

Merrill, M. V. (2006). Global trends and the challenges for volunteering. *The International Journal of Volunteer Administration, 24*(1), 9-14.

Messias, D. K. H., De Jong, M. K., & McLoughlin, K. (2005a). Being involved and making a difference: Empowerment and well-being among women living in poverty. *Journal of Holistic Nursing, 23*(1), 70-88.

Messias, D. K. H., De Jong, M. K., & McLoughlin, K. (2005b). Expanding the concept of women's work: Volunteer work in the context of poverty. *Journal of Poverty, 9*(3), 24-47.

Meyer, A. (2011). *Gender and volunteerism* [Unpublished report: Background paper SIP-1 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Michael Rubenstein Publishing. (2009). Barriers to disabled people volunteering. *Equal Opportunities Review*, (194).

Michaelson, J,. Abdallah, S., Steuer, N., Thompson, S., & Marks, N. (2009). *National accounts of well-being: Bringing real wealth onto the balance sheet.* London, UK: nef.

Millennium Promises. (2010). *Harvests of development in Rural Africa: The millennium villages after three years*. Retrieved 9 August 2011 from http://www.milleniumvillage.org/pdf/MVP_Midterm_Report.pdf

Millington, K. (2005). Gap year travel-international. *Travel & Tourism Analyst, 12*, 1-50.

Mintel Oxygen. (2005). *Gap year travel – international – July 2005*. Retrieved 2 May 2011 from http://oxygen.mintel.com/sinatra/oxygen/search_results/show&/display/id=161518

Mitchell, C. S., Maguire, B. J., & Guidotti, T. L. (2006). Worker health and safety in disaster response. In G. Ciottone, P. D. Anderson, E. A. D. Heide, R. G. Darling, I. Jacoby, E. Noji & S. Suner (Eds.), *Disaster medicine* (pp. 157-163). Philadelphia, PA: Mosby Inc.

Mitchell, G. (2003). Choice, volunteering and employability: Evaluating delivery of the new deal for young people's voluntary sector option. *The Journal of Poverty and Social Justice (Benefits), 11*(2), 105-111.

Moen, P., Robinson, J., & Dempster-McCain, D. (1995). Caregiving and women's well-being: A life course approach. *Journal of Health and Social Behavior, 36*(3), 259-273.

Mohamoud, A. A. (2005). *Mobilising African diaspora for the promotion of peace in Africa*. The Hague, Netherlands: African Diaspora Policy Centre.

Molefe, D., & Weeks, S. (2001). National service – Is it a thirteenth year of education? The rise and fall of innovation in Botswana. *Africa Today, 48*(2), 105-125.

Moleni, G. M., & Gallagher, B. M. (2006). *Five country study on service and volunteering in Southern Africa: Malawi country report*. Johannesburg, South Africa: VOSESA, Centre for Social Development in Africa.

Morgan, J. (2009). *Volunteer tourism: What are the benefits for international development.* Retrieved 20 July 2011 from http://www.voluntourism.org/news-studyandresearch62.htm

Morrow-Howell, N., Hinterlong, J., Rozario, P. A., & Tang, F. (2003). Effects of volunteering on the well-being of older adults. *Journal of Gerontology Social Work, 58*(3), 137-145.

Moser, C., & McIlwaine, C. (2001). *Violence in a post-conflict context: Urban poor perceptions from Guatemala.* Washington, DC: World Bank.

Mostyn, B. (1983). The meaning of voluntary work: A qualitative investigation. In S. Hatch (Ed.), *Volunteers: Patterns,*

meanings & motives (pp. 24-50). London, UK: The Volunteer Centre.

Musick, M. A., & Wilson, J. (2003). Volunteering and depression: The role of psychological and social resources in different age groups. *Social Science and Medicine, 56*(2), 259-269.

Musick, M. A., & Wilson, J. (2008). *Volunteers: A social profile*. Bloomington, IN: Indiana University Press.

Musick, M. A., Herzog, A. R., & House, J. S. (1999). Volunteering and mortality among older adults: Findings from a national sample. *Journals of Gerontology Series B: Psychological Sciences and Social Sciences, 54*(3), 173-180.

Mwite, E., Lopes, D., & Dudeni, N. (2004). *A national evaluation of home and community based care: Researched for the Department of Health and Social Development* [Draft research report]. Braamfontein, South Africa: Community Agency for Social Enquiry (CASE).

Naegele, G., & Schnabel, E. (2010). *Measures for social inclusion of the elderly: The case of volunteering* [Working paper]. Dublin, UK: Eurofound.

Nakagawa, Y., & Shaw, R. (2004). Social capital: A missing link to disaster recovery. *International Journal of Mass Emergencies and Disasters, 22*(1), 5-34.

Narayan, D. (1997). *Voices of the poor: Poverty and social capital in Tanzania.* Washington, DC: World Bank.

Narayan, D. (1999*). Bonds and bridges: Social capital and poverty.* Retrieved 12 July 2011 from http://info.worldbank.org/etools/docs/library/9747/narayan.pdf

Narayan, D. (2002). Bonds and bridges: Social capital and poverty. In J. Isham, T. Kelly & S. Ramaswamy (Eds.), *Social capital and economic development: Well-being in developing countries* (pp. 58-81). Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing.

National Development Volunteer Service (NDVS). (2011). *Background of NDVS*. Retrieved 30 May 2011 from http://www.ndvs.gov.np

National Volunteer Movement (NVM). (2010). *News & updates*. Retrieved 17 February 2011 from http://www.nvm.org.pk/NEWS/index.html

Neamtan, N. (2002, June). *The social and solidarity economy: Towards an 'alternative' globalisation*. Paper presented at the Citizenship and Globalization: Exploring Participation and Democracy in a Global Context Symposium, Vancouver, Canada.

Network of Ethiopian Professionals in the Diaspora (NEPID). (n.d.). *Frequently asked questions (FAQ).* Retrieved 13 July 2011 from http://www.nepid.org/

New Economics Foundation (nef). (2004). *A well-being manifesto for a flourishing society.* Retrieved 18 July 2011 from http://www.neweconomics.org/publications/well-being-manifesto-flourishing-society

News-Medical.Net. (2010, April 24). Cisco joins Red Cross "Ready When the Time Comes" corporate volunteer program. *News-Medical.Net*. Retrieved 12 March 2011 from http://www.news-medical.net/news/20100424/Cisco-joins-Red-Cross-Ready-When-the-Time-Comes-corporate-volunteer-program.aspx

Ngoitiko. M. (2008). *The pastoral women's council: Empowerment for Tanzania Massai* [Gatekeeper Series 137e]. London, UK: International Institute for Environment and Development (IIED).

Nkurunziza, S., Aonon, A., & Molushi, E. (2009). *Establishing a national volunteer infrastructure in the Gambia: Feasibility study report* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Nthara, D. E. (2004). Community responses to supporting orphans and vulnerable children. In M. Nel, L. Robertson, A. Mulder & R. Visser (Eds.), *Orphans and vulnerable children: Taking action, building support* (pp.16-17) [Regional conference report]. London, UK: Voluntary Service Overseas (VSO).

Nzomo, M. (2002). *Gender, governance and conflicts in Africa*. Dakar, Senegal: Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA).

Ochieng , B. M., Mala, J. S., & Kaseje, C. O. D. (n.d.). *Drivers of motivation for non-skilled community health volunteers contributing towards Millennium Development Goals: A case of lower Nyakach Division, Nyando District, Western Kenya.*

Ochs, K. (2011a). *Volunteerism and the private sector* [Unpublished report: Background paper SIP-12 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Ochs, K. (2011b). *Western Europe* [Unpublished report: Regional paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA). (2007). *Bangladesh: Cyclone Sidr OCHA situation report No. 12*. New York, NY: OCHA.

Olate, R. (2011). *Latin America* [Unpublished report: Regional paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Olukotun, G. A. (2008). Achieving project sustainability through community participation. *Journal of Social Sciences, 17*(1), 21-29.

Omoto, A. M., & Malsch, A. M. (2005). Psychological sense of community: Conceptual issues and connections to volunteerism-related activism. In A. M. Omoto (Ed.), *Processes of community change and social action* (pp. 83-103). Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum Associates.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2007). *OECD and international organizations to develop new approach to measuring progress of societies.* Retrieved 19 July 2011 from http://www.oecd.org/document/9/0,3343,en_2649_201185_38883800_1_1_1_1,00.html

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2011a). *Compendium of OECD well-being indicators*. Paris, France: OECD.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2011b). *Better life initiative: Measuring well-being and progress*. Retrieved 29 June 2011 from http://www.oecd.org/document/0/0,3746,en_2649_201185_47837376_1_1_1_1,00.html

Osman, A. (2009). *Sudanese women in civil society and their roles in post-conflict reconstruction* [DIIPER research series working paper 14]. Aalborg, Denmark: Development, Innovation and International Political Economy Research (DIIPER), Aalborg University.

Oztop, H., Sener, A., Guven, S., & Dogan, N. (2009). Influences of intergenerational support on life satisfaction of the elderly: A Turkish sample. *Social Behaviour and Personality, 37*(7), 957-970.

Partners for Prevention, United Nations Development Programme (UNDP), United Nations Development Fund for Women (UNIFEM), United Nations Population Fund (UNFPA), & United Nations Volunteers (UNV). (2010). *Making a difference: An assessment of volunteer intervention addressing gender-based violence in Cambodia.* Bonn, Germany: UNV.

Pasteur, K. (2011). *From vulnerability to resilience: A framework for analysis and action to build community resilience*. Rugby, UK: Practical Action Publication.

Patel, L. (2005). *Social welfare and social development in South Africa*. Oxford, UK: Oxford University Press.

Patel, L., & Wilson, T. (2004). Civic service in sub-Saharan Africa. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, *33*(4 suppl.), 22-38.

Patel, L., Perold, H., Mohamed, S. E., & Carapinha, R. (2007, June). *Five country study on service and volunteering in Southern Africa* [Research report]. Johannesburg, South Africa: Volunteer and Service Enquiry Southern Africa (VOSESA)/Centre for Social Development in Africa.

Perold, H. (2009). *What is the impact of an increasing number of international volunteers coming to South Africa?* Paper presented at the Ubuntu Conference on Voluntarism & Volunteer Work: Impacts on, and Experiences of, the "Weltwärts" Programme, Bonn, Germany.

Perold, H., & Tapia, M. N. (Eds.). (2008). *Service enquiry: Civic service and volunteering in Latin America and the Caribbean* (Vol. 2). Johannesburg, South Africa: Volunteer and Service Enquiry Southern Africa (VOSESA).

Perold, H., Carapinha, R., & Mohamed, S. E. (2006, December). *Five country study on service and volunteering in Southern Africa:* South Africa country report [Unpublished research report]. Johannesburg, South Africa: Volunteer and Service Enquiry Southern Africa (VOSESA)/Centre for Social Development in Africa.

Perrow, C. (2007). *The next catastrophe: Reducing our vulnerabilities to natural, industrial, and terrorist disasters.* Princeton, NJ: Princeton University Press.

Petrzelka, P., & Mannon, S. E. (2006). Keepin' this little town going: Gender and volunteerism in rural America. *Gender & Society, 20*(2), 236-258.

Pfaffenholz, T. (2009). *Civil society and peacebuilding* [CCDP working paper 4]. Geneva, Switzerland: The Centre on Conflict, Peacebuilding and Peace.

Phatarathiyanon, A., Tomon, V., Yosthasan, C., Ito, M., Lee, J., & Ratcliffe, M. (2008). *Effective technical cooperation for capacity development*: *Thailand country case study* [Joint study on effective technical cooperation for capacity development]. Retrieved 22 July 2011 from http://www.jica.go.jp/cdstudy/about/output/pdf/Thailand.pdf

Picciotto, R. (2007). *Development effectiveness at the country level* [Research paper No. 2007/81]. Helsinki, Finland: UNU World Institute for Development Economics Research (UNU-WIDER).

Peaceboatvoices (2011). *Voices from the ground: 2011 Great East Japan Earthquake & Tsunami Peace Board Emergency Relief Operation.* Retrieved 9 September 2011 from http://peaceboatvoices. wordpress. com/2011/08/15/khaliunaa/

Piron, L-H. (2002). *The right to development: A review of the current state of the debate for the Department of International Development*. Retrieved 1 August 2011 from http://www.odi.org.uk/resources/download/1562.pdf

Plewes, B., & Stuart, R. (2007). *Opportunities and challenges for international volunteer co-operation* [Paper prepared for the IVCO Conference]. Montreal, Canada: International Forum on Development Service.

Points of Light Foundation. (1998). *Building value: The corporate volunteer program as a strategic resource for business*. Washington DC: Points of Light Foundation.

Pollard, A. A. (2000). Resolving conflict in Solomon Islands: The women for peace approach. *Development Bulletin,* (53), 44-46.

Poppen, J., United Nations Development Programme (UNDP), & United Nations Volunteers (UNV). (2010). *Corporate volunteerism – Developing a business of culture of caring in Trinidad and Tobago.* Bonn, Germany: UNV.

Poppen, J., United Nations Development Programme (UNDP), & United Nations Volunteers (UNV). (2011). *Road map to corporate volunteering in Trinidad and Tobago.* Bonn, Germany: UNV.

Post, S. G. (2005). Altruism, happiness, and health: It's good to be good. *International Journal of Behavioural Medicine, 12*(2), 66-77.

Post, S. G. (2011). *It's good to be good: 2011 fifth annual scientific report on health, happiness and helping others.* Retrieved 24 August 2011 from http://www.unlimitedloveinstitute.org/publications/pdf/Good_to_be_Good_2011.pdf

Powell, S. (2009). *Understanding volunteerism for development in South-Eastern Europe and the Commonwealth of Independent States: Lessons for expansion.* Bonn, Germany & Bratislava, Slovakia: UNV and UNDP.

Powell, S., & Bratović, E. (2006). *The impact of long-term youth voluntary service in Europe: A review of published and unpublished research studies*. Brussels, Belgium: AVSO and ProMENTE.

Prayukvong, P., & Olsen, M. (2009). *Research on the CSR development in Thailand* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Priesner, S. (2008). *Gross national happiness – Bhutan's vision of development and its challenges.* Retrieved 24 June 2011 from http://www.bhutan2008.bt/ndlb/typescripts/10/GNH_Ch3_Priesner.pdf

ProBono News (2010). *National survey of volunteering issues*. Retrieved 22 July 2011 from http://www.probonoaustralia.com.au/news/2010/12/national-survey-volunteering-issues

Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (UNDP) & Organización de los Estados Americanos (OAS). (2010). *Nuestra Democracia*. Retrieved 15 August 2011 from http://www.nuestrademocracia.org/pdf/nuestra_democracia.pdf

Putnam, R. (2000). *Bowling alone – The collapse and revival of American community*. New York, NY: Simon and Schuster.

Rahman, M. (n.d.). *Research paper on perception of volunteerism in the mass media in South/East Asia and Pacific Region* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Ramirez-Valles, J., Fergus, S., Reisen, C. A., Poppen, P. J., & Zea, M. C. (2005). Confronting stigma: Community involvement and psychological well-being among HIV-positive Latino gay men. *Hispanic Journal of Behavioral Sciences, 27*(1), 101-119.

Randel, J., German, T., Cordiero, M., & Baker, L. (2005). *International volunteering: Trends, added value and social capital* [Paper presented for discussion at the November 2004 Oslo Forum meeting]. Wells, UK: Development Initiatives.

Rashid, H. (n.d.). *Cyclone Preparedness Programme (CPP)*. Retrieved 19 July 2011 from http://www.iawe.org/WRDRR_Bangladesh/Preprints/S4CPP.pdf

Rasmussen, E. (2010, November 17). Lessons from Haiti: The power of community and a new approach to disaster management. *Solutions*. Retrieved 2 February 2011 from http://www.thesolutionsjournal.com/node/807

Richards, P. (1996). *Fighting for the rain forest: War, youth and resources in Sierra Leone* [African issues]. Oxford, UK: James Currey Publishers.

Rieffel, L., & Zalud, S. (2006). *International volunteering: Smart power* [Policy brief 155]. Washington, DC: The Brookings Institution.

Right Livelihood Award (RLA). (1987). *Chipko movement (India).* Retrieved 20 June 2011 from http://www.rightlivelihood.org/chipko.pdf

Roberts, M. (2006). Duffle bag medicine. *JAMA: The Journal of the American Medical Association, 295*(13), 1491-1492.

Robinson, J., Knaap E., & McCoy, B. (2011). *Multinational sources and differences in measuring volunteering* [Unpublished report: Background paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Rochester, C. (2006). *Making sense of volunteering: A literature review*. London, UK: Volunteering England.

Rochester, C., Paine, A. E., & Howlett, S. (2010). *Volunteering and society in the 21st century*. New York, NY: Palgrave Macmillan.

Romeo, S. (2011). *Climate change, environment and volunteerism: A paradigm shift for the 21st century* [Unpublished report: Background paper SIP-11 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Romiti, M. G. M. (2010). *Research on perception of volunteerism in mass media: Latin America* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Ronel, N., Haski-Leventhal, D., Ben-David, B., & York, A. (2009). Perceived altruism – A neglected factor in intervention and research. *International Journal of Offender Therapy & Comparative Criminology, 53*(1), 191-210.

Ropain, M. (2011). *Estudio Sobre la Situación del Voluntariado en Honduras*. Bonn, Germany: UNV.

Roque, C. (2009) *Give something back: Online volunteer opportunities.* Retrieved 13 July 2011 from http://gigaom.com/collaboration/give-something-back-online-volunteer-opportunities/

Rosenstock-Huessy, E. (1978). *Planetary service: A way into the third millennium.* Berlin, Germany: Argo Books.

Royal Civil Service Commission. (2005). *Agreement signed with TICA.* Retrieved 12 July 2011 from http://www.rcsc.gov.bt/tmpfolder/TICA.htm

Russell, J. K. (2007, December). *Final evaluation of the United Nations Volunteers Programme contribution to the Chernobyl recovery and development programme UNDP-UKRAINE*. Retrieved 8 August 2011 from http://ukraine.unv.org/fileadmin/unv_cos/ukraine/UNV-CRDP_Evaluation _Final_ENG.pdf

Ruta Pacifica de las Mujeres. (2006). *Comisión Interamericana de Derechos Humanos, Las Mujeres frente a la Violencia y la Discriminación derivadas del Conflicto*

Armado en Colombia. Retrieved 7 May 2011 from http://www.rutapacifica .org.co/home.html

Ryan, R. M., & Deci, E. L. (2000). Self-determination theory and the facilitation of intrinsic motivation, social development and well-being. *American Psychologist, 55*(1), 67-78.

Salamon, L. (2008, April). *Putting volunteering on the economic map of the world*. Paper presented at the IAVE Conference, Panama, Costa Rica.

Salamon, L. M., & Sokolowski, W. (2001). *Volunteering in cross-national perspective: Evidence from 24 countries* [Working paper of the Johns Hopkins Comparative Nonprofit Sector Project, no. 40]. Baltimore, MD: The Johns Hopkins Center for Civil Society Studies.

Salamon, L. M., Sokolowski, S. W., & Haddock, M. A. (2011). *The economic value of volunteering* [Unpublished report: Background paper BP-2 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Salamon, L. M., Sokolowski, S. W., & List, R. (2003). *Global civil society: An overview*. Baltimore, MD: The Johns Hopkins Center for Civil Society Studies.

Sanborn, C., & Portocarrero, F. (Eds.). (2005). *Philanthropy and social change in Latin America*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Saroglou, V., Pichon., I., Trompette, L., Verschueren, M., & Dernelle, R. (2005). Prosocial behaviour and religion: New evidence based on projective measures and peer ratings. *Journal for the Scientific Study of Religion, 44*(3), 323-348.

Scheib, M., & Gray, S. (2010). Not just recipients of service: Including people with disabilities in volunteer abroad programs. *The International Journal of Volunteer Administration, 27*(2),13-18.

Schenker, J. L. (2009, December 7). Ushahidi empowers global citizen journalists. *Businessweek*. Retrieved 24 August 2011 from http://www.businessweek.com /globalbiz/content/dec2009/gb2009127_812224.htm

Schuler, I. (2008). SMS as a tool in election observation. *Innovations, 3*(2), 143-157.

Schwartz, C., Meisenhelder, J. B., Ma, Y., & Reed, G. (2003). Altruistic social interest behaviours are associated with better mental health. *Psychosomatic Medicine, 65*(5), 778-785.

Scoones, I. (1998). *Sustainable rural livelihoods: A framework for analysis* [IDS working paper 72]. Brighton, UK: Institute of Development Studies (IDS).

Scope. (n.d.). *Time to get equal in volunteering: Tackling disablism* [Executive summary]. Retrieved 13 July 2011 from http://www.scope.org.uk/sites/default/files/pdfs/Volunteering/Scope_disablism_volunteering.pdf

Secretaría de Pueblos, Movimientos Sociales y Participación Ciudadana. (2008). *El Voluntariado en el Ecuador y su Inserción en las Políticas Públicas*. Ecuador: Mesa de Voluntariado Ecuador, Fundación Servicio Ignaciano de Voluntariado.

Sen, A. (1982). *Choice, welfare and measurement*. Cambridge, MA: MIT Press.

Shaikh, A. (2010, November 22). Tweeting Mount Merapi: A new kind of disaster response. *UN DISPATCH*. Retrieved 20 April 2011 from http://www.undispatch .com/twitter-mount-mirapi

Shaikh, N. (2004, December 6). Amartya Sen: A more human theory of development. *Asia Society*. Retrieved 24 August 2011 from http://asiasociety.org/ business/development/amartya-sen-more-human-theory-development

Shatti, K. Y. (2009). *Culture of volunteerism among young people and its importance on the individual and community*. Kuwait City Safat, Kuwait: Kuwait Zakat House.

Sherr, M. E. (2008). *Social work with volunteers*. Chicago, IL: Lyceum Books, Inc.

Sherraden, M. S. (2007). International civic service: A step toward cooperation in a global world. In A. M. Mcbride & M. W. Sherraden (Eds.), *Civic service worldwide: Impacts and inquiry* (pp. 181). New York, NY: M. E. Sharpe.

Sherraden, M. S., Lough, B., & McBride, A. M. (2008). Effects of international volunteering and service: Individual and institutional predictors. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations, 19*(4), 395-421.

Sherraden, M. S., Stringham, J., Sow, S. C., & McBride, A. M. (2006). The forms and structure of international voluntary service. *Voluntas: International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations, 17*(2), 163-180.

Shumba, O. (2011). Commons thinking, ecological intelligence and the ethical and moral framework of *Ubuntu*: An imperative for sustainable development [Review]. *Journal of Media and Communication Studies, 3*(3), 84-96.

Shye, S. (2010). The motivation to volunteer: A systemic quality of life theory. *Social Indicators Research*, *98*(2), 183-200.

Silwal, B., & Messerschmidt, D. (2008). *Traditions of volunteerism & civic service in Nepal*. Retrieved 30 May 2011 from http://www.ecs.com.np/feature_detail.php?f_id=129

Simo, G., & Bies, A. L. (2007). The role of nonprofits in disaster response: An expanded model of cross-sector collaboration. *Public Administration Review, 67*(18), 125-142.

Simpson, K. (2004). "Doing development": The gap year, volunteer tourists and a popular practice of development. *Journal of International Development, 16*(5), 681-692.

Skinner, J. (2009). *Where every drop counts: Tackling rural Africa's water crisis*. London, UK: International Institute for Environment and Development (IIED).

Skinner, J. (n.d.). Tackling rural Africa's water crisis. *The African Executive*. Retrieved 23 August 2011 from http://www.africanexecutive.com/modules/magazine/articles.php?article=4222

Skinner, M. W., & Power, A. (2011). Voluntarism, health and place: Bringing an emerging field into focus. *Health & Place, 17*(1), 1-6.

Smith, D. H. (2011). *North America* [Unpublished report: Regional paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Smith, J. D., Ellis, A., & Brewis, G. (2010). Cross-national volunteering: A developing movement? In: J. L. Brudney (Ed.), Emerging areas of volunteering. *ARNOVA occasional paper series, 1*(2), 63-75.

Smith, J. D., Ellis, A., & Howlett, S. (2002). *UK-wide evaluation of the Millennium Volunteers Programme: Institute for Volunteering Research*. London, UK: Department for Education and Skills.

Smith, J. D., Ellis, A., Howlett, S., & O'Brien, J. (2004). *Volunteering for all? Exploring the link between volunteering and social exclusion.* London, UK: Institute for Volunteering Research.

SocioLingo Africa. (2009, August). *Burkina Faso: Tin Tua, award winning literacy programme.* Retrieved 1 August 2011 from http://www.sociolingo.com/2009/08/burkina-faso-tin-tua-award-winning-literacy-programme/

Sogge, D. (1992). *Sustainable peace: Angola's recovery*. Harare, Zimbabwe: Southern African Research and Documentation Centre (SARDC).

Sommers, M. (2006). *Youth and conflict: A brief review of available literature*. Retrieved 1 July 2011 from http://www.crin.org/docs/edu_youth_conflict.pdf

Sørensen, B. (1998). *Women and post-conflict reconstruction: Issues and sources* [WSP occasional paper 3]. Geneva, Switzerland: United Nations Research Institute for Social Development Programme for Strategic and International Security Studies.

Southern Alliance for Indigenous Resources (SAFIRE). (2011, April 7). *About Safire*. Retrieved 27 May 2011 from http://www.safireweb.org/index.php?option=com_content&task=view&id=9&Itemid=31

Sparked. (2010, November 4). World's first micro-volunteering network debuts with employees from Kraft Foods, Google & SAP volunteering online for nonprofits around the globe. *CSR Wire*. Retrieved 14 July 2011 from http://www.csrwire.com/press_releases/31023-World-s-First-Micro-Volunteering-Network-Debuts-with-Employees-from-Kraft-Foods-Google-SAP-Volunteering-Online-for-Nonprofits-Around-the-Globe

Speybroeck, N., Kinfu, Y., Dal Poz, M. R., & Evans, D. B. (2006). *Reassessing the relationship between human resources for health, intervention coverage and health outcomes* [Background paper prepared for the World Health Report 2006]. Geneva, Switzerland: World Health Organization (WHO).

Sseguya, H., Mazur, R. E., & Masinde, D. (2009). Harnessing community capitals for livelihood enhancement: Experiences from a livelihood program in rural Uganda. *Community Development, 40*(2), 123-138.

Statistics Canada. (2008). *Satellite account of non-profit institutions and volunteering 1997 to 2005*. Ottawa, Canada: Statistics Canada/Minister of Industry.

Steinberg, K. S., Rooney, P. M., & Chin, W. (2002). Measurement of volunteering: A methodological study using Indiana as a test case. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 31*(4), 484-501.

Stiglitz, J. E., Sen, A., & Fitoussi, J-P. (2009). *Report by the commission on the measurement of economic performance and social progress.* Paris, France: Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress.

Subejo, & Matsumoto, T. (2009). Transformation of labor exchange arrangements in an agrarian community of rural Java, Indonesia. *Journal of Applied Sciences, 9*(22), 3932-3946.

Suzuki, I. (2006). Roles of volunteers in disaster prevention: Implications of questionnaire and interview surveys. In S. Ikeda, T. Fukuzono & T. Sato (Eds.), *A better integrated management of disaster risks: Toward resilient society to emerging disaster risks in mega-cities* (pp. 153-163). Tokyo, Japan: TERRAPUB & NIED.

Svedberg, L., Gavelin, K., Pestoff, V., & Sköndal, E. (2011*). Estimating the scope and magnitude of volunteerism worldwide* [Unpublished report: Background paper BP-2 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Tandon, R. (2011). *Asia* [Unpublished report: Regional report for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Tapia, M. N. (2004). Civic service in South America. *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly, 33*(4 suppl.), 148-166.

TATA Council for Community Initiatives. (2010). *A journey towards an ideal*. Mumbai, India: Tata Services Limited.

Taylor, A. P. (1995). *An assessment of the potential for self-help in rehabilitation programming in Post-War Liberia*. Draft paper prepared for the GTZ workshop on Social and Institutional Rehabilitation, Addis Ababa, Ethiopia.

Taylor, R. J., Chatters, L. M., Hardison, C. B., & Riley, A. (2001). Informal social support networks and subjective well-being among African Americans. *Journal of Black Psychology, 27*(4), 439-463. doi: 10.1177/0095798401027004004

Teen Stuff magazine. (2011, August). Arab spring Egypt in colors. *Teen Stuff magazine*. Cairo, Egypt: Teen Stuff.

Telefónica. (2009). *Annual corporate responsibility report 2009.* Retrieved 9 June 2011 from http://www.rcysostenibilidad.telefonica.com/cr09/IRC09_EN.pdf

Terrazas, A. (2010). *Connected through service: Diaspora volunteers and global development*. Washington, DC: Migration Policy Institute.

Thackeray, R., & Hunter, M. A. (2010). Empowering youth: Use of technology in advocacy to affect social change. *Journal of Computer Mediated Communication, 15*(4), 575-591.

The Canadian Index of Wellbeing. (2011). *The Canadian index of wellbeing.* Retrieved 27 July 2011 from http://www.ciw.ca/en/TheCanadianIndexOfWellbeing.aspx

The Earth Institute. (2011). *One million community health workers: Technical task force report.* New York, NY: The Earth Institute, Columbia University.

The Economist. (2011, January 15). Wiki birthday to you. *The Economist*. London, UK: The Economist Newspaper Limited.

The Global Fund (GF). (2007). *Report on the involvement of faith-based organizations in the Global Fund*. Geneva, Switzerland: The Global Fund to Fight Aids Tuberculosis and Malaria.

The Global Polio Eradication Initiative. (n.d.). *History*. Retrieved 23 July 2011 from http://www.polioeradication.org/Aboutus/History.aspx

The Government of Bangladesh (2008). *Cyclone Sidr in Bangladesh: Damage, loss and needs assessment for disaster recovery and reconstruction.* Dhaka, Bangladesh: The Government of Bangladesh.

The Guam Code Annotated. (2003). Chapter 16: Disaster service volunteer leave act. In *Guam code annotated* [Title 4: Public Officers and Employees, Bill No. 139 (COR)]. Retrieved 19 July 2011 from http://www.justice.gov.gu/compileroflaws/gca/04gca/4gc016.PDF

The International Centre for Not-for-profit Law (ICNL). (2010). *The legal framework for volunteerism: Ten years after international year of volunteers 2001*. Washington, DC: ICNL.

The Jakarta Post. (2009, December 2). Women's tree planting movement launched. *The Jakarta Post*. Retrieved 9 March 2011 from http://www.thejakarta post.com/news/2009/12/02/women039s-tree-planting-movement-launched.html

The Morningside Post. (2010, March 2). Call for volunteers for Ushahidi crisis mapping. *The Morningside Post.* Retrieved 3 May 2011 from http://themorningsidepost.com/2010/03/crisis-mapping-in-chile-sipa-takes-lead-on-ushahidi-earthquake-response/

The National Commission for Human Development, United Nations Volunteers (UNV), & the UN System in Pakistan (2004, December). *International conference on volunteerism & the Millennium Development Goals* [Final report], Islamabad, Pakistan. Retrieved 23 June 2011 from http://www.worldvolunteerweb.org/fileadmin/docs/old/pdf/2005/050822PAK_MDG.pdf

The National Democratic Institute (NDI). (2006). *Text messaging delivers for Montenegro election monitors.* Retrieved 29 June 2011 from http://www.ndi.org/node/64

The Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2011, June). *Progress and challenges in aid effectiveness: What can we learn from the health sector?* [Final report: 4th High Level Forum on Aid Effectiveness], Busan, Korea. Retrieved 16 July 2011 from http://www.oecd.org/dataoecd/61/22/48298309.pdf

The Times of India. (2008, July 6). What is Teach India? *The Times of India.* Retrieved 21 April 2011 from http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2008-07-06/india/27892324_1_preference-and-time-commitment-area-preference-and-time-ngos

Thoits, P. A., & Hewitt, L. N. (2001). Volunteer work and well-being. *Journal of Health and Social Behavior, 42*(2), 115-131.

Thomas, B. P. (1985). *Politics, participation, and poverty: Development through self-help in Kenya*. Boulder, CO: Westview Press.

Thompson, D. (2009). What does 'social capital' mean? *Australian Journal of Social Issues, 44*(2), 145-161.

Tiessen, R. (2011). *Volunteerism in disaster risk reduction* [Unpublished report: Background paper SIP-15 for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Tommasoli, M. (1995). *Participation, social development and post-conflict recovery in Ethiopia and Eritrea*. Paper submitted to the SPA working group on Economic Reform in the Context of Political Liberalization, Paris, France.

Tortosa, J. M. (2009). *Sumak Kawsay, Suma Qamaña, Buen Vivir*. Alicante, Spain: *Fundación Carolina.*

Touré, M. (2010). *Mobilisation sociale et participation populaire autour d'un projet d'accèsà l'eau, à l'assainissement et à la santé*. Retrieved 23 August 2011 from http://www.enda.sn/COUVLIVRE.pdf

Truong T. K. C., Small, I., & Vuong, D. (2008). *Diaspora giving: An agent of change in Asia Pacific communities: Vietnam* [Conference paper for the diaspora giving: An agent of change in Asia Pacific Communities Conference, Hanoi, Vietnam]. Retrieved 21 July 2011 from http://www.asiapacificphilanthropy.org/files/APPC%20Diaspora%20Giving_vietnam.pdf

Tutton, M. (2009). *Why taking unpaid leave could boost your career.* Retrieved 19 June 2011 from http://edition.cnn.com/ 2009/BUSINESS/06/19/career.breaks/index.html

Uggen, C., & Janikula, J. (1999). Volunteerism and arrest in the transition to adulthood. *Social Forces, 78*(1), 331-362.

Uhereczky, A. (2007). *Social inclusion and volunteer/civic engagement.* Brussels, Belgium: Association of Voluntary Service Organization (AVSO).

Ullah B., Shahnaz F., & Van Den Ende, P. (2009). *Good practices for community resilience*. Dhaka, Bangladesh: Practical Action- Bangladesh.

União Nacional por Moradia Popular. (n.d.). *SELVIP – Semana Latino-americana pela autogestão popular do hábitat*. Retrieved 20 June 2011 from http://www.unmp .org.br

United Nations (UN). (1995). *Report of the Fourth World Conference on women, Beijing, China, 4-15 September 1995* (A/ CONF.177/20). Retrieved 1 July 2011 from http://www.un.org/ womenwatch/ daw/beijing/official.htm

United Nations (UN). (2002a). *Report of the World Summit on sustainable development* (A/CONF.199/20). New York, NY: UN.

United Nations (UN). (2002b). *Women, peace and security.* Study submitted by the Secretary-General pursuant to Security Council Resolution 1325 (2000). New York, NY: UN.

United Nations (UN). (2010). *The Millennium Development Goals Report 2010*. New York, NY: UN.

United Nations Capital Development Fund (UNCDF). (2010, October). *Pursuing the MDGs through local government*. Paper prepared for Global Forum on Local Government. Kampala, Uganda.

United Nations Children's Fund (UNICEF). (2004). *What works for children in South Asia: Community health workers*. New York, NY: UNICEF.

United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) & United Nations Volunteers (UNV). (2008). *Youth volunteers hold back the desert in Ethiopia.* Retrieved 3 April 2011 from http:// www.unv.org/en/current-highlight/ environment-2008/doc/youth-volunteers-hold-back.html

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA). (1995). Chapter 4: Social integration. In *World Summit for Social Development Programme of Action.* Retrieved 10 July 2011 from http://www. un.org/esa/socdev/wssd/text-version/ agreements/poach4.htm

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA). (2005). *World Youth Report 2005: Young people today, and in 2015*. New York, NY: UN.

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA). (2007). *World Youth Report 2007: Young people's transition to adulthood – progress and challenge*. New York, NY: UN.

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA). (2008). *Guide to the national implementation of the Madrid international plan of action on ageing*. New York, NY: UN.

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA). (2009). *Creating an inclusive society: Practical strategies to promote social integration* [Draft]. Retrieved 14 July 2011 from http://www. un.org/esa/socdev/egms/docs/2009/ Ghana/inclusive-society.pdf

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA) and United Nations Volunteers (UNV). (2007, November). *Methods for promoting participation, engagement, including volunteerism, and inclusion in national development initiatives*. New York, NY: UNV.

United Nations Development Fund for Women (UNIFEM) and United Nations Volunteers (UNV). (2009). *Experiencias de participación de las mujeres para impulsar el desarrollo local con equidad.* Bonn, Germany: UNV.

United Nations Development Programme (UNDP). (1990). *Human Development Report (HDR) 1990: Concept and measurement of human development*. New York, NY: UNDP.

United Nations Development Programme (UNDP). (2006). *Youth and violent conflict: Society and development in crisis?* New York, NY: UNDP.

United Nations Development Programme (UNDP). (2010a). *Egypt Human Development Report 2010: Youth in Egypt: Building our future.* New York, NY: UNDP.

United Nations Development Programme (UNDP). (2010b). *Human Development Report (HDR) 2010. The real wealth of nations: Pathways to human development* (20th anniversary ed.). New York, NY: UNDP.

United Nations Development Programme (UNDP). (2010c). *Unlocking progress: MDG acceleration on the road to 2015*. New York, NY: UNDP.

United Nations Development Programme (UNDP). (2011). *Project quarterly report for first quarter 2011*. Tashkent, Uzbekistan: UNDP.

United Nations Development Programme (UNDP) and Evaluation Office (EO). (2003). Volunteerism and development. In Evaluation Office (Ed.), *Essentials*. New York, NY: UNDP and EO.

United Nations Development Programme (UNDP) and Institute of National Planning, Egypt. (2010). *Egypt Human Development Report 2010*. Cairo, Egypt: UNDP and Institute of National Planning, Egypt.

United Nations Development Programme (UNDP) and Ministry of Planning and International Cooperation. (2011). *Jordan Human Development Report 2011: Small business and human development*. Amman, Jordan: UNDP and Ministry of Planning and International Cooperation.

United Nations Development Programme (UNDP) China and United Nations Volunteers (UNV) China. (forthcoming). *State of volunteerism in China 2011: Engaging people through ideas, innovation and inspiration.* Beijing, China: UNDP & UNV.

United Nations Development Programme (UNDP) Indonesia. (2009, July 27). *BNPB, UNDP and UNV promote volunteerism for better disaster management*. Retrieved 14 July 2011 from http://www.undp.

or.id /press/view.asp?FileID=20090727-1&lang=en

United Nations Development Programme (UNDP) Regional Bureau for Europe and the Commonwealth of Independent States. (2011). *Regional Human Development Report: Beyond transition towards inclusive society*. Bratislava, Slovakia: UNDP Regional Bureau for Europe and the Commonwealth of Independent States.

United Nations Educational Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (2009). *Tin Tua's self-help philosophy makes communities bloom*. Retrieved 8 June 2011 from http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=59423&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

United Nations Environment Programme (UNEP). (2005). *Environmental management and disasters preparedness: Building a multi-stakeholder partnership*. Retrieved 15 May 2011 from http://www.unep.or.jp/ietc/Publications/DM/wcdr_session_report.pdf

United Nations Environment Programme (UNEP). (2011). *Towards a green economy: Pathways to sustainable development and poverty reduction*. Retrieved 28 July 2011 from http://www.unep.org /greeneconomy/GreenEconomyReport/tabid/29846/Default.aspx

United Nations General Assembly (UNGA). (2000). *Further initiatives for social development* (A/RES/S-24/2) [Resolution adopted by the General Assembly at Twenty-fourth special session – Agenda item 9].

United Nations General Assembly (UNGA). (2002a). *International Year of Volunteers: Outcomes and future perspectives* (A/57/352) [Report of the Secretary-General presented at the Fifty-seventh session – Agenda item 98].

United Nations General Assembly (UNGA). (2002b). Recommendations on support for volunteering (A/RES/56/38) [Resolution adopted by the General Assembly at the fifty-sixth session – Agenda item 108].

United Nations General Assembly (UNGA). (2003). *Follow-up to the International Year of Volunteers* (A/RES/57/106) [Resolution adopted by the General Assembly at the fifty-seventh session – Agenda item 98].

United Nations General Assembly (UNGA). (2005). *Follow-up to the implementation of the International Year of Volunteers* (A/60/128) [Report of the Secretary-General presented at the sixtieth session – Agenda item 64].

United Nations General Assembly (UNGA). (2006). *Follow-up to the International Year of Volunteers* (A/RES/60/134) [Resolution adopted by the General Assembly at the Sixtieth session – Agenda item 62].

United Nations General Assembly (UNGA). (2008). *Follow-up to the implementation of the International Year of Volunteers* (A/63/184) [Report of the Secretary-General presented at the sixty-third session – Agenda item 58(b)].

United Nations General Assembly (UNGA). (2009). *Follow-up to the implementation of the International Year of Volunteers* (A/RES/63/153) [Resolution adopted by the General Assembly at the sixty-third session – Agenda item 55 (b)].

United Nations General Assembly (UNGA). (2010a). *Keeping the promise: United to achieve the Millennium Development Goals* (A/RES/65/1) [Resolution adopted by the General Assembly at the sixty-fifth session – Agenda items 13 and 115].

United Nations General Assembly (UNGA). (2010b). *Objective and themes of the United Nations conference on sustainable development* (A/CONF.216/PC/7) [Report of the Secretary-General Preparatory Committee for the United Nations Conference on Sustainable Development at the second session – Provisional Agenda Item 2].

United Nations General Assembly (UNGA). (2010c). *Report of the Secretary-General (A/64/665): Keeping the promise: A forward-looking review to promote an agreed action agenda to achieve the Millennium Development Goals by 2015*. New York, NY: UN.

United Nations General Assembly (UNGA). (2011a). *Happiness: Towards a holistic approach to development* (Vol. A/65/86) [Draft resolution]. New York, NY: UN.

United Nations General Assembly (UNGA). (2011b). *Synthesis report on best practises and lessons learned on the objective and themes of the conference on sustainable development* (A/CONF.216/PC/8) [Note by the Secretariat at the Second Session – Agenda Item 2].

United Nations Global Compact (UNGC). (2011). *Sustainable development*. Retrieved 27 July 2011 from http://www.unglobalcompact.org/Issues/partnerships/business_development.html

United Nations Global Compact (UNGC). (n.d.). *Overview of the UN Global Compact*. Retrieved 29 June 2011 from http://www.unglobalcompact.org/AboutTheGC/index.html

United Nations Inter-Agency Network on Women and Gender Equality (UN IANWGE). (2011). *Woman watch: Directory of UN resources on gender and women's issues*. Retrieved 10 June 2011 from http://www.un.org/womenwatch/

United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR). (2005a). *Hyogo framework for action 2005-2015: Building the resilience of nations and communities to disasters*. New York, NY: UNISDR.

United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR). (2005b, January). *Report of the World Conference on Disaster Reduction*, Hyogo, Japan (A/Conf.206/6). Retrieved 17 June 2011 from http://www.unisdr.org/ eng/hfa/docs/final-report-wcdr-english.doc

United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR). (2009). *Terminology on disaster risk reduction*. Retrieved 23 April 2011 from http://

www.unisdr.org/eng/terminology/UNISDR-terminology-2009-eng.pdf

United Nations Security Council (UNSC). (2000). *Resolution 1325: Adopted by the Security Council at its 4213th meeting, on 31 October 2000* (S/RES/1325). Retrieved 1 March 2011 from http://www.un.org/events/res_1325e.pdf

United Nations Volunteers (UNV). (1999). *Expert working group meeting on volunteering and social development.* New York, NY: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2000, November). *Below the waterline of public visibility: Roundtable on volunteerism and social development*, The Hague, Netherlands. Retrieved 12 July 2011 from http://www.unv.org/fileadmin/docs/old/pdf/2000/00_11_29NLD_hague_below_waterline.pdf

United Nations Volunteers (UNV). (2002). *Volunteerism and capacity development: Research report.* Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2004). *Online volunteering: Nothing virtual about it*. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2005). *Disaster risk reduction, governance and volunteerism*. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2006, April 26). *Volunteers drive recovery of Chernobyl-affected communities.* Retrieved 21 July 2011 from http://www.unv.org/en/news-resources/news/doc/volunteers-drive-recovery-of.html

United Nations Volunteers (UNV). (2008a). *'Teach India': One of the largest campaigns of its kind*. Retrieved 11 June 2011 from http://www.unv.org/en/news-resources/news/doc/teach-india-one-of.html

United Nations Volunteers (UNV). (2008b). *Youth volunteers hold back the desert in Ethiopia.* Retrieved 23 July 2011 from http://www.unv.org/en/current-highlight/environment-2008/doc/youth-volunteers-hold-back.html

United Nations Volunteers (UNV). (2009). *Laws and policies affecting volunteerism since 2001*. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2010c). *Volunteer partnerships for West Africa team.* Retrieved 12 April 2011 from http://http://www.onlinevolunteering.org/en/org/stories/2010_volunteer_partnerships.html

United Nations Volunteers (UNV). (2010a). *Engineers without borders team.* Retrieved 8 August 2011 from http://www.onlinevolunteering.org/en/org/stories/2010_engineers.html

United Nations Volunteers (UNV). (2010b). *Online volunteering service statistics.* Retrieved 12 April 2011 from http://www.onlinevolunteering.org/en/org/about/statistics.html

United Nations Volunteers (UNV). (2011a). *Bangladesh volunteering survey* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2011b, June). *Online volunteering service newsletter.* Retrieved 8 August 2011 from http://www.onlinevolunteering.org/en/org/resources/newsletter_june_2011.html

United Nations Volunteers (UNV). (2011c). *SWVR High Level Advisory Board meeting* [Unpublished summary Report]. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2011d). *Volunteerism and disaster risk reduction and recovery* [Unpublished report: Online discussion report]. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2011e). *Volunteerism and gender* [Unpublished report: Online discussion report]. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2011f). *Volunteerism and HIV/AIDS* [Unpublished report: Online discussion report]. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2011g). *Volunteerism and the environment* [Unpublished report: Online discussion report]. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (2011h). *Volunteerism, conflict prevention and recovery* [Unpublished report: Online discussion]. Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (n.d.). *Developing a volunteer infrastructure: A guidance note.* Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV). (n.d.). *Online volunteering service: How does it work?* Retrieved 23 July 2011 from http://www.onlinevolunteering.org/en/vol/resources

United Nations Volunteers (UNV). (n.d.). *The contribution of volunteerism to disaster risk reduction: Practice note.* Bonn, Germany: UNV.

United Nations Volunteers (UNV), & Independent Sector. (2001). *Measuring volunteering: A practical toolkit.* Bonn, Germany & Washington, WA: UNV & Independent Sector.

United Nations Volunteers (UNV), & New Academy of Business. (2003). *Enhancing business-community relations: The role of volunteers in promoting global corporate citizenship*. *Global Report.* Retrieved 27 July 2011 from http://www.worldvolunteerweb.org/fileadmin/docs/old/pdf/2004/Global_Report_EBCR.pdf

United Nations Volunteers (UNV), CIVICUS, & International Association for Volunteer Effort (IAVE). (2009). *Volunteering and social activism: Pathways for participation in human development*. Bonn, Germany: UNV, CIVICUS & IAVE.

United Nations Volunteers (UNV), DanSocial, & Universidad del Rosario. (2011). *Impacto del Voluntariado en Colombia.* Bonn, Germany: UNV, DanSocial, & Universidad del Rosario.

United Nations Volunteers (UNV), IFRC, & Inter-Parliamentary Union. (2004). *Volunteerism and legislation: A guidance note.* Bonn, Germany: UNV, IFRC & Inter-Parliamentary Union.

United States Agency for International Development (USAID). (n.d.). *Diaspora engagement: Remittances & beyond.* Retrieved 28 July 2011 from http://www.usaid.gov/our_work/global_partnerships/gda/remittances.html

UnitedHealthcare & VolunteerMatch. (2010, March). *Do good live well study – Reviewing the benefits of volunteering.* Retrieved 29 June 2011 from http://cdn.volunteermatch.org/www/about/UnitedHealthcare_VolunteerMatch_Do_Good_Live_Well_Study.pdf

Uslaner, E. M. (1994, July). *Trends in comity over time.* Paper presented at the Workshop on Social Capital and Democracy, Cape Cod, MA.

Van Willigen, M. (2000). Differential benefits of volunteering across the life course. *The Journals of Gerontology: Series B, 55*(5), S308-S318.

VanLear, A. C., Sheehan, M., Withers, L. A., & Walker, R. A. (2005). AA online: The enactment of supportive computer mediated communication. *Western Journal of Communication, 69*(1), 5-26.

Varshney, A. (2002). *Ethnic conflict and civic life: Hindus and Muslims in India* (2nd ed.). New Haven, CT: Yale University Press.

Venton, P., & Venton, C. C. (2005). *Community-based disaster risk reduction in the Indian State of Bihar*. Middlesex, UK: Tearfund.

Verclas, K. (2007). *Texting it in: monitoring elections with mobile phones.* Retrieved 8 July 2011 from http://mobileactive.org / texting-it-in

Visser, W. (2007). Drivers of CSR in developing countries: The new thinking. *Effective Executive*, 55-58.

Visser, W. (2008). *Corporate social responsibility in developing countries*, In A. Crane, A. McWilliams, D. Matten, J. Moon & D. Siegel (Eds.), *The Oxford handbook of corporate social responsibility* (pp. 473-479). Oxford, UK: Oxford University Press.

Voicu, M., & Voicu, B. (2003). Volunteering in Romania: A 'Rara Avis'. In P. Dekker & L. Halman (Eds.), *The values of volunteering: Cross-cultural perspectives* (pp. 143-159). New York, NY: Kluwer Academic/Plenum Publishers.

Voluntersul. (2009). *Bombeiros Voluntarios do Rio Grande do Sul 2009*. Retrieved 7 April 2011 from http://www.voluntersul.com.br/index.php?option=com_content&view=article&id=48&Itemid=55

Walsh, C. (2010). Development as Buen Vivir: Institutional arrangements and (de) colonial entanglements. *Development*, 53(1), 15-21.

Walsh, J. (2010). *Media perceives volunteers and volunteerism: South/East Asia and the Pacific* [Unpublished report]. Bonn, Germany: UNV.

Watson, C. (1996). *The flight, exile and return of Chadian refugees: A case study with a special focus on women*. Geneva, Switzerland: United Nations Research Institute for Social Development (UNRISD).

Weil, S. W., Wildemeersch, D., & Jansen, T. (2005). *Unemployed youth and social exclusion in Europe*. Hampshire, UK: Ashgate Publishing Limited.

White, M. (2010, August 12). Clicktivism is ruining leftist activism. *The Guardian.* Retrieved 12 June 2011 from http://www.guardian.co.uk/commentisfree/2010/aug/12/clicktivism-ruining-leftist-activism

White, S. C. (2009). *Bringing wellbeing into development practice* [WeD working paper 09/50]. Bath, UK: Wellbeing in Developing Countries (WeD), University of Bath.

Whiteley, P. (2004). *The art of happiness: Is volunteering the blueprint for bliss*? London, UK: Economic and Social Research Council (ESRC).

Whitford, A. B., Yates, J., & Ochs, H. L. (2006). Ideological extremism and public participation. *Social Science Quarterly, 87*(1), 37-54.

Wilkinson-Maposa, S. (2009). *The poor philanthropist IV: A handbook for community philanthropy organizations.* Cape Town, South Africa: University of Cape Town.

Wilkinson-Maposa, S., & Fowler, A. (2009). *The poor philanthropist II: New approaches to sustainable development*. Cape Town, South Africa: University of Cape Town, Graduate School of Business.

Wilkinson-Maposa, S., Fowler, A., Oliver-Evans, C., & Mulenga, C. F. N. (2005). *The poor philanthropist: How and why the poor help each other.* Cape Town, South Africa: University of Cape Town, Graduate School of Business.

Wills-Herrera, E., Orozco, L. E., Forero-Pineda, C., Pardo, O., & Andonova, V. (2010). The relationship between perceptions of insecurity; social capital and subjective well-being: Empirical evidences from areas of rural conflict in Colombia. *The Journal of Socio-Economics, 40*(2011), 88-96.

Wilson, J. (2000). Volunteering. *Annual Review of Sociology, 26*(1), 215-240.

Wilson, J., & Musick, M. A. (1998). The contribution of social resources to volunteering. *Social Science Quarterly, 79*(4), 799-814.

Wilson, J., & Musick, M. A. (1999). Attachment to volunteering. *Sociological Forum, 14*(2), 243-272.

Wilson, J., & Musick, M. A. (2000). The effects of volunteering on the volunteer. *Law and Contemporary Problems, 62*(4), 141-168.

Woldemariam, K. (2009). *The rise of elective dictatorship and erosion of social capital: Peace, development, and democracy in Africa*. Asmara, Eritrea: Africa World Press.

Woldemichael, B., & Sørensen, B. R. (1995). Management of Social and Institutional Rehabilitation: Eritrea Case Study. Draft paper prepared for the GTZ workshop on Social and Institutional Rehabilitation, Addis Ababa. In B. R. Sørensen, *Women and post-conflict reconstruction: Issues and sources* (pp. 19-23) [WSP occasional paper 3]. Geneva, Switzerland: United Nations Research Institute for Social Development Programme for Strategic and International Security Studies.

Woolcock, M., & Narayan, D. (2000). Social capital: Implications for development theory, research and policy. *The World Bank Research Observer, 15*(2), 225-249.

Woolley, F. (1998, October). *Social cohesion and voluntary activity: Making connections* [Paper presented at the "State of living standards and the quality of life in Canada: Perspectives and prospective" Conference]. Ottawa, Canada: Canadian Centre for the Study of Living Standards.

World Bank. (1999). *Social capital implementation framework: Social cohesion and inclusion*. Retrieved 8 July 2011 from http://go.worldbank.org / YUKNPQ4MY0

World Bank. (2006). *Not if but when: Adapting to natural hazards in the Pacific Island region: A policy note.* Washington, DC: World Bank.

World Bank. (2007a). *Social exclusion and the EU's social inclusion agenda* [Paper prepared for the EU8 social inclusion study]. Washington, DC: World Bank.

World Bank. (2007b). *World development report 2007: Development and the next*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. (2009). *Building resilient communities: Risk management and response to natural disasters through social funds and community-driven development operations*. Retrieved 20 April 2011 from http://siteresources.worldbank.org/INTSF/Resources/Building_Resilient_Communities_Complete.pdf

World Bank. (2011). *World Development Report 2011: Conflict, security, and development*. Washington, DC: The International Bank for Reconstruction and Development/World Bank.

World Commission on Environment and Development. (1987). *Our common future*, [Report of the World Commission on Environment and Development. Published as Annex to General Assembly document A/42/427], Development and International Co-operation: Environment August 2, 1987. Retrieved 30 July 2011 from http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm

World Health Organization (WHO). (1990). *The primary health care worker: Working guide*. Geneva, Switzerland: WHO.

World Health Organization (WHO). (2003). *Investing in mental health*. Geneva, Switzerland: WHO.

World Health Organization (WHO). (2007). *Community health workers: What do we know about them?* Policy brief for the Evidence and Information for Policy, Department of Human Resources for Health. Geneva, Switzerland: WHO.

World Meteorological Organization (WMO). (2001). *Volunteers for weather, climate and water* [WMO-No. 919]. Geneva, Switzerland: WMO.

World Value Survey (WVS). (2011). *World value survey*. Retrieved 29 June 2011 from http://www.worldvaluessurvey.org

Yahata, R. (2011). *Community building and the role of volunteering and civic engagement after the Great East Japan Earthquake.* International Year plus Ten Japan National Committee Kick-off Symposium.

Yates, M., & Youniss, J. (1996). A developmental perspective on community service. *Social Development, 5*(1), 85-S111. doi:10.1111/1467-9507.ep11645666

Yeboah-Antwi, K., Pilingana, P., Macleod, W. B., Semrau, K., Siazeele, K., Kalesha, P., Hamer, D. H. (2010). Community case management of fever due to malaria and pneumonia in children under five in Zambia: A cluster randomized controlled trial. *PLoS Medicine, 7*(9). doi:10.1371/journal.pmed.1000340

Ying, X. (2011). *Volunteerism and the state* [Unpublished report: Background paper for SWVR]. Bonn, Germany: UNV.

Yipa, W., Subramaniana, S. V., Mitchella, A. D., Leeb, D. T. S., Wangc, J., & Kawachi, I. (2007). Does social capital enhance health and well-being? Evidence from rural China. *Social Science & Medicine, 64*(1), 35-49. doi:10.1016/j.socscimed.2006.08.027

Young, S. (2007, September). *Volunteer work and ILO*. Presented at the Global Assembly on Measuring Civil Society and Volunteering, Bonn, Germany.

Youniss, J., & Reinders, H. (2010). Youth and community service. *Zeitschrift Fur Erziehungswissenschaft, 13*(2), 233-248.

Zhao, Y. (2010). *Social Networks and reduction of risk in disasters: An example of Wenchuan earthquake*. Retrieved 14 July 2011 from http://www.kent.ac.uk/ scarr/events/beijingpapers/ZhaoYandongPpr.pdf

Zlatkova, A. (2008). Unpaid labor as a positive in the fight with poverty – Voluntary labor and volunteering. *Economic Studies*, 4, 83-108.

CONTACTS POUR LE PROGRAMME VNU

Pour des informations générales sur le programme VNU, veuillez contacter :

Programme des Volontaires des Nations Unies
Postfach 260 111
D-53153 Bonn
Allemagne

Téléphone : (+49 228) 815 2000
Fax : (+49 228) 815 2001

Email : information@unvolunteers.org
Internet : **www.unvolunteers.org**
Facebook : **www.facebook.com/unvolunteers**
YouTube : **www.youtube.com/unv**

Bureau du programme VNU à New York
Two United Nations Plaza
New York, NY10017, États-Unis

Téléphone : (+ 1 212) 906 3639
Fax : (+1 212) 906 3659

Email : RONA@unvolunteers.org

Pour savoir comment devenir volontaire des Nations Unies, veuillez consulter le site du programme VNU :
www.unvolunteers.org

Pour des informations supplémentaires sur le service Volontariat en Ligne, veuillez consulter le site :
www.onlinevolunteering.org

Imprimé sur papier certifié FSC à fibres 100 % recyclables et à encre végétale.
Document recyclable.

FSC www.fsc.org MIXTE Issu de sources responsables FSC® C016433

USD 25
ISBN 978-92-1-200324-5

Publication des Nations Unies
Imprimé au Danemark
Novembre 2011 – 1 500

UN Volontaires
l'inspiration en action